Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1967)

LE CANADA FRANÇAIS *APRÈS DEUX SIÈCLES DE PATIENCE*

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Gérard Bergeron

LE CANADA FRANÇAIS APRÈS DEUX SIÈCLES DE PATIENCE.

Paris : Les Éditions du Seuil, 1967, 281 pp. Collection : L'histoire immédiate.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 15 juin 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1967)

LE CANADA FRANÇAIS
APRÈS DEUX SIÈCLES DE PATIENCE

Paris : Les Éditions du Seuil, 1967, 281 pp. Collection : L'histoire immédiate.

DU MÊME AUTEUR

FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT

(préface de Raymond Aron)

Paris : Librairie Armand Colin, 1965. Coll. « Sciences politiques ».

Ouvrage publié avec le concours du Conseil national de la Recherche scientifique.

Prix de la Faculté de Droit et Sciences économiques de Paris, 1965.

Prix de la Section « Sciences humaines » des Concours littéraires et scientifiques de la province de Québec, 1966.

LE CANADA FRANÇAIS APRÈS DEUX SIÈCLES DE PATIENCE

Paris : Les Éditions du Seuil, 1967, 281 pp. Collection L'histoire immédiate.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

[Introduction](#) : La plus grande réussite (involontaire) de la France

I. [LE CANADA DANS LE MONDE : L'ESPACE](#)

- [Quand les distances sont le fait politique majeur](#)
- [Un peuplement au « compte-gouttes » le long de la frontière américaine](#)
- [Une souveraineté octroyée petit à petit](#)
- [Présence du Canada dans le monde actuel](#)

II. [LE CANADA EN AMÉRIQUE DU NORD : LE VOISINAGE](#)

- [Une coexistence osmotique](#)
- [Continentalisation de deux histoires divergentes](#)
- [Des relations internationales sans la claire notion de l'« Autre »](#)
- [Accommodements et absence de solution](#)

III. [LE CANADA-FRANÇAIS DANS LE CANADA : L'HISTOIRE](#)

- [D'interminables commencements](#)
- [Le régime français ou les « arpents de neige » sous l'Ancien Régime](#)
- [Le régime anglais ou quand le conquérant se fait colonisateur](#)
- [Le régime fédératif ou l'unité dans la diversité](#)

IV. [LE QUÉBEC DANS LE CANADA-FRANÇAIS : LE NOMBRE](#)

- [Un centre dur dans un cercle flou dans une totalité fermée](#)
- [Le Québec et l'Acadie : irrédentisme ou polycentrisme ?](#)
- [Diffraction plutôt que réfraction du Canada français dans l'Ouest](#)
- [Vers un nouvel accord des anciens Bas-Canada et Haut-Canada ?](#)

V. [LES QUÉBÉCOIS DANS LE QUÉBEC : L'HOMO QUEBECENSIS](#)

- [Le Québécois, produit de l'histoire](#)
- [Le Québécois devant sa « pensée »](#)
- [Le Québécois devant son destin](#)
- [Fiche signalétique de l'« homo quebecensis »](#)

VI. LES QUÉBÉCOIS DANS LE CANADA : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

- « Révolution tranquille » ou évolution tapageuse ?
- Quand tout un peuple se remet à l'école
- « Maîtres chez nous » avec le capital, d'ailleurs
- Retour à la stagnation d'avant 1960 ?

VII. LES QUÉBÉCOIS EN AMÉRIQUE DU NORD : LE NÈGRE-BLANC

- Des Américains parlant français ou des nègres albinos ?
- De la « revanche des cerveaux » à la sublimation de la dépression
- De « la Colline inspirée » au « veau d'or » ?
- Du provincialisme au continentalisme

VIII. LES QUÉBÉCOIS DANS LE MONDE : LA MARCHÉ VERS L'INDÉPENDANCE ?

- Un contentieux biculturel jamais réglé
- Un régime fédératif ou une foire de maquignons ?
- Égalité politique et inégalité des chances économiques
- De l'« intégration lucide » à l'indépendance aventureuse

CONCLUSIONS ET PROSPECTIVES

- What does Quebec want ?
- Que veulent les jeunes Québécois ?
- Que peut la France ?

Carte du Canada

Bibliographie

Nous,
les seuls nègres aux belles certitudes blanches
ô caravelles et grands appareillages
des enfants-messies
nous les sauvages cravatés
nous attendons depuis trois siècles
pêle-mêle
la revanche de l'Histoire
la fée de l'Occident
la fonte des glaciers.

Jacques BRAULT.

Le Canada français après deux siècles de patience

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Un semi-continent plus vaste que l'Europe, le désert le plus riche du monde. D'un océan à l'autre, c'est la distance de Brest à l'Oural. Dix provinces, deux métropoles, onze capitales, 10 millions de km², 20 millions d'habitants : une énorme improvisation historique.

Il est soudé aux États-Unis comme un second étage à un premier richement meublé et habité par une nombreuse et opulente famille, qui s'ouvre sur le monde par de larges fenêtres. Lui, " le second ", guère encombré et moins bien pourvu, semble devoir encore emprunter l'escalier intérieur pour avoir accès au dehors...

La France aidera-t-elle le Canada et singulièrement le Québec francophone à accéder à la vraie liberté culturelle, celle qui ne va pas sans le contrôle des moyens de production et le développement économique autonome ?

L'heure du dégel est venue. Mais, véritable autonomie ou indépendance du Québec, ce dégel comporte des risques : cet ouvrage tente d'en prendre la mesure. Le Québec s'est trop longtemps défini, pour se préserver, par son passé. Sa devise officielle est : "Je me souviens". Il tourne aujourd'hui les yeux vers l'avenir. Être, pour lui, signifie devenir.

Gérard Bergeron

Né à Charny, près de Québec, en 1922.

Études au collège de Lévis, aux universités Laval de Québec, Columbia de New York, à l'Institut universitaire de Hautes Études internationales de Genève, et à la faculté de Droit et de Sciences économiques de Paris.

Chargé d'enseignement à la faculté des Sciences sociales de l'université Laval en 1950. Responsable d'enseignement en théorie politique et en relations internationales. Professeur de la Théorie de l'État depuis 1961. Directeur d'études associé à la vie Section de l'École pratique des Hautes Études (1966).

Le Canada français après deux siècles de patience

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

C'est un sujet à la fois beau et déprimant qu'un pays qui, après cent ans d'existence, risque de se défaire avant de ne s'être vraiment fait.

On peut écrire deux livres :

- Pourquoi et en quoi l'indépendance du Québec est bénéfique aux Québécois, s'impose, est faisable, se fera.
- Pourquoi et en quoi elle est maléfique aux Québécois autant qu'aux autres Canadiens, ne s'impose pas, n'est pas faisable, ne se fera pas.

L'auteur a préféré écrire un troisième livre.

En constituant ce « dossier » de la crise canadienne, il a cherché à établir si l'épanouissement d'un Québec francophone a plus de chance de s'accomplir à l'intérieur d'un système fédératif rénové ou par les voies de l'indépendance totale. C'était aussi se demander comment le Canada centenaire peut résoudre son *Quebec Problem* pour se donner enfin une assiette moins fragile, menacé qu'il est de submersion lente mais certaine par le voisinage du plus puissant pays du monde.

Il importe d'abord de rappeler aux Français que les Canadiens français - ou « les Français canadiens », comme avait l'habitude de le dire joliment à l'auteur son ancienne concierge parisienne - sont d'abord plus canadiens, c'est-à-dire américains, que français, c'est-à-dire européens - ce qui n'est pas le cas pour les Suisses romands ou les Belges wallons.

L'indépendance du Québec est une question sérieuse parce qu'elle est possible et logique, parce qu'elle commence à être pensée comme désirable sinon comme réalisable. Ses risques sont sérieux : A force d'être harcelés par le Québec, les Canadiens anglophones consentiraient-ils à la séparation ? Ayant besoin du réservoir de matières premières du Québec et ne pouvant faire fi de son important marché de consommation, les Américains adopteraient-ils une attitude de neutralité bienveillante ? Il ne faudrait pas surestimer le soutien de l'opinion publique mondiale, de l'ON.U., du Tiers-Monde, du monde francophone avec, à la tête, la France ; non plus, faire abstraction des coûts peut-être prohibitifs de la conquête de l'indépendance : coûts humains et intellectuels, aussi bien qu'économiques et financiers.

Le peuple canadien-français doit d'abord se définir par ses marches géographiques et les confins de son existence historique.

On a donc procédé à une présentation par ondes concentriques, jusqu'au noyau central ; puis, en une perspective inverse, on a parcouru le même chemin à rebours. Un sablier pourrait symboliser cette méthode : au centre le goulot d'étranglement, en l'occurrence, les Québécois dans le Québec : l'homo *quebecensis*.

Le Canada français après deux siècles de patience

INTRODUCTION

LA PLUS GRANDE RÉUSSITE (INVOLONTAIRE) DE LA FRANCE

Le Canada se souvient de bien des choses, car non seulement il a une mémoire, il en est une. Il se souvient d'abord d'avoir été une branche de l'arbre français, mais aussi d'en avoir été coupé, puis, laissé sur le sol, d'y avoir pris racine, d'avoir vécu sans nous, pensé sans nous, grandi sans nous, conquis par son seul courage, par sa seule perspicacité, et par une continuité de vues qui ne nous doit rien, le droit à sa propre langue, à ses propres méthodes d'éducation et à sa propre culture. Si nous sommes l'arbre, jamais l'arbre ne s'est moins soucié de sa branche. Qu'il s'en soucie, aujourd'hui, rien de mieux, mais ce qu'il retrouve, après l'avoir si longtemps négligé, ce n'est plus une branche, c'est un arbre : un arbre de même espèce que lui, mais un autre arbre, qui est un arbre comme lui.

ÉTIENNE GILSON.

[Retour à la table des matières](#)

Quand un Français, fût-il Etienne Gilson, dit ou écrit « le Canada », il pense le Canada-Français ou le Québec, tout comme les Canadiens-Français s'appellent eux-mêmes « les Canadiens » et dénomment leurs concitoyens « les Anglais ». Ces simplifications terminologiques relèvent de l'arboriculture. Gilson, au sortir de la guerre, répondait alors à Georges Duhamel qui avait défini le Canada comme une « branche de l'arbre français ». C'est Gilson qui avait raison.

Ayant négligé pendant trop longtemps sa colonie nord-américaine, la France, selon la formule de Lionel Groulx a, pour sauver la Nouvelle-France, « tout fait quand elle ne pouvait rien faire d'efficace ». L'opinion publique en France se désintéressait de l'entreprise coloniale ; les quelques sympathies littéraires ne furent témoignées qu'aux Indiens - les « bons sauvages ». Il y a le mot méprisant de Voltaire sur les

« arpents de neige », mais aussi sa plus fine raillerie de l'Ingénu : « L'abbé de Saint-Yves lui demanda laquelle des trois langues lui plaisait davantage, la huronne, l'anglaise ou la française ? La huronne, sans contredit, répondit l'ingénu. Est-il possible s'écria Mlle de Kerkabon ? J'avais toujours cru que le français était la plus belle des langues après le bas breton... On disputa sur la multiplicité des langues et on convint que, sans l'aventure de la tour de Babel, toute la terre aurait parlé français. »

Cette présentation de la nouvelle « Nouvelle-France » est un livre d'actualité et non d'histoire, un chapitre, le troisième, brossant la nécessaire toile de fond historique. Il s'agit encore moins de refaire l'histoire avec des « si ». Dès maintenant, il faut attirer l'attention sur deux ordres de données fondamentales : le premier historico-géographique, le second démographique.

D'abord, l'Amérique du Nord aurait pu être française et non anglo-saxonne. Un temps, elle le fut aux deux tiers du continent. Ensuite, le Canada est grand comme vingt fois la France, plus étendu que l'Europe entière, égal à la Chine, tout de suite après l'U.R.S.S. Mais sa population, qui vient d'atteindre vingt millions, ne constitue que les deux cinquièmes de celle de la France. Dans le Québec même, la France tiendrait trois fois ; mais sa population française n'est que le dixième de celle de la mère patrie. Au total, il n'y a que six millions de « parlant français » au Canada, ce qui, toutefois, représente plus que la Wallonie et la Suisse romande réunies. Ces données fondamentales rappelées, tout n'est pas éclairé ; mais l'intelligence des problèmes part de ce minimum à connaître.

Il ne s'agit plus entre « gens de la même famille » ou de la même espèce « arboricole » de jouer la corde de la sentimentalité, mais de se connaître pour savoir de qui ou avec qui l'on parle. La séparation ayant été fort longue, on pourrait avoir oublié. Mon propos n'est pas de passer en revue ni de corriger les idées toutes faites des Français sur leurs « cousins d'outre-Atlantique ». Et pas davantage, les clichés en cours chez les Canadiens-Français : nostalgie pour la « vieille France », la vraie, celle de l'Ancien Régime, des deux martyres de Jeanne d'Arc et de Louis XVI, celle des bâtisseurs de cathédrales ; admiration inconditionnelle, parfois béate, pour la « mère des arts et des lettres » ; méfiance, à coups d'ignorances et de préjugés, pour la France moderne, laïque, jouisseuse et qui ne voulait plus faire d'enfants. Tout cela est de l'histoire ancienne.

Le Canada-Français est d'Amérique comme la France est d'Europe. Vérité première qu'il faut rappeler à ces parents si proches par le sang et si éloignés par la distance et le temps.

Il y a deux facteurs dans l'aliénation collective des Canadiens-Français : la domination politique, assez libérale, de l'Angleterre, puis sa « colonisation » économique et démographique qui les réduisit à l'état de groupe minoritaire et la pression des Etats-Unis dont le poids économique et culturel se fait de plus en plus lourd et risque de l'emporter sur les autres influences extérieures.

Mais il est un troisième facteur, de carence pourrait-on dire, qui a rendu les deux autres plus sensibles : la rareté, le manque de relations immédiates entre la France et le Canada-Français depuis deux siècles, et jusqu'à ce jour. Après la perte du Canada, la France allait entrer dans un cycle révolutionnaire d'un siècle, constituer son dernier empire après le début de consolidation de la III^e République, et, ensuite, être au coeur des grandes tourmentes des deux guerres mondiales.

Trois dates jalonnent de siècle en siècle l'histoire des relations entre le Canada-Français et la France. 1763 : par le traité de Paris, la Nouvelle-France passe sous l'hégémonie britannique. 1855 : l'arrivée à Québec du navire *La Capricieuse*, portant pavillon français, marque la reprise des relations officielles entre la France et le Canada. 1961 : le gouvernement du Québec, ouvrant à Paris sa « Délégation générale », renoue, par une présence active et un statut quasi diplomatique, avec la France de la V^e République.

Après la conquête, à peu près tout ce qui comptait dans l'administration, l'armée et la bourgeoisie commerçante rentre en France. Mais pendant un siècle, sauf au niveau officiel, les communications ne s'interrompirent pas entre Français et Canadiens devenus sujets de Sa Majesté britannique. Même sous la Révolution, on s'écrivait entre parents via Londres, Hambourg ou Lisbonne, ne fût-ce que pour régler des problèmes de rente ou de succession.

Les maisons-mères des communautés religieuses de France ne perdirent pas contact avec leurs établissements de Québec ou de Montréal. Le Canada reçut un nombre important de prêtres qui s'étaient réfugiés en Angleterre. On baptisera même

« petite France » une région formée de sept paroisses dont les curés étaient des prêtres émigrés. D'anciens soldats de l'Empire et les bonapartistes vinrent s'établir au Canada sous la Restauration. Vers 1840, l'évêque de Nancy, Forbin-Janson, va prêcher au Canada des retraites de tempérance ; il soulève l'enthousiasme des foules qui se pressent pour venir entendre cet extraordinaire orateur. Dans la première moitié du XIX^e siècle, une demi-douzaine de communautés religieuses s'établissent au Canada (bien avant l'arrivée massive des congrégations expulsées par le « petit père Combes » en 1904).

En sens inverse, des artistes, peintres, orfèvres, des écrivains comme l'historien Garneau, des évêques et d'autres ecclésiastiques vont en France avant la venue de La Capricieuse. Les journaux canadiens reçoivent les périodiques et reproduisent les auteurs à la mode, Hugo, Lamartine, Béranger... Le livre français se vend à Québec et à Montréal surtout à partir de la Restauration. Dès sa création en 1852, l'université Laval de Québec envoie des professeurs compléter leur formation en France, et commence à « importer » des professeurs français. La « gauche » intellectuelle lit, peu de temps après leur publication, les ouvrages de Voltaire, de Montesquieu, et d'autres penseurs du XVIII^e siècle. L'historien canadien Marcel Trudel a choisi comme sujet de sa thèse de doctorat « L'influence de Voltaire au Canada ». Etienne Parent, ancien journaliste de l'influent Canadien devenu essayiste-conférencier, connu par leurs oeuvres, outre les physiocrates, les premiers socialistes français et Saint-Simon qu'il cite ou discute.

Dès 1820, un courant favorable à Lamennais s'affirme chez quelques membres du clergé, dont Mgr Lartigue, évêque de Montréal, et l'abbé de Calonne, frère de l'ancien ministre de Louis XVI. La condamnation des Paroles d'un Croyant fait l'effet d'une douche froide sur les fervents admirateurs de Lamennais. Mais l'aile radicale du parti patriote fera rééditer les Paroles et ira même jusqu'à baptiser un village « l'Avenirville » en l'honneur du célèbre journal. Puis Lacordaire, Montalembert et Louis Veuillot connaîtront leur heure de célébrité, le dernier surtout qui deviendra une espèce de « maître à penser » jusqu'au tournant du siècle.

Mais, dans cette première moitié du XIX^e siècle, c'est le parti laïque, le parti du mouvement qui donne le ton, avant de subir un premier revers à la suite des troubles de 1837-1838 et d'être finalement réduit au silence après le Syllabus de Pie IX (1864).

Très prosaïquement, c'est en mission économique que le commandant Belvèze, de La Capricieuse, est envoyé par Napoléon III. La lettre officielle du ministère de la Marine précisait le « désir d'ajouter à notre commerce, de lancer nos produits sur le marché canadien ». Au mot de bienvenue du maire de Québec, le commandant Belvèze répondit : « Absent depuis un siècle du fleuve Saint-Laurent, la marine française y revient pour renouer des relations commerciales longtemps interrompues, faire profiter notre pays des progrès immenses de votre agriculture et de votre industrie, ouvrir à nos armateurs et aux produits du travail français une voie qui fut longtemps fermée à nos vaisseaux. » Le ministre de la Marine avait incité le commandant à agir avec beaucoup de tact diplomatique : « Ce n'est pas sans une certaine hésitation que le gouvernement de l'empereur a pris la résolution de faire apparaître le pavillon français dans ces contrées qui, à la suite d'une guerre malheureuse, ont cessé d'appartenir à la France. »

Mais les Canadiens virent dans la venue de La Capricieuse bien autre chose qu'une mission économique officielle. Avec enthousiasme, ils saluèrent le retour de la France sur les bords du Saint-Laurent après 95 ans d'absence. La foule se pressait autour des autorités pour crier « Vive la France ! ». Et la tradition rapporte deux mots touchants. Celui de la vieille demoiselle Marguerite de Lanaudière (80 ans) : « Nos bras sont à l'Angleterre mais nos coeurs sont à la France. » Et celui d'un vieux Canadien sollicitant le commandant d'envoyer chez lui un des matelots de La Capricieuse : « Je suis trop vieux pour aller à votre bord, M. le Commandant, mais je voudrais voir des yeux qui ont vu la France. »

À Paris on était bien loin d'imaginer la tournure que prendrait la mission de La Capricieuse. On craignait même des difficultés diplomatiques avec l'Angleterre... Cette même année 1855, parut à Paris un curieux ouvrage d'un Canadien, J. G. Barthe, *Le Canada reconquis par la France*, « suivi de pièces justificatives ». Selon le préfacier français, Enri de Carondel, l'auteur était « venu expressément à Paris pour publier un ouvrage ayant pour but de manifester à la métropole les sentiments de l'impérissable dévouement de son ancienne colonie et d'invoquer une protection de laquelle dépendent la vie et l'avenir du Canada... La cession du Canada en tout ou en partie, moyennant une compensation d'autres possessions, serait un acte de profonde politique, non seulement favorable aux deux nations, mais disons mieux, d'une urgente nécessité, spécialement pour l'Angleterre. Dans l'acte de cession, on devrait stipuler que la France n'apporterait aucune restriction nouvelle à son économie politique... »

Le résultat diplomatique concret de la mission de La Capricieuse fut l'ouverture de deux consulats à Québec et à Montréal. Une trentaine d'années plus tard, le journaliste québécois Hector Fabre fut nommé « commissaire-général » du Canada à Paris. Jusqu'à sa mort, il rédigea le journal Paris-Canada.

Depuis 1961, le Québec commence à devenir une réalité dont on parle en France. On sent qu'il s'y passe des choses, que « ça bouge » ; et que ce qui s'y passe doit intéresser les Français. Cette poussée d'intérêt pour le Québec a été provoquée par un ensemble de facteurs favorables. Dans la conscience de plus en plus de Français, le Québec, surgissant des brumes atlantiques et séculaires, est en train de prendre de la substance, une silhouette, un visage. Tout cela n'est pas encore très précis, mais on abandonne en tout cas les expressions paternalistes comme : « Mission civilisatrice de la France », « miracle historique canadien »... Ce que le Québec gagne en intérêt chez les Français n'est pas toujours proportionnel à la qualité ou à l'exactitude de l'information. Mais au lieu de s'en vexer comme par le passé, les Québécois s'en amusent. Il en est qui ironisent gentiment, comme l'humoriste Carl Dubuc : « Les journalistes français, quand ils parlent de nous, semblent prendre leurs renseignements auprès des capitaines de bateaux qui touchent au port de Montréal et qui causent quelques instants avec des matelots d'un bateau voisin, qui se trouve justement être, lui aussi, un bateau étranger. »

Comme on dit dans le monde du spectacle : qu'on colporte des mensonges ou des sottises sur mon compte, que m'importe, pourvu qu'on parle de moi ! Or, la presse, la radio et la télévision françaises n'ont jamais tant parlé du Québec ! C'est l'indice d'une cote d'amour et d'une clientèle réceptive. Le Monde pourra ainsi consacrer un tiers de sa première page au dynamitage d'une douzaine de boîtes postales de Sa Majesté par une bande de séparatistes « terroristes » qui cherchent à faire prendre leur cause au sérieux, et y parviennent au-delà de toute espérance. L'O.R.T.F. pourra consacrer trois heures de son émission « Journal de Voyage » à présenter le visage et le dynamisme nouveaux du Québec (émission qui valut à Jean-Marie Drot le « Prix de la Critique »). Les Québécois ne peuvent que se réjouir de ces marques d'un intérêt inédit. Mais il y aura toujours un décalage des optiques.

Le Québécois en est arrivé à un degré de sérénité qui lui fait accepter d'être connu avant d'être compris, et compris avant d'être aimé. Or la connaissance de cette bizarre faune québécoise n'est pas facile. Et les Français, avec leurs yeux de Français, créent sans trop s'en rendre compte un « néo-folklore » pour se dégager de l'ancien. Comme l'a écrit un autre humoriste canadien, Jacques Ferron : « Certains Français émigrent, d'autres voyagent : aucun ne quitte vraiment la France, et au Québec moins qu'ailleurs. » C'est tout naturel, puisqu'on ne fait qu'élargir le cercle de famille...

Québec prend place dans la francophonie ou la francité. Des initiatives canadiennes furent à l'origine des associations internationales de journalistes de langue française, d'universités partiellement ou entièrement de langue française (A.U.P.E.L.F.) dont le secrétariat est à Montréal. Des éditeurs parisiens éditent non seulement des romans écrits par des Canadiens, mais aussi des ouvrages scientifiques. Des troupes de théâtre, des artistes de variétés, des musiciens se produisent sur les scènes parisiennes. Une librairie canadienne doit s'ouvrir à Paris. Des expositions de peinture canadienne ont été organisées dans la capitale et en province. Un centre d'informations sur le Canada-Français est prévu aux termes d'une entente culturelle France-Québec. Les universités françaises commencent à recevoir des Québécois parmi leurs « professeurs invités » tandis que des étudiants français viennent poursuivre leurs études universitaires ou leurs recherches dans les institutions québécoises. Des échanges d'instituteurs ont permis à des enseignants de compléter leur formation. L'Ecole nationale d'administration accueille depuis trois ans dix stagiaires canadiens dont sept ou huit du Québec. La Commission des Affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale vient en mission d'information à Ottawa et à Québec, surtout à Québec, etc.

Les relations France-Québec se caractérisent aussi par leur aspect nouveau de parité sinon d'égalité.

Dans le domaine des relations économiques, tout est à faire, ou presque : on en est à peu près à l'époque précédant la venue de La Capricieuse ! Etablissement d'une usine de montage Renault-Peugeot, construction du récent métro de Montréal avec l'aide d'ingénieurs français, et inauguré par M. Louis Joxe en octobre 1966, sont des entreprises pilotes en même temps que des symboles d'une possible coopération économi-

que à un niveau élevé. Le service économique de la Délégation du Québec s'emploie à intéresser industriels et investisseurs français aux possibilités de l'économie québécoise. Car les investissements français au Canada n'occupent qu'un pauvre dixième rang derrière de petits pays comme la Suisse, la Belgique et la Hollande.

Un autre fait brutal, vient décourager tout commentaire. En biens d'équipement (véhicules exclus), les importations canadiennes en provenance des Etats-Unis s'établissent à 75%, de la Grande-Bretagne à 14%, contre moins de 1% de la France (un peu plus de 3% des pays du Marché commun).

C'est un des points litigieux, et l'un des plus tracassiers, du contentieux entre le Québec et le gouvernement central que les compétences « internationales » de la province française. Problème évidemment délicat dans tout système fédératif ; mais il y a des précédents. Après les « ententes » (et non « traités » ou « accords ») en matière d'éducation et d'échanges culturels et artistiques conclues entre la France et le gouvernement du Québec, un accord-cadre entre Ottawa et Paris est venu chapeauter, en même temps que les valider, les « ententes » passées et à venir. Le gouvernement central, prenant les devants, s'affaire à conclure de pareils accords-cadres avec les divers pays susceptibles d'être parties à des ententes de ce type avec le Québec.

On peut dès maintenant signaler que la politique étrangère du Canada connaît soudain un regain d'activité en ce qui concerne la collaboration culturelle avec les pays francophones. Bien plus, dans la première partie du septennat du président de Gaulle, les relations entre Ottawa et Paris n'étaient pas très cordiales. Or, voici que M. Paul Martin, ministre canadien des Affaires extérieures, s'est soudainement trouvé une vocation « d'honnête courtier » entre Washington et Paris dans la liquidation de la contribution militaire française à l'O.T.A.N.

Un diplomate de l'ambassade du Canada à Paris nous faisait observer que, jusqu'à une date récente, le jeu diplomatique se jouait à trois à Paris : Ottawa, l'ambassade, le Quai d'Orsay ; et qu'il se joue à cinq à présent puisqu'il faut ajouter Québec et la Délégation générale du Québec à Paris. Lors de sa visite à Paris en janvier 1964, M. Lester Pearson s'entendit dire par le général de Gaulle : « Certes ce qui se passe dans les domaines de l'âme, du sentiment, de la langue, de la culture, et ce qui peut se passer au point de vue économique, et, à maints autres égards, entre nous, Français en Fran-

ce, et ceux des habitants de votre vaste territoire qui sont notre peuple installé au Canada, ne laisse pas de nous émouvoir et de nous intéresser très spécialement et très profondément. Cependant, il ne saurait y avoir, dans cette solidarité particulière et naturelle rien qui doive contrarier les heureuses relations de la République française avec votre Etat fédéral. »

Dans sa conférence de presse, M. Pearson déclarait enfin que le président de Gaulle avait fait « plus que la moitié du chemin » et qu'il avait « exprimé en termes émouvants l'espoir que le Canada demeurera un pays fort et uni, et que la France, tout en entretenant des relations spéciales avec les Canadiens français, pourrait maintenir les rapports les plus amicaux possibles avec tout le Canada, de l'Atlantique au Pacifique... ».

Pour les exégètes du style du général, ajoutons cette définition : « ... ceux des habitants de votre vaste territoire qui sont notre peuple installé au Canada... ».

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre I

LE CANADA DANS LE MONDE : L'ESPACE

Stephen Leacock, un des plus grands humoristes de tous les temps, était canadien, et Dieu sait si le Canada ne passe pas pour un pays où l'on plaisante.

PIERRE DANINOS.

Quand les distances sont le fait politique majeur.

[Retour à la table des matières](#)

Le dictionnaire définit un « monstre » : « Etre organisé dont la conformation s'écarte de celle qui est naturelle à son sexe... Erre qui a des proportions extraordinaires. » L'« espace » n'est pas seulement un facteur parmi d'autres de la réalité canadienne. Il est le déterminant essentiel de toutes les autres données, de tous les autres facteurs et de leur interaction. Il est le fait d'importance capitale, bien que massif et inerte. Le Canada est une invraisemblable construction historico-géographique, un « monstre ». Il faut partir de là.

C'est à croire qu'il n'y a pas de géographes canadiens, ou que les géographes canadiens n'ont pas de perception ou de préoccupations politiques. Toujours est-il que le facteur « espace » est presque totalement absent des analyses sur la « question canadienne » ou la « crise » récente du Canada. Imaginons un congrès de géographes poli-

tiques dont le thème - sérieux - serait la recherche du plus invraisemblable et paradoxal pays du monde moderne. On penserait immédiatement au Canada et il y aurait de fortes chances pour qu'il soit choisi comme le prototype de cette espèce particulière.

Le fait essentiel canadien c'est que ce pays, avec ses 10 millions de kilomètres carrés, est plus étendu que tout le continent européen ; que de Victoria sur le Pacifique à Saint-Jean, capitale de Terre-Neuve, la distance est plus grande que de Brest à l'Oural. Cela donne une idée de « l'immensité canadienne ». Les pôles d'attraction naturelle sont nord-sud, à la verticale, et le Canada ne s'est aggloméré horizontalement que par un jeu de puzzle. Tant et si bien qu'il y a plus de Canadiens qui connaissent tous les Etats-Unis que de Canadiens qui connaissent tout leur pays ! De même, il est assez probable qu'il y a autant de Canadiens qui, ayant parcouru l'Europe, ne sont que très secondairement intéressés par les régions de leur propre pays. Et, accentuant encore le caractère de vacuum continental, sur d'étroites lisières se masse une faible population de vingt millions d'habitants.

On prête à l'ancien Premier ministre du Canada, Mackenzie King, cette boutade : « Si quelques pays ont trop d'histoire, nous avons trop de géographie ! » Et le Canada apparaît comme l'involontaire champion mondial de l'accumulation des paradoxes historiques. Si on devait l'expliquer sommairement, il faudrait dire que c'est un pays étendu comme un continent et, pour les neuf dixièmes de sa superficie, vide comme un désert nordique ; un pays dont les morceaux furent artificiellement rassemblés d'est en ouest contre les impératifs géographiques accentuant, de plus en plus avec le temps, les pôles d'attraction naturelle nord-sud ; un pays né contre son seul voisin immédiat qui devint dix fois plus peuplé et trente fois plus riche que lui ; un pays qui n'a pu affirmer une indépendance graduelle, tardive et toujours timide que dans la double dépendance d'une lointaine métropole - quand était encore vrai l'adage : « Britannia rules the waves » - et du voisinage attractif de l'Etat le plus dynamique de notre époque qui assume depuis vingt ans des responsabilités mondiales ; un pays qui ne s'appartient plus guère, dont les habitants apparaissent plutôt comme des locataires à bail ou des usufruitiers de leur propre domaine que comme d'authentiques propriétaires qui pourraient sans contraintes ni hypothèques faire fructifier leur bien ; un pays qui aurait pu être conçu comme une zone-tampon arctique entre les deux super-Etats encore engagés dans la plus gigantesque lutte de puissance de l'histoire (bien que

maintenant, la Chine...), et qui, de ce fait, a failli devenir, lors de l'alerte angoissante de Cuba, l'espace aérien de leur explication ultime.

Dans ce pays continental presque vide, jouent des régionalismes qui ne se connaissent guère et ne s'aiment pas plus qu'ils ne se haïssent tant est neutralisante l'ignorance mutuelle. La Colombie britannique regarde vers le Pacifique ; les provinces de l'Ouest, « grenier du monde », vers le monde entier et, depuis peu, singulièrement vers la Chine et l'U.R.S.S., où elles ont écoulé de massives quantités de blé ; l'Ontario et le Québec, véritables « sociétés industrielles », considèrent surtout leur prospérité éventuelle ; les provinces maritimes, elles, lorgnent vers Ottawa mais c'est surtout pour quémander après avoir constaté leur sous-développement dont elles veulent sortir avec une impatience croissante. Et ces régions, qui sont autant de pays naturels, doivent toutes regarder vers leur capitale fédérale : Ottawa, et non Washington à la prospérité combien plus séduisante ! En outre, les Canadiens se paient le luxe de deux villes métropolitaines, Montréal et Toronto, non complémentaires et inutilement concurrentes.

Un pareil pays ne pouvait avoir d'autre régime politique que fédéraliste. Et ce n'est pas parce que fédéral que ce pays est difficile à gouverner, mais bien parce qu'il est impossible à gouverner autrement qu'il se donna une constitution d'inspiration fédéraliste. Si les difficultés de la crise canadienne tiennent surtout dans le conflit d'octroi et de jouissance des compétences fédérales à deux niveaux de gouvernement, antérieurement à ces phénomènes, c'est le caractère « monstrueux » de la « chose historique Canada », qu'il faut considérer. Deux métropoles, onze capitales, avec leur gouvernement, administration, système judiciaire, c'est, sauf la Suisse, expérience sui generis, le pays le plus (ou le moins) gouverné et administré per capita, en Occident tout au moins. On pense au plus grand des monstres préhistoriques, le brontosaurus, si gigantesque que, son cerveau de tête ne suffisant pas, il développa dans sa queue un second cerveau pour pouvoir la mouvoir...

Et, comme si ce n'était pas assez, les deux peuples fondateurs du Canada se sont trouvés, à la suite des guerres de succession d'Espagne et de Sept Ans, il y a deux siècles, réduits à cette coexistence forcée de « parlant anglais » et de « parlant français » - coexistence dont on sait, depuis Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc, en passant par Marlborough et Louis XIV, Wellington et Napoléon, Lloyd George et Clemenceau, jusqu'à Churchill et de Gaulle, qu'ils sont faits pour se parler et ne se point comprendre...

L'« espace » continental canadien n'a pu être occupé que sous l'aiguillon d'une éventuelle menace des Etats-Unis d'Amérique. Rappelons-le encore : c'est contre la dynamique république du Sud - premier pays « décolonisé » des temps modernes - que s'est constituée il y a un siècle la fédération canadienne. Il fallait, sous une forme ou une autre, faire tenir ensemble quelques colonies britanniques éparses au nord de l'ancienne Nouvelle-Angleterre. On oublie trop que pendant treize ans, de 1763 (date du traité de Paris qui cédait la Nouvelle-France à l'Angleterre) jusqu'à 1776 (début de la guerre de l'Indépendance) les futurs Canadiens des deux langues et les futurs Américains connurent l'autorité britannique. Un siècle plus tard, en 1864 à Québec et à Charlottetown, furent posés les premiers jalons de la future « confédération », improprement nommée, qui devait naître par une loi (*Act*) du Parlement de Westminster le 1^{er} juillet 1867. Le Canada-Uni, formé en 1840 à la suite de « troubles » dans le Haut-Canada (l'Ontario actuel) et le Bas-Canada (le Québec) apparaissait comme le noyau fort d'une telle agglomération. Deux autres colonies seulement furent présentes au rendez-vous de la fondation : le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Sans guerre d'indépendance, sans prise ni incendie de quelque Bastille, cette naissance n'eut rien d'exaltant ni de glorieux. Les « Canadiens » mirent même du temps à se reconnaître entre eux après cet acte de fondation dont l'idéologie politique autant que le panache lyrique fut désespérément absente.

Le « Dominion of Canada » allait commencer une patiente partie de jeu de puzzle sous la protection d'une métropole bien décidée à ne pas perdre toute l'Amérique du Nord britannique. La devise que se donnait orgueilleusement le Canada, *A mare usque ad mare*, établissait un programme d'occupation territoriale. Mais le même programme était déjà en grande partie accompli au sud du 45^e parallèle par le riche voisin : achats de la gigantesque Louisiane en 1803 sous le Consulat ; de la Floride aux Espagnols en 1805 ; acquisitions de territoires mexicains en 1845, 1848 et 1853 et de parties importantes du territoire de l'Oregon en 1846 ; enfin achat de l'Alaska le 30 mars 1867, trois mois avant la proclamation par la reine Victoria du *British North America Act*, - la constitution canadienne écrite actuelle.

L'« empire » territorial du Canada, comme celui de la Russie, des Etats-Unis, du Brésil, se trouvait, pour ainsi dire, sur son propre sol. Il était « à prendre » et fut pris par le Canada. En faisant le Canada avec des morceaux de pays qui lui étaient extérieurs, les hommes politiques du temps faisaient en quelque sorte des actes de politique étrangère qui contredisaient, violentaient même les plus flagrants impératifs nord-sud de la géographie continentale, que révèle un rapide coup d'oeil à une carte physique de l'Amérique du Nord. C'est le premier des grands défis historiques que les hommes politiques canadiens relevèrent avec succès grâce à une circonstance heureuse. L'autre, le véritable extérieur, c'était la République américaine. Occupés à ressouder le Sud au Nord après la guerre de Sécession, les hommes politiques américains ne portèrent guère d'attention à la barrière nordique des colonies britanniques toujours « loyalistes » qui, par deux fois en 1776 et 1812, avaient repoussé les troupes américaines et refusé l'indépendance. Ce désintéressement forcé des Américains n'avait d'égal que l'invraisemblable naïveté des leaders canadiens et du principal d'entre eux, John A. Macdonald. Le premier en date des Premiers ministres canadiens, qui fut aussi le plus important des « pères de la Confédération », pensait en 1867 que, tôt ou tard la guerre devant avoir lieu entre l'Angleterre et les Etats-Unis, des soldats hindous au service de l'Empire traverseraient le Pacifique et occuperaient San Francisco, « cette belle et immorale ville, ainsi que la Californie qui l'entoure, pour assurer la sécurité de Montréal et du Canada » !

En l'absence des Américains, et par la grâce du chemin de fer transcanadien qui n'allait pas tarder, l'expansion est-ouest a *mare usque ad mare* avait gagné de vitesse l'aspiration sud-nord du *Manifest Destiny*.

C'est ainsi qu'on voit, dès l'origine de la fédération, l'« espace » être le déterminant essentiel de la réalité canadienne. Mais comme cet « espace » est presque vide, à peine occupé, il faut maintenant porter attention à sa population. Après un siècle d'existence, le Canada est un pays qui n'en finit pas de commencer ; il s'est rassemblé, il ne s'est pas encore fait et à peine commence-t-il d'être qu'un phénomène d'absorption extérieure l'attraction américaine - et un autre de désintégration intérieure la poussée séparatiste du Québec - mettent son existence même en question.

Un peuplement au « compte-gouttes » le long de la frontière américaine.

[Retour à la table des matières](#)

Ne retenons de la « froide éloquence des chiffres » qu'un minimum. Le déterminant « espace » n'est tel que par le facteur « population » dans ce pays dont on vient de dire qu'il est « étendu comme un continent, et sur les neuf dixièmes de sa superficie, vide comme un désert nordique... » Lors du dernier recensement général décennal de 1961, le Canada comptait exactement 18 238 247 habitants. On procède actuellement à un recensement quinquennal moins complet dont il ne peut être encore fait état ici. Mais il n'est pas présomptueux d'assurer que le Canada dépassera le cap magique de vingt millions d'habitants au moment du centenaire de sa fondation, le 1er juillet 1967. La proportion des Canadiens déclarant le français comme « langue maternelle » s'établit depuis quelques décennies à 30% environ de la population. Depuis peu, cette proportion tend à baisser légèrement et ne dépassera pas 28% en 1971 sous la double conjonction d'une immigration défavorable aux « parlant français » et, phénomène nouveau, d'un déclin de la natalité chez les Canadiens-Français. Pour des causes bien connues, dans les sociétés industrielles d'Occident, l'explosion démographique d'après-guerre semble terminée. Comme les Etats-Unis, le Canada connaît une baisse générale de son taux de natalité. Chez les Canadiens-Français, grands champions mondiaux du taux de natalité des peuples de race blanche, cette baisse aurait débuté dès 1960, du moins dans le Québec, un an avant l'Ontario et les provinces de l'Ouest et deux ans avant les provinces maritimes. Elle serait même plus accentuée au Québec que partout ailleurs, soit 17% contre une moyenne nationale de 13%.

L'incidence politique de ces tendances démographiques n'est certes pas négligeable (elle sera étudiée par ailleurs). Revenons pour le moment à des considérations plus globales sur la corrélation « espace-population ». La densité de la population canadienne selon les chiffres du recensement de 1961 était de 4,5 par mille carré, tandis qu'aux Etats-Unis et au Brésil - deux pays de superficie comparable - elle était respectivement de 49 et de 19,5, et pour la France et le Royaume-Uni, de 21,2 et 55,4.

« Froide éloquence des chiffres »... Mais l'établissement de ces proportions absolues ne doit pas brouiller les perspectives. Il ne faudrait pas en conclure que le Canada

pourrait nourrir une population aussi dense que celle des Etats-Unis ou même que celle de la France ! Car - rappelons ce truisme - le Canada est un pays nordique. Les quatre cinquièmes de son territoire sont constitués de régions arctiques et sub-arctiques. Les régions de terres arables cultivables sont limitées à la superficie de la zone tempérée elle-même, et l'on a tôt fait de toucher les limites septentrionales de l'exploitation forestière rentable, une des plus grandes richesses du pays.

Quoi qu'il en soit, il est prévisible et souhaitable à la fois que le Canada double sa population au plus vite - n'était le risque majeur d'un déséquilibre ethnique. Le rythme d'accroissement des « parlant anglais » étant désormais plus fort que celui des « parlant français », ceux-ci risquent de ne plus constituer que les 20%, et peut-être moins, de la population canadienne en l'an 2000. Toutes autres considérations mises à part, quand le pourcentage d'un groupe minoritaire décroît continûment, son influence proportionnelle dans l'ensemble ne peut que décliner. C'est un argument majeur des séparatistes québécois qui disent préférer s'enfermer dans « l'Etat du Québec » où ils ne risquent pas d'être jamais mis en minorité, les Canadiens-Français y formant les quatre cinquièmes de la population, - même si le contrôle de leur économie s'y trouve inversement proportionnel...

C'est une erreur démographique que de parler d'un Canada en majorité d'origine britannique et en minorité d'origine française. Il y a un « troisième homme » : le Canadien, ou comme on dit souvent abusivement le « néo-Canadien », qui peut être de toute origine ethnique : allemande, ukrainienne, italienne, polonaise, etc. C'est un « ménage » à trois où les Canadiens d'origine britannique ne forment plus la majorité simple, les Canadiens-Français et les « néo-Canadiens » se partagent le reste. Mais ce n'est pas une erreur d'optique que de poser la dualité politique et culturelle des « parlant anglais » et des « parlant français ». Beaucoup de Canadiens qui reconnaissent le français comme « langue maternelle » pratiquent l'anglais comme « langue officielle », surtout dans les régions où ils sont clairsemés.

Il ne s'agit pas, encore une fois, de souligner ici toutes les composantes culturelles et les prolongements politiques du fait démographique canadien. Il aura suffi d'insister sur la faiblesse de la population canadienne qui n'est que le dixième de celle des Etats-Unis sur un territoire encore plus vaste. Mais cela dit, on doit tout de suite souligner que c'est le groupe des « parlant français » qui confère à la population canadienne sa configuration particulière la distinguant de celle des Etats-Unis, où le *melting-pot* fut de rigueur. Des « parlant anglais », lucides et inquiets, ont souvent eu

tendance à apprécier et même à majorer l'influence du fait français au Canada. Comme le disait l'un d'eux : « Si l'on abolissait la Couronne et si les Canadiens-Français devenaient des Canadiens tout court, nous n'aurions plus de raison d'exister. Nous deviendrions ce que nous sommes de plus en plus : des Américains. » C'est la position de force psychologique des « parlant français ». Elle ne peut s'évaluer proportionnellement mais elle est, depuis quelques années du moins, plus grande que leur force numérique. Moins de 9 000 colons français se sont établis au Canada entre 1608 et 1760, qui prolifèrent pour atteindre à la conquête le chiffre de 60 000 et le nombre des descendants, deux siècles plus tard, s'établira à 6 millions ! Si, au lieu du chiffre misérable de 8 627 colons pendant un siècle et demi d'« effort » colonial, la France en avait établi 300 000, le Canada compterait aujourd'hui quelque 30 millions de « parlant français », soit plus du double de la population des « parlant anglais » ! Si l'Amérique du Nord, qui fut un temps aux deux tiers française territorialement l'avait aussi été démographiquement... Si...

Une dernière observation sur la population canadienne. Pour reprendre l'expression d'Adler, l'« inconscient collectif » des Canadiens présente divers « complexes ». Nous tenterons plus loin de discerner ceux des Canadiens-Français. Mais les Canadiens d'origine britannique ont aussi les leurs ! Un des thèmes favoris de ce masochisme collectif est le *dullness*, c'est-à-dire le manque de couleur, de personnalité. L'intégration linguistique de la très forte majorité des néo-Canadiens, s'expliquant par le plus large contexte nord-américain, ne leur apporte aucun supplément de sécurité psychologique. Déjà trop loin de leurs ascendances britanniques, s'estimant à tort ou à raison des Américains pâlots (*under-Americans* disent certains), ils présentent ce point commun avec les Canadiens-Français de se sentir d'indignes héritiers d'une culture nationale trop lourde à porter.

Une souveraineté octroyée petit à petit.

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada présente la singularité d'avoir attendu d'être presque centenaire pour se donner un drapeau national. Le « Red Ensign » - sans traduction française - qu'on présentait hier comme le drapeau canadien dans les tables héraldiques, n'était que le drapeau de la marine canadienne. Depuis 1964, le Canada a donc un drapeau : une feuille d'érable rouge sur fond blanc avec deux bandes rouges verticales aux extrémités. Après un débat aux Communes aussi long qu'inutile, ce projet fut adopté contre celui antérieur d'une tige portant trois feuilles d'érable, symbole des deux « peuples fondateurs » et du groupement disparate de tous les « néo-Canadiens ». Le cadeau d'un « drapeau distinctif », c'est-à-dire ne reproduisant pas l'« Union Jack » comme le « Red Ensign », était une promesse du parti libéral de M. Pearson, lors de la campagne électorale de 1963. Quand le nouveau drapeau fut arboré officiellement pour la première fois, M Diefenbaker, chef du parti conservateur et Premier ministre du Canada de 1958 à 1963, versa des pleurs sincères. La règle majeure de la politique canadienne ayant toujours été de ménager la chèvre et le chou, on ne rejeta pas pour autant l'« Union Jack », symbole désormais de la seule appartenance au Commonwealth et second drapeau officiel à arborer « en certaines circonstances ». Depuis longtemps, les « parlant-français » avaient été les premiers à réclamer un drapeau officiel « distinctif ¹ », recevant l'appui massif des « néo-Canadiens » et celui, depuis peu, du plus grand nombre des Canadiens d'origine britannique. Bien que le peuple canadien fût en forte majorité devenu favorable à un drapeau « distinctif », il en reçut le cadeau sans enthousiasme tant avaient été affligeants les débats des Communes !

Même histoire pour la question - non encore réglée - de l'hymne national. Le *Maple Leaf for Ever* - sans traduction française - fut un chant longtemps populaire chez les Canadiens d'expression anglaise. Mais il se vit graduellement déclassé par le *O Canada*, oeuvre d'auteurs canadiens-français à la fin du siècle dernier, et qui, en sa traduction anglaise, avait lentement grugé la popularité du *Maple Leaf for Ever*. Mais

¹ Ne pouvant plus attendre, la province de Québec se donna, en 1949, son propre drapeau officiel à quatre fleurs de lis sur fond bleu. Drapeau d' « Ancien Régime », de la vieille France...

le *O Canada* ne s'est jamais véritablement substitué au *God Save the Queen*, et s'il se voit un jour accorder le statut d'« hymne national » en ses deux versions ², il est plus que probable qu'on gardera le *God Save the Queen* comme « hymne monarchique » ou symbole de notre appartenance au Commonwealth, comme pour l'« Union Jack »...

Un pays peut vivre sans drapeau, ni chant national comme un homme sans cravate, ni chansons sur les lèvres. Mais une cravate peut être le signe d'une dignité humaine nouvelle ou d'un avancement social, tout comme une chanson au bout des lèvres peut trahir un bonheur nouveau ou un confort retrouvé dans sa propre peau.

Un pays jeune, le Canada ? Qu'est-ce qu'un siècle dans la vie d'un peuple ? Sur-tout à l'échelle européenne et davantage encore à l'échelle asiatique. Mais est-il si jeune, ce pays qui a été créé trois ans avant l'Italie unifiée et la proclamation du premier Reich ? Il est vrai qu'il n'avait pas la même profondeur historique : ce qui explique beaucoup sinon tout. Il faut dire davantage et le dire crûment : le Canada ne s'est pas construit seulement contre nature, mais ses matériaux furent les résidus de deux entreprises coloniales incompatibles et ratées par rapport à leur dessein initial. La Nouvelle-France fut perdue pour être englobée par une Nouvelle-Angleterre qui, en sa plus riche partie, allait être à son tour perdue pour l'Angleterre avec l'Indépendance américaine. Avec ce qui resta des colons et explorateurs français qui ne purent « se replier sur l'hexagone » du XVIII^e siècle, et des « loyalistes » britanniques qui refusèrent la révolution républicaine, on construisit cet invraisemblable pays d'est en ouest. Cela ne put se produire qu'au moment où les Américains s'entre-déchiraient pendant leur guerre civile et où les garnisons britanniques pouvaient tenir les places fortes de « leur » Amérique du Nord. Et à partir de 1812, date de la dernière attaque américaine contre le Canada, se constitua le mythe de l'unguarded *frontier*, jusqu'à ce que la frontière canado-américaine devienne peut-être la plus fictive des frontières politiques du monde entier.

Un essayiste canadien-anglais se demandait il y a quelques années si les néo-Canadiens n'étaient pas les seuls à aimer véritablement le Canada, c'est-à-dire à y croire, puisqu'ils l'avaient choisi (pour beaucoup d'entre eux, toutefois, à défaut

² Une institution anglaise de la très française ville de Québec fait chanter à ses étudiants l'*O Canada* en alternant les couplets anglais et français. Formule de l'avenir ? Certes bonne, en principe ; mais combien de Canadiens anglais comprendraient la signification des couplets qu'ils chanteraient en français ?

d'avoir pu émigrer facilement aux États-Unis...). Dans une plaquette à l'intention de ses membres, la *U.S. Chamber of Commerce*, il y a quelques années, se demandait également : « Is Canada really » ? (« Le Canada existe-t-il vraiment ? »). Au plus profond de la crise canadienne, c'est cette question cruciale qu'on retrouve. Un grand nombre de Canadiens, en proie à des inquiétudes diverses, se la posent de plus en plus.

Et pourtant le Canada, qui pour être, devra devenir plus qu'il n'a été, fut tout de même. Reprenons la séquence historique et découpons deux tranches bien distinctes : 1896-1920 : entrée dans le XXe siècle et le monde ; 1920-1945 conquête d'un statut international.

Le quart de siècle qui va de 1896 à 1920 apparaît comme un long paradoxe. Une colonie, comme « pakistanisée » depuis la constitution en province de la Colombie britannique en 1871, soude ses deux extrémités par l'entrée des deux provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan et un chemin de fer transcontinental. Du coup, elle abolit juridiquement la barrière des Rocheuses. Du Pacifique à l'Atlantique, c'est maintenant une unité territoriale compacte mais presque vide en son centre, qu'elle s'emploie à peupler par une politique d'immigration massive. Jusque-là, c'est la lutte contre un « défi » géographique, relevé avec succès. Mais le véritable paradoxe est plutôt ailleurs, c'est-à-dire dans les engagements extérieurs du Canada.

Après le retentissant « Présent » que la colonie répond aux entreprises vraiment ou faussement impérialistes (guerre des Boers et première guerre mondiale), le paradoxe tient dans le fait que le Canada conquerra son émancipation dans cette étroite solidarité à la cause métropolitaine. La première guerre mondiale vaut au Canada un statut international d'indépendance ; la seconde lui permettra d'élaborer une politique étrangère propre. Mais les séquelles de sa participation aux deux guerres mondiales montreront que ces résultats n'auront pas été acquis d'un seul coup ni pour toujours.

C'est dans cette phase de 1896 à 1920 que le Canada, au lieu de s'en remettre, comme par le passé, à la protection du Royaume-Uni ou de la remplacer par la puissance montante des États-Unis, établit comme principe essentiel de sa politique étrangère l'entente fondamentale entre les deux grands États anglo-saxons, qui avaient cessé par ailleurs de se regarder comme deux frères ennemis. Le Canada fut moins le

trait d'union que le troisième angle d'un « triangle nord-atlantique », qui fait l'admiration d'historiens comme John Bartlett Brebner. La complémentarité des trois économies était si grande et si évidente qu'en ces jours de concurrence forcenée, les trois pays « coopérèrent en dépit d'eux-mêmes ». Bien entendu, le Canada était l'angle faible de cette structure économique, mais, tout le monde y trouvant son profit, les États-Unis et le Royaume-Uni se gardèrent bien d'abuser de leur force économique qui les aurait peut-être amenés à s'affronter durement dans une compétition bilatérale. En attendant, le jeune Canada se renforçait économiquement.

Certains historiens estiment que l'année 1896 marqua une véritable renaissance du Canada. Le chef du parti libéral d'alors, Wilfrid Laurier, prendra le pouvoir cette année-là, mettant fin à une longue période de domination conservatrice, et sera dans la suite réélu trois fois pour gouverner jusqu'à 1911. Ces quinze années sont non seulement la charnière entre deux siècles mais encore l'illustration d'un dilemme dont les deux termes sont l'absence de politique étrangère et l'impossibilité d'en élaborer une. La politique de Laurier comportait deux ambiguïtés s'aggravant mutuellement : 1° celle de sa condition de Canadien-Français ; 2° celle d'une colonie qui prétendait résister au carcan impérial sans se reconnaître le droit de proclamer son indépendance, en aurait-elle eu les moyens. L'homme était de taille à surmonter de grands obstacles mais cette situation doublement ambiguë l'enserrera à la fin. Il tombera d'ailleurs sur deux questions de politique étrangère : celles d'un traité de réciprocité commerciale avec les États-Unis et de la construction d'une marine canadienne pour ne pas être à la remorque de la Royal Navy. Tout comme le second Premier ministre d'origine canadienne-française, Louis Saint-Laurent, qui, en 1956 lors de la folle équipée de Suez, s'en était pris à ses inspirateurs Anthony Eden et Guy Mollet, et qui, en grande partie pour cet acte de courage candide, sera battu l'année suivante par les conservateurs de M. Diefenbaker, terminant ainsi la phase de la longue domination du parti libéral qui durait depuis 1935.

En 1914, quand l'Empire britannique fut en guerre contre les empires centraux, il n'y eut pas une seconde d'hésitation officielle à Ottawa. Le Canada était en guerre puisqu'il le devait : « When Britain is at war... » Les réticences naturelles des Canadiens-Français se trouvèrent enveloppées au début dans ce qu'un ex-diplomate canadien a déjà appelé « l'enthousiasme de l'ignorance patriotique ». Avant la guerre de 1907, le gouvernement canadien s'était donné un département des Affaires « extérieures » (et non « étrangères », ce qui risquait d'impliquer que les affaires intra-

impériales étaient « étrangères » au Canada). Mais la création de ce département, simple annexe du cabinet du Premier ministre, ne signifiait pas que le Canada avait déjà les moyens ou le simple désir d'une politique étrangère. Au sortir de la guerre, le Canada était presque déjà un pays souverain, comme les autres dominions dont il était en quelque sorte le jeune aîné et le prototype.

À l'intérieur, la participation à la guerre avait failli détruire à jamais la très fragile unité nationale selon la ligne de clivage ethnique, les Canadiens-Français étant farouchement opposés à la conscription pour le service outre-mer. Des émeutes éclatèrent dans la ville de Québec en 1917, lorsqu'on voulut forcer des Canadiens-Français à participer à la lointaine et « impériale » guerre européenne. Au sortir du grand drame mondial, le Canada n'avait encore qu'un statut international ambigu, un demi-siècle après sa naissance. Il avait été aspiré par le processus d'une tourmente à l'échelle mondiale la première fois qu'il jouait un rôle international d'envergure. Il n'avait pas opté librement. Mais sitôt après la guerre, il s'offrira, comme son grand voisin du sud, une cure d'isolationnisme de vingt ans pour refaire son unité intérieure et accentuer son développement économique, au moins pendant la première moitié, de cette période. Le krach de 1929 allait le toucher plus tôt et plus directement que tout autre pays et la grande dépression des années trente, l'immobiliser dans une paralysie économique continentale.

Du quart de siècle qui s'achève avec la fin de la seconde guerre mondiale, il faut fixer quelques composantes pour ne pas trop simplifier ce qui le caractérise : la « Conquête d'un statut international », Après le statut de Westminster, le Canada se donne plus encore : un service diplomatique en attendant de jouer un rôle international qui lui vaudra en fin de compte une situation de « moyenne puissance », de leader ou de candidat-leader des « moyennes puissances ». En ce quart de siècle, il passera de l'isolationnisme le plus continement obtus à l'internationalisme le plus large et même le plus généreux. Cette nouvelle dimension internationale est acquise au prix d'un autre sérieux contrecoup à sa toujours fragile unité nationale, et moyennant un *partnership* encore plus étroit avec les États-Unis. Ainsi semble vouloir se perpétuer cette espèce de fatalité du destin canadien : chaque étape décisive vers l'émancipation semble rythmée par une crise intérieure, mettant en cause sa cohérence même, et par une exclusive protection extérieure, assurant sa survie à court terme, mais l'hypothéquant de plus en plus lourdement à long terme.

Les années 1920 virent l'émancipation constitutionnelle du Canada dans un nouveau Commonwealth pendant que ses provinces, agissant vraiment en États fédérés, conquéraient une autonomie plus grande que jamais dans un fédéralisme pragmatiquement rénové. L'internationalisme issu de l'oeuvre de Versailles et le nouvel isolationnisme continental furent les pôles du premier phénomène. Le libéralisme économique et le nouvel embrayage technologique furent, cette fois-ci, favorables au Canada. Le Canada n'était pas « dans le coup » lors de la première phase de la révolution industrielle démarrante avec la trilogie charbon-vapeur-acier. Mais dans une phase ultérieure, au début du siècle et surtout à partir de 1920, le pétrole et l'électricité déclasseront le charbon comme source énergétique, et l'acier, tout en restant le métal pivot, n'empêchera pas la production intensive nouvelle du cuivre, de l'aluminium, du zinc et du plomb. Enfin, le bois, produisant la pâte à papier, puis divers produits plastiques, redeviendra une richesse naturelle d'importance première. En ressources hydrauliques, indispensables pour la fabrication de l'aluminium, ainsi qu'en bois, le Canada était richement pourvu ; et relativement bien en pétrole, ainsi qu'en cuivre, plomb et zinc. Tout cela se produisit dans une période d'instabilité gouvernementale à Ottawa de 1921 à 1930 : pendant la moitié de cette décennie, la vie du gouvernement ne tenait plus qu'à un fil.

Les deux premières années qui suivirent la paix de Versailles constituent une courte période d'inaction, a *pause in Empire Constitutional development* comme l'écrit un historien canadien. Les deux années suivantes virent une tentative pour ranimer l'unité de l'Empire en matière de politique étrangère et pour maintenir le Cabinet impérial. Mais le vent soufflait déjà plus fort en sens inverse ; et c'est l'idée de la décentralisation qui l'emportera de façon éclatante dans le rapport de la Conférence impériale de 1926. Mais c'était là le résultat d'un processus déjà bien engagé par les politiques des dominions, et notamment celle souvent pionnière du Canada. Un ministre canadien-français, Rodolphe Lemieux, disciple de Laurier, exprimait ainsi la logique ultra-simple du nouveau nationalisme canadien : « Dans les questions militaires, nous sommes aussi gouvernés par et d'Ottawa et non par et de Londres ; et nous ne voulons pas être gouvernés par et de Genève. »

À la Conférence impériale de 1926 fut élaborée la définition désormais classique de ces entités politiques, dont on ne connaissait pas d'équivalent historique, les « dominions » : « Ce sont des communautés autonomes de l'Empire britannique, ayant un statut d'égalité, d'aucune façon subordonnées les unes à l'autre sous quelque aspect de

leur politique intérieure ou extérieure, bien qu'unies par une allégeance commune à la Couronne et librement associées en tant que membres du Commonwealth britannique des Nations. » Le Canada est maintenant à même d'exercer une politique étrangère autonome quoique solidaire - mais d'une libre solidarité - avec ce qui allait devenir le Commonwealth. Entre le rapport Balfour et le statut de Westminster s'insère la véritable fondation du service diplomatique canadien avec une première légation à Washington en 1927 - dont il était déjà question depuis une quarantaine d'années ! Après le rapport Balfour, il ne restait plus aucun obstacle juridique ; mais, dès la fin de la guerre, le *partnership* nord-américain n'avait pas attendu cet outil diplomatique pour se manifester. D'autre part, la présence économique américaine se faisait de plus en plus lourdement sentir au Canada, déclenchant un mouvement irréversible d'« intégration » progressive de l'économie canadienne dans une plus large économie « continentale ».

La « politique étrangère » du Canada pendant les années 1930 - ou ce qui en tenait lieu - n'a rien de bien exaltant. Il est vrai que, de l'affaire de Mandchourie à l'ignominie de Munich, les politiques de trois grandes démocraties occidentales, France, Grande-Bretagne et États-Unis, ne furent pas glorieuses ! Comme tout le monde, les Canadiens se préoccupent bien plus de la morne grisaille de la grande dépression que de la montée des fascismes européens et du militarisme nippon. Carences et déroba-des d'une politique plutôt peureuse de self-protection, mais aussi politique de l'autruche.

Le Canada n'allait déclarer la guerre aux forces de l'Axe que le 10 septembre 1939, marquant ainsi, par un acte distinct et plusieurs jours après Westminster, que le Canada n'était pas automatiquement en guerre du seul fait que la Grande-Bretagne l'était. Entre le 25 août et le 9 septembre, le gouvernement canadien louvoyait. Le cabinet King se refusait à prendre carrément position pour ou contre l'opposition conservatrice, favorable à la déclaration de guerre et à l'envoi d'une force expéditionnaire, pour ou contre un groupe de députés canadiens-français libéraux à tendance nationaliste qui prônaient l'abstention du Canada à toute « guerre extérieure ». Le Premier ministre se rallia à une politique de « neutralité agressive », qui ménageait une retraite ou permettrait d'autres pas en avant, selon les fluctuations des deux opinions publiques canadiennes et les péripéties de la guerre européenne. Ce sera le numéro deux du cabinet, le protecteur officieux des Canadiens-Français, Ernest Lapointe, qui fera tomber leurs dernières résistances par une argumentation en deux points :

1° dans les circonstances actuelles, le Canada ne peut pas rester neutre ; 2° la participation devra exclure toute conscription.

Grâce à l'appui des grands ténors canadiens-français du gouvernement King, le gouvernement québécois de Maurice Duplessis, le nationaliste démagogue au pouvoir depuis 1936, fut renversé en octobre 1939. Lui succéda une équipe libérale dirigée par Adélard Godbout, plus modérée et responsable, qui gardera le pouvoir jusqu'en 1944. L'histoire rendra peut-être hommage à Godbout pour avoir empêché une scission irrémédiable entre les « parlant anglais » et les « parlant français » lors de la seconde guerre mondiale. Les Canadiens-Français « marchaient », jusque-là, mais c'était toujours à la condition *sine qua non* qu'on n'établirait jamais la conscription pour le service outre-mer. Le plébiscite de 1942 pour délier le gouvernement de ses promesses montra, avec sa froideur statistique, que les deux Canada se retrouvaient face à face en total désaccord sur une question vitale et décisive : le Québec vota « non » dans une proportion de 72% (dans une province constituée de 80 % de francophones), tandis que le reste du Canada vota à 80 % pour le « oui ». Mais ce ne sera qu'en 1944 que la crise de la conscription éclatera. On approchait de l'assaut final et il fallait compenser les lourdes pertes que le système du volontariat ne pouvait combler. La tension était extrême à travers tout le pays. Les « cris de race » avaient depuis quelque temps une âpreté qui rappelait la pire époque de 1917-1918. Mais, au moment du vote décisif, le gouvernement put s'assurer une confortable majorité (143 à 70), les votes de tiers partis compensant les défections libérales du Québec. La proximité de la victoire, la prospérité économique, la décision d'imposer la conscription manifestement prise à contrecœur et in *extremis*, tout cela permit aux Canadiens des deux langues d'arriver à la fin de la guerre sans scission irrémédiable.

Les joies de la victoire effacèrent les mauvais souvenirs de part et d'autre. Le Canada s'était fendillé, mais non brisé. Les énergies s'emploieraient à conquérir la paix, à forger la prospérité d'abord par les moyens transitoires de la « reconversion » économique. Sur le plan international, le Canada s'était gagné une « réputation ». Il s'en grisait.

Mais les moins distraits des Canadiens n'oubliaient pas, dans l'allégresse générale, l'exclusif tête-à-tête canado-américain, commencé par l'accord d'Ogdensburg du mois d'août 1940 pour la défense conjointe, et continué par l'accord de Hyde Park d'avril 1941 pour la collaboration économique. Ils savaient ce que de tels accords compor-

taient déjà. Ils craignaient surtout ce que ces ententes allaient de plus en plus impliquer.

Présence du Canada dans le monde actuel,

[Retour à la table des matières](#)

Chaque « quart » de l'histoire des relations internationales du Canada fut conditionné par une ambiance ou un vaste processus extérieur sans lesquels l'étape franchie ne l'aurait pas été, ou tout au moins pas de la même façon ni au même rythme : la première phase de la conquête du territoire (1867-1896) ne fut possible que par la guerre de Sécession et ses suites, qui laissèrent les mains libres aux Canadiens au nord du 45^e parallèle ; la seconde, de l'entrée du Canada dans le monde (1896-1920) a eu comme arrière-plan favorable le bel équilibre du triangle nord-atlantique ; le troisième quart de la conquête du statut international (1920-1945) tient, à la faveur de la guerre mondiale, dans le double phénomène collectif de la transformation de l'Empire en Commonwealth et de la majorité politique anticipée des dominions.

Le dernier quart de l'histoire des relations internationales du Canada est le plus « court » : il n'est que de vingt-deux ans. C'est toutefois le plus chargé en événements importants et en signification politique. On peut distinguer deux aspects des relations internationales du Canada depuis 1945 : celui des relations bilatérales avec les États-Unis, celui des relations avec le reste du monde, y compris les grandes organisations internationales comme l'O.N.U. et l'O.T.A.N. Division arbitraire cependant car, dans les « relations avec le reste du monde », la position canadienne subit toujours le poids ou l'attraction de celui des deux grands leaders mondiaux qui est son seul voisin.

C'est dire que la politique étrangère du Canada, juridiquement souveraine et pleinement autonome, jouit d'une faculté de manoeuvre fort restreinte, et que, toujours plus « conditionnés » que « conditionnants », les Canadiens sont passés maîtres dans l'art de l'« ajustement ». Ils sont habiles à inventer a posteriori des rationalisations canadiennes, présentées comme liées à des valeurs plus universelles, pour justifier leurs choix et engagements politiques. Ils jouent avec sincérité le rôle de « conciliateur désintéressé » et avec quelque efficacité celui de « pacificateur universel » - d'autant qu'on pense à eux lors de la distribution de ces rôles pour lesquels les candidats naturels sont peu nombreux. Les dirigeants canadiens ont par ailleurs un sens plus

exact des complexes réalités internationales que des « grosses réalités » intracanadiennes, réalités nationales que la plupart des Canadiens ne savent pas dégager de la lourde ambiguïté où les enserrent, depuis bientôt un siècle, de courtes vues routinières.

La conjoncture de l'immédiate après-guerre a facilité un accord fondamental de tous les Canadiens sur les grandes lignes de leur politique étrangère. Depuis la fin de la guerre, le peuple canadien a secoué ses deux complexes traditionnels : le colonial, chez les Canadiens d'ascendance britannique, l'anti-impérial, sinon l'anti-britannique, chez ceux d'ascendance française. Un troisième, à la vérité, s'y est substitué, l'anti-américanisme modéré - tout ce qui n'est pas « modéré » n'étant pas canadien ; mais cette question clé mérite le traitement d'un chapitre spécial. N'ayant fait « son entrée dans le grand monde » international que depuis une vingtaine d'années, le Canada peut sembler aux vieux pays comme un grand adolescent un peu dégingandé, manquant d'assurance. Mais, auprès des Etats nouvellement émancipés, cette espèce d'hésitation et de gaucherie dans les gestes est appréciée comme preuve de « fraîcheur » pour aborder l'étude des problèmes plutôt que de simple bonne foi - son dossier international étant, par sa jeunesse même, sans tache. Il y avait quelque chose de mythique dans le rôle de trait d'union ou de boîte postale entre Londres et Washington, que les Canadiens s'attribuaient hier encore pour magnifier leur importance internationale. Les diplomates anglais et américains étaient assez « diplomates » justement, pour ne pas ramener ce rôle à ses véritables dimensions ; au contraire, leur éloquence officielle apportait plutôt de l'eau au moulin de ce demi-mythe. Mais ce qui n'est plus mythique, c'est l'efficace rôle d'intermédiaire et même de médiateur que le Canada a été amené à jouer plus d'une fois, d'ordinaire en douce, entre Washington et les pays du monde afro-asiatique, du moins avec ceux que son appartenance au Commonwealth lui faisait côtoyer et connaître plus intimement.

Sous un gouvernement minoritaire et instable, le Canada se trouve, à la veille de son centenaire, en partie anesthésié par les ressources de tous ordres engagées dans son Exposition universelle de Montréal, où il convie le monde entier : vitrine du monde qu'il présentera à ses concitoyens. Mais, lui-même quelle « vitrine » présentera-t-il aux visiteurs étrangers ?

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre II

Le Canada en Amérique du nord : le voisinage

C'est presque un hasard historique qu'il y ait un pays spécial appelé Canada, distinct des États-Unis... Les relations entre le Canada et les États-Unis sont d'une nature exceptionnelle. Je ne crois pas qu'il y ait au monde rien de semblable.

ANDRÉ SIEGFRIED

Une coexistence osmotique.

[Retour à la table des matières](#)

Citons le mot du comique américain David Broadfoot : « Si le président Johnson veut faire quelque chose pour participer aux fêtes du centenaire de la Confédération canadienne, il pourrait redonner le Canada aux Canadiens. » De même que l'espace était le déterminant essentiel de la réalité intérieure canadienne en même temps que de son existence internationale, ainsi son voisinage intime et exclusif avec les États-Unis est-il le déterminant essentiel de sa réalité extérieure et de son existence précaire en même temps qu'artificiellement grandie. Il n'était déjà pas aisé de présenter une question comme typiquement canadienne à cause du premier déterminant. Il est, à vrai dire, presque impossible de circonscrire comme spécifiquement canadienne toute question d'importance capitale - mises à part les structures supérieures d'organisation politique distinguant le régime dit « parlementaire » du « présidentiel ».

Les courants osmotiques semblent d'abord ne suivre que la direction sud-nord, parce que c'est au sud que se trouve la solution la « plus concentrée » et au nord « le solvant ». Mais s'établissent aussi des courants osmotiques inverses que la disparité de taille empêche de voir d'emblée : montagnes de matières premières et flots de touristes canadiens, mais aussi investissements canadiens aux États-Unis qui, par tête, sont supérieurs aux investissements américains au Canada. Cette façon de calculer ne doit pas faire allusion car elle n'atténue en rien les conséquences de la disparité massive : ce n'est pas l'économie canadienne qui est en train d' « acheter », pièce à pièce, le gigantesque appareil de l'économie américaine...

L'historien Brebner a déjà comparé l'existence des deux pays à celle de deux frères siamois qui ne peuvent vivre séparés. Il faudrait pouvoir ajouter une seconde dimension à la « monstruosité » du phénomène. Par la grâce de notre imagination, voyons l'un des jumeaux comme un géant et l'autre comme un gringalet. Si l'image suggère que le jumeau géant porte, pour ainsi dire, le jumeau gringalet et lui communique son surcroît, de vitalité, le tonus même du petit est néanmoins nécessaire au plus gros... Pour illustrer ce phénomène de coexistence aussi intime que trop inégale, c'est un thème éculé chez les caricaturistes de montrer, sur une banquette pour deux personnes de gabarit moyen, le Canada gringalet angoissé d'être écrasé par le géant américain qui, bien malgré lui, prend toute la place ! Théoriquement, le gringalet pourrait changer de banquette, mais l'hypothèse est précisément exclue. Elargir la banquette ? Mais, devant rester assis avec donc une liberté de manoeuvrer restreinte, comment y arriverait-il ? Prendre du poids et se faire du muscle ? Mais le gros n'est pas lui-même au bout de sa croissance et il ignore encore toutes les potentialités de son propre développement. Et puis, il est des « retards » qui ne se rattrapent pas ! D'ailleurs le géant débonnaire ne saurait devenir antagoniste, même si par l'effet de son propre poids, il est toujours menaçant.

Par cet invraisemblable arrangement historico-géographique, le Canada s'est vu soudé aux États-Unis comme un second étage à un premier. Le premier étage de cette maison, richement meublé et bien pourvu, est habité par une très nombreuse et opulente famille ; il s'ouvre sur toutes les rues avoisinantes, c'est-à-dire sur le monde par de larges fenêtres et de nombreuses portes. Le second étage, guère encombré est moins bien pourvu, et s'il a ses propres fenêtres, il doit emprunter l'escalier intérieur pour avoir accès aux meilleures portes. Les « locataires du second » sont de plus en plus conscients de l'importance de ce qui passe au premier et de ce qui s'y trame peut-

être, même si ce n'est pas contre eux. Il ne viendrait pas à l'esprit des « propriétaires du premier » de jeter à la rue les « locataires du second ». Ceux-ci gromellent bien à tout propos, mais ils le font, somme toute, avec modération, et en conservant un sens scrupuleux de la propriété d'autrui. Ce qui ne veut pas dire que les propriétaires connaissent bien leurs locataires : en fait ils les ignorent au sens double du terme, en ne les connaissant pas et en n'en tenant pas compte.

L'économiste Jacob Viner établit à 99,4% le nombre des Américains « qui n'ont aucune conscience d'un problème canadien-américain ». Pour certains Américains « moyens », le Canada est le 51e Etat, depuis que le chiffre magique de 48 Etats s'est vu dépassé par l'intégration dans l'Union des autres « territoires extérieurs » des îles Hawaï et de l'Alaska... Les journaux américains, les seuls, sinon les plus efficaces professeurs de géographie, n'accordent à peu près jamais aux affaires canadiennes la première page. A cause des obligations mondiales de leur gouvernement, les Américains se représentent mieux les problèmes des deux Allemagnes, de la Chine, du Vietnam, voire du Cachemire, du Moyen-Orient ou du Congo que celui de leur grand voisin nordique. Si grande apparaît cette ignorance du fait canadien que, selon le sociologue Everett C. Hughes de Chicago, « Les Américains semblent sous-entendre, par bien des paroles et des actes, que la Canada ne sera pas toujours le Canada, car ils éprouvent beaucoup de difficulté à sentir profondément (*in their bones*) qu'un Canadien est aussi canadien qu'un Américain est américain... »

L'éveil récent de la province de Québec, qui a secoué tout le Canada d'une longue torpeur, l'a aussi sensibilisé à une plus grande conscience de sa précarité extérieure. Les dirigeants *canadiens* multiplient les protestations auprès de leurs amis américains qui, sans aller jusqu'à considérer le Canada comme la 51e étoile du glorieux drapeau de l'oncle Sam, ont une longue habitude, involontairement méprisante, de les considérer comme des gens de tout repos (*as granted*). De leur côté, les Américains sont agacés par l'espèce d'obsession des Canadiens à proclamer leur *national identity*, en matière de défense conjointe sans tenir compte de la couverture de sécurité dont ils profitent ; ou encore, dans les questions économiques, d'oublier les avantages très concrets qu'ils tirent de l'interpénétration des deux économies. Une grande crise a éclaté au début de 1963 entre les deux pays au sujet des accords conjoints de défense ; des tiraillements divers en matière de politique économique ont aussi fait l'objet de grandes manchettes des journaux canadiens depuis un couple d'années.

Avec leur susceptibilité coutumière et inévitable, les Canadiens n'aiment pas s'entendre dire de façon parfois un peu brusque : « puisque vous avez les avantages, endurez aussi les inconvénients », ou selon le dicton américain bien connu : « *You can't eat your cake and have it too* » (*Vous ne pouvez pas manger votre gâteau et l'avoir encore !*). Ils n'aiment pas se faire rappeler qu'ils vivent bien, mais au-dessus de leurs moyens, comme par procuration. Les Américains ne saisissent que lentement cette inquiétude des Canadiens à propos de leur trop inégal voisinage ; si une voix canadienne insiste sur ce problème, ils redécouvrent l'Amérique, habitués qu'ils sont à se la représenter en pure homogénéité. Pour eux le Canada n'est qu'un de leurs problèmes et Dieu sait qu'ils en ont qu'ils ne choisissent pas et de combien plus pressants ! Pour les Canadiens, les Américains constituent « le » problème, presque l'unique problème venant de l'extérieur, réduisant tous les autres à presque rien. Les quelques « libertés » que prend la diplomatie canadienne ne mettent jamais en cause le principe de l'indissoluble union car l'idée même d'un « schisme » est impensable.

Très pensable au contraire est l'idée d'une absorption, d'une annexion, et ce n'est pas le moindre des paradoxes canadiens que ce désir d'absorption qui s'accompagne, chez les dirigeants américains, d'un refus d'annexion d'autant plus sincère que la chose leur serait aisée ! Pourquoi d'ailleurs la feraient-ils ? Le Canada, tel qu'il est, les sert suffisamment bien et un Canada, absorbé par les Etats-Unis, deviendrait un gigantesque Texas plutôt difficile à intégrer dans l'Union ! Ajouter au cancer de son problème noir, le virus culturel du *French Canadian problem* ? Certes, non ! Se mettre sur le dos tout le développement de cette Sibérie nord-américaine, tandis qu'on peut le faire par étapes et par personnes interposées en suivant le rythme de l'exigence de ses propres besoins ? Réduire le Canada à l'état de quelque Mongolie extérieure au statut imprécis dont les Canadiens sortent à peine ? Ce ne serait pas dans la tradition américaine et le risque d'humilier les Canadiens serait certain. Non, c'est le manque d'intérêt actif des Américains qui est le premier gage de la pérennité du Canada.

Mais si, de plus en plus, des Canadiens perdaient le goût de rester « canadiens » ? (statut coûteux pour une rentabilité douteuse ...). On évalue à 50 000 le nombre annuel des citoyens canadiens qui émigrent aux Etats-Unis : parmi eux, un nombre important de néo-Canadiens qui donnent ainsi la preuve que le Canada n'était pour eux que la « salle d'attente », soit que Washington appliquait de rigoureuses lois d'immigrations, soit qu'eux-mêmes ne remplissaient pas encore les conditions « techniques » à leur entrée. Le Canada vient de réviser certains règlements d'immigration pour pal-

lier, entre autres problèmes, celui d'une population flottante de quelque 20 000 visiteurs ou touristes qui décident, après un certain temps, de demander le statut d'immigrants réguliers. Le Canada ne tient pas à jouer indéfiniment ce rôle de pompe aspirante et foulante qui n'ajoute rien à son prestige international ! Ce qui est plus grave encore, c'est que le Canada perd ainsi nombre de ses citoyens de première valeur parmi lesquels se trouvent des chercheurs et des futurs maîtres dont sa vie culturelle aurait le plus grand besoin. On pourrait dresser ici une liste assez longue de savants, artistes, écrivains qui passent pour américains et le sont devenus en ne conservant plus qu'un lien sentimental ou familial avec leur Canada d'origine. L'évocatrice formule d'« exportation des cerveaux » souligne l'ampleur du phénomène et on songe à ce mot de Péguy « Le spirituel couche dans le lit de camp du temporel. » Qui oserait reprocher à ces Canadiens un volontaire exil doré assurant à eux-mêmes et à leurs proches de meilleures conditions matérielles de travail et de vie en même temps que la chance d'un prestige social plus grand ? Les données statistiques sur un tel problème n'auront toujours qu'une valeur relative. Ainsi, à l'été 1965, une étude publiée par un groupe de professeurs de l'université McGill de Montréal établissait que les quelques 1200 membres des professions libérales qui immigrèrent annuellement aux États-Unis coûtent entre 50 et 75 millions de dollars en fonds perdus (pour le Canada). Une dizaine de jours plus tard, le Conseil économique du Canada rendait public un rapport qui établissait que le Canada recevait un nombre encore plus grand d'intellectuels qu'il n'en perdait au profit des États-Unis (soit pour la période 1950-1963, 7 790 contre 5 476, ce qui laisserait une balance favorable de 2 314). On estime à plus de 8 millions le nombre des Canadiens qui ont émigré aux États-Unis ; en ajoutant à ce chiffre celui de leurs descendants, on voit que serait moins flagrante entre les deux pays l'inégalité démographique actuelle d'un contre dix. Du point de vue de la culture francophone, la « saignée » des Canadiens-Français en Nouvelle-Angleterre fut au siècle dernier particulièrement tragique, les « Franco-Américains » dépassant aujourd'hui le million et demi...

Il y a pire. À côté des velléités d'annexion totale ou partielle du Canada côté américain, c'est surtout la disponibilité à l'absorption côté canadien qui est le fait majeur. Du manifeste annexionniste des marchands anglo-écossais de Montréal de 1849 signé aussi par un certain nombre de bourgeois canadiens-français, jusqu'à l'enquête du printemps 1964 du *MacLeans's Magazine*, de larges couches de la population canadienne ont constamment estimé que le rattachement aux États-Unis serait une « bonne

affaire » pour eux. Le sondage de 1964 donnait des résultats effarants : 29% des Canadiens (dont, de façon inattendue, 33% de Québécois, et, de façon prévisible, 39 % des *Maritimers* habitant les provinces de l'Atlantique économiquement défavorisées) désireraient passer sous la houlette de l'oncle Sam ! 67% de la population canadienne et 78% de celle du Québec seraient par ailleurs favorables à une union économique avec les Etats-Unis : ce qui, encore une fois confirmerait une tendance annexionniste plus forte dans le Canada de l'Est (y compris le Québec) que dans le reste du pays. Un sondage plus récent de l'Institut canadien d'Opinion publique donne des chiffres un peu moins inquiétants : 13% pour l'ensemble des Canadiens et 20% pour les Canadiens de l'Est, Québécois et *Maritimers*, seraient favorables à l'annexion pure et simple. Proportions plus plausibles et confirmées par une autre enquête effectuée en octobre 1964, auprès de 200 étudiants de l'université McGill, et établissant à 20% le nombre de ces jeunes gens favorables au rattachement à la grande république voisine. Qu'un Canadien sur trois, ou sur cinq – à supposer qu'on puisse ou qu'on veuille récuser le premier résultat - consente tout de go à devenir un Américain, c'est la statistique la plus brutale, la plus déprimante de la réalité canadienne.

Faut-il rappeler que cela se produit dans un pays tenu pour « heureux », qui a pour slogan le plus connu celui de « richesses illimitées », qui jouit du deuxième ou troisième standard de vie au monde, qui n'a pas, du moins pas encore, de guerre civile ? Qu'est-ce que les Canadiens ? Un groupe humain dont un membre sur cinq, à défaut de voir remonter la ligne du 45e parallèle, est tout disposé à la franchir. Tout comme les Berlinoises de l'Est à la « frontière-mur » de Berlin-Ouest...

Continentalisation de deux histoires divergentes.

[Retour à la table des matières](#)

« La géographie a fait de nous des voisins. L'histoire a fait de nous des amis. Les questions économiques ont fait de nous des associés. Elle nécessite de faire de nous des alliés », disait le président John Kennedy en 1961. Mais il est une proposition contestable au départ : « L'histoire a fait de nous des amis. » Un jeune historien torontois, James Eayrs, a pris le contre-pied de ce point de vue américain en soutenant que « l'histoire a fait des deux voisins des ennemis. S'ils sont amis aujourd'hui, c'est malgré l'histoire, non à cause d'elle ». Pour sa part, le président Johnson confie, la pre-

mière fois qu'il parle des relations canado-américaines : « Le Canada est un voisin si proche et un si bon voisin que nous y avons toujours un tas de difficultés. Un peu comme les problèmes qu'on rencontre dans sa propre ville. » À quoi James Eayrs répond : « Si les relations canado-américaines doivent s'épanouir au bénéfice mutuel des partenaires, ce sera parce que les hommes d'Etat des deux pays sauront résister à la tentation à laquelle ils ont trop souvent cédé dans le passé : croire que leurs politiques sont de simple voisinage au lieu d'être proprement internationales. » Et de rappeler que si « de bonnes barrières font de bons voisins », de « bons voisins font aussi de bonnes barrières ».

L'histoire a, en effet, dressé des barrières entre les Canadiens et les Américains. Il se trouve que, si la barrière est démesurément longue - à la démesure de ce continent partagé en deux -, elle est loin d'être opaque. Chaque voisin peut voir à travers la clôture ce que l'autre fait sans que cela implique l'arrière-pensée d'espionner. Ce qui incite encore à harmoniser les deux destins, c'est que les deux peuples, sauf les minoritaires Canadiens-Français, parlent la même langue. Un humoriste anglais voyait dans les Américains et les Britanniques « deux peuples séparés par une langue commune ». Or, les Américains, qui s'éveillent à peine aux réalités canadiennes révisent difficilement l'opinion courante qu'une langue commune suffit à assurer de bonnes relations avec leurs voisins. Autant qu'une aide, un même code linguistique peut être une entrave entre deux pays, présentant de part et d'autre de notables et nombreuses variantes. Parler la même langue, ce n'est pas forcément donner aux mots la même signification, ni courir la chance de se mieux connaître. Et dans un reportage sur le Canada en 1963, le magazine *Look* faisait part à ses sept millions de lecteurs américains de cette désillusion profonde : « Les Canadiens nous ressemblent et nous aiment moins que nous ne l'imaginions. »

L'historien canadien Frank H. Underhill allait jusqu'à dire que « le Canadien ne fut pas seulement le premier anti-américain de l'histoire mondiale, il est l'anti-américain qui a la plus longue expérience, l'anti-américain modèle, l'anti-américain archétype, l'anti-américain idéal tel qu'il existe dans l'esprit de Dieu » ! L'anti-américanisme du Canadien moyen ne se manifeste pas à la façon doctrinale et sentimentale de celui de la plupart des intellectuels de gauche de nos sociétés occidentales. Non, l'anti-américanisme du Canadien est un fait biologique, viscéral. C'est une longue habitude parce que composante même de son être propre : « Être canadien, c'est d'abord n'être pas américain. » Heureusement qu'il peut appeler à sa rescousse la Cou-

ronne et ses chères institutions politiques britanniques, avec l'heureux accident historique des Canadiens-Français, qui viennent lui apporter des titres plus positifs dans la recherche obstinée de sa *national identity* !

Avant 1839, ce qui allait devenir le Canada était trop faible pour travailler à secouer la tutelle impériale ; mais, par deux fois, les Canadiens avaient déjà eu à subir les assauts des Américains. Au moment de la grande explication entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre, lors de la guerre coloniale de Sept Ans, la première ne comptait que 60 000 habitants, disséminés sur un très vaste territoire, face aux 1 400 000 habitants, colons de la Nouvelle-Angleterre, formant un groupe compact en deçà des Alleghany sur la plate-forme atlantique. Une telle disparité entre les deux colonies rivales, que furent bien loin de compenser les forces militaires françaises, déterminait à l'avance le sort des « quelques arpents de neige » selon la formule plus ironique encore que dédaigneuse de Voltaire. Et ce fut pendant treize ans, du traité de Paris à la déclaration de l'Indépendance, une vie commune, sinon communautaire, de toutes les colonies de l'Amérique du Nord « britannique ».

L'indépendance américaine produisit un violent contrecoup au Canada. Deux ans plus tôt, le *Quebec Act* de 1774 avait accordé aux nouveaux sujets de sa Majesté britannique le libre exercice de leurs lois civiles et militaires et de leur religion. Mais la Révolution avait envahi le Québec trop tôt. Les « habitants », à peine sortis de l'absolutisme du régime colonial français, n'étaient pas aptes à se soulever contre le nouveau maître qui venait juste de se montrer si amène envers eux ! Surtout, ils ne concevaient pas qu'on put d'emblée substituer, par la force armée, aux chefs hiérarchiques des chefs issus de classes inférieures (nous sommes treize ans avant 1789). Les miliciens canadiens firent le coup de feu auprès des troupes britanniques d'occupation quand les Américains montèrent à l'assaut de Québec et de Montréal.

La propagande congressiste laissa pourtant des germes, d'autant que la Révolution avait triomphé. Comment, en effet, n'être pas remué par cet appel enflammé à la liberté qui n'excluait pas une nuance de menace : « C'est la liberté qui va vous conquérir si vous agissez comme vous le devez. Il ne s'agit pas d'une oeuvre humaine. Vous êtes un petit peuple à comparer avec celui qui, les bras ouverts, vous offre son amitié. Il vous suffira d'un instant de réflexion pour vous convaincre que votre intérêt et votre

bonheur résident dans l'amitié éternelle de toute l'Amérique du Nord. Joignez-y vos intérêts politiques... Soyez persuadés que le bonheur d'un peuple dépend inévitablement de sa liberté et de sa volonté de la conquérir. »Une cinquantaine d'années plus tard, ces germes politiques allaient porter leurs fruits chez les idéologues des rébellions de 1837-1838.

À la suite de la reconnaissance par l'Angleterre de l'indépendance américaine au traité de Versailles de 1783, le Canada accueillit 7000 « loyalistes » qui préférèrent émigrer pour rester sous l'autorité royaliste. Ainsi, le Canada, par cet apport nouveau, commençait à prendre son « style » biculturel.

À ces loyalistes on fit concession des meilleures terres des *Eastern Townships*, région québécoise des « cantons de l'Est » presque entièrement refrancisée aujourd'hui. Au lieu du seul tête-à-tête avec les nouveaux occupants, administrateurs, soldats de métier et négociants britanniques, les anciens colons français allaient trouver à leurs côtés d'autres colons, comme eux issus d'une glorieuse mère patrie et profondément marqués depuis longtemps par les conditions de vie nord-américaines.

Lors de la guerre de 1812, les Canadiens-Français se solidarisèrent à nouveau avec les Britanniques contre l'envahisseur américain. Déjà en froid avec la France révolutionnaire, ils n'avaient guère plus de sympathie pour la France napoléonienne - le consul Bonaparte s'étant lestement débarrassé par un simple acte de vente, de l'immense Louisiane, explorée par les Français, et qui comprenait la plus grande partie des territoires arrosés par le Mississipi et ses affluents. L'évêque de Québec fit même chanter le *Te Deum* après la défaite de Napoléon à Waterloo... Dans cette guerre, il leur importait peu que la France fut l'alliée des Etats-Unis. Les « parlant français » et les « parlant anglais » firent front commun, quoique pour des motifs divergents : les premiers préférant les garanties déjà accordées à leur ethnie aux promesses des aléas révolutionnaires ; les seconds, par une déjà longue tradition d'un demi-siècle, renforcée par la haine des « loyalistes » contre les « rebelles » américains. Plus prosaïquement, les premiers voulaient arrêter l'émigration des loyalistes, qui recevaient pour prix de leur fidélité les terres les plus fertiles ; les seconds avaient à ménager des intérêts plus importants, ceux du commerce colonial qui allait débiter sur une grande échelle avec l'Angleterre et les Antilles.

On le constate, dès le XVIII^e siècle, ce sont toujours les Etats-Unis qui exercent le grand pouvoir d'attraction dans les relations canado-américaines. L'ère des guerres

terminée - naissance du mythe de *l'Unguarded frontier* -, ne retiennent plus l'attention que diverses velléités d'annexion, très sérieuses en 1849 et à l'époque de l'établissement de la Confédération en 1867. Toutefois, auparavant, il faut s'arrêter à une courte période particulièrement intéressante : celle de la rébellion de 1837-1838. Jusqu'à maintenant, dans leur ensemble et par leurs chefs officiels, les Canadiens-Français sont restés fidèles à l'autorité britannique. Mais voici qu'ils s'élèvent tout à coup d'une façon confuse, partielle et inefficace, contre leurs maîtres britanniques !

L'idéologie de la rébellion des « patriotes » avait des sources américaines qu'on retrouve principalement dans le texte des 92 Résolutions. Ce document, rédigé par trois chefs - parmi lesquels la personnalité dominante de Louis-Joseph Papineau - était un curieux manifeste : malgré les huit premières résolutions réaffirmant la loyauté à l'autorité britannique, une dizaine d'autres montrait la supériorité du régime constitutionnel américain et faisait même allusion à la nécessité de l'indépendance, ne répudiant pas l'hypothèse du rattachement. Comme les *Sons of Liberty* de la république voisine, les Patriotes formèrent une association des « Fils de la Liberté » dont la déclaration d'indépendance posait le choix impérieux entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Fait curieux ; les Américains, qui s'étaient faits si pressants pour imposer leur indépendance aux Canadiens en 1775 et 1812 n'offrirent, au moment du soulèvement de 1837-1838, qu'une bienveillante neutralité, trop occupés à leur conquête de l'Ouest et à la consolidation de leur démocratie, et sans doute convaincus que l'Angleterre ne voulait que garder l'ex-Nouvelle-France et avait renoncé à tout espoir de reconquérir l'ex-Nouvelle-Angleterre.

Une fois de plus, le clergé canadien-français avait prêché la fidélité à l'ordre établi et condamné la rébellion. Dans son Rapport fameux, qui allait préluder à l'union des deux Canadas, lord Durham soutenait que « les plus clairvoyants des Canadiens » et, dans son esprit, cela comprenait surtout des membres du clergé, savaient qu'en cas d'annexion, les institutions et la langue françaises « disparaîtraient aussi rapidement que possible » ; mais qu'aussi un grand nombre de Canadiens étaient « disposés à courir le risque de perdre tout ce qui leur est le plus cher en vue de satisfaire les sentiments de vengeance qui les possède maintenant ».

Et ce sera l'Acte d'Union de 1840, à maints égards défavorable aux Canadiens-Français. Ils en relevèrent pourtant le défi et purent prendre leur place dans un Canada uni, grâce aux équipes bi-ethniques de La Fontaine-Baldwin et Hincks-Morin.

Mais la crise annexionniste de 1849, au lendemain de la révolution de 1848, ne tardera guère.

Elle ne fut pas causée par une poussée « impérialiste » des Américains qui se seraient mis en tête de vouloir enfin s'emparer du Canada, mais par des Canadiens, et surtout des Canadiens anglais, qui, doutant de la survie de leur pays ou trouvant tellement d'avantages économiques et politiques à vivre en Américains, voulurent s'unir à la république voisine. Le point culminant de cette crise fut le manifeste de la *British American League* publié à Montréal en octobre 1849, et réclamant une « séparation à l'amiable et pacifique ». Les leaders de la rébellion de 1837 (et parmi eux Louis-Joseph Papineau), par dépit de leur échec passé et par antipathie pour tout ce qui était britannique, embouchèrent la trompette du rattachement. Des journaux influents firent la campagne et même la *Minerve*, pourtant dévouée à La Fontaine, fut touchée par le courant nouveau. Un tiers environ des signataires furent des Canadiens-Français, si l'initiative ne vint pas d'eux ; ils ne furent pas ceux qui donnèrent le ton. Comme lors de la guerre de l'Indépendance, ce furent des intérêts britanniques qui prêchèrent la conversion à l'américaine.

La mise en pratique des idées de Cobden et de l'école de Manchester, l'adoption du libre-échangisme, et particulièrement le rappel des *Corn Laws*, si préjudiciables aux colonies, avaient entraîné un ralentissement sérieux des affaires. C'était une curieuse alliance où voisinaient des marchands, des tories préférant l'américanisation à la *French Domination* avec des radicaux canadiens-français du parti réformiste ! Mais, cette fois encore, la masse des Canadiens-Français ne bougea pas. La tendance La Fontaine l'emportait sur celle, jugée pour le moins étrange, de Papineau.

Pendant que le gouvernement canadien s'appliquait à rendre moins désavantageuse la politique anglaise, le projet d'union ne soulevait guère d'intérêt aux Etats-Unis. À peine les Assemblées législatives de New York et du Vermont adoptèrent-elles des résolutions favorables. Mais Washington se gardait bien du moindre acte qui put mécontenter les Etats du Sud. L'influent *New York Herald* relevait le contraste entre la situation de 1849 et celle de 1837-1838 : « Aucune partie de la population canadienne n'a ce droit, et moins que tous les autres ceux qui, déloyaux en 1849, étaient ultra-loyaux et les plus chauds partisans de la connexion britannique en 1837. »

Dans les controverses entre libre-échangistes et protectionnistes, entre libéraux et conservateurs au sujet de la réciprocité, le danger d'annexion sera invoqué comme un

argument majeur par les derniers. Il en sera de même au moment des travaux et discussions qui devaient mener à la Confédération : il fallait un Etat canadien fort, suffisamment fort pour résister à l'expansionnisme américain. Ce fut l'argument décisif qu'invoqua Georges-Etienne Cartier, le leader canadien-français. « Toute l'affaire se résume à ceci : ou bien nous devons obtenir la confédération des colonies anglaises, ou bien nous serons absorbés dans la Confédération américaine. »

Des relations internationales sans la claire notion de « l'Autre ».

[Retour à la table des matières](#)

Il est des Canadiens qui se sentent davantage frustrés par le peu d'intérêt que les Américains leur accordent que par les contraintes qu'impose à la politique extérieure du Canada la diplomatie américaine.

Que les libéraux ou les conservateurs soient au pouvoir, les gouvernants d'Ottawa multiplient les mises au point, les avertissements sur la *national identity* du Canada, sur la complète autonomie de sa diplomatie, sur la nécessité de ne pas prendre, en tout et partout, la politique canadienne *as granted*. Ce ton ferme s'assortit généralement de la réaffirmation de la fidélité inébranlable dans la communauté des grandes alliances et de l'adhésion aux buts majeurs de la diplomatie de Washington. Mais celui des partis qui forme l'opposition officielle à Ottawa trouve toujours que le gouvernement poursuit une politique trop molle à l'égard du grand partenaire. C'est le même schéma général depuis vingt ans, d'une monotonie décourageante : ces relations tournant toujours autour d'un contentieux quasi permanent en matière de rapports économiques et de défense conjointe. Alors que pour les Canadiens, l'Autre c'est presque exclusivement les Américains, pour ceux-ci, les Canadiens ne sont pas vraiment cet « Autre ». Les deux textes des présidents Kennedy et Johnson cités plus haut illustrent cette vision de l'association canado-américaine par Washington. On pourrait faire état de toute une anthologie de déclarations du genre, dont l'ère Franklin D. Roosevelt - William L. Mackenzie King (1935-1945), anciens condisciples de Harvard et grands amis, fournirait la plus grande partie. Il en est sorti ce style de la diplomatie « de voi-

sinage » plutôt qu'internationale. Aujourd'hui, cette façade de surenchère amicale n'existe plus.

Les propos prennent parfois un ton aigre-doux. Il est d'usage qu'un nouveau chef de gouvernement aille voir son homologue dans l'autre capitale le plus tôt possible après son élection. La rencontre Kennedy-Diefenbaker en 1961 n'a pas été un succès amical, ni même diplomatique. La trop grande disparité des deux personnalités n'a certes pas suscité de difficultés nouvelles, mais il suffisait déjà qu'elle en ait figées ou durcies plusieurs anciennes ou permanentes. Et après leur entrevue, Kennedy se promit de ne plus rencontrer Diefenbaker.

Avec M. Pearson qui prit le pouvoir en avril 1963, après la crise nucléaire du début de l'année, les relations se firent plus cordiales sur le plan personnel. Mais le président Kennedy mourut trop tôt pour que « l'esprit de Hyannis Port » ait le temps d'améliorer en profondeur les relations entre les deux pays.

Moins que dans le style de cow-boy texan de M. Lyndon Johnson, la permanence du malaise est à chercher dans le désaccord du Canada, plus fréquemment affirmé que par le passé, avec la politique de Washington sur le Vietnam, la non-reconnaissance de la Chine (grande consommatrice avec l'U.R.S.S. de blé canadien), l'embargo imposé à Cuba (et ignoré par le gouvernement canadien), etc.

Le 12 mai 1966, à l'occasion d'une cérémonie officielle à l'université Columbia de New York, l'américanophile M. Pearson ne craignait pas de déclarer que les États-Unis étaient « trop gros, trop forts, et trop riches pour qu'on les aime ».

Lors d'une conférence de presse tenue au Canada, nul autre que « Bob » Kennedy résumait ce qu'il pensait de la « neutralité » du Canada dans les grandes crises où se trouve engagée la politique américaine par cette paraphrase de la *Divine Comédie* : « Le coin le plus chaud de l'enfer est, réservé à ceux qui, en période de crise tiennent à conserver leur neutralité ³. » Propos révélateur de cette idée des Américains que les Canadiens, n'étant qu'une espèce particulière d'Américains, leur diplomatie ne peut que se calquer sur celle de la Maison-Blanche et du Département d'État !

³ Le texte de Dante :

« J'ai vu et connu l'ombre de celui
qui commit par lâcheté le grand refus. »

Le rapport de l'ambassadeur Merchant à Ottawa et de son homologue canadien Heeney à Washington concluait durant l'été 1965 que, pour la bonne santé des relations canado-américaines, les Canadiens ne devaient pas « grommeler à tout propos » et qu'il était « important et raisonnable que les autorités canadiennes prennent bien garde à la situation du gouvernement américain dans le contexte mondial et évitent autant que possible un désaccord public, spécialement sur les questions critiques ». En somme, dans le dialogue du pot de fer et du pot de terre, le dernier gagne à n'être pas trop prolix et, s'il a quelque chose à dire, qu'il parle tout bas...

Le Canadien qui lit les publications européennes dénonçant la politique des investissements américains massifs sur le continent, et notamment en France, ne peut manquer de considérer ces « menaces » aux économies nationales comme dérisoires, vu l'ordre de grandeur auquel il est habitué. Deux jours après la publication du mémoire Merchant-Heeney, un document au sujet de la « loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers » était rendu public à Ottawa (loi qui avait été votée en avril 1962 afin de déterminer les propriétaires des « corporations » ou sociétés qui font affaire au Canada). Le rapport révélait que 17% des « corporations » canadiennes appartiennent pour plus de la moitié à des étrangers, en majorité américains. Ces corporations possèdent en outre 42,5% de l'actif de toutes les corporations, soulignant ainsi cette tendance fondamentale d'une appartenance étrangère accrue dans les « corporations » à fort actif comme les entreprises de combustibles (pétrole et charbon), d'industries minières ou manufacturières (caoutchouc). On apprenait en outre que 66% des syndiqués canadiens adhéraient à des « syndicats internationaux » (c'est-à-dire américains, à filiales canadiennes) et que, s'ils avaient cotisé pour 27 millions de dollars il ne leur avait été retourné que 12 millions sous forme d'indemnités et de services divers.

Dans la dernière décennie, les investissements étrangers ont doublé au Canada et les Américains en fournissent à eux seuls les trois quarts. Les deux tiers des placements américains se font sous la forme directe d'actions qui permettent d'exercer le contrôle, sinon de s'approprier toute l'entreprise. En 1962, les placements directs des Américains dans toute l'Europe ne constituaient que les sept onzièmes des capitaux qu'ils avaient investis au Canada ! Si l'on considère les grands secteurs industriels, les

pourcentages sont plus éloquents encore : 97% de l'industrie de l'automobile, 90% du caoutchouc, 75% du pétrole et du gaz naturel, 70 % des appareils électriques, 60% de l'exploitation minière, 52% des produits chimiques sont, au Canada, contrôlés par les capitaux américains. Dans l'industrie pilote de l'économie canadienne, celle de la pâte à papier et du papier, le contrôle américain dépasse 40%. Des lois américaines, dont le *Sherman Act*, permettent aux Américains de légiférer en quelque sorte extra-territorialement. Un des problèmes cruciaux entre les deux pays est cette extension réglementaire au Canada des directives des sociétés mères. En 1958, *Ford Motor Company of Canada* s'interdisait de remplir un contrat avantageux avec la Chine de peur d'exposer la maison mère de Détroit à des poursuites judiciaires aux termes de la législation prohibant le commerce avec ce pays communiste.

Il y a bien d'autres inconvénients : les sociétés américaines s'appliquent surtout à développer les industries d'extraction et de première transformation, expédiant ensuite les produits semi-ouvrés de l'autre côté de la frontière où on achève leur transformation, pour les vendre enfin sur le marché canadien selon le schéma bien connu de l'économie coloniale classique. Elles placent aux postes directeurs des *managers* formés dans la maison mère, où se trouve encore la plus forte concentration de la recherche industrielle ne laissant que la portion congrue aux chercheurs de ses filiales canadiennes. Les succursales canadiennes sont bien souvent obligées de limiter leur production au marché local et aux pays du Commonwealth, où elles ont traditionnellement droit à un traitement privilégié..

Les conséquences psychologiques, quoique ne pouvant se chiffrer, ne sont pas moins graves. Un homme d'affaires canadien-anglais, M. Robert Fowler, qui n'a rien de « socialiste » ni d'« anti-américain » - étant à la fois président de la *Canadian Pulp and Paper Association* et co-président de la Commission canado-américaine - écrivait en novembre 1964 : « Quand des hommes d'affaires américains vont au Mexique ou en France ou en Allemagne, ils ont bien conscience d'être des étrangers... Ils évitent avec scrupule de se comporter d'une façon qu'on puisse considérer comme contraire aux intérêts nationaux et au bien-être du pays où ils font des affaires... Mais quand un homme d'affaires américain vient au Canada, il ne se considère pas dans un pays étranger, et il agit souvent comme s'il se trouvait chez lui. Cela, à la vérité, est un compliment qu'il nous fait et un témoignage des relations spéciales qui existent entre nos deux pays. Mais je crois que c'est une erreur. Nous *sommes* un pays étranger, et

nous voulons le demeurer, même si nous avons, et cherchons à avoir les relations les plus amicales avec les Etats-Unis et les Américains à titre individuel ! »

Les deux pays sont leur meilleur client respectif. En 1963, le Canada exportait 55,4% de sa production totale aux Etats-Unis et en recevait 67,5% de ses importations. Les États-Unis, pour leur part, dirigeaient vers le Canada 19,6% de leurs exportations (ce qui surclassait de 1% les ventes aux six pays du Marché commun, faisait plus que doubler la valeur des marchandises destinées au Japon, et constituait un volume trois fois et demie plus grand que les produits livrés au Royaume-Uni) ; ils faisaient venir au Canada 22,3% de leurs importations (contre seulement 17,7% du Marché commun, l'ordre de grandeur étant à peu près le même pour le Japon et le Royaume-Uni). Il peut paraître abusif de parler de « colonisation économique » ou d'« exploitation coloniale », mais on ne peut nier qu'il s'agisse là d'un fait d'économie dominante. Et l'activité économique des dernières années, dans la mesure où des statistiques partielles, mais sérieuses, nous permettent de l'entrevoir, montre que la tendance va s'accroissant dans à peu près tous les secteurs. Jusqu'où cela ira-t-il, peut-il aller ?

Deux écoles de pensée s'affrontent au Canada. Elles sont représentées par l'ancien ministre des Finances, M. Walter Gordon, et son successeur, M. Mitchell Sharp. Dès 1960, le premier avait déclaré : « De tous les pays du monde - à coup sûr de tous les pays fortement industrialisés -, le Canada est celui auquel la propriété de l'industrie échappe le plus. Si la mainmise de l'étranger sur cette économie n'est pas enrayée, nous disparaîtrons comme pays autonome sur le continent nord-américain. » Quant à la position de M. Sharp, qu'il qualifie lui-même de « pragmatique », elle est plus souple et fait davantage confiance à l'avenir : « Notre pays a toujours existé par voie de compromis, dit-il. C'est ainsi que nous abordons tous nos problèmes - le problème biculturel, les problèmes régionaux - et c'est ainsi également que nous devons aborder les problèmes de nos relations économiques avec les Etats-Unis. Je n'ai pas à m'excuser d'être en ce domaine un pragmatiste, plutôt qu'un doctrinaire. Nous n'avons qu'à faire de notre mieux et procéder pas à pas selon la nature du chemin et selon l'opportunité qui se présentera d'elle-même. »

Le débat Gordon-Sharp, c'est l'impossibilité pour une économie dominée de voir avec clarté et d'appliquer de façon efficace les moyens de se dégager, au moins en partie, d'une économie fortement dominante, sans perdre sa relative prospérité et sans hypothéquer de façon irrémédiable le destin politique d'un pays nommé « Canada ».

La soudure géographique du Canada aux Etats-Unis ne rend ni plus aisée ni moins inégale la collaboration entre les deux pays en matière de défense. Au sein de l'alliance atlantique, le Canada est l'un des Quinze, la « puissance moyenne » type. Il ne s'y trouve pas mal à l'aise. Mais, dans le cadre de son alliance continentale (N.O.R.A.D.) avec les Etats-Unis, il se retrouve à nouveau en tête à tête ou, pour le dire crûment, dans la situation d'un Etat protégé sans le statut de protectorat, les exigences de la géo-stratégie en tenant lieu. Tout part de l'entente d'Ogdensburg de 1940, signée entre le président Roosevelt et le Premier ministre King, deux mois après la chute de la France : « Il a été convenu de mettre sur pied un Conseil combiné permanent de la défense... Il se préoccupera, dans un sens large, de la défense de la partie septentrionale de l'hémisphère occidental. » Il fallut le choc foudroyant de Pearl Harbour pour que la gigantesque « Amérique » sortit de sa demi-torpeur ; mais, depuis vingt-sept mois, le Canada était lui-même en guerre sur la base du volontariat pour le service outre-mer. L'accord d'Ogdensburg de 1940 signalait déjà qu'un déterminisme géographique se transformerait, le moment venu, en impératif géostratégique. Le destin canadien d'« Etat protégé » par les Etats-Unis commençait, qui relayait l'histoire maintenant révolue du « protectorat » britannique en Amérique du Nord.

La récente majorité internationale du Canada s'affirmera donc dans une situation d'inégal *partnership* imposée et acceptée par lui : parfois *contre* de façon purement épisodique, plus souvent malgré cette alliance intime, souvent à la limite de ce cercle étroit, mais sans jamais en sortir. On le voit de façon très claire en matière de « défense conjointe ». Son « grand Nord » désertique ne lui appartient pas de ce point de vue, dès lors que l'autre riverain de l'Arctique par-delà le pôle est l'U.R.S.S.

La guerre froide battant son plein, il fallait assurer des postes d'observation sur le toit du « second étage ». A partir de 1951, commença la construction des lignes transcontinentales de détection par radar. La « stratégie globale » avait deux ailes : par l'O.T.A.N., l'européenne ; par le triple dispositif de détection par radar et la Commission conjointe permanente de Défense, l'américaine. Aux plus mauvais jours de la guerre de Corée (fin 1950 janvier 1951), alors que les Américains ne maintenaient qu'à grand-peine une tête de pont en Corée, un grand débat déchirait l'opinion américaine. Les tenants de la thèse du « Gibraltar inexpugnable » d'Amérique avaient à leur

tête des hommes aussi importants que l'ex-président Hoover, l'ex-candidat à la présidence Dewey, le très influent sénateur républicain Taft, etc. Cette thèse eut-elle prévalu, le Canada contigu voyait sa défense assurée de la même façon que celle du Maine, du Minnesota ou de l'Etat de Washington, dès lors que Montréal, Toronto ou Vancouver devenaient des cibles de première importance au même titre que New York, Chicago ou Seattle. La révolution technico-militaire galopante n'allait pas, les années suivantes, changer immédiatement les données de base de cette géo-stratégie implacable. La nouvelle ère de stratégie à l'échelle planétaire a rendu désuets les dispositifs de détection nord-américains comme elle a rendu anachronique l'O.T.A.N. et caduc le traité du 4 avril 1949. Mais elle n'a rien changé au fait géographique que le Canada occupe la plus grande partie de l'espace intercontinental séparant l'U.R.S.S. des U.S.A. Le 12 mai 1958 furent conclus les accords établissant le commandement de Défense aérienne de l'Amérique du Nord (*North American Air Defense : N.O.R.A.D.*). Pour la défense continentale, les forces aériennes sont intégrées sous un commandement unique, le commandant et son adjoint devant être de nationalité différente. Mais, comme il se doit, le commandant a toujours été un Américain et son adjoint, un Canadien. Ces accords furent passés peu après l'arrivée au pouvoir des conservateurs de M. Diefenbaker : les libéraux, rejetés dans les « travées sombres » de l'opposition, attaquèrent violemment lesdits accords et la suite des événements allait montrer que le Premier ministre canadien n'en prévoyait pas toute la portée. Deux bases de lancement de fusées anti-avions porteuses d'ogives nucléaires furent installées au Canada. Lors de l'angoissante alerte de Cuba en octobre 1962, le commandement intégré de N.O.R.A.D. manqua de coordination ou plutôt ne joua pas. Il fallut une quarantaine d'heures à l'aviation canadienne pour se mettre à la disposition de la force unifiée ! C'est une histoire très confuse qui n'est pas près d'être débrouillée. Bien des hypothèses ont été avancées depuis celle qui soutient que le gouvernement canadien refusa « de marcher », en passant par l'explication d'un défaut technique de communication rapide et efficace, jusqu'à celle de la brusquerie de Washington qui, dans l'affolement général, aurait oublié de transmettre l'information indispensable, etc.

Quoi qu'il en soit, les Américains prisèrent peu cette inertie. Des officiels, des organes d'opinion blâmèrent publiquement la « lenteur » canadienne. Non seulement les libéraux, mais des « neutralistes » et « pacifistes » canadiens, pour des raisons contra-

dictoires, attaquèrent M. Diefenbaker pour n'avoir pas été à la hauteur d'une situation d'urgence dont pouvait dépendre la vie même du Canada !

Le cabinet Diefenbaker fut lui-même divisé entre les tendances représentées par le « pacifiste » M. Green, ministre des Affaires étrangères, et le « légaliste », M. Harkness, ministre de la Défense. La crise rebondit avec une acuité particulière quelques mois plus tard au sujet du dépôt d'ogives nucléaires sur le sol canadien. M. Pearson fait un voyage à New York et déclare que le gouvernement canadien ne remplit pas ses engagements librement consentis. Peu après, le général Norstad, ancien commandant suprême des Forces européennes de l'O.T.A.N. arrive à Ottawa - avec la connivence de fonctionnaires canadiens ? - et donne une conférence de presse. Sa signification est claire : Washington estime que des accords doivent être respectés et qu'on ne peut lâcher un allié, surtout si c'est lui qui assume le plus gros de votre sécurité. Crise au cabinet et dans l'opinion : le ministère Diefenbaker est en train de se démanteler, les libéraux passent à l'attaque, les « solidaristes » essaient d'y voir un peu plus clair, et les « pacifistes-neutralistes » organisent des manifestations dans la rue ou ailleurs. Des élections sont finalement annoncées pour le 8 avril 1963. Après cinq ans, M. Pearson prendra le pouvoir, mais à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Retenons de ces crises, qu'une chronique trop sommaire simplifie, les points suivants : 1° « l'individualité canadienne » fut l'élément qui relégua dans l'ombre la « sécurité » que les Etats-Unis étendent au Canada ; 2° l'intégration du commandement unifié est suffisante pour mettre en cause l'entité politique canadienne en période de crise, mais insuffisante pour produire les effets « sécuritaires » mutuellement bénéfiques qui la justifiaient ; 3° l'ambiguïté d'une telle entente provient peut-être du fait que ne fut pas éclairé le point capital de savoir si N.O.R.A.D. était une organisation strictement bilatérale, ou si cette bilatéralité n'était pas elle-même partie d'une structure multilatérale, l'O.T.A.N. ; 4° *Right or wrong my country* semblent dire les Américains pendant la crise, d'autant que les accords sont très clairs quant à l'automaticité de la collaboration attendue ; 5° *Right or wrong...*, semblent dire aussi les alliés, en l'occurrence les Canadiens qui, le moment de l'alerte passée, ne se sentent plus liés par l'obligation de faire cause commune avec la politique générale de Washington, en l'espèce, de rompre les relations économiques et diplomatiques avec Cuba.

Seulement - et c'est le paradoxe de ce *partnership* trop inégal à tous égards -, le Canada, coincé comme il l'était dans une telle situation de crise et ayant une liberté de manoeuvre politique plus étroite que celle de tout autre allié des Etats-Unis, est ame-

né dans la suite à prendre diverses libertés diplomatiques par lesquelles s'affirme, comme par compensation, son « identité nationale ». Et les Américains ne peuvent, par conviction aussi bien que par nécessité, s'opposer absolument à ces « libertés ».

Accommodements et absence de solution.

[Retour à la table des matières](#)

La solution ? Il n'y en a pas. Il n'y a pas « une » solution, tout au plus des ajustements tactiques. S'ajuster : les Canadiens ne font guère que cela, sans véritable plan directeur, qui impliquerait le choix véritable d'une fin et des moyens. On a souvent parlé du « miracle historique » du Canada-Français. De tels « miracles » ne sont rien d'autre que des défis (*challenges*) victorieusement et bien inconsciemment surmontés, dont on se gargarise après coup pour fouetter la fierté nationale. Il n'est pas déraisonnable de se poser la question : la survie d'un Canada souverain dans ce voisinage osmotique sera-t-il demain le « miracle » complémentaire de celui de la survie de six millions de « parlant français » dans cette mer océane de 200 millions de « parlant anglais » ?

Il n'appartient pas aux Canadiens d'abolir la géographie, de déménager le Canada dans quelque lointaine Australie. Il ne leur est pas loisible de reculer la marche du temps. Ils ne peuvent pas plus devenir un peuple de 50 millions d'âmes que racheter leur économie. Ils débattent plutôt du point où ils cesseront de la « vendre » - dollars forts américains contre dollars faibles canadiens. Si la question de la survie du Canada est en train de devenir un sport national à tendances névropathes, on doit reconnaître que, par le passé, les Canadiens se sont accommodés très volontiers et même plutôt joyeusement de ce voisinage. Ils habitent un second, mais imaginez-les avec un autre propriétaire au premier ! Leur rêve de faux européens désenchantés est en train de finir. Dans la recherche obstinée d'une définition d'eux-mêmes, ils magnifiaient les sources européennes de leurs deux « peuples fondateurs ». C'est le processus classique de la définition de soi par la négation d'une présence obsédante. Antérieurement, n'être pas des Français tout en restant français, puis n'être pas des Anglais tout en restant britanniques. Aujourd'hui, la définition doit se faire à partir des « milieux intérieurs » de la chose historique Canada.

Poser la question d'après le double emboîtement des faits minoritaires - un Canada français minoritaire dans un Canada anglais qui l'est à son tour dans une Amérique anglo-saxonne - ne peut comporter de réponse satisfaisante. La réponse la plus négative étant : le Canada est voué à disparaître, soit par immersion, soit par inanition. La plus favorable : vivre, mais en état permanent, sinon croissant, d'infériorité. La réponse la plus raisonnable apparaissant : le Canada peut exister encore longtemps, non pas grâce à la tolérance, mais par la « distraction » américaine. Le *manifest destiny* ou ce qui lui en tient lieu en cette seconde moitié du XXe siècle serait à l'étroit dans un cadre continental.

Sa relative prospérité, le Canada en a joui comme par procuration : il peut de même exister longtemps par sursis, à moins qu'il ne s'effondre de l'intérieur, et ce sursis que la « distraction » américaine lui accorde peut durer indéfiniment. Car si beaucoup de Canadiens ne voient aucun inconvénient à devenir citoyens des U.S.A., principalement pour gagner plus de dollars américains que de dollars canadiens, les Américains ne montrent aucun empressement à les recueillir en bloc. Et la preuve évidente en est qu'ils se gardent bien de favoriser l'indépendance du Québec ! Si le Canada disparaît ce sera d'abord par défaut de lui-même ; c'est qu'il n'aura pas su profiter du sursis actuel dans sa tentative désespérée de saisir « la dernière chance ». « Nous nous trouvons, écrit un essayiste pessimiste, comme un poisson sur le rivage d'un lac qui s'assèche. »

Plus subtilement dangereux est le masochisme collectif des Canadiens qui, passant leur temps à rechercher leurs origines afin de redorer leur blason, établissent des comparaisons et ne se trouvent guère intéressants. C'est vrai qu'ils ne le sont guère ! Mais il y a une limite à l'autocritique : celle de l'auto-destruction, surtout quand on est à l'âge de pouvoir changer le cours de son destin et de « faire » son avenir.

Il n'y a pas de solution globale aux problèmes posés par le trop inégal voisinage du Canada et des Etats-Unis. Il n'y a pas de solution collective, si ce n'est le rattachement dont ne veut précisément pas le puissant voisin. Il n'y a pas une solution politique, une économique, une culturelle, une militaire, etc. Il y a des accommodements qui ne doivent être dégradants à aucun de ces niveaux.

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre III

Le Canada français dans le canada : l'histoire

Nous avons remarqué, par les conversations que nous avons eues avec plusieurs Canadiens, que leur haine se dirigeait plus encore contre le gouvernement que contre la race anglaise en général. Les instincts du peuple sont contre la race anglaise, mais beaucoup de Canadiens appartenant aux classes éclairées ne nous ont pas paru animés, au degré que nous croyions, du désir de conserver intacte la trace de leur origine, et de devenir un peuple entièrement à part. Plusieurs ne nous ont pas paru éloignés de se fondre avec les Anglais, si ceux-ci voulaient adopter les intérêts du pays. Il est donc à craindre qu'avec le temps et surtout l'émigration des Irlandais catholiques, la fusion ne s'opère. Et elle ne peut s'opérer qu'au détriment de la race, de la langue et des mœurs françaises... Il y a donc fort à parier que le Bas-Canada finira par devenir un peuple nombreux. Tout deviendra anglais autour de lui. Ce sera une goutte d'eau dans l'océan. J'ai bien peur que... la Fortune n'ait en effet prononcé, et que l'Amérique du Nord ne soit anglaise.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

D'interminables commencements.

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas une histoire du Canada. Il n'y a pas seulement des histoires du Canada, il y a des historiens des Canadas. Et c'est, d'entrée de jeu, ce qui complique singulièrement une introduction historique, même si elle n'est qu'une esquisse rapide.

Dans l'espace, il y a les histoires et les historiens du Canada des « parlant français » et du Canada des « parlant anglais ». Il y a encore l'histoire des Canadiens dont l'arbre généalogique ne s'enracine pas dans le terreau de la « douce France » ou de la « fière Albion » ; mais, l'éradication faite, volontaire et forcée, ils veulent se retrouver dans leur Canada d'adoption et, interrogeant « son » histoire, s'y perdent, n'y découvrent aucun sens - ou trop ! - ce qui revient au même...

Dans le temps, il y a au moins trois Canadas, que précède un long prologue d'explorations diverses, de multiples essais coloniaux, la plupart éphémères ou ratés :

1° Le Canada du régime français, la Nouvelle-France ;

2° Le Canada du régime anglais, qui se maintient à côté et contre la Nouvelle-Angleterre qui, en une audacieuse et inédite révolution anti-coloniale, avait rageusement coupé les amarres avec la vieille Angleterre ;

3° Enfin, le Canada de la Confédération qui, il y a cent ans, a unifié tout ce qui n'était pas américain, yankee ou républicain en Amérique du Nord britannique.

Pour un historien membre du groupe dominé, le régime français n'est pas seulement la longue éclaircie dissipant le brouillard des « interminables commencements ». Il est le chapitre principal de l'histoire canadienne, l'acte central d'un drame achevé par un abandon, une défaite, une rupture, une conquête, une occupation. Le « groupe fondateur » ne peut oublier qu'il eut un siècle et demi d'avance dans l'œuvre de fondation, même après deux siècles. Volontiers les partisans de l'indépendance du Québec se servent - et abusent - du terme de l'« aliénation collective » emprunté à la logomachie passionnée du langage de la « décolonisation » qui l'avait lui-même reçu

de la terminologie marxiste. Pour l'autre « groupe fondateur », depuis deux siècles dominant, la conquête de 1760 termine la longue période de gestation, date de la naissance réelle, comme la Confédération de 1867 signale la fin de la croissance adolescente, la prise en charge d'un destin propre sous la protection d'une lointaine tutrice.

Les deux « groupes fondateurs » ne sont pas au même niveau de profondeur historique. Et les plus raisonnables déclarations de foi, les plus généreuses compromissions du groupe dominé ne pourront effacer un traumatisme historique que l'on rappelle à tout propos, que l'on ranime et dans lequel, parfois, l'on se complaît de façon morbide.

Pour le Canadien-Français, sa mère, c'est la France ; et il ajoute volontiers que l'Angleterre est sa belle-mère. Pour le Canadien d'origine britannique sa mère, c'est l'Angleterre, ou l'Ecosse, ou l'Irlande, ou le pays de Galles. Pour l'un et pour l'autre, les Canadiens d'autres origines sont « nés de parents inconnus » et on les reçoit, avec humanité mais sans ferveur, pour la seule raison que, manquant de bras pour faire fructifier un domaine si vaste, « la famille est trop petite ».

La croyance générale de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492 a la vie dure - comme une éclatante victoire de l'histoire pour le venger de ses détracteurs responsables de sa fin douloureuse. On savait déjà que dès le XII^e siècle, et assez certainement au XI^e siècle, les Islandais venaient longer les côtes du Canada atlantique à la recherche de bois de construction. Au XIV^e siècle, Basques, Bretons et Normands connaissent ce merveilleux endroit de *pescherie* du golfe du Saint-Laurent actuel. La recherche du bois et la pêche à la morue firent découvrir l'Amérique bien avant que le navigateur génois au service des souverains espagnols ne mit le pied à San Salvador. A l'automne 1965, des bibliothécaires de l'université de Yale aux Etats-Unis retrouvèrent une carte, datée de 1440, qu'un moine de Bâle aurait dessinée un demi-siècle avant la « découverte par erreur » de Colomb. Elle porte la mention de territoires « découverts » par Bjarni et Leif Ericson et correspondant au contour très précis du Groenland et du Vinland, une partie de l'Amérique du Nord, avec les deux embouchures du Saint-Laurent et de l'Hudson. Mais les explorateurs, toujours d'après la carte, croyaient avoir découvert une île et non tout un continent - tout comme Colomb du reste. Admise depuis longtemps, l'hypothèse de l'arrivée des Vikings en

« Vinland » n'avait pu être prouvée avec certitude. Depuis l'authentification par des spécialistes de la carte du moine bâlois, on ne peut plus douter que ce furent les Vikings qui découvrirent l'Amérique.

Jacques Cartier a depuis longtemps son Leif Ericson et c'est le navigateur Jean, (John) Cabot qui, travaillant pour le compte de l'Angleterre, explora dès 1497 une partie des côtes du Labrador, de Terre-Neuve et de la Floride. Mais c'est toujours à Jacques Cartier, le Malouin, qu'il faut accorder le crédit d'avoir découvert le Canada en 1534, puisque, descendant à Gaspé, il prit possession de ces terres au nom de François Ier. Officiellement, Cartier fut le premier à remonter une grande partie du Saint-Laurent. Dans les manuels français d'histoire du Canada, on « oublie » de mentionner l'expédition de Cabot et les « 300 lieues d'une côte continentale » qu'il aurait longées. Dans les manuels anglais, on ne commet pas de pareil « oubli » si l'on est plus sobre sur les voyages de Cartier, tout en rappelant toutefois son illusion sur le faux « or du Canada » - du pyrite de fer - et sur les « diamants de Québec » - du quartz ! François Ier, mort en 1547, et les autres Valois perdirent tout intérêt pour un « nouveau monde » si décevant.

Après Cabot et avant Cartier, on oublie également de faire mention des expéditions françaises : de Denys de Honfleur, de Thomas Aubert, du baron de Léry, de Verrazano, agissant pour le compte de François Ier. Se réclamant de la priorité du voyage de Cabot, Humphrey Gilbert revendiquait en 1583 Terre-Neuve au nom de l'Angleterre. Après les premiers essais d'établissement ratés de Roberval et, beaucoup plus tard, de Chauvin à Tadoussac, c'est au début du XVII^e siècle, avec la fondation de Port-Royal en Acadie en 1604 par le sieur de Monts, puis la consolidation par Poutrincourt dans les années subséquentes, que les Français s'installent de façon définitive en terre américaine. Les premiers postes en Acadie ne devaient toutefois être que provisoires. Le New York d'aujourd'hui attirait de Monts quand sa compagnie fut dissoute. Les Virginiens, auxquels Jacques Ier avait accordé une charte en 1606, allaient attaquer les établissements français d'Acadie. A l'intérieur du continent, ce ne sera qu'en 1608 que Samuel de Champlain fondera Québec. Deux ans plus tard, Ravallac assassinait Henri IV.

L'embouchure du Saint-Laurent apparaît donc assez tôt, après les voyages de Cartier, comme la grande porte d'entrée du continent, bien supérieure à celle de l'Hudson. Et pourtant c'est l'ancienne Nouvelle-Amsterdam, future New York, qui deviendra la grande métropole continentale et non pas Port-Royal, Tadoussac, Québec ou Mon-

tréal. Les Français et les Anglais sillonnent les eaux du golfe, longent les côtes, débarquent ici, déclarent des titres contradictoires de possession, se chamaillent très tôt entre Acadiens et Virginiens par exemple. Le Saint-Laurent ne se révélera pas le fameux passage nord-ouest vers la fabuleuse Cathay, mais, graduellement, la grande voie de pénétration dans un continent nouveau qu'on ne finira pas d'explorer pendant plus de deux siècles. Dès les tout débuts, les titres de propriété ne sont pas très clairs. Et ce ne sera qu'au traité de Paris en 1763 qu'on remettra de l'ordre dans les héritages entremêlés.

Le régime français ou les « arpents de neige » sous l'Ancien Régime.

[Retour à la table des matières](#)

Samuel de Champlain avait à peine fondé Québec en 1608, qu'Henri Hudson explorait en 1610-1611, l'autre porte d'entrée nordique, par le détroit et la baie (ou mer) qui allait porter son nom. La rivalité entre Louis XIII et Charles Ier d'Angleterre se transposait en Amérique du Nord. Les frères Kirke, porteurs des « lettres de marque » de Charles Ier, furent chargés d'enlever « l'Abitation » de Québec. L'année suivante, Champlain, avec sa petite colonie affamée et privée de secours, devait rendre Québec aux frères Kirke. Ceux-ci savaient que par le traité de Suse trois mois plus tôt, la paix était revenue entre la France et l'Angleterre, mais Champlain l'ignorait. Il ne l'apprit qu'une fois en Europe.

Ainsi donc, l'acte de reddition était nul et non avenue. Champlain se reprenait à espérer. Un parti s'était formé à Paris - c'était bien avant Voltaire - qui prônait l'abandon de la Nouvelle-France. Champlain plaida sa cause à la Cour et reçut l'appui de Richelieu. Mais il ne débarqua à Québec qu'en 1633 - trente ans après son premier voyage. Le traité de Saint-Germain-en-Laye remettait à la France tous les établissements de la Nouvelle-France. Deux ans plus tard, le jour de Noël, mourait à Québec le « Père de la Nouvelle-France ».

Dans les deux années qui avaient précédé, Jean Nicolet avait exploré la région des Grands Lacs. Le sieur de Maisonneuve fonda, en 1642, près de l'ancienne bourgade

indienne d'Hochelaga, Ville-Marie, future Montréal qui deviendra la métropole du Canada. Louis XIV a alors quatre ans et montera sur le trône l'année suivante. Les premiers Français s'employaient à la traite, à l'exploration : les fourrures ou pelleteries devenaient le véritable « or du Canada ». Faibles, les effectifs français étaient, en outre, éparpillés à travers le continent. Ces aventuriers et explorateurs se faisaient amis de telles tribus indiennes tandis que d'autres peuplades devenaient alliées des colons de la Nouvelle-Angleterre. Pierre-Esprit Radisson est la figure la plus marquante de cette race de grands aventuriers qui précèdent les découvreurs officiels, jouent leur vie en même temps que leurs intérêts et, le cas échéant, servent aussi bien le roi d'Angleterre que le roi de France, enfin s'assimilent aux premiers occupants du pays, abusivement appelés « sauvages ».

Déjà à Québec, puis, un peu plus tard à Montréal, un petit noyau policé mène une vie de société d'une certaine élégance. Il y aura une affaire « Tartuffe » à Québec, peu après la création à Paris. À l'autre pôle de la vie de l'esprit, l'ursuline Marie de l'Incarnation arrive à Québec en 1639 et passera à l'histoire comme une des grandes mystiques de la chrétienté. En 1659, la Nouvelle-France est érigée en vicariat apostolique relevant de l'évêché de Rouen ; quinze ans plus tard une bulle papale instituera l'évêché de Québec. François de Montmorency-Laval est le titulaire des deux charges. Qu'on note les concordances de dates : la majorité de Louis XIV débute, Pascal meurt en 1662, Molière et Racine, Bossuet et La Fontaine donnent les grandes oeuvres de ce qui deviendra le « classicisme ». De cette période jusqu'à la paix d'Utrecht de 1713, deux ans avant la mort de Louis XIV, la Nouvelle-France se consolide et peut même nourrir des rêves d'empire.

Un homme sera le second fondateur de la Nouvelle-France : Jean Talon. Il est pour la Nouvelle-France ce que fut pour la France à la même époque Colbert, qui le nomme à quarante ans « Intendant de la justice, police et finances en nos pays de Canada, Acadie et îles de Terre-Neuve et autres pays de la France septentrionale ». Un de ses premiers actes est de décréter un recensement : en 1666, la Nouvelle-France ne compte que 3 215 habitants d'origine européenne ! Les compagnies ayant failli à leur tâche de peupler le pays, Talon réclame leur abolition. Douze ans plus tard, la colonie compte 8 000 habitants, quelque 12 000 en 1685. La France envoie maintenant des colons, des animaux domestiques et des graines de semence et non plus des vivres non renouvelables : « Je vois peu de denrées en France, écrivait-il à Colbert, que l'on ne puisse trouver ici dans quelques années. » Talon colonise à la romaine : don des

terres aux soldats qui veulent s'établir près de la dangereuse région des Iroquois ; « cadeau du roi » aux jeunes ménages, subsides aux familles nombreuses, construction de routes ; premières industries d'extraction et d'artisanat.

On manquait de femmes dans la colonie : les « filles du roi » commencent à arriver pour l'expansion démographique de la jeune colonie. Toute fille, dès l'âge de 14 ans, trouve facilement mari. Et, sauf dans l'Ouest, où plus tard naîtra une race de métis français, les mariages franco-indiens sont relativement rares. Dès son arrivée, Talon avait remarqué que le pays est « fécond en hommes français naturels, les femmes y portant presque tous les ans ». Le taux de nuptialité et de natalité des habitants de la Nouvelle-France fut probablement l'un des plus hauts du monde parmi les peuples de race blanche. Alors qu'au XIX^e siècle, seules la Hongrie et la Serbie eurent un coefficient supérieur à 44 sur 1000, pendant les dix ans qui suivirent la conquête, les vaincus firent leur « revanche des berceaux » en atteignant le taux de 65,3, sur 1000 !

La traite de l'eau-de-vie aux Indiens, que Talon ne prohibait pas absolument, l'immixtion de l'autorité religieuse dans les affaires civiles allaient précipiter son rappel. Marie de l'Incarnation note dans son journal : « Sous cet intendant, le pays s'est plus fait et les affaires ont fait plus de progrès que depuis que les Français y habitent. » Deux hommes furent à deux moments critiques, indispensables à la survie de la colonie française : Talon, l'intendant, pour l'administration ; Frontenac, le gouverneur, pour la défense. Tous deux furent rappelés en Nouvelle-France. Le premier l'avait rendue viable au double point de vue économique et démographique. « Présentement, j'ai des productions au Canada de quoi me vêtir des pieds à la tête. » Il prévoyait la liaison par route de l'Acadie et de la Nouvelle-France et, tout en donnant une vigoureuse impulsion à l'agriculture et au commerce, il encourageait les explorations lointaines. Peu après, reprenant les expéditions de Louis Joliet et du Père Marquette, un aventurier qui avait peut-être du génie, Cavelier de La Salle, découvrait les bouches du Mississippi, fleuve qu'il avait baptisé Colbert. Et c'est ainsi que le gigantesque empire français s'étendait « du Saint-Laurent jusqu'à la Floride et jusqu'au Mexique ». La Louisiane, plus la Nouvelle-France, plus l'Acadie, c'était alors les deux tiers de toute l'Amérique du Nord. Et la plus grande partie du tiers restant (moins la Floride et la compacte Nouvelle-Angleterre) est *terra ignota* à la fin du XVII^e siècle. Un jeune poète canadien, Fernand Ouellette, écrivait il y a quelques années : « Nous savons, nous, que l'Amérique du Nord peut être pensée en français, *puisque nous avons commencé à le faire.* »

Après Cartier le découvreur-explorateur, Champlain le fondateur, Talon l'organisateur-inspirateur, c'est Frontenac le grand défenseur. Car les deux Angletterres, la traditionnelle et la « Nouvelle » d'Amérique trouvent que la Nouvelle-France mène décidément trop grand train ! Louis de Frontenac est un personnage haut en couleur, qui vit avec panache et démesure la splendeur du Grand Siècle. Son poste de gouverneur de la Nouvelle-France fut bien près d'échoir à M. de Grignan, gendre de Mme de Sévigné. L'agréable potinière de la cour n'aurait pas manqué d'échanger une correspondance transatlantique. Ses lettres à sa fille suffiront à sa gloire mais comment ne pas regretter que son gendre... A la vérité, il n'y a rien à regretter, puisque M. de Frontenac sauva par deux fois la Nouvelle-France. Cette mauvaise langue de Saint-Simon nous le décrit : « Homme de beaucoup d'esprit, fort du monde et parfaitement ruiné », qui n'avait guère de mérite à « se résoudre d'aller vivre et mourir à Québec, plutôt que de mourir de faim en France ». Débarrassé d'une femme jolie, intelligente mais capricieuse et autoritaire, Frontenac ne prisait guère les intrigues de la cour dont s'accommodait si mal son caractère tranchant, tout d'un bloc. Au retour d'une expédition contre les Turcs, Louis XIV le nomma gouverneur de la Nouvelle-France en 1672, peut-être pour l'éloigner de Paris et de... Mme de Montespan ! Un couplet courait Paris :

Je suis ravi que le Roi, notre Sire,

Aime la Montespan

Moi, Frontenac, je me crève de rire,

Sachant ce qui lui pend.

Et je dirai, sans être des plus lestes,

Tu n'as que mon reste, Roi,

Tu n'as que mon reste.

Et voilà pour la chronique scandaleuse ! Frontenac, au lendemain de son arrivée à Québec en 1672, est séduit. « J'ai trouvé ce pays beaucoup moins sauvage que je ne pensais », et « rien ne m'a paru si beau et si magnifique que le site de la ville de Québec qui ne pourrait être mieux postée quand elle devrait devenir un jour la capitale d'un grand empire ». Il convoque les « Etats généraux de la Nouvelle-France », car, de son propre aveu, il s'agit de « conspirer tous ensemble au progrès et à l'avancement

de la colonie ». « Conspirer... » Il le fera au grand jour, son gouvernement - son « règne » ? - ne fut qu'une suite d'actes d'autorité, d'indépendance, de mesquinerie. En un temps record, il se brouille avec tout le monde : avec son « Conseil souverain » dont il n'écoute pas les « conseils » ; avec le gouverneur de Montréal ; avec les jésuites, avec les sulpiciens, avec l'abbé de Fénelon, frère de l'archevêque de Cambrai ; et surtout avec l'évêque, Mgr de Laval, aussi entêté et autoritaire que lui. Tout ce monde envoie des rapports défavorables à Versailles. Une telle convergence ne manqua pas d'influencer le roi qui le réprimanda. De loin, Colbert fait le partage entre le bien-fondé et les calomnies dans les doléances qu'il reçoit. Sachant la nécessité pour la Nouvelle-France d'avoir un gouverneur énergique, il le maintient dix ans à son poste. Après 1682, deux gouverneurs incapables, moins autoritaires et plus rassurants, lui succéderont. Mais en 1689, on l'enverra à nouveau en Nouvelle-France, son intrigante de femme, Anne de La Grange, restée en France tout ce temps, ayant peut-être donné un coup de pouce opportun et intéressé... La colonie devait alors affronter deux menaces graves : l'Iroquois et l'Anglais.

Ces deux alliés craignent un encerclement à la suite de l'expansion française vers l'ouest et dans les vallées du Mississippi et de ses affluents. « Encerclement » très improbable par 17 000 Français, disséminés entre les embouchures du Saint-Laurent et du Mississippi, du quart de million de colons anglais, groupés en une unité géographique continue entre les Alleghany et l'Atlantique ! Malgré tous ses défauts, Frontenac apparaît comme l'homme capable de redresser une situation qui s'annonce désespérée. Il reçoit le mandat flatteur de Louis XIV : « Je vous renvoie au Canada, où je compte que vous me servirez aussi bien que vous avez fait ci-devant : je ne vous demande pas davantage. » L'Iroquois sera maté par d'audacieuses expéditions punitives et consentira finalement à la grande pacification de 1701. L'Anglais, lui, tenait à prendre Québec. Les Bostoniens ou Bostonais avaient relayé les Virginiens dans leur lutte contre l'Acadie, s'y implantant et en dominant la vie économique et le commerce. Le nouveau gouverneur de Boston, Sir William Phipps organisa un assaut combiné contre Québec et Montréal. La maladie décime le corps de troupe chargé de prendre Montréal ; mais Phipps arrive devant Québec, fortifiée en toute hâte, après avoir raflé l'Acadie au passage. À l'émissaire chargé de demander la reddition de la ville, réponse qu'il n'attendra pas plus « d'une heure », Frontenac répond en rugissant : « Dites à votre général que je ne connais point le roi Guillaume... Je n'ai point de réponse à faire à votre général que par la bouche de mes canons et à coups de fusils ; qu'il ap-

prenne que ce n'est pas de la sorte qu'on envoie sommer un homme comme moi. » Comme tous les mots historiques, celui-ci connaît des variantes et, en sa forme abrégée des manuels français d'histoire du Canada, il s'exprime lapidairement : « Allez dire à votre maître que je lui répondrai par la bouche de mes canons. »

Les luttes de la Nouvelle-France susciteront d'autres héros : telle Madeleine de Verchères - Jeanne Hachette ; tel Pierre Le Moyne d'Iberville - Jean Bart. La première, presque seule dans un fortin, met en fuite une troupe d'Iroquois ; le second pourchasse les Anglais sur les mers en Acadie, à Terre-Neuve, les déloge de leurs postes de la baie d'Hudson, où ils avaient eu l'audace de s'installer afin de menacer par le nord la Nouvelle-France. Quant au sacrifice du plus légendaire d'entre eux, Dollard des Ormeaux, on ne sait plus très bien où se trouvait le fortin du « Long Sault » où il mourut avec dix-sept de ses compagnons, ni le pourquoi de son expédition contre les Iroquois, ni même s'il a vraiment existé.

L'Amérique française fut perdue en deux temps : par le traité d'Utrecht en 1713 ; par celui de Paris en 1763. Pendant ce demi-siècle, Anglais et Français se livrent en Amérique du Nord à une explication parallèle à leurs querelles européennes. Après la dernière des guerres inutiles de Louis XIV, celle de la Succession d'Espagne, la France est épuisée. Utrecht, deux ans avant la mort du vieux Roi Soleil, vaut à la France un traité honorable et son territoire sera intact ; mais c'est le début du démantèlement de son empire d'Amérique. Au nord, les postes et forts de la baie d'Hudson reviennent à l'Angleterre, plus exactement à la « Hudson Bay Company », détentrice d'une Charte depuis 1670 et qui jouit encore aujourd'hui de privilèges jugés exorbitants dans le grand Nord canadien. La grande île de Terre-Neuve et l'Acadie péninsulaire passèrent à l'Angleterre. Ainsi donc, les Anglais sont en position privilégiée pour fermer la porte d'entrée du Saint-Laurent quand, à la faveur de quelque guerre européenne, ils décideront de faire tomber la Nouvelle-France et ses établissements sur les deux rives du Saint-Laurent ainsi que la gigantesque autant que mystérieuse Louisiane.

Cette espèce de première « entente cordiale » entre les deux puissances européennes, principe de la diplomatie française sous la Régence, vaudra à la Nouvelle-France un sursis d'une trentaine d'années pour consolider un territoire moins vaste. Très peu d'immigration française, mais le taux de nuptialité (toujours à son maximum) et l'accroissement naturel expliquent qu'en quarante ans, la population de la Nouvelle-France fait plus que doubler : 55 000 habitants lors du recensement de 1754. Québec est une petite métropole de près de 10 000 habitants tandis que l'avant-poste de Mon-

tréal compte une population fixe d'environ 6 000 âmes. L'explorateur La Vérendrye découvre le lac Winnipeg en 1733 et, dix ans plus tard, se rendra jusqu'aux Rocheuses dont il révèle la magnifique barrière transcontinentale. Mais Bostoniens, ou Bostonnais, mieux situés que jamais pour lutter contre les Canadiens, et qui ont déjà les Acadiens à leur merci, et Virginiens qui jettent un oeil d'envie aux Louisianais, sont bien décidés, les uns et les autres, à faire s'écrouler ce gigantesque empire français d'Amérique. En 1717, un décret de la Régence avait séparé les deux colonies de la Nouvelle-France et de la Louisiane selon l'arbitraire ligne du 40^e parallèle. La fondation de la Nouvelle-Orléans cette année-là sera bien insuffisante à donner quelque réalité à la Louisiane qui n'est guère qu'une expression géographique et hydrographique (les territoires riverains du Mississippi et de ses affluents). Elle n'aura pas de Talon ni de Frontenac parce qu'aucun Colbert, aucun Louis XIV ne s'y intéresse alors en France. Nous qui savons « le reste de l'histoire », n'avons aucun mérite à prévoir que le sort de la Nouvelle-France était virtuellement scellé par les clauses territoriales d'Utrecht. Un ancien collaborateur de Colbert, Robert Challes, écrivait : « Dieu veuille que je sois mauvais prophète, mais je prévois que Québec et le Canada seront bientôt anglicisés..., que la Nouvelle-France fera bientôt partie de la Nouvelle-Angleterre. »

Sa prophétie de malheur devait s'accomplir lors de la guerre de Sept Ans. Le début de l'affrontement final n'avait pas attendu le déclenchement de la guerre européenne. Dès 1745, deux puissantes flottes, l'une partant d'Angleterre, l'autre de Boston, s'attaquaient à la forteresse française de Louisbourg, cette « épine dans le flanc de la Nouvelle-Angleterre ». Secourus trop tard, les défenseurs durent se rendre. La porte d'accès du golfe était largement ouverte. Les Québécois apprennent la nouvelle la mort dans l'âme, tandis que les Bostoniens jubilent. Mais, en Europe, la France vient de remporter la bataille de Fontenoy et, en position relative de force de négociation au traité d'Aix-la-Chapelle, elle ne réclame que Louisbourg sans rouvrir le contentieux de toute l'Acadie qu'Utrecht avait réglé à son grand désavantage en 1713. Quelques années plus tard, les Anglais fondent Halifax (1749) et décident d'angliciser la péninsule. Seulement, il y a 12 000 Acadiens, le double de la population anglaise y compris les 2 000 soldats de garnison. Eh bien ! on les déportera : ce sera le « grand dérangement » de 1755. Ceux des Acadiens qui n'avaient pu fuir dans les bois et dans les bateaux de pêche, furent parqués comme bestiaux sur des vaisseaux et déportés vers des mers du Sud. Leurs fermes furent données à des colons anglais. Un grand nombre de

déportés périrent en mer à cause des conditions inhumaines de transport. Leurs familles avaient été démembrées avant l'embarquement. « Sale histoire », au sujet de laquelle s'élèvent avec indignation les manuels français d'histoire du Canada, tandis que les manuels anglais oublient ce détail historique ou le réduisent à l'importance d'un « fait courant » à l'époque... « L'épopée des Acadiens », c'est celle de leur « grand retour ». Elle trouvera son chantre chez le poète américain Longfellow qui immortalisera la belle et pure figure d'Evangéline.

Avec la déclaration de guerre des métropoles en 1756, c'est la vallée de l'Ohio qui devient le foyer des attaques des Virginiens. Les droits de propriété des Français sur la vallée ne sont guère que fictifs ; mais sa valeur stratégique comme prolongement méridional du Canada est certaine. Des expéditions s'organisent de part et d'autre pour déloger l'ennemi de ses forts, dont le plus important, le fort Duquesne, est aujourd'hui Pittsburg. Un incident qu'oublient de mentionner les manuels américains d'histoire, c'est ce que les manuels français appellent « l'assassinat » du commandant de Jumonville, venu parlementer avec une escorte de trente hommes auprès du commandant du fort rival. Le massacre de ces hommes, contre les règles du droit de la guerre, serait d'une mince importance historique si on ne mentionnait pas que celui qui l'ordonna était un jeune officier du nom de George Washington ! Dans son journal, le père de l'Indépendance américaine affirmera que Jumonville ne fit pas connaître clairement sa qualité de « parlementaire ».

On dit « la » guerre de Sept Ans (1756-1763). En réalité, il y eut deux guerres parallèles, une en Europe, l'autre dans les colonies. La guerre nord-américaine ne dura que quatre ans (1756-1760), si l'on ne tient pas compte des hostilités qui la précédèrent et dont elle est la suite naturelle. Il serait fastidieux de la raconter ici en détail. Rappelons seulement qu'au printemps 1756, la supériorité britannique était certaine par sa marine, ses alliances et surtout le nombre de ses colons en Nouvelle-Angleterre - un million et demi contre quelque 50 000 colons français. L'année suivante, William Pitt, à la direction des Affaires étrangères, décide de tenter le grand coup contre Louisbourg, puis contre Québec. Le nouveau commandant français, le marquis de Montcalm, remporte d'abord quelques victoires de prestige en 1756 et 1757 ; mais Louisbourg, dans le même temps, doit se rendre à nouveau et les Anglais s'assurent la possession de quelques forts stratégiques.

En 1759, le général Wolfe est devant Québec qu'il canonne de la rive opposée du Saint-Laurent pendant deux mois. Il réussit ensuite un débarquement par surprise à

l'ouest et range son armée sur les plaines dites « d'Abraham » (d'après le prénom du propriétaire du domaine, Abraham Martin). Montcalm décide d'accepter la bataille rangée hors des fortifications afin d'enlever à Wolfe le temps de se retrancher trop solidement et sans attendre le corps d'armée de Bougainville posté à une vingtaine de kilomètres. Désordre, confusion, lourdes pertes chez les Français ; les fuyards regagnent la ville. Le sort de la Nouvelle-France s'est joué en un quart d'heure.

Touché de trois balles, le général Wolfe, âgé de trente-deux ans, meurt sur le champ de bataille. Grièvement blessé, Montcalm vivra jusqu'au lendemain. On lui prête cette phrase : « Je meurs content. Je ne verrai pas les Anglais dans Québec. » Un seul monument en forme d'obélisque réunira dans une gloire commune les deux généraux - dans le plus traditionnel esprit de « bonne entente » des deux « peuples fondateurs » - qui, par ailleurs auront aussi droit à leur propre monument. Celui de Wolfe, en forme de colonne, érigé sur les lieux de la bataille fut jeté à terre par de jeunes séparatistes, il y a quelques années. Rénové depuis, la plaque commémorative désormais bilingue ne porte plus la mention que Wolfe mourut en général « victorieux »...

Accouru en toute hâte, le commandant de Montréal, Gaston de Lévis - ancêtre de Lévis-Mirepoix - ignore que Québec est prise et que les Anglais s'y sont déjà retranchés. Lévis retourne à Montréal pour y préparer sa revanche de printemps. Manquant de vivres, en proie au terrible mal du scorbut, les Anglais passent un dur hiver à Québec. A la fin avril, Lévis arrive presque aux murs de Québec, à Sainte-Foye. Le commandant anglais, Murray, vient à sa rencontre. Les forces sont sensiblement égales : c'est à peu près la même bataille que celle de l'automne précédent, sauf qu'elle dure deux heures et que les Français sont, cette fois, les vainqueurs. Lévis entreprend le siège de la ville. Anglais et Français attendent fiévreusement qui, des navires anglais ou des navires français, arriveront les premiers, le fleuve venant de se libérer de ses glaces. Ce seront des navires anglais ! Lévis décide de se replier sur Montréal. Le dernier gouverneur de la Nouvelle-France, le premier d'origine canadienne, Vaudreuil, doit accepter la capitulation de toute la colonie, les forces étant trop inégales. Lévis, la rage au cœur, fait brûler ses drapeaux, brise son épée sur son genou. « Tout est perdu fors l'honneur. »

Commence un régime d'occupation militaire jusqu'au traité de Paris de 1763. De fait, depuis trois ans, de droit par ce traité, il n'y aura plus de Nouvelle-France. La

France ne gardera plus en Amérique du Nord que les deux petites îles de Saint-Pierre et Miquelon pour permettre l'escale et l'arrimage de ses bateaux de pêche à la morue.

La faillite de la Nouvelle-France, la réussite de la Nouvelle-Angleterre montrent avant tout la faiblesse d'une colonie d'exploitation et la force d'une colonie de peuplement. Le premier type de colonisation n'a pas besoin de beaucoup d'hommes ; il suffit qu'ils aient l'esprit aventureux, que des intérêts mercantiles soutiennent les explorations et les postes de traite. Le second type de colonisation exige une forte immigration d'hommes décidés, ou forcés à s'enraciner pour créer une société nouvelle. Les « marginaux » de cette société peuvent bien se livrer à l'aventure, à la traite, si le corps de la population s'implante dans l'exploitation agricole, si des villes commerciales et maritimes se construisent que développe une métropole fondant sa puissance et sa richesse sur le développement naval.

Puissance continentale, la France fut trop mêlée à toutes les querelles européennes de dynastie, d'hégémonie ou de simple prestige. Elle avait bien la force du nombre - quelque 25 millions d'habitants sous Louis XIV ; elle pouvait disposer d'un fort excédent de population pour les entreprises maritimes et coloniales sans entamer sa force interne. Pourtant, quel effort dérisoire : moins de 10 000 émigrés en un siècle et demi d'exploitation ! Proportionnellement à sa population, l'Angleterre engagea quarante fois plus de ressources humaines dans ses entreprises coloniales que la France. Et la France perdit un empire en ces quelques années de la désastreuse guerre de Sept Ans : les Indes, la Nouvelle-France, la Louisiane.

L'opinion publique au XVIII^e siècle ou était indifférente à ce problème, ou était clairement hostile. Montesquieu allait jusqu'à considérer que les exploitations coloniales sont « une cause du dépeuplement que l'on constate en Europe depuis l'époque romaine ». Raynal consacre son principal ouvrage à *l'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* (1770), dans laquelle il dénonçait l'impérialisme en même temps que le cléricalisme et l'Inquisition : « Tout domaine séparé d'un Etat par une grande distance est précaire, dispendieux, mal défendu et mal administré. » L'année même de la bataille des plaines d'Abraham, Voltaire publie *Candide ou l'Optimiste*. Dialogue entre Martin et Candide :

« Qu'est-ce que ce monde-ci ?

- Quelque chose de bien fou et de bien abominable.

- Vous connaissez l'Angleterre ; y est-on aussi fou qu'en France ?

- C'est une autre espèce de folie. Vous savez que ces deux nations sont en guerre pour quelques arpents de neige vers le Canada et qu'elles dépensent pour cette belle guerre beaucoup plus que le Canada ne vaut »

En 1760, Voltaire écrit à Choiseul : « Si l'osais, je vous conjurerais à genoux de débarrasser à jamais du Canada le ministère de la France. Si vous le perdez, vous ne perdrez presque rien ; si vous voulez qu'on vous le rende on ne vous rend qu'une cause éternelle de guerre et d'humiliation. » Même ton l'année précédant le traité de Paris : « Je suis comme le public, j'aime beaucoup mieux la paix que le Canada et je crois que la France peut être heureuse sans Québec. » Choiseul n'avait guère besoin d'être convaincu, qui songeait déjà à la Corse (que la France obtiendra des Génois en 1768). On peut soutenir, sans manquer de sérieux, que le froid, l'hiver, la neige s'identifiant à l'idée du Canada, étaient bien suffisants pour susciter chez Voltaire un vif sentiment de répulsion. Né de parents malingres, souffrant d'anémie toute sa vie, il fut atteint du scorbut, le mal du froid et de la malnutrition. Perdant ses dents l'une après l'autre, il disait avec esprit : « Je meurs en détail. » Mais l'hiver, la neige et le scorbut n'expliquent pas toute cette hargne anti-canadienne de Voltaire. C'est du moins l'opinion de Gabriel Hanotaux : « Comme Voltaire n'est pas, en principe, anti-colonial et qu'il se montre très favorable à la Louisiane, on peut se demander si cette campagne en règle contre le Canada ne fait pas corps avec la campagne générale contre l'Eglise et les jésuites, dont l'influence avait été si longtemps prépondérante dans la Nouvelle-France. » Quand Bougainville sera dépêché à Paris pour réclamer d'urgence des secours pour sauver la Nouvelle-France, on lui fera la réponse : « Quand le feu est à la maison, on ne doit pas chercher à défendre les écuries. »

« Quelques arpents de neige... », « ... les écuries » : les Canadiens se sentirent non seulement abandonnés, mais méprisés par la France de Louis XV, la « marâtre »... Mépris auquel répondaient les vers vengeurs du poète « national » du Canada-Français, Louis Fréchette, en évoquant cet

« Empire qui, baigné par trois océans,

Peut embrasser l'Europe entre ses bras géants ! »...

C'est là le rêve, un temps réalisé, d'une Nouvelle-France, d'une Acadie et d'une Louisiane, s'étendant sur les deux tiers de l'Amérique du Nord, de Terre-Neuve aux Rocheuses d'est en ouest et de là, du nord au sud, jusqu'aux bouches du Mississippi. Mais la Louisiane, beaucoup plus vaste alors que l'État actuel du même nom, est le plus vulnérable domaine de ce gigantesque empire français d'Amérique. Au début de la guerre de Sept Ans, près de mille Acadiens, « dérangés » par les Anglais l'année précédente, vinrent y trouver refuge. Ils s'y perpétuent encore aujourd'hui. Des membres de l'élite locale affectent encore la coquetterie de parler français et entretiennent des relations culturelles avec le Québec. À la fin du régime français, la Louisiane dépassait à peine une douzaine de milliers d'âmes, comprenant un grand nombre de Français disséminés le long des postes du Mississippi et de ses affluents ainsi que quatre à cinq mille Noirs. La Louisiane n'eut pas de rôle direct dans la guerre de Sept Ans ; mais elle fut l'objet d'un double troc. En 1762, un accord secret entre Français et Espagnols livre à ceux-ci toute la partie située à l'ouest du Mississippi ; la partie située à l'est passe à l'Angleterre d'après les termes du traité de Paris. Quant l'Espagne remit la Louisiane occidentale à la France du Consulat, Bonaparte, sachant qu'il ne pouvait la défendre, la vendit aux Américains pour quatre-vingt millions de francs plutôt que de voir l'Angleterre s'en emparer.

Qui, devant l'Histoire, a eu raison ? De Montesquieu, de Raynal, de Choiseul, des encyclopédistes, de Voltaire, de Louis XV ou de Talleyrand ? Le « diable boiteux » soutenait en effet un avis contraire à cette opinion prévalant à l'époque que « les colonies coûtent plus cher qu'elles ne rapportent ». Il disait : « De ce qui vient d'être exposé, il suit que tout presse de s'occuper de nouvelles colonies : l'exemple des peuples les plus sages qui en ont fait un des moyens de tranquillité ; le besoin de préparer le remplacement de nos colonies actuelles pour ne pas nous trouver en arrière des événements... » En histoire, personne n'a tort ni raison, du moins pas absolument. De cette esquisse historique, nous souhaiterions seulement que le lecteur retînt comment et pourquoi l'Amérique du Nord, qui devint anglo-saxonne, aurait pu être française.

Le régime anglais ou quand le conquérant se fait colonisateur.

[Retour à la table des matières](#)

La conquête, le traité de Paris, l'indépendance américaine et l'achat de la Louisiane confinèrent les Canadiens-Français dans la moins puissante et la plus étendue des deux Amériques anglo-saxonnes.

Le régime militaire (1760-1763) fut probablement aussi modéré qu'il était possible pour l'époque. Seule élite restée au pays, le clergé et les seigneurs enracinés dans leurs terres, devinrent les interprètes naturels entre le peuple et les autorités militaires. Le général Murray usa de modération et, quelques années plus tard, il pouvait se louer d'avoir su gagner au souverain britannique « l'affection de ce peuple brave et courageux dont le départ du pays, si jamais il a lieu, serait une perte irréparable pour l'Empire ». Plus chanceux que leurs frères Acadiens, les Canadiens ne seront pas déportés.

Pour le « bas peuple » - comme on disait en France - on n'avait fait que changer de lointain souverain, George III, moins connu, jouissant même d'un préjugé moins défavorable que le jouisseur et veule Louis XV... La première mission assignée au gouvernement civil, qui remplaça l'autorité militaire avait pour but de commencer à angliciser les Canadiens. Nommé gouverneur, le général Murray utilise avec compréhension ses pouvoirs discrétionnaires. Il se refuse à appliquer diverses mesures de protestantisation et d'anglicisation, ce que lui vaudra, après les protestations véhémentes des Anglais nouvellement débarqués, son rappel à Londres. Dans un texte commençant par une déclaration de loyalisme, les Canadiens envoyèrent une, pétition au souverain britannique pour qu'il leur accorde des droits égaux : « Conservez le glorieux titre de souverain d'un peuple libre. Accordez-nous, comme à vos autres sujets, les droits et privilèges des citoyens d'Angleterre. »

Enfin convaincu des difficultés que ce mode d'administration comportait, le Parlement anglais vota le *Quebec Act* en 1774. Maintenant, les bornes de la province de Québec débordaient largement de l'étroit trapèze où on l'avait confinée. L'abrogation du serment du *Test* permit aux Canadiens-Français de postuler certaines charges ad-

ministratives. Surtout, le libre exercice de la religion catholique était reconnu. Tout en maintenant les lois pénales anglaises - encore en vigueur - l'Acte de Québec rétablissait les lois civiles françaises régissant la propriété, le mariage, les contrats : en somme, les actes courants importants du commerce juridique. Les marchands anglais et nouvellement établis protestèrent avec rage. Quant aux colons de la Nouvelle-Angleterre qui s'agitaient déjà, ils trouvèrent *le Quebec Act* proprement intolérable - d'autant que l'extension des frontières vers l'ouest et l'Ohio, au sud, semblait une mesure d'intimidation, sinon d'hostilité. L'année suivante, ils attaquaient Québec.

Les « loyalistes » de la Nouvelle-Angleterre vinrent s'établir dans la province de Québec et formèrent le noyau fort du premier peuplement de la future province de l'Ontario ; d'autres s'établirent dans les provinces maritimes. Le bilan moral de ce vaste réaménagement territorial et politique en Amérique du Nord, William Moore le dressait de façon frappante : « Des quatorze colonies de l'Angleterre en Amérique, treize étaient protestantes ; une seule était catholique et de race française, et celle-là seule fut fidèle. »

1791 est une autre date essentielle. L'Acte de Québec maintenait une administration trop autoritaire ; la confusion régnait dans un système judiciaire incohérent. Déjà - notons la date -, des « constitutionnalistes » réclamaient une chambre élective pour l'exercice de la fonction législative.

Proclamée le 26 décembre 1791, la nouvelle constitution divisait la colonie en deux provinces : le Bas-Canada (le Québec d'aujourd'hui) et le Haut-Canada (l'Ontario) sous l'autorité suprême d'un gouverneur général. Au-dessous de lui, dans chaque « Canada », un lieutenant-gouverneur représente le souverain. Un système bicaméral fut institué pour chaque province : un Conseil législatif dont les membres sont nommés par le souverain et, audacieuse innovation pour l'époque, une Chambre d'Assemblée élue. Le droit de veto était réservé au souverain et à son représentant, le gouverneur - tandis qu'en France, dans le même temps on brocardait Louis XVI : « Monsieur Veto »... Mais ce bicaméralisme ne procédait certes pas d'un démocratisme débridé. Le gouverneur, avec son Conseil exécutif pouvait, en toutes choses, faire échec à la Chambre d'Assemblée. Le recrutement du Conseil législatif se faisait selon le mode autocratique de la Chambre des Lords, et il était constitué surtout d'Anglais, même dans la province française du Bas-Canada. Les élections de 1792 amenèrent à la Chambre d'Assemblée trente-cinq députés de langue française, quinze d'expression anglaise dont six toutefois - la « fraternisation » ne date pas d'hier - avaient épousé

des Canadiennes-Françaises. Les députés ne recevant pas d'indemnités à l'époque, les Canadiens-Français, en règle générale pauvres, ne se précipitaient pas pour solliciter le mandat d'élu du peuple.

Une discussion serrée se tint à la Chambre pour le choix d'un président (*speaker*) de la Chambre, entre la majorité française et la minorité anglaise qui ne comptait que pour le quinzième de la population totale. Les deux candidats proposés, Grant et Pannet, étaient bilingues. Le Canadien-Français fut élu après un débat non dépourvu d'acrimonie. Restait la question de faire reconnaître le français, qui n'avait encore aucun statut légal au Canada, comme une des deux langues officielles. Toutefois, le français avait déjà cours dans les tribunaux et les documents officiels étaient habituellement suivis par une version officielle française. L'Acte constitutionnel n'ayant rien stipulé à cet égard, il appartenait à la Chambre d'en décider. Un débat passionné s'ouvrit qui allait durer trois jours, pendant lesquels s'illustrèrent les premiers grands orateurs canadiens-français, Joseph Papineau, Chartier de Lotbinière, Pierre Bédard. Ils réclamaient l'égalité stricte des deux langues. On se mit finalement d'accord pour que tout projet de loi (*bill*) puisse être présenté dans l'une ou l'autre langue, « pourvu qu'il soit passé en anglais ».

Trente ans après la conquête, les Canadiens-Français avaient fait quelque chemin dans la reconnaissance de leur foi, de leur langue, de leurs institutions juridiques. Mais, malgré leur majorité numérique à la Chambre d'Assemblée, ils avaient le sentiment que l'oligarchie britannique tenait toujours la queue de la poêle, aussi bien en politique que dans le commerce. D'autre part, les Canadiens anglais se plaignaient que la législation favorisât plutôt l'économie rurale et agricole et qu'elle était trop peu attentive aux questions commerciales.

Mais l'octroi d'une Chambre d'Assemblée, dans une province à forte majorité française, établissait un forum d'opinion dont tout le monde, à partir de l'oligarchie anglaise locale jusqu'au souverain, allait devoir tenir compte, ne serait-ce que pour la contrer efficacement. La lenteur de l'immigration britannique dans le Bas-Canada jusqu'en 1820 ne permit pas une véritable assimilation. Et, dans leur Chambre d'Assemblée, les Canadiens-Français trouvaient le tremplin de leurs luttes futures.

Lors de la guerre de 1812, les Canadiens-Français refusèrent la « façon » dont les Américains leur offrirent leur indépendance. Ils firent feu à côté des troupes britanniques. Par la grâce de l'esprit revanchard des Américains, les deux Canadas se trouvè-

rent plus unis et mieux soudés l'un par rapport à l'autre : Anglais, Ecossais, Irlandais virent dans les Canadiens-Français d'efficaces frères d'armes qu'on ne pourrait plus appeler « de mauvais sujets britanniques » ; les « loyalistes » du Haut-Canada, où s'étaient déroulées les plus nombreuses et importantes batailles, furent spécialement ardents dans la lutte contre les « Yankees ».

C'est dans le prolongement de la querelle des subsides, lorsque l'Angleterre cessa de combler les déficits, qu'allait éclater la première explosion du nationalisme séparatiste des Canadiens-Français. Elu à vingt-trois ans à la Chambre d'Assemblée dont il fut le président à l'âge de trente ans, Louis-joseph Papineau était fils de Joseph, une des figures marquantes de la première députation de 1792. Il allait incarner l'âme canadienne-française en attendant de prendre la tête de la rébellion qui pointe déjà. Le régime constitutionnel de 1791 faisait des mécontents des deux côtés.

Quand il fut question d'un projet d'union des deux Canadas, des Canadiens-Français signèrent des pétitions pour s'élever contre une mesure destinée à « noyer » la majorité française dans sa province bien à elle.

En 1834, un effort plus concerté fut tenté par le parti de Papineau. Le mémoire, dit des 92 résolutions, comprenait la liste des griefs des citoyens du Bas-Canada ; il réclamait le contrôle du budget par la Chambre d'Assemblée, l'élection, au lieu de la nomination, des membres de l'autocratique Conseil législatif, une plus équitable répartition des postes administratifs, enfin et surtout la « responsabilité ministérielle » du gouvernement. En somme, un régime parlementaire moderne.

L'agitation gagnait progressivement diverses couches de la population. Les députés se rendirent à la session d'août 1837 en « étoffe du pays » pour lutter contre l'industrie britannique dont on avait commencé à boycotter les produits industriels. Les organes de presse des deux groupes s'engagèrent dans une polémique violente. Les esprits s'échauffaient de part et d'autre. À l'automne 1837, les « Fils de la Liberté » organisèrent des manifestations de rues, des démonstrations bruyantes pour « émanciper notre pays de toute autorité humaine, si ce n'est celle de la démocratie ». Un des orateurs les plus véhéments fut l'anglo-saxon d'origine, Neilson, qui clamait en une formule que n'aurait pas désavouée Danton : « Pas de petits moyens, le temps est venu de fondre nos cuillers pour en fabriquer des balles. » C'était l'appel à l'insurrection ouverte. Elle aura lieu, mais seulement dans deux régions près de Montréal : elle aura la ferveur d'une « chouannerie » et le caractère désordonné d'une « jacquerie ». Non

préparée, confuse, donnant lieu à des actes d'héroïsme inutiles, l'insurrection sera vite et impitoyablement réprimée. Le commandant chargé de la répression, Colborne, passera à l'histoire sous le nom de « vieux brûlot », tant il avait brûlé de villages par représailles.

Ce n'était pas tout un peuple en armes qui s'était soulevé pour la reconquête de la liberté. L'insurrection fut très limitée. D'abord, si tout le monde ou à peu près était mécontent, beaucoup de Canadiens-Français tablaient plutôt sur la transformation du statu quo. Un couplet de l'époque des 92 *Résolutions* exprimait ce choix :

J'abandonne Papineau

Et je me fais statu quo.

En outre, les deux évêques de Québec et de Montréal avaient, dans des mandements sévères, condamné le recours aux armes.

Deux traits importants de cette curieuse insurrection valent d'être relevés. Ce fut au menu fretin parmi les révoltés qu'on infligea les peines les plus sévères, tandis que leurs chefs eurent droit à un traitement relativement doux. Plusieurs de ces leaders n'étaient pas canadiens-français.

Une révolte parallèle eut lieu dans la province du Haut-Canada - le coefficient ethnique en moins. Le fondateur de la province, Lord Simcoe, avait favorisé la petite aristocratie locale qui s'était formée en une espèce de « pacte de famille » (Family Compact). L'Eglise d'Etat et la Couronne elle-même l'appuyaient et consolidaient le contrôle décisif du Conseil législatif. Comme dans le Bas-Canada, l'Assemblée législative défendait les intérêts des colons, des petits commerçants, des protestants non anglicans qui ne profitaient pas de la « réserve » des biens concédés à l'Eglise officielle. Les réformistes prirent le pouvoir à l'Assemblée en 1824. Leur Papineau était un journaliste du *Colonial Advocate*, William Lyon Mackenzie - ancêtre du futur Premier ministre libéral, William Lyon Mackenzie King. Le programme réformiste se concentrait, comme celui du parti de Papineau, sur deux réformes essentielles : rendre électif le Conseil législatif, et responsable devant l'Assemblée le Conseil exécutif. La masse du peuple ne bougea pas plus que dans la province voisine. Comme Papineau, Mackenzie s'enfuit aux Etats-Unis et ne réussit à intéresser que très médiocrement

quelques Américains à sa cause. Après son retour au Canada en 1849, il n'exerça guère plus d'influence que Papineau. Le parallèle entre les deux destins est frappant. Un petit-fils de chacun d'eux deviendra au XXe siècle un homme politique de premier plan : W. L. Mackenzie King et Henri Bourassa, le plus doué des chefs nationalistes canadiens-français.

Les rébellions simultanées dans les deux Canadas montraient que les deux principales colonies britanniques avaient besoin d'une nouvelle assiette politique. Londres dépêcha lord Durham pour étudier la question et établir un rapport qui portera son nom. Il étudiait les maux et proposait les remèdes : entre autres l'union des deux Canadas « en soumettant la Province au système rigoureux d'une majorité anglaise », afin de faire perdre aux Canadiens-Français « leurs vaines espérances de nationalité ! » Libéral d'un côté, du point de vue constitutionnel et colonial, soutenant qu'une liberté progressive des colonies constituerait pour l'avenir le meilleur ciment de l'empire, le rapport était régressif de l'autre, en proposant un régime de génocide en douce de l'ethnie française du Canada, qui n'est d'ailleurs qu'un « peuple sans histoire ». Une enquête trop rapide lui avait fait sous-estimer la « question des subsides », tout au moins aussi importante que le conflit des nationalités, tant avaient été criants les abus de l'oligarchie anglaise dominante dans les deux Canadas.

C'est le 23 mars 1840 que le Parlement anglais adopta la loi établissant l'union des deux Canadas. Mais il n'était même pas fait allusion à la responsabilité ministérielle. Quant aux droits ethniques des Canadiens-Français, l'intention était claire de les faire disparaître : et l'égalité de représentation dans les deux Canadas en était la première étape. Le Haut-Canada, de population presque exclusivement anglaise se chiffrant à 450 000 âmes, avait droit à autant de députés que le Bas-Canada qui en comptait 200 000 de plus. (Mais dix ans plus tard cette clause jouera à l'avantage des Canadiens-Français du Bas-Canada, qui ne recevait guère d'émigrés non britanniques.) En outre, pour la première fois dans un texte constitutionnel on proclamait l'anglais seule langue officielle ; la « tolérance » relative faite aux français, remontant aux premiers jours de l'occupation militaire, disparaissait. Enfin, le Bas-Canada devait assumer une grande partie de la dette énorme de l'autre province. Leurs droits ethniques refusés, les Canadiens-Français n'avaient guère d'autre choix que de parier sur l'avenir en travaillant à faire accepter le principe du gouvernement responsable d'où pouvait découler tout le reste.

Un homme de premier plan s'élève parmi eux : Louis Hippolyte La Fontaine. Il a moins de panache, de passion que Papineau ; mais c'est un politique plus solide et réaliste, capable de choisir le moindre mal. En l'occurrence, utiliser le régime de l'union, tel qu'il est, comme amorce à la conquête des libertés indispensables. Dès son premier discours à la Chambre, le bilingue La Fontaine s'exprima tout naturellement en français « ne fut-ce que pour protester solennellement contre cette cruelle injustice de cette partie de l'Acte d'union qui tend à proscrire la langue maternelle d'une moitié de la population du Canada... Si nous devons reculer, nous succomberons du moins en nous faisant respecter. »

Dans cette passe particulièrement difficile de l'histoire politique canadienne, c'est la restructuration des partis politiques qui va aider à maintenir uni le Canada. Plutôt que d'être d'abord des porte-parole de groupes ethniques en opposition latente ou réelle, ils vont se transformer en équipes idéologiques se donnant des directions bicéphales. Baldwin - La Fontaine, Hincks - Morin, Draper - Viger, etc. L'égalité des deux langues officielles ne sera accordée par Londres qu'en 1848⁴ - année magique, celle des révolutions en chaîne en Europe à partir de l'insurrection de Paris, celle aussi de la publication du *Manifeste communiste* de Marx et Engels...

Restait à conquérir le droit capital de la responsabilité ministérielle. Ce fut une longue lutte à épisodes multiples, soumise aux aléas des équipes ministérielles au pouvoir et au degré variable du « bon vouloir » de divers gouverneurs.

Après une longue période d'instabilité ministérielle, le gouvernement du Canada-Uni devenait à peu près impossible. On tenta même le système de la « double majorité », toute mesure législative devant rallier la majorité des deux provinces. L'inapplicabilité de ce principe, dans la majeure partie des cas, aggrave encore l'impasse causée par l'instabilité ministérielle. De la crise politique sortit une crise économique paralysant un commerce et des industries déjà peu dynamiques. En conséquence, une plus forte émigration aux États-Unis causa une saignée coûteuse dans une population déjà trop faible. Une idée audacieuse, qui était dans l'air depuis longtemps, gagnait un très grand nombre d'esprits : celle de fédérer toutes les colonies de l'Amérique du Nord britannique, selon une formule à inventer et qui ne serait pas républicaine.

⁴ Lord Elgin, alors gouverneur, prononça le discours du Trône à l'ouverture de la session de 1849 dans les deux langues. Il y disait qu'un jour viendra « peut-être où la dernière main à défendre le drapeau britannique au pays sera celle d'un Canadien-Français ».

Le régime fédératif ou l'unité dans la diversité.

[Retour à la table des matières](#)

La précarité des colonies britanniques était d'autant plus grande que l'Angleterre avait décidé le retrait de ses troupes en 1862 ; il en était question depuis la guerre de Crimée, mais l'instabilité politique et les difficultés économiques de la fin du régime de l'Union avaient fait reporter à plus tard cette décision. La Grande-Bretagne, qui en avait eu assez de régler divers problèmes de frontières et avait été mêlée à un délicat incident maritime (un de ses navires attaqué par un bateau nordiste en 1861), tenait à rester le plus éloignée possible de la guerre civile américaine, d'autant que la colonie canadienne était très coûteuse et que les énormes sommes qu'elle y engloutissait auraient pu lui être utiles pour lutter contre la paupérisation croissante de ses villes industrielles. On parla même d'un abandon pur et simple de la colonie ; mais la « voix du sang » parla plus fort. Les nombreux liens familiaux entre Britanniques de la métropole et de la colonie interdisaient cette solution radicale. Devant le retrait des troupes britanniques, le Canada dut lever, sous la direction de Georges-Étienne Cartier, sa propre milice.

Mais l'idée de la « Confédération » cheminait depuis longtemps. Lord Durham l'avait rejetée à cause du manque de communications entre les colonies éparpillées, tandis que c'était pour la raison inverse, la nécessité de ces communications, que les colonies maritimes y étaient favorables. En 1851, 1857, 1860, l'idée fut débattue au Parlement du Canada-Uni. En 1864, après la défaite du gouvernement bicéphale Taché-MacDonald, l'impasse était complète. On s'en accommoda par la constitution d'un éphémère gouvernement de coalition. Cette même année 1864, deux conférences préparatoires se tinrent à Charlottetown, capitale de l'Île-du-Prince-Édouard et à Québec. Il s'agissait de déterminer si la formule unitariste d'un nouveau Canada-Uni, élargi par l'adjonction des colonies maritimes, était préférable à la formule fédérative qui, en redivisant le Canada-Uni en deux provinces, les reliait en un lien plus lâche avec les trois entités politiques de l'Est. La seconde formule l'emporta mais en gardant le plus

possible l'inspiration unitariste : la « Confédération » de 1867 établira donc un fédéralisme très centraliste.

Cette constitution avait été l'oeuvre exclusive des *Founding Fathers*, des « pères de la Confédération », principalement John A. MacDonald pour l'élément anglais et Georges-Étienne Cartier pour les Canadiens-Français. Ni le peuple ni le corps électoral ne furent consultés. Un chef influent du Bas-Canada, Antoine-Aimé Dorion, avait dès 1864 dénoncé le caractère ambigu du projet. Ce qui est proposé, c'est « tout simplement une union législative déguisée sous le nom de Confédération parce qu'on a donné à chaque province un simulacre de gouvernement sans autre autorité que celle qu'il exercera sous le bon plaisir du gouverneur général ». A la place, il soutenait que l'on « pouvait, au moyen d'un traité de commerce ou de réciprocité, assurer à chaque province tous les avantages que l'union pourrait produire ».

À l'autre pôle, le chef du parti conservateur, MacDonald, prônait un système unitaire et s'il consentit à la formule dite « confédérale », ce fut à la condition que l'entité englobante ait des forts pouvoirs de centralisation. Pour Cartier et les autres conservateurs influents du Bas-Canada (Langevin, Taché), le choix était simple : ou la Confédération ou l'annexion aux Etats-Unis. Cartier était bien placé pour « convaincre », ses concitoyens et coreligionnaires. Il était plus que le bras droit, presque l'homologue français de MacDonald. En outre, avocat du chemin de fer du « Grand Tronc », il était bien vu des autorités religieuses comme conservateur de bonne souche, ne suscitant pas la méfiance que les « rouges » inspiraient. Il put s'appuyer, avec une énergie, une habileté recouvrant mal une pointe de cynisme, sur ces deux forces extrapolitiques pour obtenir le consentement passif, sinon l'adhésion, de la majorité des Canadiens-Français.

Les « pères de la Confédération » n'étaient certes pas des esprits incultes ; mais ce n'est pas médire d'eux que de les soupçonner de n'avoir guère pratiqué Montesquieu, Hamilton, Jefferson, Tocqueville ou Proudhon... Ils étaient et se piquaient d'être des hommes éminemment pratiques, placés en face d'un problème concret et complexe à résoudre rapidement. La formule mixte qui sortit de leurs cogitations et consultations se situe en une espèce de point neutre, lieu géométrique des résistances. Ils n'avaient du fédéralisme qu'une notion par « ouï-dire » et très superficielle de l'expérience américaine dont ils se méfiaient du reste *a priori* dans le contexte historico-géographique où ils se trouvaient. Ils n'en étaient pas moins fiers de leur oeuvre. Ainsi MacDonald en 1865 : « En fait, les Américains commencèrent par où ils auraient dû finir... Nous

concentrons la force dans le Parlement central et faisons de la Confédération un seul peuple, au lieu de cinq peuples et cinq gouvernements... une province unie, avec des gouvernements locaux et une législature générale. »

L'Acte de l'Amérique britannique du Nord fut signé par la reine Victoria le 1er juillet 1867. Il fut le produit d'une simple loi du Parlement de Westminster et, jusqu'à ce jour, en vertu du principe juridique de l'« acte contraire », il ne peut être amendé que par l'organe législatif qui l'a créée. Depuis belle lurette, tout amendement constitutionnel n'est guère qu'une formalité législative que ne discute plus, quant au fond, Westminster. Toute révision est donc presque automatiquement accordée. Deux théories se sont affrontées sur la nature de la Confédération : celle du « Pacte » entre les deux peuples fondateurs, impliquant un mode de révision impossible, sous peine d'inconstitutionnalité, sans leur commun accord ; celle de la « Loi » ordinaire, ne comportant pas cette rigidité, puisque l'amendement peut être adopté par la procédure d'une autre loi ordinaire. Autonomistes provinciaux et centralisateurs fédéraux n'ont pas manqué d'arguments ni d'arguties pour étayer leurs thèses dont on devine aisément la portée polémique. On peut les renvoyer dos à dos puisque les tenants de chaque thèse ont raison sur le plan où ils se situent : quant à la forme, la constitution écrite du Canada est une simple « Loi » ; quant à la matière ou au fond, elle est un « pacte » ou une « charte » constituante. Quoi qu'il en soit, l'antinomie des principes fédéralistes et unitaristes a permis au système, en durant, d'évoluer tantôt selon une force centrifuge, tantôt selon une force centripète. Nous sommes maintenant dans une phase de crise aiguë où les provinces fédérées (en tête et de façon plus agressive, le Québec, mais non pas seul) mettent en contestation les compétences, jugées maintenant par certaines d'elles comme abusives que le gouvernement central s'était fait octroyer, souvent à la suite de pressions provinciales ou qu'il s'était appropriées à la faveur de la guerre. C'est la plus grave des crises que traverse le Canada depuis sa naissance, mettant en péril son existence même.

Une analyse de cette constitution et de son évolution devrait précéder tout jugement critique. C'est aujourd'hui une question d'actualité. Dans son principe même, dans ses applications, elle est remise en question à la veille de son centenaire. La crise constitutionnelle canadienne n'est pas seulement une crise de régime, c'est la crise de toute une société politique en train de se demander ce qu'elle est, ce qu'elle fait à tel endroit de la planète et à tel moment de l'histoire.

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre IV

Le Québec dans le Canada-Français : le nombre

Rappelons donc que le Canadien-Français est un homme affligé d'un terrible complexe d'isolement. C'est un homme encerclé par 200 millions d'anglophones, luttant à 3 contre 100, dans des conditions relativement supportables au Québec, où il domine largement, déjà difficiles dans les comtés proches de l'Ontario et pour les Acadiens (40%) du Nouveau-Brunswick où le français n'est plus officiel, désastreuses enfin dans les îlots de la Nouvelle-Ecosse, l'Ile-du-Prince-Edouard et les provinces de l'Ouest, où il se fait peu à peu absorber.

HERVÉ BAZIN.

*Un centre dur dans un cercle flou
dans une totalité fermée.*

[Retour à la table des matières](#)

Le centre dur : la province de Québec, le Québec, ou, comme on a appris à le dire depuis quelques années : « L'État du Québec » ; une ethnie française majoritaire à 80% dans un demi-État, parce que fédéré.

Le cercle flou : le Canada-Français, c'est-à-dire le Québec plus les autres provinces où les « parlant français » sont plus ou moins en minorité.

La totalité fermée : le Canada, produit historico-géographique d'une collectivité politique hétérogène, le troisième cercle concentrique englobant les deux autres.

Si dans le Québec tout Canadien-Français de quelque importance dans la vie sociale, économique et politique est forcément bilingue, hors de la province française, presque tous les Canadiens d' « origine française » doivent parler anglais par nécessité quotidienne. En outre, dans la catégorie de ceux qui déclarent avoir le français comme « langue maternelle » (selon la définition du recensement : « la première langue que la personne a apprise et qu'elle comprend encore »), l'anglais a souvent pris le pas sur le français, même dans la famille, surtout quand les enfants fréquentent des écoles anglaises. Les statistiques officielles voilent donc un plus fort degré d'anglicisation réelle. Et, davantage, le temps joue à l'encontre du maintien du français en dehors du Québec et de l'Acadie.

Il a, du reste, toujours joué contre les Canadiens francophones depuis 1760. En fait, l'anglicisation aurait pu se faire presque d'un seul coup, n'eut été un « accident historique » mais d'importance, puisqu'il s'agit de l'indépendance américaine. Sans cet « accident », l'Amérique du Nord britannique aurait eu en 1760 un pouvoir d'absorption rapide de ces quelques 60 000 habitants de la Nouvelle-France. Mais la révolte américaine survint trop tôt pour que pareil « grand dessein » fut mené à exécution. Une trentaine d'années après la conquête, des projets de fédération s'esquissaient pour fédérer toutes les colonies britanniques « loyalistes » du Nord selon l'exemple des colonies « rebelles » du Sud. Mais la politique métropolitaine s'y opposa. On morcela plutôt, à l'est, l'ancienne Acadie, devenue Nouvelle-Ecosse, en deux provinces coloniales : le Nouveau-Brunswick continental et la Nouvelle-Ecosse péninsulaire ; au centre, on scinda la grande province de Québec de 1774, s'étendant autour du grand bassin du Saint-Laurent et des Grands Lacs, en deux unités distinctes : le Haut et le Bas-Canada. Les Canadiens-Français n'ont pas la force militaire ni l'influence économique et commerciale, mais ils ont, encore à cause de la lenteur du peuplement britannique initial, le poids du nombre. Et quand surviendra l'Acte constitutionnel de 1791, ils avaient plus que doublé leur population dans le Bas-Canada qui leur est imparti, tandis que le Haut-Canada est encore à peupler. Jusqu'après l'union des deux Canadas de 1840, le maître britannique est encore minoritaire sur le territoire même de sa conquête : d'où les critiques des habitants du Bas-Canada contre l'iniquité de l'Acte d'union destiné, sur le conseil de Lord Durham, à contrebalancer le plus tôt possible, en attendant de pouvoir la « noyer », cette trop vivace population française. Politique d'autant plus impérieuse qu'on lui avait accordé le privilège d'une Chambre

d'Assemblée, tout en mettant, - sage précaution - aux décisions qui pourraient sortir de ces « parlotes » parlementaires, d'utiles verrous !

Lors de l'établissement de la Confédération, les Canadiens-Français redeviendront minoritaires comme dans la seconde période du régime de l'Union. Mais, dans l'intervalle, les luttes parlementaires les avaient accaparés presque totalement. Et ils avaient la conviction confortable que leur survivance ethnique serait assurée sur les rives du Saint-Laurent. Par la restructuration des partis selon des lignes de clivage idéologiques, et non plus selon les distinctions ethniques, ils avaient appris à coopérer en politique avec les Canadiens anglophones. Collaboration paritaire permettant même des directions bicéphales dans les partis et le gouvernement. Si la bourgeoisie commerciale, qui avait commencé à se constituer à la fin du régime français, ne pourra renaître, si ce qu'il en reste est voué à une déchéance fatale, du moins les Canadiens-Français peuvent former une « classe politique » apte à mener les nécessaires combats. Sur-tout, ils sauront tirer le moins mauvais parti possible de l'Union.

Quand le régime politique de l'Union sera finalement paralysé, l'idée fédérale aura fait son chemin. Et, bien qu'ils acceptent la Confédération sans enthousiasme, Cartier et quelques autres chefs canadiens-français sont des « interlocuteurs valables » au cours des négociations avec MacDonald et les autres leaders du Canada anglais. Par-dessus tout, on leur redonne leur « province », leur Etat fédéré où ils ont, démographiquement, une telle avance, et moralement, des droits publics si chèrement acquis qu'ils vont retrouver une « patrie » dans laquelle, de façon irréversible, ils ne pourront plus être en minorité. En outre, dans les limites du contrat fédératif, ils jouiront de garanties spéciales au sein de la Confédération même s'ils doivent accorder divers statuts privilégiés à la minorité des « parlant anglais » sur le territoire québécois. Le français deviendra une des deux langues officielles dans les institutions fédérales et il en sera de même pour l'anglais dans leurs institutions provinciales. Ils jouiront, d'une autre façon que les trois autres provinces, de compétences exclusives dans les domaines spécifiques à leur ethnie : langue et religion, éducation, « propriété et droits civils », « administration de la justice dans la province » et « généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province ». Après un siècle, un peuple conquis et mis en minorité par un conquérant qui s'est fait colonisateur, pouvait se trouver plus mal en point.

Il ne se perdait pas dans un grand tout : la Confédération nouvelle est une barrière qui protège contre le *melting-pot* uniformateur des dynamiques Etats-Unis qui, fort

opportunément, sont occupés à leur guerre de Sécession. Il n'est même pas sûr, pour l'instant, que les grands voisins du Sud pourront refaire leur unité élargie et consolidée. Un Canada nouveau se forme pendant que les Etats-Unis risquent de se scinder à jamais en deux. Bien sûr, la province de Québec n'est qu'une des quatre provinces contractantes initiales. Mais, en juillet 1867, les deux provinces de l'Est ne sont guère que des appendices maritimes du Canada fondamental.

La situation n'est plus la même au tournant du siècle, en 1905, au moment de l'intégration des provinces de l'Ouest. Le Québec n'est plus qu'une des neuf, puis des dix provinces (à partir de 1949 après l'entrée de Terre-Neuve). Bien sûr, il compte pour plus d'un neuvième au d'un dixième dans l'équilibre fédératif au point de vue démographique, juridique, politique et même économique, mais ce sont des « parlant anglais » qui en sont les véritables maîtres comme avant la Confédération, comme depuis 1760. Pourtant au niveau législatif, puis, en vertu d'une tradition de *fair play*, au niveau gouvernemental, les Canadiens-Français, aux quatre cinquièmes majoritaires dans le Québec, ont leur quote-part dans les organismes supérieurs de l'Etat fédéral. Pendant une soixantaine d'années, un Canadien-Français jouira d'une influence pan-canadienne débordant celle de son groupe ethnique ou de sa province d'origine : un Laurier, Premier ministre pendant quinze ans ; un Lapointe, bras droit pendant vingt ans du Premier ministre Mackenzie King ; un Saint-Laurent, leur successeur de 1942 à 1957. C'est, corrélativement, la faiblesse des Conservateurs depuis soixante-dix ans, que leurs chefs successifs n'aient pu ou voulu avoir leur « brillant second » canadien-français. C'est le drame personnel de M. Pearson, chef du gouvernement en situation minoritaire depuis 1963, et du Canada aujourd'hui de ne pouvoir compter sur un efficace « numéro deux » venant du Québec.

Pendant six ans (1960-1966), c'est le Québec qui, partant de loin, est devenu un pôle d'attraction non seulement pour les énergies canadiennes-françaises, mais pour servir en quelque sorte de modèle aux autres provinces capables de dynamisme. Le Québec n'a été qu'un cas, le plus tranchant, de ces « sectionnalismes » ou régionalismes canadiens à cause de sa spécificité culturelle ; mais la conjugaison de sa force avec celle de quelques autres provinces a encore affaibli le gouvernement central. C'est un problème plus large que celui de ce procès permanent de révision des compétences fédérales et provinciales. C'est le problème de l'entité politique canadienne elle-même que nous n'avons pas hésité à qualifier de « monstrueuse ».

Constituant environ 30% de la population du Canada, la province de Québec ne compte dans le contentieux persistant des relations fédérales provinciales que comme une province sur dix. Mais les institutions fédérales - un Sénat dont les membres sont nommés à vie par le gouvernement central, une Cour suprême chargée de régler les différends d'inconstitutionnalité et dont les juges sont désignés de même - ne comportent pas d'organes qui représentent les entités fédérales de façon non proportionnelle. Au total, un fédéralisme assez bâtarde, auquel il conviendrait d'ajouter le fameux « droit de désaveu » des lois provinciales par le gouvernement fédéral. Cette troisième contradiction du principe fédératif, par son caractère odieux, est assez tôt tombée en désuétude dès que la Confédération parut viable. Au lieu d'une Chambre haute représentant les États et une Cour suprême de type fédératif, les conférences fédérales-provinciales exercent, par dédoublement, des rôles de participation et de coordination. Mais au prix de quels marchandages et de quels chantages !

Même si les Canadiens-Français, comptant pour presque 30 % de l'ensemble de la population canadienne, étaient majoritaires dans trois des dix provinces, le caractère très inadéquat du fédéralisme canadien ne leur permettait pas d'exercer une influence constitutionnelle proportionnelle à leur nombre. Circonstance aggravante, les constituants de 1864-1867, qui avaient prévu des protections particulières pour la minorité anglaise du Québec - la seule province officiellement bilingue - n'avaient pas prévu qu'il pouvait y avoir des minorités françaises dans les autres provinces. « Oubli », à la source des malaises chroniques dans les relations entre les deux principaux groupes ethniques qui, aujourd'hui, éclate avec le caractère flagrant d'un vice de structure enfin pris au sérieux.

Le Québec et l'Acadie : irrédentisme ou polycentrisme ?

[Retour à la table des matières](#)

Deux erreurs à ne pas commettre : 1° faire équivaloir le Canada-Français et le Québec, car un million de Canadiens-Français vivent dans les autres provinces, tandis que la population québécoise comprend un million de « parlant anglais » ; 2° confondre un Acadien et un Canadien-Français, car il ne se considère pas comme tel, du

moins pas à la façon d'un Québécois francophone ou même d'un Canadien-Français d'une autre province.

« L'Acadie » n'est plus qu'une entité culturelle et linguistique comprenant d'abord le Nouveau-Brunswick où les « parlant français » se trouvent en force, à 40 % de la population et auxquels s'ajoutent les groupes francophones des autres provinces de l'Atlantique. L'Acadie et le Québec ont toujours mené une vie presque identique quoique distincte, parallèle et concomitante. Par leur commune descendance et le sentiment d'appartenir à une minorité française, ces deux minorités s'additionnent dans un pays à prépondérance anglophone et les deux groupes se reconnaissent comme des frères. Québécois et Acadiens ont été soumis à peu près aux mêmes aléas historiques, mais l'Acadie avec une légère avance, historique. Les établissements français en Acadie précédèrent de quatre ans la fondation de Québec (1604-1608). Les Acadiens passèrent sous la domination anglaise dès le traité d'Utrecht (1713), cinquante ans avant le traité de Paris (1763). Ils furent chassés de leur domaine lors du « grand Dérangement » de 1755, juste avant la dernière phase de l'« explication » militaire entre Français et Anglais en Amérique du Nord. Ils avaient recommencé leur « grand retour » lorsque fut scellé le sort de la Nouvelle-France.

Un romancier étranger - le Français Louis Hémon - écrira le grand livre sur l'enracinement entêté du Canadien dans sa terre natale du Québec, où « rien ne doit changer »... Bien avant Maria *Chapdelaine* (1913), un poète étranger - l'Américain Henry Wadsworth Longfellow - avait écrit le poème épique du « grand retour » des Acadiens. *Évangéline* (1847) est la grande soeur de Maria Chapdelaine.

[...] Le long des bords déserts du brumeux Atlantique,
On voit de place en place, un paysan rustique.
C'est un Acadien, dont le pieux aïeul
Ne voulut pas avoir autrefois pour linceul
La terre de l'exil. Il vint, bravant le maître,
Mourir aux lieux aimés où Dieu l'avait fait naître [...].

À la fin du roman, Maria Chapdelaine ne peut s'empêcher, dans sa solitude enneigée, de laisser échapper un cri du coeur : « Tout de même... c'est un pays dur, icitte. Pourquoi rester ? » C'est alors que s'éleva « la voix du pays de Québec, qui était moitié chant de femme, moitié sermon de prêtre » :

« Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés...

« Nous avons apporté d'outre-mer nos prières et nos chansons : elles sont toujours les mêmes...

« Nous avons marqué un plan du continent nouveau, de Gaspé à Montréal, de Saint-Jean-d'Iberville à l'Ungava, en disant : ici toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles, et qui devront demeurer jusqu'à la fin.

« Autour de nous des étrangers sont venus, qu'il nous plaît d'appeler des barbares ; ils ont pris presque tout le pouvoir ; ils ont acquis presque tout l'argent mais au pays de Québec, rien n'a changé. Rien ne changera, parce que nous sommes un témoignage. De nous-mêmes et de nos destinées nous n'avons compris clairement que ce devoir-là : persister... pour maintenir... Et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise : Ces gens sont d'une race qui ne sait pas mourir...

« Nous sommes un témoignage...

« Au pays de Québec, rien ne doit mourir et rien ne doit changer... »

Toujours, en histoire canadienne, on est ramené au facteur déterminant de l'espace. Conquis en 1713, les Acadiens étaient une épine au flanc du second empire britannique d'Amérique, en une terre où ils constituaient une solide majorité des trois quarts de la population. D'où la déportation de 1755 pour rétablir un nouvel équilibre démographique au moment où l'Angleterre fait un dernier grand effort pour « sortir » les Français de cette Amérique septentrionale. « Pratique courante » à l'époque ? Oui, affirment des historiens. Et la preuve que les Français, en intervertissant les rôles, n'auraient pas agi autrement, c'est qu'ils s'apprêtaient à faire de même ! Comme en

font foi les instructions que reçoit, à la veille de partir pour l'Amérique, le duc d'Anville avec la mission de reprendre l'Acadie : « S'il y en a (des Acadiens) sur la fidélité desquels il juge qu'on ne puisse compter, il les fera sortir de la colonie et les enverra soit à la vieille Angleterre, soit dans quelqueune des colonies de cette nation suivant les facilités qu'il pourra avoir pour cela. Quant aux autres, il leur administrera le serment de fidélité à S.M. » Avant de décider la déportation, le gouverneur Lawrence avait, lui aussi, vraiment tenté de faire prêter aux Acadiens un serment de fidélité inconditionnelle à sa Majesté britannique.

Quoi qu'il en soit, et c'est ce qu'il importe à notre propos, le plus grand nombre des déportés, un à un ou par petites grappes, du Maryland, du Massachusetts, de la Géorgie, de la Louisiane, des Antilles, revinrent au pays natal. Plusieurs autres qui avaient gagné les bois, purent s'établir en Nouvelle-France où ils furent à l'origine de certains villages dont, justement, celui de « L'Acadie ». Enfin, d'autres, que les Virginiens leurs ennemis traditionnels avec les Bostoniens, ne pouvaient plus « supporter », furent transportés en Angleterre ; et, de là, ils purent regagner la France.

Dans les deux îles de Terre-Neuve et de l'Ile-du-Prince-Edouard, les « parlant français » comptent pour quantité presque négligeable (3 000 sur 450 000 et 8 000 sur 105 000 respectivement). En Nouvelle-Ecosse, ils sont en meilleure position, environ 40 000 sur une population totale de 740 000, mais l'inévitable éparpillement les rend moins aptes à résister à l'anglicisation progressive. C'est le Nouveau-Brunswick qui est leur bastion, les Acadiens y formant près de 40 % de la population (contre 16% pour l'Ile-du-Prince-Edouard, 11% pour la Nouvelle-Ecosse et 0,7% pour Terre-Neuve). Ils sont en train d'y conquérir une influence proportionnelle à leur importance numérique. D'après les chiffres du recensement de 1961, sur une population totale de 597 936 personnes, 232 127 citoyens de la province se déclarent d'« origine française » dont 210 530 ont encore le français comme « langue maternelle » et 112 000 parmi ces derniers avouent ne pas parler d'autre langue. Il ne semble pas y avoir de déperdition notable si l'on compare ces deux derniers nombres aux chiffres correspondants de 1951 (197 631 et 185 110 respectivement). Mais c'est surtout le dynamisme des institutions socio-économiques des Acadiens qui rassurent sur leur vitalité : depuis 1881, une société patriotique, la Société nationale l'Assomption - un hym-

ne national, *l'Ave Maria Stella* et un drapeau tricolore avec l'étoile d'or de Marie sur la bande bleue ; un journal, *l'Évangéline*, des postes français de radio et de télévision maintenant rattachés à la chaîne française de Radio-Canada, une société d'assurances prospère, ainsi que tout un réseau de Caisses populaires (d'épargne) et d'organisations coopératives, des écoles primaires et secondaires, une université à Moncton, la principale ville, où le français est prioritaire. Tout cela a été conquis de haute lutte.

Cela ne signifie pas que la situation scolaire au Nouveau-Brunswick soit juste, ou même satisfaisante pour les Acadiens. Les subventions publiques favorisent de façon éhontée les institutions anglophones au détriment des francophones. Au Nouveau-Brunswick, comme à peu près partout ailleurs au Canada, les coreligionnaires irlandais ont été des agents actifs d'anglicisation. Aujourd'hui, l'enseignement de la langue maternelle du groupe acadien reste subordonné à celui de la langue maternelle de l'autre groupe. Dans les régions à majorité française ou à peu près bilingues, les petits Acadiens peuvent suivre un enseignement français dans le cadre d'un enseignement officiel bilingue ; mais à mesure que les études progressent et qu'on accède au secondaire, la part faite au français s'amenuise. Les cours de religion n'ont aucun statut officiel, mais une « tolérance » permet aux élèves catholiques de recevoir un enseignement religieux s'ils consentent à rester en classe une demi-heure supplémentaire. Sur les six « universités » que compte la province, trois sont plutôt des collèges universitaires munis d'une charte universitaire. La plus importante d'entre elles, complètement anglophone, est celle de la Fredericton, la capitale, où il n'y a pas d'école française pour le faible 5 % d'Acadiens qui y résident. C'est la proportion inverse qui prévaut à Edmunston, tout près de Québec, où les Acadiens comptent pour 95 % de la population. A Moncton, la ville clé, 35 % des citoyens sont de langue française : c'est la capitale culturelle des Acadiens et ils y ont leur journal, leur station de radio-télévision, leur université qui dispense ses cours du jour en français, et ses cours du soir dans l'une ou l'autre langue. Les Acadiens de Moncton se mêlent le plus possible à leurs concitoyens anglophones. En 1965, les membres de la Société nationale des Acadiens réclamèrent la reconnaissance officielle du français au Nouveau-Brunswick. Quelque 20 % de Québécois anglophones jouissent depuis toujours du privilège identique : on ne voit pas comment une population française deux fois plus nombreuse se verrait indéfiniment refuser ce droit dans la province voisine.

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick est depuis 1963 un jeune Acadien, M. Louis Robichaud. Il fit sa campagne sans faire mention de son origine ethnique si

ce n'est pour répondre à certaines allusions malveillantes. « Nous en sommes arrivés au point, disait-il en mai 1966, qu'un Canadien-Français catholique romain peut être accepté comme chef politique et Premier ministre dans une province où la majorité est anglo-saxonne et protestante. » Et, faisant allusion au sous-développement économique de sa province, le Premier ministre concluait : « Il s'agit de barrières plus dangereuses que celles que l'on croit provoquées par les différences de langue et de culture. »

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les Acadiens ne favorisent pas l'indépendance du Québec et prônent plutôt un dialogue efficace entre les deux provinces : « Songez qu'il n'y a pas d'échanges, ou très peu entre le Québec... et le Nouveau-Brunswick. L'isolement dans lequel nous plonge mutuellement l'absence d'information doit cesser si nous voulons mettre un terme à l'esprit de clocher, au régionalisme obsédant que nous traînons comme un boulet. »

Un groupe ethnique ballotté par l'histoire, parfois sujet à des persécutions et toujours à des vexations, perpétuellement minoritaire est en train de prendre confiance en l'avenir, c'est-à-dire en lui-même. Mais on ne guérit pas du jour au lendemain de traumatismes aussi profonds, car, disait M. Le Blanc (ancien directeur du journal *l'Évangéline*) : « La différence essentielle entre un Acadien et un Québécois, c'est que celui-là est timide, peu sûr de lui. Habitué à se contenter de demi-mesures, de compromis, habitué à n'être jamais maître chez lui, il ose rarement se prononcer. Le Québécois est plus catégorique. »

Jusqu'à maintenant, aucune poussée d'« irrédentisme » du Québec (à laquelle se refuserait d'ailleurs l'Acadie). « Polycentrisme » plutôt de deux Canadas français, fort inégaux en nombre, mais tous deux tournés vers l'avenir avec un dynamisme nouveau.

Diffraction plutôt que réfraction du Canada-Français dans l'Ouest.

[Retour à la table des matières](#)

« L'Ouest » est toute la région s'étendant du Manitoba jusqu'au Pacifique, ou jusqu'en Alberta - selon qu'on veut ménager la susceptibilité des gens de la Colombie britannique ou tenir compte de la géographie. Adossée à la barrière des Rocheuses, la Colombie britannique est la seule province à avoir une fenêtre sur le Pacifique ; en outre, cette province, hautement industrialisée, ne produit pas de blé et son sous-sol ne contient pas de pétrole. Comme dans l'autre province maritime, l'extrême-orientale Terre-Neuve, la présence canadienne-française y est très faible, guère plus que symbolique. Du Québec, on n'en entend guère parler que lorsqu'un conflit scolaire ou religieux éclate, comme ce fut le cas à Maillardville, il y a une quinzaine d'années. Il est naturel que ce soit dans la province la plus jeune et dans celle qui est la plus éloignée du centre québécois que les « parlant français » soient le moins nombreux. En deçà des Rocheuses, la présence canadienne-française suggère une figure « diffractive » (par réseau) plutôt que « réfractive » (par prisme) à cause de la contiguïté au Québec des régions ontariennes où l'on trouve de fortes concentrations de « franco-ontariens ». Chaque province a son point d'appui canadien-français : C'est en Alberta, la Rivière-à-la-Paix, en Saskatchewan, Gravelbourg, au Manitoba, Saint-Boniface.

Rappelons les dates d'entrée des provinces de l'Ouest dans la Confédération : la Colombie britannique en 1871 ; l'Alberta et la Saskatchewan en 1905 ; le Manitoba en 1870, trois ans seulement après la naissance du Canada fédératif. Il fallut donc près de quarante ans pour que la devise de 1867 devint une stricte réalité géographique et politique. Nous sommes en un siècle ou des territoires nord-américains, plusieurs fois grands comme la France, s'achètent comme une denrée : ainsi la Louisiane et l'Alaska.

La Colombie britannique, malgré la barrière des Rocheuses et son intérêt pour le Pacifique, faillit être au rendez-vous de fondation de la Confédération ; à cause de l'opposition du gouverneur Seymour, elle ne se joindra à la nouvelle famille canadienne qu'en 1871, grâce à de meilleures dispositions du nouveau gouverneur Musgrave. En 1866, l'île de Vancouver s'était déjà rattachée à la Colombie britannique.

Une des conditions de l'union était qu'en moins de dix ans, un chemin de fer relierait le Pacifique à l'Atlantique. L'année précédente, le Manitoba s'était intégré au Canada. Mais suivons notre marche d'ouest en est.

C'est la version canadienne de l'épopée du *Far West*. Les vastes et riches prairies, qui avaient nourri cette race de superbes boeufs sauvages, les bisons, étaient toutes désignées pour l'élevage des bestiaux. Les *ranches* se multipliaient et les cow-boys envahissaient les plaines. *Saloons*, alcool, vol de bestiaux et contestations de propriété, revolver leste, règlements de comptes sommaires, et tout ce qui s'ensuit dans la meilleure tradition du *western* ! Pour mettre fin à ces désordres, le gouvernement canadien institua en 1874 sa célèbre police montée (*The Royal Canadian Mounted Police* - La gendarmerie royale à cheval du Canada) si photogénique, et qui fait le désespoir du touriste désireux de fixer sur la pellicule la fameuse silhouette, tant le « modèle » se fait rare dans les rues, et plus encore sa monture ! En 1882, la région des Prairies se subdivisait en quatre sections : Athabaska, Alberta, Saskatchewan et Assiniboine. Elles seront regroupées en deux provinces, l'Alberta et la Saskatchewan, en 1905.

Entre Québec et Victoria il y a une distance à peu près égale à celle qui sépare Paris de Stalingrad. Officiellement la « politique extérieure » entre les deux provinces est cordiale. En « économie extérieure », le gouvernement de M. Bennett de la Colombie britannique consentait ces dernières années un prêt au gouvernement québécois de M. Lesage. Au recensement de 1961, sur une population de 1 629 082 personnes, 66 670 « Colombiens » se déclaraient d'« origine française » dont seulement 26 179 avaient conservé le français comme « langue maternelle ». C'était une déperdition accélérée depuis le recensement de 1951, alors qu'un Canadien-Français sur deux considérait encore le français comme sa « langue maternelle ». Les relations culturelles entre les deux provinces sont plutôt réduites. Lors des visites officielles d'hommes politiques québécois, l'éternelle question du traitement des minorités francophones constitue le plat de résistance un peu amer qui est offert aux hôtes. Ainsi, lors de la tournée du Premier ministre québécois, M. Jean Lesage, en automne 1965 à Maillardville, petite ville d'environ 5 000 âmes, située à une trentaine de kilomètres de Vancouver, M. Lesage avait reçu une réception particulièrement chaleureuse. Dans la

seule enclave canadienne-française de la province, le premier en date des chefs de gouvernement québécois à visiter les Canadiens-Français les plus éloignés fut accueilli selon le mot d'un religieux, comme « un père qui visite ses enfants ». Plus lyrique, le président de l'Association canadienne-française de la province saluait le Premier ministre comme « le champion de tous les Canadiens-Français où que ce soit au Canada... une sorte de messie en Colombie britannique ». M. Lesage insista sur le fait que les efforts de sa province pour se renforcer au sein de la Confédération ne signifiaient pas l'abandon des minorités françaises hors du Québec, tout au contraire... Mais le thème d'un « statut égal » pour tous les « parlant français » aussi bien que les « parlant anglais » à travers tout le Canada, et reposant sur le concept nouveau des « deux majorités » étonna par son audace. Devant d'autres auditoires que celui de Maillardville, M. Lesage put se rendre compte que cette cause était loin d'être gagnée d'avance.

Toujours d'après le recensement de 1961, la situation de la survivance canadienne-française en Alberta est presque aussi précaire que celle de leurs frères par-delà les Rocheuses. Un Canadien sur deux d'origine française déclare encore que le français est sa langue de tous les jours (42 276 sur 83 319), ce qui est tout de même une régression par rapport à 1951 (34 196 sur 56 185). Encore là, est-ce une forte concentration des Canadiens-Français dans une région, la Rivière-à-la-Paix, qui empêche une plus forte assimilation. Comme partout dans le Canada-Français d' « outre-frontière », la question scolaire est au coeur des difficultés. Pour avoir leurs propres écoles privées, les Canadiens-Français doivent consentir à un régime de double imposition, ce qui n'est pas le cas pour les Canadiens anglophones du Québec.

« Pour la plupart des Albertains, le bilinguisme consiste à parler anglais avec l'accent du Texas. » Cette boutade du Premier ministre Manning nous rappelle que, si l'Alberta compte moins de « millionnaires du pétrole » que le Texas, le liquide noir y est aussi la cause de sa récente prospérité. Toutes les autres questions apparaissent secondaires, y compris le « biculturalisme ». Dans une province qui comprend bien d'autres groupes ethniques minoritaires que le français, il est naturel, selon l'optique de M. Manning que le « fait français » n'ait que l'importance relative de son poids numérique : 6% d'Albertains d'origine française dont seulement la moitié considère le

français comme « langue maternelle », tandis qu'au moins 99% d'entre eux peuvent s'exprimer en anglais. L'heure étant au Canada à la générosité multiculturelle, M. Manning refuse la solution du melting-pot tout aussi bien que le concept irréaliste des « deux nations ». Il propose plutôt le modèle d'une mosaïque canadienne estimant qu'on « doit préserver et respecter les différences de race, de culture, de langue, pour éviter que chacun perde son identité ».

Au printemps 1965, une petite guerre scolaire, plus exactement une « grève », s'est déroulée à Saskatoon, la principale ville de la Saskatchewan. Sur une population totale de 900 000 habitants la province comptait en 1961, 60 000 citoyens d'« origine française » dont 36 000 parlant encore le français comme « langue maternelle ». Le régime scolaire permet une heure d'enseignement du français par jour, ce qui faisait dire au ministre Lloyd au début de 1963 : « La langue française reçoit plus d'attention dans les écoles de la Saskatchewan que celle de tout autre groupe ethnique, l'anglais excepté. » Mais l'organisation de grandes unités territoriales scolaires englobe, en des tout hétérogènes, les écoles françaises qui, pour se maintenir, ont besoin de conserver une forte homogénéité. En février 1963, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan rendait publique une mise au point sur la politique scolaire du gouvernement : « Si encore notre ministère de l'Instruction publique s'intéressait davantage à l'enseignement français, aux Canadiens-Français ! La loi autorise bien cet enseignement, mais elle semble ajouter : "Maintenant, débrouillez-vous !" ... Car il n'y a ni programme d'étude, ni examens officiels, ni inspecteurs, ni Ecole normale du ministère. C'est donc l'A.C.F.C., et non le ministère qui, depuis 1925, organise et dirige l'enseignement du français aux écoliers de langue française. Afin de ne pas s'attirer d'ennuis, pour toutes fins pratiques, on met les Canadiens-Français sur le même pied que les néo-Canadiens ». Et c'est justement contre ce traitement que s'élève l'A.C.F.C. : « Nous n'acceptons pas cette situation parce que nous sommes les descendants des premiers Canadiens. Parce que les Canadiens-Français devaient être des partenaires égaux dans le pacte confédératif. Parce que l'ouest canadien n'est pas pour nous un pays d'adoption, mais que nous y sommes chez nous, comme partout ailleurs au Canada. » À l'automne 1964, les écoles françaises de la Saskatchewan reçurent leurs premières subventions publiques.

En avril 1965, un groupe de parents canadiens-français de Saskatoon, se fondant sur un droit naturel contredisant la législation, réclamèrent un enseignement français pour leurs enfants. Devant le refus du gouvernement d'obtempérer à leur demande, les parents de Saskatoon décidèrent de retirer leurs enfants des écoles publiques, en un geste de « résistance passive ». Le gouvernement de la province se trouvait mis en demeure de réviser cet article de la loi scolaire qui dit avec insistance : « L'anglais sera la seule langue d'enseignement dans toutes les écoles et aucune autre langue que l'anglais. » Fait aussi révélateur qu'inédit, d'importants journaux anglophones, le *Globe and Mail* de Toronto, le *Montreal Star*, furent parmi les tout premiers à soutenir les « grévistes » de Saskatoon. Peu de temps auparavant un mémoire du synode anglican du Canada avait affirmé, devant la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, qu'il était devenu « urgent que les minorités francophones des autres provinces aient les mêmes, privilèges que les minorités anglophones ».

Les parents canadiens-français se trouvaient bien placés devant l'opinion publique canadienne pour mener leur lutte scolaire. D'autant qu'ils faisaient nombre dans la ville de Saskatoon. La « grève » se termina par la promesse ferme du gouvernement de la province de faire une étude immédiate de toute la question. En retour, quelques semaines plus tard, l'Association anglophone des Parents et Maîtres de la Saskatchewan émettait un communiqué où elle estimait à 88,4% le nombre de ses « membres exécutifs » défavorables à l'enseignement d'une autre langue que l'anglais. Une fois de plus, on se trouve renvoyé au facteur nombre : comptant pour seulement 6,5% de la population totale de la province, les Canadiens-Français sont loin derrière d'autres groupes ethniques ; 40% d'origine britannique, 17% allemande, 8,5 % ukrainienne et 7,3% scandinave...

Alors, avec la sérénité d'une bonne conscience légaliste et généreuse, la majorité anglophone continuera sa lente oeuvre d'assimilation. Comme le disait un des chefs du mouvement : parmi les jeunes filles, « celles qui sont en âge de se marier, de fonder une famille dans deux ou trois ans, sont presque déjà toutes assimilées... Si vous avez franchi le primaire, aujourd'hui, c'est déjà trop tard. Je vais vous dire mieux encore. Si nous perdons nos quelques maternelles, tenez, dans dix ans, nous sommes fichus ». Et ce qu'un journaliste montréalais a appelé « la guerre des p'tits bout'chou » sera finalement perdue, faute de combattants...

Le Manitoba présente, parmi les provinces de l'Ouest, un cas d'espèce. Non pas tellement, parce qu'étant la plus ancienne (1870), ses conflits scolaires datent de plus longtemps et furent plus acerbes qu'ailleurs, mais surtout parce que le Manitoba fut un court temps une province officiellement bilingue, et que s'y déroula un conflit armé inter-ethnique au moins aussi grave que la rébellion de 1837-1838 dans le Bas-Canada. Sur une population totale de 920 000 âmes en 1961, les Manitobains francophones comptaient pour 84 000, soit un peu moins que les Acadiens de la Nouvelle Écosse (88 000), à peu près autant que les Franco-Albertains. Mais, étant davantage enracinés dans ce qui fut « leur » province, mieux encadrés et plus concentrés, ils sont, dans la pratique quotidienne, plus fidèles à leur « langue maternelle » : c'est le cas pour 60 000 d'entre eux contre une quarantaine de milliers pour les deux autres provinces.

Dans la loi érigeant en province le Manitoba, les métis avaient fait inscrire une disposition garantissant l'enseignement de la langue française et de la religion catholique dans les écoles.

À l'origine, au moment de l'achat des territoires de l'Ouest, un peuple de 10 000 métis français vivait sur les bords de la rivière Rouge. Que sont devenus les « métis » ? Question fort mal connue, comme celle des indiens en général, qui ne préoccupe guère que les intéressés et quelques administrateurs spécialisés chargés de leur « bien-être ». Les descendants des métis du Manitoba se classent en deux groupes : le premier comptant un peu plus de 100 000 âmes qui se sont assimilés à la vie des Blancs au point de ne s'en pouvoir distinguer, même physiquement ; le second, où prédominent les traits indiens, au nombre de 80 000 et dont plusieurs traînent une existence misérable dans des ghettos ou bidonvilles à l'américaine. Les premiers correspondraient à cette *black bourgeoisie* des Noirs américains, n'était ce métissage de plus en plus poussé où l'hérédité non indienne l'emporte graduellement, au point que les enfants ignorent parfois l'origine métisse de leurs parents. Les seconds devraient pouvoir s'intégrer dans la vie sociale générale pour sortir de leur existence de parias. Mais ce n'est pas si facile même lorsqu'on y consent : l'atavisme est là qui fait qu'« on » les reconnaît. Témoignage de l'un d'eux : « On me traite d'indien - on ne m'aime pas, parce que je parle sauteux quand je cherche du travail, j'en trouve difficilement

parce que je suis métis - il y a des gens qui ne font pas de différence, d'autres qui pensent que nous ne valons pas plus que la boue de leurs souliers. Il est difficile pour un métis de trouver à se loger. Les hommes pensent qu'ils peuvent ramasser n'importe quelle indienne ou métisse dans la rue. » (Propos recueillis et cités par Jacques Ouvrard dans son article « Les métis de l'Ouest vivent dans des ghettos », dans *le Magazine MacLean*, juin, 1961.)

Et il paraît qu'il n'y a pas de « question raciale » au Canada ! Le problème est complexe, difficile, à responsabilité partagée, bien sûr ; mais les esquimaux, les indiens, les métis - sans parler des noirs et des jaunes - ne peuvent être considérés comme des concitoyens canadiens « à part entière ». Leur situation est bien évidemment inférieure à celle du « nègre blanc » francophone...

Au Manitoba, c'était en gros, un régime semblable à celui de la province de Québec, qui prévalut jusqu'en 1890. Aux élections de 1888, les deux adversaires Greenway et Martin avaient fait la promesse formelle de respecter les droits du français. Une fois élu Premier ministre, Greenway abolit le système des écoles françaises tout en confisquant une grande partie de leurs fonds scolaires. En outre, il ordonna la suppression de l'édition française de la *Gazette Officielle*, fit interdire l'usage du français dans les tribunaux aussi bien qu'au Parlement manitobain. Cette question et celle de la politique tarifaire animèrent la campagne électorale fédérale qui devait porter Wilfrid Laurier et ses libéraux au pouvoir en 1896. Le premier Canadien-Français à occuper un poste d'une telle responsabilité préféra la persuasion à la coercition juridique. Au lieu d'exiger le rétablissement intégral de l'« Acte du Manitoba », il proposa que la Chambre manitobaine amende sa loi de 1890. Cette solution de compromis stipulait que l'enseignement de l'anglais se ferait à partir du français dans les écoles comprenant au moins dix élèves d'origine française ; l'enseignement religieux pourrait se donner après trois heures trente de l'après-midi dans les écoles de campagne comprenant au moins dix élèves catholiques et dans celles des villes que fréquenteraient au moins vingt-cinq enfants confessant cette foi. Ce compromis boiteux - qui laissait subsister l'unilinguisme politique officiel - souleva un tollé chez les Québécois comme chez les Franco-Manitobains. A la requête de Laurier, Léon XIII envoya, en mission diplomatique spéciale, Mgr Merry del Val. Sur la base de cette enquête, Léon XIII, dans une encyclique, dénonça l'accord comme « défectueux, insuffisant et inefficace ». Sous le ministère Roblin, l'esprit de « tolérance » envers les écoles françaises prévalut mais pour peu de temps. Lors de l'annexion du Keewatin au Manitoba

(1912), les francophones du territoire perdirent les privilèges qu'ils détenaient depuis 1876. Le ministère Morris, en 1916, donna le coup de grâce aux derniers droits du français.

Le fils de l'ancien Premier ministre « tolérant », M. Duff Roblin, devenu à son tour Premier ministre du Manitoba, est l'une des plus attachantes figures politiques canadiennes. Il est bien placé dans la course au leadership du parti conservateur fédéral, le jour où M. Diefenbaker... Ajoutons qu'il parle français aussi bien qu'il se peut pour un Canadien anglophone. Généreux de nature - les caricaturistes en font un boy-scout - c'est tout le contraire d'un fanatique. Pourtant ces dernières années, il adopta une politique attentiste, alléguant que le contenu religieux de la question la place au-dessus des querelles de partis. En juin 1963, un grand quotidien de Montréal reproduisait une lettre de M. Roblin, dans laquelle il disait : « Nous avons au Manitoba, une tradition qui s'inspire de la nature biculturelle du Canada. Bien qu'il y ait eu des années difficiles à traverser, je puis vous assurer que le groupement franco-manitobain est tenu en haut respect. On parle le français à l'Assemblée législative ; moi-même j'ai eu, tout récemment le plaisir de faire des observations en français, comme l'ont fait, d'ailleurs, d'autres députés. » En matière de politique scolaire, « le gouvernement provincial a signifié son intention d'autoriser l'enseignement du français dans les écoles publiques de la province à partir de la première année ; nous croyons que ce geste témoignera de l'importance que nous attachons à la reconnaissance officielle du magnifique héritage culturel qui est celui de tous les Canadiens ».

En attendant, le temps passe... et presse. A la suite d'une enquête menée en 1963, un philologue de l'université Laval, Gaston Dulong concluait : « Avec le régime actuel, le français disparaîtra du Manitoba. Ce n'est qu'une question de temps... On enseigne du français, on n'enseigne même pas le français, alors qu'il faudrait enseigner en français. » En mai 1965, le gouvernement Roblin faisait passer une loi établissant l'aide par accès aux « services » (manuels scolaires gratuits, usage des autobus scolaires, accès aux bibliothèques et gymnases des écoles publiques). Il n'en demeure pas moins que le Manitoba est l'une des deux dernières provinces (avec la Colombie britannique) à ne pas accorder d'aide financière directe aux écoles privées.

Ce qui ne facilite pas le combat des Franco-Manitobains c'est qu'ils ne sont pas seulement minoritaires par rapport aux Britanniques, mais encore par rapport aux Allemands et aux Ukrainiens. L'impopularité de la Commission d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme est évidente au Manitoba comme dans les deux autres

provinces de l'Ouest. Si l'on donne des droits spéciaux aux Canadiens-Français, pourquoi les différents groupes de néo-Canadiens, qui forment le tiers de la population, n'en auraient-ils pas autant ? Plus récemment (à la fin de 1965), une tentative de rapprochement entre Ukrainiens et Franco-Manitobains s'est manifestée dans le but d'éviter les oppositions entre les revendications des uns et des autres. Malgré un fort accroissement naturel, la proportion de la population franco-manitobaine continue de stagner. Les Franco-Manitobains constituent aujourd'hui 8 % de la population de la province, la même proportion qu'en 1916.

Vers un nouvel accord dans anciens Bas-Canada et Haut-Canada ?

[Retour à la table des matières](#)

Le Haut-Canada, c'est aujourd'hui l'Ontario, la seconde en étendue des provinces canadiennes, mais la plus riche, la plus hautement industrialisée, celle dont l'agriculture diversifiée est la plus prospère, la plus populeuse avec ses 7 millions d'habitants. Le Bas-Canada, c'est le Québec, la première en étendue, la plus hautement industrialisée après l'Ontario et avec la Colombie britannique, non la plus riche, mais pas une des plus pauvres, celle dont l'agriculture est loin d'être prospère mais qui est la mieux pourvue en richesses naturelles, la seconde en population avec ses 6 millions d'habitants. Ces 13 millions d'Ontariens et de Québécois constituent les trois cinquièmes de la population totale du pays. Par leur peuplement d'origine française aussi bien qu'anglaise, l'Acadie et la Nouvelle-Ecosse ont des titres historiques plus anciens. Mais l'Ontario et le Québec sont le large centre du Canada d'aujourd'hui : pour les Werterners, c'est l'Est, pour les Maritimers, c'est déjà le début de l'Ouest. La capitale du pays est installée dans une petite ville provinciale sur la frontière des deux grandes provinces, depuis que la reine Victoria, pointant du crayon la bourgade de Bytown, aujourd'hui Ottawa, décida d'en faire le centre politique du nouveau Canada. Chaque province a sa métropole : Montréal au sens courant et strict, la « métropole du Canada » ; Toronto, qui n'avait pas moins de prétention et se fit appeler la « ville-reine ». Ces deux provinces, avec la Colombie britannique, sont les moins éloignées du modèle nord-américain de l'opulent society.

Mais les contrastes ne sont pas moins frappants, découlant presque tous du fait de la répartition ethnique. Le Québec compte une minorité de 20 % d'anglophones dont la faible proportion de bilingues n'est nullement en voie d'assimilation. Les Québécois ont assimilé nombre d'anciens loyalistes, de descendants de soldats britanniques qui se sont établis sur des terres. Mais c'est là un fait ancien. Ces descendants d'Écossais ou d'Irlandais ont dû faire apprendre l'anglais à leurs enfants dans les écoles, comme et avec les petits Canadiens-Français. S'ils ne sont pas strictement d'origine française, leur « langue maternelle » est le français depuis des générations. L'Ontario comprend une minorité d'un peu plus de 10 % de citoyens d' « origine française », mais seulement les deux tiers d'entre eux reconnaissent encore le français comme leur langue maternelle. Cela représente tout de même 425 000 « parlant français », presque le double des Acadiens du Nouveau-Brunswick et autant que les autres groupes minoritaires de tout le Canada restés fidèles à leur « langue maternelle ». À l'époque du Canada-Uni de 1840 à 1867, les deux provinces ont mené une vie politique commune, inventé la formule bicéphale dans la direction des partis et du gouvernement. Et si la « province du Canada » n'avait pas « marché » à l'époque de la fondation du Canada, il n'y aurait pas eu de Canada tel que nous le connaissons aujourd'hui ; tout au plus une « fédération des provinces maritimes » dont assez curieusement un siècle plus tard, on reparle de temps à autre - mais sans implication « séparatiste », puisque ce regroupement naturel viserait à permettre aux régions de l'Atlantique d'avoir une plus grande part du gâteau de la relative prospérité canadienne. Tout cela rappelle qu'en toute question canadienne de quelque importance, lorsque le Québec et l'Ontario se mettent d'accord, cette entente entraîne ou est susceptible d'entraîner à la longue, l'adhésion du reste du Canada. Car le poids qu'elles exercent n'est pas celui de deux provinces sur dix, mais bien celui de 60 % de la population du pays, et une proportion encore plus grande de la richesse nationale. C'est dire qu'un rapprochement ou quelque type d'accord entre les deux grandes provinces sur la question bi-ethnique, qui est au cœur de la crise canadienne actuelle, aurait d'inévitables répercussions dans les provinces de l'Ouest et de l'Est. Et, bien sûr, inversement, en l'absence d'un nouveau *modus vivendi*...

La « question scolaire » en Ontario a donné lieu à une crise aiguë et à de perpétuelles tensions latentes. En fait, c'est un malaise chronique qui se perpétue aujourd'hui. Les minorités catholiques principalement françaises, de l'Ontario avaient eu droit à des écoles séparées d'après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Les pe-

tits Franco-Ontariens pouvaient apprendre le français en même temps que l'anglais. Mais la clique orangiste trouvait que c'était là un privilège exorbitant. La Protestant Protective Association se fit particulièrement active dans la lutte anti-papiste. On grignota petit à petit l'enseignement du français ; et dans ce « on » il faut comprendre quelques évêques irlandais. Pour mettre de l'ordre dans un tel désordre, le gouvernement conservateur de James Whitney - dont la politique francophobe était soutenue par l'évêque irlandais de London - ordonna une enquête sur les « écoles séparées ». Il en sortit le fameux Règlement XVII, devenu loi en 1915. On n'y supprimait pas complètement l'enseignement du français, mais on le soumettait à des conditions si sévères et tracassières qu'il en devenait presque impossible, en tout cas inefficace. Mais les Franco-Ontariens avaient un bel instrument de combat, l'Association canadienne-française d'Éducation, fondée en 1910. Malgré leur lutte incessante, leurs réclamations ne reçurent de réponse favorable ni d'Ottawa, ni même du Conseil privé de Londres. Au contraire, le gouvernement de Toronto adopta des mesures complémentaires pour que certains passages du jugement de l'instance judiciaire suprême ne puissent recevoir une interprétation avantageuse aux Franco-Ontariens. Avant les parents de Saskatoon, les parents de la minorité française de l'Ontario pratiquèrent la résistance passive : grève des leçons et devoirs chez les écoliers ; garde jour et nuit par les parents des établissements scolaires ; ou encore, leçons données gratuitement par des instituteurs dans les locaux, loués aux frais de la minorité. Des souscriptions publiques furent organisées dans le Québec pour fournir le « nerf de la guerre ».

« La guerre... », justement, c'était au moment où la question de la conscription pour la section canadienne de l'armée « impériale » tendait les relations entre les deux groupes ethniques. Cette question fondamentale de politique générale reléguait la question scolaire dans l'ombre : c'est en vain que Laurier, alors dans l'opposition, et le sénateur Laurent-Olivier David tentèrent de faire supprimer ces mesures vexatoires en un moment où l'unité canadienne était en si grave péril. Quant au Saint-Siège, il fut plus prudent, porté à considérer la lutte sous l'angle de la rivalité entre coreligionnaires irlandais et français. Ainsi, sans désavouer la résistance des Franco-Ontariens, il leur recommandait avec insistance de la mener sans recourir à des « procédés violents ou illégitimes ». La guerre, à coups d'épingle, dura une bonne dizaine d'années, les orangistes continuant à entretenir l'épouvantail de la *French domination*. Ce n'est qu'en 1925, à la suite d'une enquête qu'il avait ordonnée sur l'ensemble de la question, que le gouvernement Ferguson abrogea le fameux Règlement XVII.

Aujourd'hui, l'état des esprits est fort différent en Ontario. La province est toujours le centre des organisations loyalistes, impérialistes, orangistes, anti-papistes. Mais elles n'ont plus l'influence de naguère. Elles subsistent encore pour la plupart, quelques-unes nominalement, toutes avec un parfum d'anachronisme. La grande province est en train d'achever sa mue de « canadienité ». Les couches influentes de sa population développent un certain esprit d'indépendance envers les États-Unis qui reproduit, après quelques décennies, le même schéma d'évolution que suivit le Québec envers l'Empire et le Royaume-Uni. Etant la province la plus peuplée et la plus prospère, celle dont le style de vie est le plus près de *l'American way of life*, l'Ontario prend le sentiment de sa propre précarité dans sa force même. Le dynamisme nouveau du Québec depuis 1960 fut pour lui une surprise et une invitation à ne pas se laisser dépasser. Les difficultés croissantes dans les relations fédérales provinciales (répartitions fiscales, participations conjointes à des programmes à frais partagés) ont amené les autorités des deux grandes provinces à se consulter fréquemment.

Depuis la « révolution tranquille » au Québec, quelques journaux de Toronto, élargissant leurs perspectives étroitement provincialistes, se font un devoir ou une coquetterie d'avoir des correspondants en poste à Québec ou à Montréal. Certains membres de l'élite universitaire se donnent comme une mission d'expliquer le Québec nouveau et l'actif qu'il représente dans la réalité canadienne. Le temps est révolu où il était bien porté de caricaturer le *Quebec problem*. On voit même depuis peu des étudiants ontariens venir faire leurs études de perfectionnement dans des universités de Québec. Enfin, le flot d'immigration d'après-guerre a amené une plus forte concentration de néo-Canadiens en Ontario que dans toute autre province. Le *old British stock* n'est plus majoritaire et ne considère plus les Canadiens-Français comme une fâcheuse entrave historique à la constitution du *British Canada*. Dans la recherche tardive d'un Canada « canadien », les Québécois aussi bien que les néo-Canadiens apparaissent comme des partenaires indispensables. La langue seconde à Toronto est l'italien, tant la « ville-reine » a reçu d'immigrants de la péninsule méditerranéenne. Mais dans le même temps, Toronto, la « pure », la « tory », la plus « old England » des villes canadiennes changeait de visage. Avec les quelque 60 000 Canadiens-Français qui habitent le *Greater Toronto*, la capitale ontarienne est devenue, sans trop s'en rendre compte, la troisième ville française du pays, derrière Montréal et Québec.

L'enseignement du français est bien loin d'être satisfaisant en Ontario. Outre des écoles « séparées » (ou bilingues), il y a encore les écoles privées (catholiques et

françaises). Dans les écoles « séparées », l'enseignement donné en anglais augmente graduellement jusqu'à la huitième année se trouvant alors à parité avec le français. La raison en est que pour aborder ensuite le cycle secondaire de quatre ans, du type de la *high school* américaine, l'étudiant canadien-français doit manier suffisamment bien l'anglais pour suivre les cours, tous donnés en cette langue à l'exception de ceux de français. A la sortie de ce cycle, l'étudiant peut même choisir entre un examen de français ou des rudiments du « french ». Le « french » *n'a* que le statut d'une deuxième langue et pas plus de prestige donc que l'espagnol, l'allemand ou le russe. L'Association de l'Enseignement français de l'Ontario réclamait en 1963 que le français devienne la langue de l'enseignement dans toutes les écoles secondaires fréquentées par une majorité de Canadiens-Français (avec manuels français et examens sanctionnés par le ministère de l'Education au terme des 12e et 13e années).

Parlant au nom des 650000 Franco-Ontariens et de leurs 100 000 enfants qui reçoivent leur éducation dans les écoles primaires bilingues, le président de la même association disait, pour sa part : « Il faut en arriver à ce que nos enfants aient un cerveau, un esprit et un cœur vraiment français... Sur un plan plus vaste, je dirai que c'est dans les cadres de la Confédération canadienne que nous pouvons espérer être des partenaires égaux et cela, non malgré, mais avec, et à cause de notre culture française. » Une forme de lutte très moderne fut, à Georgetown, le boycott par les parents d'une centaine d'élèves de maternelles pour obtenir un professeur francophone ; ce boycott fut assorti de démonstrations de *sit-in* par des sympathisants dont des jeunes qui n'avaient pas d'enfants à l'école... Des journaux de Toronto, de Peterborough, des associations d'étudiants de diverses universités ontariennes soutiennent à l'occasion la campagne pour les *French rights*.

Dans l'ensemble, l'ambiance est plus favorable qu'elle ne l'a jamais été. En février 1965, un membre socialiste du Parlement ontarien, M. Ken Bryden proposait de rendre le français officiel à l'égal de l'anglais à la législature et dans les tribunaux du pays - chose qui eut été impensable il y a à peine quelques années. Depuis le célèbre discours de Louis-Hippolyte La Fontaine en 1841, le français était permis à la législature - sous la réserve pratique, importante, qu'il n'était pas compris ! Mais l'usage de l'anglais est obligatoire dans les tribunaux et les francophones, s'ils manient difficilement l'anglais, peuvent recourir aux services d'un interprète. « Le Canada est réputé bilingue, disait M. Bryden, mais en fait, il n'est bilingue que dans le Québec et au Parlement fédéral. Je trouve cela dommage. » Demandant aux anglophones de « faire

un effort spécial pour apprendre le français, au moins assez pour le comprendre lorsqu'on le parle, et pour le lire », il concluait : « Ma résolution a pour objet de commencer à rendre le Canada vraiment bilingue. Je reconnais que ce geste est en soi bien insuffisant, car il faudra aussi augmenter considérablement les programmes d'enseignement, mais la proclamation du français comme langue officielle dans nos cours et à la législature constituera une déclaration formelle de principe. »

Alors qu'Ottawa et Québec se chamaillaient au sujet des compétences « internationales » du Québec, le leader pour le Québec du Nouveau Parti démocratique (socialiste), M. Robert Cliche, lançait une idée féconde : « Même s'il est évidemment moins agréable d'aller à Toronto qu'à Paris, même si la signature d'un accord avec l'Ontario a manifestement moins de panache que celle d'une entente avec la France, je suis convaincu que la population attacherait plus de prix à un traité de réciprocité interprovincial qui accorderait aux Franco-Ontariens le même régime scolaire que celui dont bénéficient les Québécois de langue anglaise. »

En principe, les chefs politiques ontariens, dont le présent Premier ministre, sont dans d'excellentes dispositions pour promouvoir l'usage du français dans leur province. M. Jean Lesage, Premier ministre de 1960 à 1966, son successeur M. Daniel Johnson, ont souvent parlé du Québec comme de l'« État national des Canadiens-Français » - ou, expression légèrement euphémique, comme du « foyer principal du Canada-Français » - ce qui était souvent entendu dans les provinces voisines comme une intention du Québec de se poser en protecteur des minorités francophones. En octobre 1965, M. Robarts, devant un auditoire composé de journalistes des deux provinces, soutenait que le gouvernement du Québec ne saurait prétendre représenter les intérêts des Canadiens-Français hors de cette province, tout en rappelant que l'Ontario était maintenant à l'avant-garde de la reconnaissance effective des droits des minorités francophones dans tout le pays : « Je crois fermement que la population de cette province est disposée à faire beaucoup de concessions pour reconnaître les droits et les privilèges de nos compatriotes de langue française au point de vue de leur langue et de leur culture. » (On aura noté l'expression du terme « concessions » -les provinces, et non seulement le Québec, jouissant d'une autonomie complète en matière d'éducation, et, conséquemment, de langue et de culture.) Car, « bien que nous acceptions le concept de la Confédération comme société de deux groupes culturels au Canada, nous croyons qu'il doit exister une seule identité nationale canadienne. Cela ne veut pas dire que le Canada français sera assimilé par le Canada anglais. Ceci veut sim-

plement dire que les Canadiens des deux langues devront se considérer comme des Canadiens et comme des partenaires dans la nation canadienne ».

Interrogé par des journalistes sur le discours de M. Robarts, M. Lesage déclarait que son expression favorite en ces matières était le « Québec, point d'appui du Canada-Français », ce qui veut dire qu'« il ne fallait pas penser que le Québec voulait considérer les minorités françaises des autres provinces comme des colonies du Québec, mais comme des extensions d'une des deux majorités du Canada ». Un mois plus tard (novembre 1965), M. Robarts déclarait que la politique qui guiderait son gouvernement en matière d'éducation répondrait aux besoins exprimés de façon réaliste par les Franco-Ontariens : « C'est un domaine que la province étudie actuellement à fond, et je peux vous assurer que nous sommes préparés à développer conjointement avec les commissions scolaires un programme réaliste et intensif. »

Il fallait prendre la mesure du Canada-Français hors du Québec. Sa présence hors de la province française est à la fois courageuse et même héroïque, faible et peut-être anémique. C'est le facteur espace qui crée les distances et l'isolement, affecté du coefficient négatif du faible nombre. Voilà les données de base préalables qu'il ne faut jamais perdre de vue. Ajoutons que les autorités commencent à avoir mauvaise conscience, qu'elles font quelque chose, de nouveaux pas, timides, certes, mais c'est quand même un progrès en regard de l'inertie persistante qui a suivi la période des « persécutions » ou du génocide culturel organisé.

Il fallait ce chapitre pour décrire la fameuse « mosaïque » canadienne. Cette mosaïque qu'un nombre croissant de Canadiens anglophones soutient devoir être rafraîchie, tandis que des Canadiens-Français de plus en plus nombreux croient nécessaire d'en refaire une nouvelle dont la structure serait moins incohérente. Cette description a montré que les Canadiens-Français non québécois, lorsqu'ils n'ont pas été brimés dans leur langue et leur culture, s'estiment assez satisfaits d'un régime de « tolérance », d'un *modus vivendi* leur permettant de ne pas mourir d'asphyxie culturelle. Les « déperditions linguistiques » que nous avons relevées dans chaque province, n'avaient pour seules causes ni les quelques politiques antagonistes, ranimant souvent à point nommé la ferveur française, ni des situations presque permanentes d'indifférence ou d'inertie, qui alimentent le fatalisme démissionnaire. L'assimilation culturelle

et linguistique est toujours en partie consentie par l'assimilé, dès lors qu'il lui est possible, en théorie, de se replier sur le Québec. Mais le Québec est une terre étrangère, bien que la plus amicale, pour l'Acadien du Nouveau-Brunswick, le métis ou le descendant d'un pionnier français de l'ouest ou du nord-est de l'Ontario. Il veut rester dans son milieu naturel, y être à l'aise dans sa peau et en mettant d'accord son cœur avec son cerveau. Un « résistant » célèbre de l'Ouest, le P. Charles Charlebois, a lancé la boutade : « Nous sommes maintenant trop gros pour qu'on puisse nous manger. » Mais on peut se faire grignoter petit à petit, sans être avalé d'un seul coup...

Le Québec lui-même, jaloux de son autonomie scolaire, est mal placé constitutionnellement pour s'immiscer dans la politique des autres provinces. Du reste, il se heurterait à des fins de non-recevoir catégoriques. C'est par des « suggestions » ou « pressions discrètes » que le Québec peut, dans des associations d'enseignants ou d'administrateurs scolaires, aider à améliorer le sort des Canadiens-Français voisins. Le ministère québécois des Affaires culturelles serait soumis aux mêmes contraintes, s'il avait les moyens et la détermination de s'en servir, pour faire davantage. Les minorités françaises se sont réjouies de la force nouvelle du Québec depuis 1960, mais elles craignent que son éventuelle indépendance ne les laisse plus à découvert que jamais. Le paradoxe n'est qu'apparent : les Canadiens-Français qui ont eu le plus à se plaindre des traitements discriminatoires et injustes que le système confédératif permet, sont farouchement opposés, sauf rares exceptions individuelles, à l'indépendance de l'« Etat du Québec ». La question ne se posant pas pour les séparatistes, deux thèses s'opposent chez les Québécois non séparatistes : faire tous les efforts possibles pour concentrer le plus de vitalité française dans la vie culturelle du Québec, quitte à laisser les minorités à leur sort ; ou ajouter à la force du Québec cette présence pan-canadienne pour négocier un nouvel arrangement fédératif qui ne saurait tarder. C'est un faux dilemme. Les minorités ont survécu par elles-mêmes, par les moyens du bord, et l'aide du Québec n'a jamais été que sporadique et d'un faible appoint dans l'ensemble du processus de la survivance. Cela aussi se comprend : le Québec a toujours été plus préoccupé par sa position de groupe minoritaire dans le grand tout canadien que déterminé ou enclin à jouer un rôle de forte majorité dans le magma d'un Canada-Français rendu discontinu par l'espace, le nombre, l'histoire, etc. Le second terme de l'alternative exigerait qu'on puisse organiser la survivance des groupes minoritaires. Et l'opposition initiale s'imposerait : ou se porter d'abord au secours des plus faibles avant qu'ils ne sombrent à jamais, ou concentrer son aide chez ceux qui, mieux pla-

cés, ont de meilleures chances de survie. Le choix de la priorité supposerait résolue la question préalable : une politique culturelle et linguistique serait-elle possible sans recourir à l'irrédentisme, à l'agitation, à la propagande ou à tout autre moyen qu'un « protectionnisme » ethnique rendrait possible ? En deçà des règles du jeu constitutionnel non encore abolies, la liberté de manoeuvre ou de simple choix est très restreinte. D'où la logique de la position des séparatistes : ne pas s'empêcher de sortir de la Confédération pour soi-disant protéger les minorités, qui se sont d'ailleurs, presque tout le temps, défendues toutes seules. Le chef du rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.), M. Pierre Bourgault, aurait déjà avoué qu'il cesserait d'être séparatiste si les minorités françaises recevaient dans leur province respective le même traitement qui est accordé à la minorité anglophone du Québec.

Les motifs de crainte ne manquent pas. Si l'anglicisation graduelle, notée partout, ne s'arrête pas bientôt, il y a de grands risques de voir le Canada-Français se rétrécir, tel la Peau de Chagrin, au Québec et - peut-être - à certaines parties du Nouveau-Brunswick dans un couple de générations. Partout ailleurs, comme en Nouvelle-Angleterre ou en Louisiane, il ne resterait plus que quelques vestiges et oripeaux folkloriques d'une ancienne présence française. Mais des motifs d'espoir apparaissent. La crise canadienne a éveillé chez les deux groupes bien des esprits qui somnolaient dans leur gris conformisme. Surtout du côté anglophone. Une enquête de l'Institut canadien d'Opinion publique révélait des chiffres étonnants. En 1943 - pendant la guerre, alors que le cri était à l'« unité nationale » pour l'« effort de guerre » -, 36% des Canadiens anglophones étaient d'avis que le français devrait être obligatoire dans les écoles primaires anglaises. En 1961, après un an de « révolution tranquille » du Québec, ce chiffre atteignait 61%. Pour le Canada-Français la réponse ne faisait pas de doute ; mais elle fut encore plus éclatante en 1961 (92%) qu'en 1943 (79%).

Le regain de prestige du Québec à travers le Canada est la cause d'une augmentation aussi spectaculaire. Même l'hypothèse d'un Nouveau-Brunswick, d'un Ontario ou d'un Manitoba officiellement bilingues n'est plus impensable. En outre, et surtout, l'idéal du « Canadien tout court » est désormais contesté par beaucoup de non-Québécois. Il n'est plus l'expression du patriotisme le plus pur. La fameuse national identity est peut-être en train de prendre réalité et chair. Pour signifier quelque chose, elle devra s'incarner de façon concrète et quotidienne et non plus être vécue comme une abstraction truffée d'ambiguïtés.

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre V

Les Québécois dans le Québec : *l'homo quebecensis*

Toute conversation avec un Canadien-Français, jeune ou vieux, clerc ou laïc, intellectuel ou (comme ils disent) « professionnel » commence inmanquablement par une autocritique féroce et l'énumération des affreux défauts, des pitoyables faiblesses, des ridicules notoires qui, à en croire votre interlocuteur, font du Canada un pays très justement dédaigné et pitoyablement inégal à n'importe quelle autre nation. Il va de soi qu'à cette complainte, profondément sincère, on se gardera bien de donner le moindre signe d'acquiescement, si l'on ne veut pas s'attirer les éclats d'une susceptibilité fort irritable... Le premier mouvement de l'adolescent, qui doute de lui-même ou plutôt de l'image qu'il croit donner de lui-même à autrui est de prendre les devants et, selon un mécanisme d'échec de se déclarer failli, non sans quelque complaisance morose... Cet adolescent est au terme de son enfance psychologique et se sent déjà prêt à l'affirmation virile. Ce qu'il juge avec tant de sévérité, c'est son passé enfantin, auquel il a tourné le dos, mais dont il pense que les signes distinctifs restent lisibles dans ses gestes et ses traits. Sa voix vient de muer, il pense seulement qu'elle trahit la date récente de sa mue... Ce que veut d'abord le Canadien - et voilà pourquoi il s'accuse, se dévoile, étale son anxiété de solitaire - c'est *qu'on lui dise qu'on l'aime*. Mais il se heurte souvent à un monde où ces aveux-là ne sont plus de mise, un monde « adulte » - ou qui se croit adulte - incapable de répondre aux appels d'un adolescent.

ALBERT BÉGUIN.

[Retour à la table des matières](#)

Le Québécois, produit de l'histoire.

[Retour à la table des matières](#)

On a beau être méfiant à l'endroit des belles généralités sur la « psychologie des peuples », on est amené, bien malgré soi à y consentir quelque peu, ne serait-ce que pour la commodité du langage.

Il n'est probablement pas plus difficile de communiquer avec un Canadien-Français qu'avec un individu d'une autre nationalité. C'est même plus facile, en un sens : ses traits psychologiques étant plus arrondis que ceux d'individus appartenant à des peuples qui ont eu des destins plus clairs, fût-ce dans le tragique historique. Mais dans la mesure où la communication, dépassant le transitoire ou l'épisodique, n'est plus à la surface des choses, elle devient passablement compliquée, porteuse d'ambiguïtés (y compris les « généreuses », les plus pernicieuses de toutes). Très tôt, rien ne va plus. Il faut parler d'autre chose ou cesser de parler ! Si le Québécois aime beaucoup parler de lui et de sa condition, c'est pour les raisons que Béguin indiquait dans l'exergue. C'est aussi qu'il se sent intéressant, partie d'une espèce rare, peut-être unique, et qu'il se sait quand même peu intéressant puisque cette espèce n'a jamais connu sa floraison ; c'est surtout qu'il craint confusément que la promesse d'un épanouissement ne lui soit toujours refusée. Il dit non à une attitude de masochisme et proclame plutôt, par avance, une intention de lucidité qu'il s'attend à ce qu'on qualifie de « courageuse ». Ici, il ne se dupe pas ; du moins, pas tout à fait. Comme quelqu'un qui veut se donner à lui-même le change. Sur ce point, il a la sensibilité épidermique. Comme Cyrano, s'il se « les sert à lui-même », il ne permet guère à d'autres de les lui servir ! Lorsqu'un Français, un Américain ou un Anglais, fait un « grand reportage » sur lui, il épucera plus volontiers les erreurs, souvent grossières, de dates, de statistiques ou de noms qu'il ne sera enclin à regarder l'ensemble de l'image de lui-même ainsi projetée. Même le rappel du fait historique le plus incontestable peut l'indigner.

Il y a une douzaine d'années, l'historien anglais Trevor-Roper, analysant je ne sais plus quel livre politique, était amené à qualifier le Québec ou le Canada-Français de « résidu d'une entreprise coloniale ratée ». Ce fut un beau tollé d'indignation dans le Landerneau québécois ! Comme si le terme de « résidu » était ici péjoratif... Comme

si, après deux siècles, le Québécois avait quelque responsabilité dans le ratage de l'entreprise coloniale...

Ce qui échappe à l'interlocuteur d'une autre nationalité, c'est cette part d'« inconscient collectif » des Québécois, qui n'est jamais aussi évidente que dans l'affirmation de certains d'entre eux d'en être affranchis. Il n'est rien de plus détestable que cette « pause d'intellectuel » du cru laissant entendre que, tout en assumant son « espèce », on en est un spécimen assez évolué pour voir ce que les autres individus ne voient pas sur eux-mêmes, ni sur l'espèce dans son ensemble. Des intellectuels auront joué pendant toute leur carrière sur cette seule portée. Certains, plus astucieux dans leur sens de la publicité, la feront rebondir dans les colloques et congrès, à la radio ou à la télévision, en fabriquant des formules pour titres « à la une ». La formule la plus certaine de succès est la dénonciation du dernier « mythe », identifié par eux, de la vie collective. C'est cette part de son « inconscient collectif » qui rend plus compliqué ou « complexe » le dialogue entre le Québécois et le Français même le plus sympathique à son « cousin d'Amérique ». Du reste, il en est de même entre Canadiens-Français « hors frontières » et les Québécois, et, davantage peut-être, entre les Québécois eux-mêmes !

L'ennui, c'est que l'« inconscient collectif » ne parle jamais clairement. Ceux qui l'invoquent ne peuvent le faire qu'en prenant la parcelle qu'ils détiennent pour le tout. Il y a parfois plus de différences entre un Québécois qui veut rester dans la Confédération, même en la rénovant de façon assez radicale, et un indépendantiste, qu'entre un Québécois et un Ontarien francophone. Leur « inconscient collectif » involontaire reste le même, mais leur conscient, volontaire dans le cas du « confédéraliste », volontariste dans celui de l'indépendantiste, vont les opposer. Il n'y a de pires ennemis que les « frères ennemis ».

En deçà des options politiques fondamentales, l'« inconscient collectif » des Québécois ne rend pas leur commerce quotidien facile. Ce n'est pas le thème universel de l'« incommunicabilité des êtres », que certain théâtre a poussé jusqu'à l'absurde, qu'il faut évoquer ici. Ce n'est pas son versant douloureux de la « solitude » en amour, dans la famille, dans le groupe dit « amical » ou professionnel, ou même dans la foule (*The lonely crowd* - « La foule solitaire » - du sociologue Riesman). On n'est pas « seul » quand on compte pour cinq millions, dont deux sont concentrés dans une agglomération métropolitaine, et dont 70% de la population totale est urbaine.

C'est le thème de l'isolement qu'il faut évoquer. D'un type d'isolement très particulier, du moins dans le monde occidental d'aujourd'hui : pas seulement l'isolement d'un groupe, mais celui existant entre les membres du groupe isolé ; du groupe isolé dans une absence de pays, qui est un demi-pays (le Québec) ou un pays monstrueusement grand (le Canada), où l'on ne se trouve à l'aise ni dans l'un ni dans l'autre, puisqu'on habite l'un et l'autre ; d'un groupe isolé qui voudrait retrouver dans ses origines son homogénéité première, et dont les membres cesseraient, à l'intérieur du groupe, de se sentir isolés. Deux isolés ne communiquent pas plus facilement entre eux qu'un isolé et un « intégré » : les isolés peuvent être encadrés, ils ne sont pas intégrés en communauté. Comme tout le monde, le Québécois a des « complexes » individuels ; mais ils s'enracinent plus profondément dans « l'inconscient collectif » de ses origines que partout ailleurs où ne se trouvent pas des phénomènes quelque peu analogues (Irlande, Wallonie, jura bernois).

L'épanouissement ne peut suivre que dans la phase de l'affirmation de soi ; et le Québécois commence à peine à se rendre compte qu'elle est nécessaire parce que cet isolement auquel il a consenti lui a été imposé et que tout a commencé par là. Il l'a subi, a essayé, selon diverses formules et à diverses phases de son histoire, d'en tirer le moins mauvais parti possible ; mais, au tréfonds de lui-même, il ne l'a jamais admis. Cet isolement du Québécois n'est pas dû au fait d'être minoritaire, comme chez les Canadiens-Français des autres provinces qui, à l'exception du Nouveau-Brunswick, sont voués à l'être de plus en plus. Car il est fortement majoritaire dans son « demi-pays » du Québec dont la propriété même lui échappe en sa plus grande partie. Il se pose maintenant la lancinante question : puisque majoritaire de façon irréversible, pourquoi ne pas devenir majeur sur le plan politique d'abord, puis économique ? Quant à savoir s'il sera plus heureux après la conquête de cette double majorité, c'est une autre question...

Il faut toujours prendre au sérieux les poètes, surtout lorsque, croyant obéir aux voix obscures et austères du prophétisme, ils sont encore des « chroniqueurs » d'une réalité sociale qu'ils présentent souvent mieux que ceux ayant pour métier de l'étudier. C'est peut-être chez Gaston Miron qu'on trouve la plus forte expression de l'isolement-prison :

« Moi, je gis muré dans la boîte crânienne,
dépoétisé dans ma langue et mon appartenance,
déphasé, décentré dans ma coïncidence. »

Ou encore :

« Je vais, parmi des avalanches de fantômes
Je suis mon hors-de-moi et mon envers...
Nous élevons une voix parmi des voix contraires
Sommes-nous sans appel de notre condition
Sommes-nous sans appel à l'universel recours. »

Pour Fernand Dumont, c'est ainsi que le poète est « rejeté vers la parole » :

« Moi qui suis de l'autre côté des mots
C'est à perdre haleine qu'il faudrait dire
L'envers du monde
Dire l'impitoyable silence
De ceux qui de leurs pâles sourires
M'ont rejeté vers la parole.
Il faudrait un autre pays et une autre parole
Pour ceux qui déploient leur ombre. »

C'est à la fois un pays indicible et introuvable qui effraie Jean-Guy Pilon :

« Je murmure le nom de mon pays

Comme un secret obscène

Apprendre le pays jour après jour,

échec après échec, joie après joie.

Apprendre un pays que tu ne sauras peut-être

jamais... Qui suis-je donc pour affronter

pareilles étendues, pour comprendre cent

mille lacs, soixante-quinze fleuves, dix

chaînes de montagnes, trois océans, le pôle

nord et le soleil qui ne se couche jamais

sur mon pays ? Ce pays n'a pas de maîtresse :

il s'est improvisé. Tout pourrait y naître ;

tout peut y mourir. »

C'est à Paul Chamberland que nous avons emprunté l'expression de « demi-pays ». *L'Afficheur hurle*, titre d'un de ses recueils, refuse d'y « vivre à moitié » :

« je ne veux rien dire que moi-même

cette vérité sans poésie moi-même

ce sort que je me fais, cette mort que je me donne

parce que je ne veux pas vivre à moitié dans

ce demi-pays. »

Un des recueils de Chamberland s'intitule du reste *Terre Québec* :

« Et toi, terre de Québec, mère courage
tu es grosse
de nos rêves charbonneux douloureux
Nous te ferons, terre de Québec,
lit des résurrections... »

L'homme du Québec n'entend ni n'écoute guère ses poètes. Mais voici que naît une autre race plus populaire, car sa poésie trouve aisément preneur : celle des poètes de la chanson, des « chansonniers » comme on les appelle plus précisément. Jean-Pierre Ferland a commencé par chanter les *Fleurs de macadam* de son Montréal natal, avant de produire un petit chef-d'oeuvre du genre : *Les Immortelles*. Claude Léveillé, avec *Frédéric*, qui a fait son tour de France, a célébré la nostalgie à jamais écoulée de l'enfance familiale (tous deux se sont produits à Bobino). Dans le même temps que Léveillé composait *Mon Pays*, (« ... c'est grand à se perdre... »), le plus savoureux des chansonniers québécois, Gilles Vigneault, composait sous le même titre, une chanson qui remportera le premier prix du festival international de la Chanson de Sopot (Pologne) en 1965.

« Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver
Mon refrain ce n'est pas un refrain c'est rafale
Ma maison ce n'est pas une maison c'est froidure
Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver

De mon grand pays solitaire
Je crie avant que de me taire
À tous les hommes de la terre
Ma maison c'est votre maison
Entre mes quatre murs de glace

Je mets mon temps et mon espace

À préparer le feu la place

Pour les humains de l'horizon

Et les humains sont de ma race...

Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'envers

D'un pays qui n'était ni pays ni patrie

Ma chanson ce n'est pas ma chanson c'est ma vie

C'est pour toi que je veux posséder mes hivers... »

Dans *Fer et Titane*, et surtout dans *les Gens de mon Pays*, c'est « le plus brillant avenir » de Terre Québec qui est célébré :

« Je vous entends passer comme glace en débâcle

Je vous entends demain parler de LIBERTE ! »

Un critique québécois a pu écrire : « Gilles Vigneault est non seulement l'homme d'ici, mais l'homme de ce temps-ci. » Depuis 1960, on a parlé de « révolution tranquille » ou « silencieuse » au Québec. « Tranquille... silencieuse », pas tant que ça, puisque chanter dans un pays qui l'avait désappris, c'est bien une « révolution »...

Le Québécois devant sa « pensée ».

[Retour à la table des matières](#)

Le premier et le principal obstacle à l'expression de la « pensée » du Québécois est la langue. Au lieu d'être un canal de transmission, la langue québécoise est une entrave, une contrainte subjective. S'il parle correctement le français, c'est toujours en partie contre la langue naturelle qu'on lui a apprise au foyer, dans la rue, à tous les

niveaux de l'école. Elle n'est pas tout à fait une « langue étrangère » comme l'anglais, mais c'est un peu l'habit des grandes circonstances, celui qui ne sied pas très bien au train-train quotidien. Parler le moins incorrectement possible le français au Québec est une tension mentale quotidienne. Le Québécois, « parfait bilingue », est un homme qui parle mieux l'anglais que le français, sa « langue maternelle ». La raison en est simple : l'anglais, il l'a appris comme une langue étrangère et il le parle avec le minimum d'application nécessaire à la communication intelligible avec le « parlant anglais » ; le français, donné plutôt qu'appris, il le parle en un premier temps avec plus de spontanéité et, à cause de cela, il ne sent plus le besoin de continuer à l'apprendre. Conséquence : le français se dégrade petit à petit tandis que l'anglais se raffermi - toutes choses étant d'ailleurs relatives, le français qui « se dégrade » n'est pas plus la langue de Molière que l'anglais qui « se raffermi » n'est celle de Shakespeare. Nous sommes au XXe siècle et en Amérique.

La langue anglaise, par un phénomène d'osmose, est partout dans la vie quotidienne. Nul n'y échappe, même dans les campagnes les plus reculées, dès lors qu'on utilise du matériel agricole ou forestier, ou une simple automobile. Allez donc demander au mécanicien, au garagiste, au technicien de télévision d'avoir, à portée de sa main, un dictionnaire technique de la langue française pour enseigner les expressions justes à ses clients - ou vice-versa ! D'un autre côté, le français québécois se débarrasse d'inutiles mots anglais, que le « franglais » et le « *parisian french* » accueillent trop volontiers par snobisme ou paresse. Le « génie » propre des langues française et anglaise n'est guère affecté par ces emprunts, même par suite de l'hémorragie récente du « franglais » ou du « sabir » atlantique ou sportif. La mesure étant une qualité bien française, du fait que le cri d'alarme a été lancé en France, l'équilibre se rétablira de lui-même. Le franco-canadien n'a pas la même faculté d'absorption, ne possédant pas les facultés discriminatoires suffisantes. Constamment submergé, depuis toujours « contaminé », il est privé de l'appui de la métropole. Il se trouve alors devant le dilemme ou de traduire incorrectement le terme à cause de la faiblesse de son vocabulaire, ou de le prononcer à l'anglaise, introduisant en l'un et l'autre cas un élément étranger à la langue.

Mais le mal le plus grave n'est pas là. Il est dans cette espèce de leucémie dont le « génie » même de la langue est atteint depuis deux siècles, c'est-à-dire sa syntaxe si différente de celle de l'anglais. N'oublions pas que la submersion est progressive, dans un type de société qui est devenue urbaine-industrielle à un rythme galopant depuis la

seconde guerre mondiale. Ici, linguistes et grammairiens ne peuvent cacher leur désespérance, quand leur action dépasse la simple correction terminologique.

Le phénomène est le suivant : provenant d'un fond lexicographique pauvre que ne rachètent pas quelques archaïsmes savoureux et parfois nécessaires, des mots français s'alignent selon une syntaxe demi-anglaise et demi-française et, au bout du processus de dégradation, selon une syntaxe proprement anglaise. Au prix d'une attention de tous les instants, le « parlant français » au Canada parle et écrit sur la corde raide. Les classes dites instruites ne sont guère mieux prémunies, leur contact avec l'anglais étant plus intime et constant, puisque à peu près tout ce qui compte dans les affaires, l'industrie, la technique, les voyages et le tourisme se dit en anglais, ou se dit en « français » mais après avoir été d'abord connu et pensé en anglais. Des instituteurs québécois « exportés » dans de jeunes pays francophones d'Afrique, où ils étaient reçus à bras ouverts - grâce au dossier vierge de tout « impérialisme » du Canada -, ont scandalisé les populations auxquelles ils enseignaient. Pas tous, mais un nombre suffisant, pour qu'on ne puisse retenir l'observation : « Le plus " petit nègre " des deux n'est pas celui qu'on pense. »

Bien parler et écrire à peu près correctement le français est une coquetterie, un « chic » qu'on s'impose à la façon d'un devoir de dignité envers soi. Des parents qui ont le souci de transmettre une langue correcte à leur progéniture, constatent avec consternation la détérioration progressive du parler de leurs enfants après la maternelle, dans la rue, à l'école jusqu'aux classes supérieures. C'est même un indice d'affirmation de soi chez les adolescents de « mal parler », en réaction au milieu familial, car c'est souvent un moyen de s'intégrer socialement, d'afficher sa virilité et d'éviter de se faire traiter de « tapette » ou d'« efféminé ». Comme dans certains pays pour la pratique religieuse, le « bon parler » est l'affaire des femmes. Il y a pire : on assiste aussi au phénomène inverse : des parents, qui ont tenu à donner à leurs enfants une bonne éducation, les ramènent à plus de « naturel » dans leur expression s'ils parlent un langage simplement correct, sans apprêt ni purisme ! Si tout cela n'est pas de l'aliénation culturelle...

L'autre tare de la langue « franco-canadienne » est la diction et la prononciation défectueuses : diphtongues écrasées, finales muettes escamotées, manque d'attaque des consonnes initiales. Si l'on ajoute encore la pauvreté et l'impropriété du vocabulaire, le double « apport » syntaxique avec des phrases qui ne se terminent pas mieux

qu'elles ne commencent, on aboutit à un dialecte qualifié de joual ⁵ depuis le succès éclatant d'un pamphlet dénonçant en 1960 les tares de l'enseignement au Québec ⁶. Le joual n'est pas l'anglais, n'est plus le français archaïque, n'est plus le « français international », mais un peu des trois, un nouvel idiome auquel peut-être le temps accordera la dignité d'une langue nouvelle. De toute façon, dans la phase transitoire actuelle, le joual ne se justifie en aucune façon. L'auteur du pamphlet cité dénonçait crûment le véritable mal : « Si l'on parle joual, c'est qu'on *pense* joual ! » Vérité dure à entendre mais que les Canadiens-Français se servent eux-mêmes.

Le problème fondamental est celui du retour aux sources de toute une culture. A cet égard, une inquiétude plus grande tend à s'exprimer, qui est « le commencement de la sagesse », s'il n'est pas trop tard. Deux siècles de séparation d'avec la France, et l'Atlantique entre les deux peuples, c'est déjà merveille, sinon « miracle », que le français des Québécois ne soit pas plus approximatif encore. De même qu'on ne peut abolir la géographie monstrueuse du Québec, ainsi on ne peut ramener l'Atlantique à la largeur du Pas de Calais ! Or il faudrait la présence physique d'une France immédiate - bienheureux Suisses romands et Belges wallons ! Depuis un couple d'années, un service de livraison aérienne de journaux et revues permet aux lecteurs canadiens-français de lire les périodiques parisiens à peu près dans le même temps que le Marseillais ou le Sénégalais de Dakar. Progrès immense : tout nouveau lecteur ou lectrice de *Paris-Match*, de *l'Express* ou de *Marie-Claire* est peut-être un ancien acheteur de *Life*, *Time* ou *Vogue*. Il découvre ainsi que le monde peut se penser et se dire en français, ce qui l'aidera à le parler encore dans la langue de son pays d'origine.

Des groupements indépendantistes réclament la proclamation du « français, seule langue officielle » au Québec, comme moyen urgent d'autoprotection et de marchandage ou même de mesure de représailles auprès des neuf autres provinces. Ce fut une discussion très vive au Québec il y a environ deux ans. Des ministres du gouvernement Lesage allèrent jusqu'à prôner « le français, langue prioritaire » : ce fut suffisant pour ranimer les angoisses des anglophones du Québec. Peut-on légiférer en matière linguistique, par quels moyens et jusqu'où ? Les réponses sont aussi complexes que

⁵ Déformation de « cheval » chez certains agriculteurs : « le joual », les « jouaux ».

⁶ Ouvrage du Frère Jean-Paul Desbiens (Frère Untel), *les Insolences du Frère Untel*. Succès d'édition fracassant : plus de 130 000 exemplaires. À l'échelle de la France, cela signifie plus de 10 millions d'exemplaires ! [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

sont multiples les composantes de la situation d'ensemble. Il est certain en tout cas qu'il faut faire quelque chose, et vite. Le masque anglais du centre de Montréal est la falsification la plus aberrante qui se puisse imaginer d'un Québec francophone. En regardant le visage de « la Belle Province » selon le slogan publicitaire de l'Office québécois du Tourisme, bien des Québécois de province ou de la métropole ont senti monter en eux le virus séparatiste.

Il n'est jamais facile de parler des « intellectuels », qu'ils soient du Québec ou d'ailleurs. La difficulté de départ provient du fait qu'on a substantifié un qualificatif qui manquait de précision. La seconde difficulté est que cette substantification a été faite par des « non-intellectuels » avec l'arrière-pensée de faire à ceux ainsi étiquetés « un excès d'honneur ou d'indignité », et au Québec, les deux à la fois. Albert Béguin faisait équivaloir « intellectuel » et « professionnel », c'est-à-dire les « gens de profession » porteurs d'un diplôme universitaire ou son équivalent. Enfin, troisième difficulté, c'est l'intellectuel, ou un intellectuel qui pose le problème des « intellectuels » : « Que fais-je, que suis-je dans cette société ? » en rappel du « Quand on me parle de culture, je sors mon revolver ! »

Pour le besoin de notre propos actuel, les intellectuels ne sont pas les diplômés universitaires, les « professionnels », les enseignants, les journalistes, les écrivains, les artistes, les leaders sociaux ou politiques, etc., mais, parmi ceux-là, ceux qu'on appelle « intellectuels » et qui en acceptent l'hommage ou l'infamie parce qu'ils se vouent aux oeuvres de l'esprit et débattent, par l'écrit ou la parole, les problèmes de leur « milieu » et de ceux qui l'affectent. Disons d'abord, qu'il n'y a pas au Québec « les intellectuels » mais « des intellectuels », non pas tellement parce qu'ils sont isolés, ou ont le complexe de l'« isolement » comme tout bon Canadien-Français, mais parce qu'ils ne sont pas le produit d'une classe bourgeoise intellectuelle de type européen. Elle n'a jamais existé comme « classe », sauf dans quelques familles très isolées, au Canada-Français ; il n'est pas sûr qu'elle ait jamais pris naissance au Canada anglais ailleurs que dans le *old British* stock. On ne retrouverait probablement son équivalent nord-américain qu'en Nouvelle-Angleterre. L'isolé, l'isolé type qu'est l'intellectuel est un être socialement précaire. La précarité de l'intellectuel québécois ne provient pas seulement de son isolement en quelque sorte horizontal ou dans l'espace,

mais d'un sentiment d'isolement, peut-être plus inhibitif, vertical ou dans l'Histoire. L'intellectuel québécois se sent léger d'un héritage qu'il n'a pas eu, et la prise de conscience qu'il en prend au sortir de l'adolescence l'effare plutôt qu'elle ne le stimule. Il lui semble qu'il faudra commencer à zéro. Mais, avant que d'être dans les grands courants intellectuels que son bilinguisme et sa curiosité lui font découvrir, il est déjà dépassé.

Les intellectuels québécois sont très demandés : c'est un premier « excès d'honneur ». Ils sont sollicités pour alimenter les puits aux idées des incessants congrès, sessions d'études, tables rondes, colloques d'un nombre extraordinaire d'associations et de sociétés. Dans un pays en état de crise aiguë depuis six ans, deux niveaux de gouvernement réclament les services de divers « experts » hors de l'administration régulière pour faire les travaux des nombreuses « commissions royales d'enquête » sur toutes espèces de questions, allant de la haute technicité des systèmes fiscaux jusqu'à l'esthétisme pédagogique de l'enseignement des arts plastiques dans les écoles primaires.

La bibliographie de nombreux universitaires n'est souvent constituée que de travaux, articles ou conférences commandités d'une façon ou d'une autre. Il ne s'agit pas de juger cette question à partir d'une notion aristocratique de la science ou janséniste de la recherche, mais de constater que les apports scientifiques importants, aussi bien dans les sciences de l'homme que dans celles de la nature, furent la conséquence, parfois fortuite mais toujours nécessaire, d'une longue patience.

« Nous sommes un peuple jeune, et dont on ne peut pas attendre que, compte tenu des retards à rattraper... » C'est l'excuse souvent entendue. Mais on n'ajoute pas le complément nécessaire : « ... un peuple jeune, mais qui est placé aux confluents des cultures française, britannique et américaine..., qui, dans ces sciences dites " de l'homme ", n'exigeant ni gros investissements financiers ni travail d'équipe, est le mieux placé d'Occident pour faire oeuvre originale d'intégration re-créatrice. » Il faudrait convertir en supériorité active un ensemble d'infériorités de départ. C'est un peu effarant d'être un « ancêtre » à vingt-cinq ou trente ans ; mais c'est l'âge où il faut relever le défi pour être après quarante-cinq ou cinquante ans l'ancêtre d'une progéniture qui ne se contente plus d'apaiser sa boulimie avec des denrées étrangères. A force de se dire jeune, on s'empêche de grandir, mais non de prendre des années et le « mécanisme d'échec de se déclarer failli » n'est même plus sympathique lorsque l'adolescence « chronologique » commence à dater...

L'ensemble de ces conditions fait que beaucoup d'intellectuels québécois deviennent des « commis-voyageurs » de la pensée en fumant « l'opium » de leur marque préférée. Ils sont trop tôt et trop aisément à même d'exercer un magistère d'influence. Or, s'il n'y a pas encore de « grand écrivain » québécois reconnu à l'échelle internationale, beaucoup d'« écrivains » (selon le terme de Roland Barthes) ont une langue écrite de fort belle venue. Dans les bibliographies internationales d'oeuvres scientifiques, il faut chercher à la loupe les noms des Canadiens-Français. Après avoir eu des générations d'historiens qui lui tenaient lieu de « penseurs » et, encore plus paradoxalement, de définisseurs de situations actuelles, le Québec produit maintenant une autre génération d'essayistes, de conférenciers, de « colloquistes », d'écrivains de revues, qui, pour « brillants » qu'ils soient pour certains, n'ont pas produit l'oeuvre éclairante et robuste sur la question qui les obsède presque tous : la survie dynamique d'un Canada français en cette seconde moitié du XXe siècle. Et les générations à venir pourront porter de sévères jugements sur ceux qui, ayant récusé cavalièrement leurs propres « ancêtres » et malgré leur chance d'être de véritables ancêtres-pionniers, n'auront pas laissé d'oeuvres marquantes et valables sur le plan international. Mais déjà, le jugement que commence à porter une génération nouvelle et piaffante sur ses jeunes aînés, en qui elle ne reconnaît pas les futurs maîtres qu'elle espérait, devrait pouvoir troubler le sommeil de certains pour qui il n'est pas trop tard. Cette jeune génération des dix-huit à trente ans n'est pas celle de la rancune, mais de l'émotivité se muant en agressivité. S'ils assument vraiment, en la prolongeant, la rigueur de leur adolescence, les plus sérieux règlements de comptes intellectuels sont à prévoir.

« Une littérature qui se fait ⁷ » est, après la langue, la seconde source de malentendus dans les rapports entre Français et Québécois ; le pire de ces malentendus est celui de la « sympathie à tout prix ». Depuis quelques années, un certain nombre d'éditeurs et de critiques français suivent le courant des retrouvailles franco-québécoises et veulent accorder au moins autant d'importance à la littérature du Québec qu'à celle du Danemark, de la Grèce ou du Chili. Mais pouvant la lire dans la langue originale, ils ne s'astreignent pas au décalage nécessaire pour appréhender l'origi-

⁷ Selon le titre de l'essai de Gilles Marcotte, un des critiques littéraires les plus compétents et probes du Québec.

nalité d'une littérature « étrangère ». Ils jugent les Québécois comme faisant partie de la même « grande famille française » comme les Wallons, les Romands, les Sénégalais, les Libanais ou les Martiniquais. Cela procède peut-être d'un bon sentiment, mais aussi d'une optique fausse. Regarder la littérature québécoise comme un département de la littérature française amène à tout considérer sous l'angle d'une spécificité française, dont on attendrait en outre exotisme et dépaysement. Il faut déjà « avoir découvert l'Amérique » pour « grattouiller » les plates-bandes de la littérature québécoise...

Des éditeurs français publient des romanciers canadiens, qui ne sont pas toujours les meilleurs ; et les oeuvres choisies ne sont pas les plus significatives. Ils ne publient pas les poètes non plus que les dramaturges. Pour la jeune génération des poètes, c'est dommage ; pour le théâtre, cela vaut mieux, les « pièces qui marchent » au Canada n'ayant animé que des héros de l'impuissance, de l'échec, du surisolement. Espérant trouver un Faulkner québécois, éditeurs et critiques français découvrent tout l'opposé : une Marie-Claire Blais ou un Réjean Ducharme ! Ils n'ont pas fini d'en revenir. Ce qui confirme notre conviction qu'à part les romanciers sociologues-sans-le-vouloir, ne sont vraiment intéressants du point de vue littéraire que les « romanciers en proie aux impératifs de l'incantation ». Après avoir été lyrique et faussement épique, historique et gauchement héroïque, pastoral et urbain-rural, psychologue et involontairement sociologue, le roman canadien se cherche de dix côtés à la fois depuis cinq ou six ans. La phase actuelle ne permet de déceler aucune tendance maîtresse, et on ne s'y reconnaît pas dans ce foisonnement.

Déjà signalé le talent tumultueux et forcené d'une Marie-Claire Blais. À l'autre pôle de la conscience écrivante, il faut relever - comme les poètes dont nous avons fait état - cette super-conscience d'un roman, moins nouveau que nouvellement dense, qui gueule son refus du continent-Canada pour épouser avec passion débridée la Terre Québec. Citons comme l'exemple le plus récent, qui risque aussi d'être le plus constant, le roman-clinique d'Hubert Aquin, *Prochain Episode* :

« Je ne veux plus vivre ici, les deux pieds sur cette terre maudite, ni m'accommoder de votre cachot national comme si de rien n'était. Je rêve de mettre un point final à ma noyade qui date déjà de plusieurs générations. Au fond de mon fleuve pollué, je me nourris encore de corps étrangers, j'avale indifféremment les molécules de nos dépressions séculaires, et cela m'écoeure. Je m'emplis de père en fils d'anticorps ; je me saoule, fidèle à notre amère devise, d'une boisson nitrique qui fait de moi un drogué...

« Chef national d'un peuple inédit ! Je suis le symbole fracturé de la révolution du Québec, mais aussi son reflet désordonné et son incarnation suicidaire. En moi, déprimé explosif, toute une nation s'aplatit historiquement et raconte son enfance perdue, par bouffées de mots bégayées et de délires scripturaires et, sous le choc noir de la lucidité, se met à pleurer devant l'immensité du désastre et l'envergure quasi sublime de son échec. »

Un roman ? Peut-être pas. Un essai engagé sous le couvert de la forme romanesque ? Peut-être. Un langage de pamphlétaire ? Sans doute. L'accent d'une nouvelle fureur de vivre ? Sûrement. Pour employer les formules euphémiques du critique Marcotte, dans le roman québécois, « on vit difficilement », si « on meurt facilement » ; et après la « négritude blanche », les Québécois sont en train d'inventer la « minoritude » ou la « québécoitude », du moins en littérature. A la limite, on risque d'aboutir au « joualisme ». C'est d'ailleurs commencé : une jeune littérature « jouale » veut prendre sa place au soleil. Il ne faut pas confondre la « catharsis-acte » strictement individuelle et le masochisme collectif sublimé à rebours !

L'isolement est pourtant la situation idéale pour le philosophe -la plus rare des espèces humaines. Si rare qu'elle est inexistante au Québec et il semble en être de même dans le reste du Canada. Il y a certes des professeurs de philosophie qui enseignent, mais ils « philosophent » fort peu, à moins que ce ne soit dans le secret ou la clandestinité. De toute façon, s'il y a des philosophes québécois, on ne s'en aperçoit guère, et le critique René Garneau a pu dire : « Nos philosophes seraient tous confucianistes que nous ne nous porterions pas plus mal. » Latins du Nord, les Québécois devraient, comme latins, être fascinés par les jeux de la dialectique ; mais, comme nordiques, ils sont enclins à se contenter d'un immobilisme fataliste et paresseux. Mais ces « Latins du Nord » sont aussi des « Américains » : dans le continent du *time is money*, on admet volontiers que la réflexion fait perdre beaucoup de temps.

Liée à l'enseignement de la théologie qui la justifiait, la philosophie lui faisait obéissance. Souvent les mêmes clercs qui enseignaient à la faculté de théologie répétaient les mêmes Cours à celle de philosophie. La philosophie officieuse du thomisme dans l'Eglise devenait au Canada une philosophie officielle puisqu'elle était exclusive. Les autres philosophies, à commencer par l'augustinisme, devenaient objet de réfuta-

tion. Dogmatique, apologetique, casuiste en sa branche morale, telles étaient ses marques de distinction. Ne faisant qu'un avec son enseignement, les enseignants écrivant peu ou prou, la philosophie au Québec était en position sécuritaire, c'est-à-dire totalitaire, et fermée sur elle-même, c'est-à-dire se refusant aux recherches aventureuses de la « totalisation ». Elle n'avait pas à concilier les antinomies, puisqu'il n'y avait pas d'opposés. C'était en gros le cas jusqu'à ces dernières années. Elle commença alors à se faire plus contemporaine, à regarder par-delà les frontières. Le bilan des oeuvres philosophiques n'en reste pas moins très léger. On ne peut guère faire état que d'une oeuvre proprement originale et à sources multiples : un volume sur l'inquiétude humaine d'aujourd'hui, par l'auteur d'un seul livre dont on n'entendit plus parler. Un dominicain écrivit sur la philosophie du langage, le droit naturel et les droits de l'homme. C'est à peu près tout, à part quelques thèses honnêtes, dans le sillage aristotélico-thomiste, qui furent soutenues à Rome, Louvain ou Paris, et dont certaines furent publiées. Dans la ligne d'un thomisme se renouvelant par des confrontations avec d'autres philosophies, on ne peut que relever le nom d'un Belge, Charles de Koninck, canadien par naturalisation, qui a fait toute sa carrière d'enseignant à Québec, mais qui s'était formé dans sa Belgique natale.

Pas de querelle d'écoles, puisqu'il n'y avait pas d'écoles ; mais, déficience plus grave, pas de contentieux philosophique. Un professeur se plaignait de ne pouvoir disposer d'une « jurisprudence pour étalonner nos événements actuels ». C'est l'aspect utilitaire de la philosophie. Ses « clients » manquent de patience et s'illusionnent sur la marchandise : ils veulent des réponses. On rapporte que quelques-unes des « fortes têtes » des jeunes séparatistes marxistes sont sorties de la faculté de philosophie de Montréal. Du thomisme traditionnel à l'existentialo-marxisme, clamant un double athéisme en un nationalisme intransigeant, quel écart tout de même à franchir en quelques années !

Il serait étonnant que les Québécois dits « cultivés » aient été touchés par l'aventure philosophique, eux qui ont traversé une très longue histoire religieuse sans en avoir été véritablement imprégnés. En deçà du cléricalisme, de diverses formes théocratiques dont leurs compatriotes anglophones ont fait le mythe de la *Priest-ridden province* (la province dans la main du clergé), qu'en est-il du christianisme si vivant des Canadiens-Français du Québec ? C'est toute l'histoire du Canada qu'il faudrait reprendre de ce point de vue et qui ne tiendrait pas en un gros volume. L'histoire de l'Eglise au Québec, de ses institutions et de ses oeuvres visibles, de quelques-uns de ses prin-

cipaux chefs est en train de se faire. Elle est liée à l'histoire politique, ce qui va de soi, le « haut clergé » étant le seul interlocuteur valable que trouvait en face de lui le conquérant. Mais l'histoire d'une pensée religieuse reste à faire, à supposer qu'elle existât. L'histoire du Canada fait état des origines mystiques de Ville-Marie, futur Montréal, des héroïques efforts missionnaires, etc. On est ensuite renvoyé aux querelles des jansénistes, des ultramontains, des voltairiens, de la libre-pensée, du modernisme, de l'anticléricalisme, du progressisme (contre l'intégrisme)... A défaut d'une histoire de la pensée religieuse, on ne peut davantage compter sur une histoire du sentiment religieux.

Le Québec, qui n'a pas encore produit d'écrivains politiques - sans avoir jamais manqué de politiciens toutefois -, ni de philosophes - bien que toujours pourvu en professeurs de philosophie -, n'a jamais été privé de curés ni de prédicateurs ! Mais on cherche encore ses théologiens, ses historiens de la pensée ou du sentiment religieux. Une fois de plus, on doit improviser à partir d'un matériel fort mince.

Le croyant Jean Le Moyne écrivait : « Que sert à l'homme... etc. ⁸. L'univers nous l'avions perdu. » Et l'incroyant Pierre Maheu : « A strictement parler, il n'y a pas encore un seul athée au Québec. Nous sommes bien quelques-uns à faire de notre mieux pour le devenir, mais si fort que nous essayions, le compte n'y est pas, et Dieu ne nous lâche pas... » Ayant « perdu l'univers », on n'avait pas d'autre choix que de « sauver son âme », et selon les prescriptions de ceux dont c'est le devoir et l'état d'enseigner à la sauver - ce qui leur donnait a priori un double pouvoir sur le sacré et le profane.

Dieu et César avaient été historiquement confondus et les serviteurs de Dieu enseignaient l'obéissance à César puisque, après tout, César n'abusait pas et puis, « toute autorité vient de Dieu » (Omnis, potestas a Deo) ! Entre l'Autorité-principe et ceux qui lui sont soumis, il y a les détenteurs, à des degrés et des niveaux divers, de l'autorité, il y a des autorités. Vingt-neuf ans après la conquête de 1760, la contestation du « droit divin » des rois allait commencer à ensanglanter l'Europe, laissant la France exsangue dix ans plus tard, prête à s'abandonner au Premier Consul. Au Québec, on n'enseignait pas que la Liberté aussi vient de Dieu et beaucoup plus que l'autorité (ou l'Autorité), Dieu étant, par définition, la Liberté même. « Sauver son âme » ou « ga-

⁸ Rétablissons la phrase dans son intégralité : « Que sert à l'homme de gagner l'univers entier s'il vient à perdre son âme ? »

gner l'univers », l'option ne se présentait pas. On peut gagner ou réussir sa vie sans viser à gagner l'univers : c'est la zone fluide de la liberté individuelle dans le champ des possibles qu'offrent les libertés publiques et aussi les libertés morales reçues. Le Québécois, en sa quotidienneté, a toujours fait, comme tout le monde, ses accommodements personnels dans l'exercice de sa liberté, quitte à être objet de remontrances vengeresses de son curé.

C'était moins simple au niveau de « l'univers ». Le Québécois avait fait son deuil de ne pouvoir le gagner. Mais, il y avait « son » univers plus petit, à portée de main : cela, les accommodements de sa conscience plus ou moins élastique s'en chargeaient - toujours sous la réserve des peines du confessionnal et, à la rigueur, de l'absolution refusée. Entre « l'univers » et « son » petit univers, il y avait encore l'univers social et politique, le domaine de César. Mais César, qui peut toujours avoir le dernier mot, n'a jamais le premier. Et toute l'enfilade des « mots » intermédiaires, César n'a pas le temps ni les moyens de les connaître, encore moins de s'en préoccuper. Il dresse l'oreille seulement lorsqu'un mot va trop loin, est prononcé trop haut et arrive jusqu'à lui. Mais c'est situation d'exception. Et Dieu apparaissait bien plus sévère pour les incartades individuelles que pour les manquements à la justice sociale. Un des peuples les plus croyants de la chrétienté en vint à développer un amoralisme public foncier. Bien plus, il élaborait sans trop s'en rendre compte une espèce de « providentialisme païen » puisque ce n'est qu'après la vie que les comptes se font. Or, comme Dieu est aussi Providence... le Québécois vivait les interlignes de son petit catéchisme et des prédications dominicales. Les « peuples heureux n'ont pas d'histoire » et encore moins de métaphysique religieuse.

« ... Et Dieu ne nous lâche pas... », écrit Pierre Maheu. « Il est partout, et nous ne le voyons que trop. Dieu, c'est le superego que nous a légué notre éducation cléricale, c'est l'omniprésence et l'autorité de ses représentants parmi nous, c'est le scandale de la majorité de nos concitoyens devant notre incroyance. Notre réalité collective est encore fondamentalement religieuse, donc Dieu est réel, et que nous croyions en Lui ou non ne change rien à l'affaire : ce n'est qu'intellectuellement que nous pouvons le nier. » Car « notre athéisme n'est encore qu'une idée, et nous avons beau nous nier comme croyants, nous sommes encore dans la religion, comme ce bourgeois dans sa classe : malgré nous ». Ce texte a quelque chose de pathétique, qu'on retrouve à un égal degré sous la plume du croyant Jean Le Moyne : « Chez nous, pas de contrepartie organique et positive aux dominantes officielles, même pas un au-delà habitable,

car hors de notre archaïsme catholique il faudrait choisir entre le protestantisme amorphe et l'irréligion trotte-menue. Ne serait-ce que pour l'intérêt du drame, on se réfugierait plutôt dans le catholicisme espagnol, voire l'italien. Cent fois ! Mais la question ne se pose pas. »

Elle est déjà, du reste, en voie d'être dépassée. Nous aurions dû situer plus précisément les deux auteurs : le croyant Le Moyne est dans sa cinquantaine, l'incroyant (« dans la religion ») dans sa vingtaine ; mais ce n'est pas ce qui les distingue, l'un et l'autre se retrouvant à peu près d'accord sur le terrain d'une nécessaire laïcisation du Québec. Non, c'est surtout que les deux textes ont quinze ans de distance : celui de Le Moyne est de 1951, alors que le processus de laïcisation n'était pas encore engagé ; celui de Maheu date de 1965, en plein procès de réaménagement des compétences de Dieu (et de ses représentants) et de César (et de ses autorités). C'est un des phénomènes les plus marquants de la « révolution » dite « tranquille » au Québec, que le lancement d'un mouvement laïque de langue française (M.L.F.). Il a posé avec éclat le problème capital sans « cléricophagie », ni « anticléricalisme épais ». Combattant à visière levée, il a gagné de vitesse le conservatisme pantouflard et l'intégrisme agressif. Il y a bien eu des coups de griffe de part et d'autre et des embardées d'où la hargne n'était pas toujours absente : mais rien qui ne puisse s'assimiler à une guerre de religion ! Le M.L.F. a marqué des points, au début, qui l'ont surpris lui-même. Il est responsable d'avoir posé devant l'opinion la nécessité de la non-équivalence absolue de l'école française et de l'école religieuse (ou « confessionnelle » comme on dit). Il y aura deux secteurs : un neutre, un religieux (catholique ou protestant). C'est le sens de la principale recommandation d'une Commission royale d'enquête sur l'Enseignement dans la province du Québec, commission présidée par un ancien recteur de l'université Laval, prélat domestique de Sa Sainteté et dont une religieuse enseignante faisait partie. C'est d'ailleurs tout à l'honneur des cardinaux Léger et Roy, de Montréal et de Québec, d'avoir calmé les craintes irrationnelles des partisans de la « confessionnalité » totale et obligatoire. Le M.L.F. ne s'estimera satisfait que lorsqu'il sera établi un régime de laïcité universelle (et non pas seulement scolaire) aussi défini qu'en France.

Le Québec de 1967 n'est plus celui de 1957, encore moins de 1867. Il n'est plus une Espagne ou un Portugal, une Irlande ou un canton de Fribourg, en terre américaine. Il est moins que jamais la théocratie, en grande partie mythique, que l'étranger inventait autant pour la commodité du langage que pour la confirmation de ses préjugés. Il n'est pas un Québec laïque ; il est un Québec à la fois laïque et religieux. La

penne est celle de la laïcisation complète tôt ou tard. En attendant, le Québécois, ap-
prenti-incroyant avec application, ne peut que répéter le mot célèbre : « Je suis athée,
grâce à Dieu

Le Québécois devant son destin.

[Retour à la table des matières](#)

À un rythme croissant depuis quinze ans, les Québécois sont devenus des mania-
ques de l'introspection. N'étant pas sortis indemnes d'une histoire bizarre et cahoteuse,
ils avaient toujours eu cette « faiblesse » naturelle de tous les groupes minoritaires du
monde qui ne s'abandonnent pas au fatalisme. « Faiblesse » qui peut être aussi, par le
parti pris de lucidité, une intention de virilité et une volonté de prendre bien en main
son destin. Mais cette faiblesse est devenue une véritable manie, une espèce de tic
nerveux collectif, un sport national pour les intellectuels de service. L'effort des orga-
nismateurs des associations qui patronnent ce type de rencontres d'introspection collec-
tive, porte principalement sur le choix des variantes de thèmes, afin que celui auquel
finalement on s'arrêtera ne soit pas identique au sujet traité l'an dernier ou il y a trois
ans, ou ne reproduise pas mot à mot le thème d'une autre association qui tient simul-
tanément ses assises. « En saison », surtout au début de l'automne et à la fin du prin-
temps, les journaux du lundi se trouvent devant une pléthore de comptes rendus qui
suffiraient à remplir leur édition complète. Tout Québécois qui a quelque importance
dans la vie sociale et intellectuelle a déjà été sollicité pour produire « son petit numé-
ro ». Certains, qui s'y complaisent, peuvent être suspectés d'exhibitionnisme intellec-
tuel. Les autres, qui ont quelque chose à dire ou le prétendent, et qui ne sont pas en
tête des « listes de distribution », peuvent toujours se rabattre sur les revues et les
journaux, grands consommateurs de ces denrées plus substantielles que le rapide édi-
torial.

Pour évaluer le présent et essayer de discerner un avenir, les Québécois se mettent
au passé et en clinique... Le dépistage des « mythes » et l'étiquetage des « com-
plexes » collectifs ne font plus recette à tout coup. Les techniques de la dynamique
des groupes ou des psychodrames trouvent vite leurs limites si on en abuse : répéti-
tions, monotonie, saturation en découlent, d'où perte d'intérêt. Mais il serait déloyal

de ne pas avouer, que de ces séances d'introspection collective, sont sorties des idées nouvelles qui furent ensuite fécondes en se transmuant en programmes d'action ou en projets législatifs.

Un esprit aussi peu frivole que le philosophe de la Sorbonne, Eric Weil, a déjà nommé quatre « complexes » de la vie nationale française⁹. Il précisait bien qu'ils n'expliquent pas tout, mais le fait essentiel est qu'ils existent, quoiqu'on ne puisse en faire la preuve aisément, non plus qu'établir la distinction claire des mythes qui les supportent ou les engendrent. Le premier de ces « complexes » est celui des guerres de religion ; le deuxième, de la révolution trahie ; le troisième, du pays envahi enfin, le quatrième, dont l'importance a bien diminué, celui du catholique. Or, sous une forme altérée bien sûr, on retrouve ces quatre « complexes » dans les comportements et attitudes des Canadiens-Français, auxquels s'en ajoutent quelques autres, spécifiques.

Il y eut bien une possibilité de guerre de religion après la conquête, mais elle fut évitée dans les circonstances relatées et pour les raisons déjà dites. Des guérillas de religions se sont déroulées dans les provinces où les Canadiens-Français étaient minoritaires. Mais, elles étaient en même temps et surtout des guérillas linguistiques : l'illustration en était fournie par les Irlandais catholiques qui, souvent sous la houlette de leurs évêques, se rangeaient du côté des « persécuteurs » anglophones et protestants. Guérillas linguistiques entre « parlant français » et « parlant anglais », comme effet second d'une guerre latente entre nationalités ou « races » - comme on continue de le dire improprement en anglais et de moins en moins en français. Le premier livre d'André Siegfried sur le Canada, publié en 1906, s'intitulait justement : *Le Canada, les deux races*. Aujourd'hui, on a modernisé le langage : on parle de conflit inter-ethnique ou inter-culturel, entre Canadiens d'expression anglaise et Canadiens d'expression française. C'est une formulation plus pudique que l'antinomie de naguère entre « les Anglais » (Canadiens anglophones) et « les Canadiens » (Canadiens francophones, principalement québécois). Le langage actuel des séparatistes use volontiers de l'opposition entre « Canadiens » et « Québécois ». Le complexe des guerres de religion au Canada est un complexe de guerres de nationalités obligées à cohabi-

⁹ Dans un article de la revue belge *Synthèse*, reproduit en version anglaise dans *Yale French Studies*, hiver 1954-1955.

ter ; et le coefficient religieux l'a toujours affecté d'importante façon mais sans l'avoir créé. C'est un conflit entre « parlant anglais » en majorité protestante, et « parlant français », presque tous catholiques.

On n'apprend pas à des Français les dates de leur propre histoire, qui jalonnent le complexe de la révolution trahie, du 18 brumaire au 13 mai 1958 et au-delà... Révolution trahie soit par « les politiques », soit par l'homme du destin, le Sauveur, le Père, auquel se rallient « les politiques ». Les Québécois ont plutôt le complexe de la révolution qui n'a pas été faite, ou de la révolution étouffée, ou ratée avant même d'avoir été sérieusement engagée. La révolution de l'indépendance nationale n'a pas été faite, alors que les Américains l'offraient par deux fois sur un plat d'argent et... à coups de fusil ! Elle fut ratée par précipitation en 1837-1838 par les patriotes, et Louis Riel répéta en 1885 son premier ratage de 1870 au Manitoba. Elle n'a pas été entreprise par les Canadiens-Français anti-conscriptionnistes lors des deux guerres mondiales. La révolution socio-économique a été constamment trahie par les élites bourgeoises et cléricales ; trahie, en toute lucidité et volonté, par l'Union nationale de Maurice Duplessis en 1936, puis de 1948 à 1959. De 1960 à 1966, la « révolution tranquille » fut trahie parce que trop « tranquille » justement. Aujourd'hui, disent les « révolutionnaires », il faut rattraper le temps perdu, faire toutes les révolutions d'un seul coup ; et le coup à tenter, c'est la révolution de l'indépendance nationale, qui serait le préalable de toutes les autres : un Québec libre et souverain, laïque et socialiste. Or, comme on ne peut gagner les révolutions qu'on ne tente pas, on n'a guère « la tripe révolutionnaire »... Le slogan chanté, qui scandait les assemblées du R.I.N. (Rassemblement pour l'Indépendance nationale) lors de la dernière élection du 5 juin 1966, était : « On est capable !... On est capable !... On est capable !... »

Le troisième complexe du pays envahi a été provoqué par les grands drames qui sont les articulations maîtresses de l'histoire des Gaules et de la France, de Vercingétorix au maréchal Pétain. La transposition au Canada-Français de ce complexe serait celui du pays conquis, occupé, puis colonisé par les conquérants et les immigrants qu'il a fait venir pour neutraliser, sinon noyer, la masse démographique du premier conquérant et colonisateur français. La version la plus récente de ce complexe est celui de la dépossession de son domaine et de ses biens, de sa culture et de sa langue, enfin de soi-même et de son être spécifique. Aliénation qui s'est faite en douce, mais globalement. On n'a qu'à voir les résultats après deux siècles. Ceux qui contestent la dépossession ou l'aliénation administrent la preuve de leur aliénation dont ils ne sont

même plus conscients. C'est la jeune génération des indépendantistes et des socialistes radicaux qui avoue ce complexe, le cristallise en exaspération écrite ou verbale afin que ceux qui ont des yeux voient, et des oreilles entendent.

Avec le quatrième complexe, le catholique, Eric Weil évoque les interminables querelles entre l'Eglise et l'Etat en France pour la séparation concrète du sacré et du profane, en leur composante essentielle : distinction du privé et du public. Au Québec, c'est un problème essentiel, pressant, que la transformation de l'enseignement, en train de s'opérer, place au premier plan de l'actualité. Le principe du régime de la demi-laïcité est déjà cautionné par les pouvoirs publics et les hautes autorités ecclésiastiques. Après le secteur scolaire, d'autres laïcisations se produiront dans les secteurs du mariage (les ministres du culte, seuls agents publics pour l'administrer), de l'état civil (même habilitation), de la prestation du serment judiciaire (serment religieux même pour les incroyants), etc. Le courant n'est pas rapide, mais il semble irréversible. Et tout laisse croire qu'on fera l'économie d'un néo-combisme, qu'on aurait pu craindre il n'y a pas si longtemps.

À cette liste des complexes français, transposés au Québec, on peut ajouter des complexes spécifiquement québécois. D'abord, le complexe du « né pour un petit pain » ; ensuite, celui du « demi-succès et du demi-échec » ; enfin, celui du « politique d'abord ». Les deux premiers sont aussi anciens que le Canada lui-même ; le dernier est tout récent, ne remontant pas plus loin que 1960, à moins qu'on en décèle le syndrome précurseur peu avant et pendant le régime de l'Union.

Aliénation, dépossession, inhibition ou frustration collectives, ce sont là des « grands mots » d'idéologue. Il conviendrait de restreindre le propos en le posant au niveau de l'individuel et du train-train quotidien, de la difficulté d'être Québécois pour qui se sent, par exemple, les talents ou l'audace de nourrir une ambition extra-provinciale. Tout Québécois qui a percé, en quelque domaine que ce soit, hors des frontières québécoises a dû surmonter, de façon volontaire ou inconsciente, le complexe du « né pour un petit pain », sous la forme d'un doute de soi ou sous celle d'un remords d'infidélité (« alors que je pourrais être si utile là-bas »). Etre québécois, c'est savoir (non apprendre) dès l'enfance, par les parents, l'école, puis, par le milieu social, les amis, les collègues, les patrons, par toute la société elle-même et ceux qui parlent en son nom, que le Québec ne peut être une terre de grande ambition, que les verts pâturages sont ailleurs. C'est savoir de façon flagrante et une fois pour toutes : « On n'a qu'à se regarder.... d'où l'on vient..., combien on est..., ce qu'on peut faire quand on

jette un coup d'oeil sur l'extérieur... » C'est limité : donc, on est limité. Autant, se faire une raison. Autant, n'être pas malheureux. Pourquoi nourrir des chimères ? Le thème de la fugue, on le retrouve dans les tout premiers romans canadiens du XIXe siècle. Ce n'est qu'ailleurs qu'on peut percer, faire sa marque, s'épanouir, se réaliser, être pleinement soi-même. Alors, partir ? Ce n'est pas si simple. Outre les liens affectifs et familiaux, il y a le risque de la lancinante nostalgie parce que, « là-bas », on n'est jamais considéré comme un « national », mais comme un étranger. Passer de Neuchâtel à Lyon ou de Charleroi à Paris, c'est naturel ; c'est accepté de part et d'autre. C'est même autant de week-ends possibles dans sa famille ou celle de son épouse. Mais passer de Montréal à Paris, c'est tout autre chose, le Français le plus sympathique n'a jamais pensé que, contrairement aux Belges et aux Suisses, le Canadien-Français, lui, était français, même s'il ne l'est plus depuis deux siècles et que sa Meuse ou son Léman sont les 5 000 kilomètres de l'Atlantique. Il faut lui expliquer cela, au Français, qui n'a pas appris à voir la parenté de cette manière. Et le lui faire comprendre sans qu'il voie dans le lointain cousin un « pied-noir » américain en avance de deux siècles sur celui d'Algérie. Il n'est nul pays au monde où le Canadien-Français se sente davantage chez lui qu'en France. Il y a ceux qui s'y installent. Mais qui reviennent toujours après deux, dix ou trente ans. Du douanier à la concierge, en France tous vous considèrent comme « étrangers », les plus ressemblants (quoique, l'accent ...) et les plus sympathiques des « étrangers », mais tout de même « étrangers » ! Erre canadien-français, c'est en France même rester un « émigré de l'intérieur ». Et que dire de l'insincérité laborieuse des Canadiens-Français qui se prétendent « pleinement intégrés » en France...

Partir ailleurs qu'en France, c'est possible. Il y a les Etats-Unis, tout près, terre accueillante. Et dans la cohue générale, la loi des grands nombres jouant, vous avez autant de chance que quiconque. En Angleterre, ou dans tout autre pays du Commonwealth, c'est relativement facile : vous n'êtes pas « étranger » à cause de la double citoyenneté britannique et canadienne. En tout autre pays, aussi charmeur que la Grèce, le Mexique, le Japon, c'est possible comme à tout autre citoyen du monde. Oui, mais on ne s'est pas acharné contre une foule de défis historiques à rester français, pour cesser subitement de l'être sous prétexte qu'on ne peut pas l'être suffisamment au Québec !

Alors, on reste. Il y a la tâche exaltante de faire enfin le Québec. Mais attention, dans ce « petit monde », vous guette la tentation du succès trop hâtif, trop facile. Il en

est qui, à peine partis, plafonnent. C'est le début du deuxième complexe : celui du demi-succès - à l'usage des demi-paresseux -, ou du demi-échec - à l'usage des médiocres. Il ne s'agit pas de la « conduite de l'échec », du « complexe d'infériorité » et encore moins de la continuité fataliste des « actes manqués ». Fort différents dans leur causalité et leur portée, ces complexes se situent tous au niveau du psychisme individuel. C'est plutôt une situation sociale que nous évoquons : forte demande, faible compétition, chances d'arriver vite, même dans les domaines d'activité humaine qui exigent une longue maturation, celui de la science, des arts de création et de certains arts d'interprétation, des grandes affaires, etc. Selon les secteurs à considérer, la culture québécoise décolle à peine depuis cinq, dix ou vingt ans ; dans certains, c'est encore le vide ou la stagnation. Songeons que les universités de Montréal et Laval de Québec n'ont commencé à être de véritables « universités » qu'après la dernière guerre. Une première génération d'universitaires doit bâtir l'enseignement et la recherche sans tradition scientifique. Le recrutement trop rapide a permis des médiocrités dotées et pas mal de bois mort. A l'échelle du monde, certes, nombreux sont les pays qui souffrent d'un plus grand sous-développement intellectuel. Mais c'est vers la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, que professeurs et chercheurs sont allés prendre le complément de formation. Etre placé au coeur d'un tel triangle, sans pouvoir s'accrocher à l'un des angles, c'est une situation qui incite à une ambition modeste.

Si le Québec ne participait pas à l'une des grandes cultures contemporaines d'Occident, si ses habitants parlaient l'afghan ou le bulgare, le sentiment d'isolement dans un univers clos serait peut-être plus lourd à supporter collectivement, mais les échappées possibles sur un plus vaste monde ne laisseraient pas entrevoir des mirages malsains. Le complexe du demi-succès donne satisfaction au complexé du « né pour un petit pain », celui du demi-échec lui redonne bonne conscience.

Le complexe du « politique d'abord » n'a aucune filiation maurrassienne. Il est le fruit d'une toute nouvelle génération qui n'a pas connu la crise économique, était enfant à l'époque de la guerre, et a fait ses classes dans la période prospère d'après-guerre. La génération précédente - celle des quarante-cinq ans - a été amenée à dire « le social - et l'économique - d'abord ». Elle héritait en outre du solide mépris de la politique que ses propres aînés lui avaient légué, l'« électoralisme » sale, la foire d'empoigne, le favoritisme, le « patronage ». Elle a fait le syndicalisme, les multiples organisations sociales (éducation des adultes, coopératives), Radio-Canada, les universités, etc. Mais son engagement était en marge du politique. Pendant ce temps, M.

Saint-Laurent gouvernait à Ottawa, M. Duplessis régnait à Québec : l'équilibre était maintenu. Le premier faisait une politique pan-canadienne, nullement favorable en tout point au Québec ; le second fondait une grande partie de son pouvoir en attaquant les violations à la constitution que cette politique impliquait. Chez les Québécois qui atteignaient la vingtaine au sortir de la guerre, la politique rétrograde du régime duplessiste dans le domaine social et la demi-imposture de son nationalisme verbal ne faisaient que cristalliser le mépris de « la » politique et, par conséquent, la dévalorisation « du » politique dans la vie de la collectivité. Cela aboutissait à une sous-estimation volontaire du « nationalisme » québécois lui-même, tant la démagogie duplessiste l'avait galvaudé pendant une quinzaine d'années.

Mais à la fin du « règne » de M. Duplessis (mort en 1959), ces leaders et animateurs sociaux, ces syndicalistes et journalistes, ces universitaires et « définisseurs de situation » de toutes espèces voyaient leur action partout bloquée par « la » politique au pouvoir. Une chance s'offrit quand les libéraux, rénovés, sous la direction de M. Jean Lesage, prirent le pouvoir en 1960. Mais la génération de 1945 n'était pas encore prête dans sa quarantaine à assumer les nouvelles tâches proprement politiques, sauf deux exceptions de jeunes ministres qui firent cavaliers seuls mais en s'identifiant, par leur action dynamique, plus que le reste du cabinet à l'opération déblocage-rattrapage. Au niveau fédéral, trois recrues politiques de cette génération firent le bond en 1965 pour affirmer une présence active du Québec à Ottawa.

Il fallait rappeler ce télescopage de deux générations pour saisir le caractère nouveau du : « Politique d'abord ! » Tout avait été bloqué par la politique ; tout devait maintenant se résoudre par la politique. Il y avait une attente, une disponibilité dans la population québécoise pour des changements profonds en même temps qu'une frustration de la génération traumatisée par la crise économique dans sa jeunesse et par le conservatisme épais du duplessisme dans sa première maturité. Et voilà que s'élève, après 1960, une nouvelle génération des vingt ans qui adhère en piaffant à ce qui semblait n'être qu'une chimère : l'indépendance du Québec. Le gouvernement libéral craint d'être débordé sur sa gauche par le nationalisme de l'Union nationale (le parti de Duplessis, en voie de rénovation) et tous deux se livrent à une surenchère nationaliste - entendons anti-fédérale - pour rallier la jeune génération qui se dit prête à mettre la hache dans le système confédératif.

L'« Etat du Québec », expression popularisée par M. Lesage, assume des tâches sociales et économiques de plus en plus étendues en éducation, en bien-être social,

dans l'exploitation des richesses naturelles. La fonction publique est revalorisée. Un faisceau de forces, jusque-là silencieuses ou stagnantes, explosent. Les « groupes de pression », prudemment rebaptisés « corps intermédiaires », se manifestent avec détermination, souvent avec agressivité. Il faut des législations nouvelles, des administrateurs responsables pour s'occuper des besoins sociaux. On s'organise, on s'encadre ; on revendique, on fait la grève, illégale ou non, déguisée ou non en « journées d'étude ». L'Etat du Québec grossit, grossit ! Il indique les voies qu'une opinion publique le pressait de prendre. Tout, ultimement, ressortit à l'Etat, qui ne peut plus se dérober. Puisque tout est devenu politique, c'est une deuxième forme du « politique d'abord », qui est parallèle à l'impératif de l'autre courant de l'indépendance politique du Québec d'abord. Mais, ici et là, des canaux font communiquer les deux courants parallèles. En l'espace de quelques années, les citoyens québécois des deux branches, sociale et nationale, passent d'une phase d'a-politisme à une autre de surpolitisme avec la conviction d'un ivrogne en rupture de promesse. Le vague à l'âme politique des Québécois est fini depuis 1960.

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'« HOMO QUEBECENSIS »

NATIONALITÉ	double : 1° britannique (la plus ancienne, qu'il n'a pas perdue en acquérant l'autre), 2° canadienne (aspirerait à n'en avoir qu'une, la québécoise).
LANGUE	triple : 1° française (en principe), 2° jouale (spontanément), 3° anglaise (facultative mais indispensable).
FAMILLE	mère : la France, belle-mère : l'Angleterre, cousins très lointains : à Jersey et à l'Île Maurice.
TUTELLE	le clergé (conjointement avec l'Angleterre après l'abandon de la France).
RÉSIDENCE	locataire au second étage de l'Amérique du Nord sur le même palier que les « Canadiens », occupant l'un des dix appartements, mais le plus grand.
VIE SOCIALE	isolement (aimerait pouvoir dire quelque chose à quelqu'un d'autre.)
GOÛTS	histoire (anciennement), poésie (un peu),
INTELLECTUELS	roman (beaucoup), la télévision (passionnément, ce « divertissement des peuples qui s'ennuient ») ; semble imperméable à la philosophie et à la théologie.
PSYCHOLOGIE	idées fixes : maniaque de l'introspection collective ; dans ses cauchemars, s' imagine souvent en David sans fronde entre deux Goliath ; remords, parfois obsessionnel, de n'avoir jamais « essayé » de révolution. complexes : du « né pour un petit pain » ; du « demi-succès et du demi-échec » ; du « politique d'abord » (après avoir pris la politique à la rigolade depuis un siècle).
PROJETS	imprécis (mais forte tentative d'émancipation).
CLASSEMENT	une catégorie à lui seul (trop différent des espèces voisines pour leur être assimilé).

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre VI

Les Québécois dans le Canada : la Révolution tranquille

Est-ce qu'une révolution nationaliste est en cours au Québec ? La réponse n'est pas clairement non, mais elle n'est pas non plus un oui définitif. Certains peuvent dire pas encore, d'autres pas vraiment. Le Québec d'aujourd'hui n'est en aucune manière dans la situation classique qui engendre les révolutions nationalistes, et si une révolution nationaliste est en cours au Québec, elle ne se développe certainement pas dans les conditions habituelles à de tels mouvements... à la différence de toutes les colonies qui se sont libérées, non seulement le Québec est riche, mais il dispose des moyens légaux de s'émanciper lui-même... Il me semble que ce qui caractérise présentement le Québec, c'est une promotion accélérée ; quel pays au monde a été capable de se renouveler aussi profondément en vingt ans ? Quel pays a sécrété, en un délai aussi court, autant d'élites dans tous les domaines de la culture et de la technique ?

JEAN-MARIE DOMENACH.

[Retour à la table des matières](#)

« Révolution tranquille » ou évolution tapageuse ?

[Retour à la table des matières](#)

« *Quiet revolution... Silent revolution* » - Révolution tranquille. Révolution silencieuse » : ce sont des formules antithétiques que les magazines anglo-saxons reproduisent à tout propos : la vie de banlieue, la politique de Frei au Chili, la vie sexuelle des femmes célibataires, le style des voitures sport américaines, le théâtre *off Broadway*, etc. Celui qui a accroché le premier cette étiquette paradoxale à la politique du Québec depuis 1960 l'a probablement oublié. L'expression n'est pas datée, on sait seulement qu'elle est postérieure au 22 juin 1960, jour de la prise du pouvoir du gouvernement libéral de Jean Lesage, terminant le long règne de l'Union nationale de Maurice Duplessis ininterrompu depuis 1944. Elle n'est pas non plus brevetée, son auteur l'ayant puisée dans l'attirail des « formules » destinées à accrocher les lecteurs blasés. Elle fit fortune aussi bien en français qu'en anglais. La « révolution tranquille », on n'en eut que pour elle pendant cinq ou six ans. Et maintenant encore, mais c'est pour se demander si elle continuera. Le retour au pouvoir de l'Union nationale de M. Daniel Johnson, le 5 juin 1966, marque-t-il aussi le retour à la stagnation de l'« ancien régime », le freinage, le temps d'arrêt nécessaire pour reprendre souffle ou digérer ?

La sémantique des lieux communs et slogans politiques, toujours significative, devrait retenir les analystes politiques. Exemples de ces expressions-slogans qui ont tellement circulé ces dernières années qu'elles ont créé un nouveau langage politique : « Maîtres chez nous » (économiquement), « Une politique de grandeur » (en tout, avec quelque inflation verbale à la de Gaulle), « La dernière chance... » (de tout : du Canada, de la Confédération, du Québec, de la culture française en Amérique, du destin canadien-français, de l'éducation, de tel parti traditionnel ou de tel autre tiers parti qui n'a pas pris encore sa place au soleil, de l'économie québécoise, de l'agriculture, etc.).

La formule « révolution tranquille » est moins passe-partout que fourre-tout. Elle peut contenir tout ce qu'un contexte d'habitude vague peut ou veut suggérer. Son usa-

ger-consommateur peut y apporter autant de choses disparates que le voyageur dans l'auberge espagnole. L'expression est rassurante, et doublement rassurante, côté cour et côté jardin, à gauche et à droite.

« Révolution » parce que, auparavant, il ne se passait rien, ou si peu que l'image restait intacte d'une vaste étendue d'eaux dormantes ; or, comme maintenant « ça bouge au Québec », on avait soudain l'impression de vifs mouvements de vagues, de rythme accéléré. Cela inquiétait d'instinct les tenants nostalgiques de toute espèce de statu quo local. Cela étonnait d'abord, inquiétait ensuite, pour finalement ébahir, les observateurs canadiens anglophones et les quelques Américains ou Européens qui, se penchant sur le « cas » québécois, n'en revenaient pas ! « Ça bouge au Québec »...

Mais « révolution tranquille » : l'épithète venait tout de suite rassurer les « inquiets » mis en cause par la mutation ou l'évolution. Et si l'on qualifiait de « tranquille » cette « révolution », c'était qu'elle n'avait rien de révolutionnaire ! L'expression-coupole abritait tout le monde ; ceux qui la réclamaient à hauts cris depuis dix et même trente-cinq ans ; ceux qui espéraient ou sentaient venir le cran d'arrêt, ceux qui y voyaient l'amorce des « lendemains qui chanteraient » ; enfin les observateurs et analystes de l'étranger qui y trouvaient la matière d'un « bon papier », dont le sujet même, porteur d'ambiguïtés, risquait de ne leur faire commettre que des demi-erreurs d'interprétation et de jugement de valeur. Le Québec était devenu depuis 1960 un merveilleux laboratoire de sociologie politique et culturelle.

Cette « révolution tranquille » était doublement mal nommée. Elle n'avait rien de « révolutionnaire », étant tout au plus une évolution à un rythme qui paraissait accéléré parce qu'elle suivait une longue période de stagnation généralisée. Elle n'était pas non plus « tranquille » ou « silencieuse », puisque jamais au Québec on n'avait fait tant de bruit politique, jamais on n'avait tant parlé, causé, palabré ! Cette « évolution » était tapageuse et bavarde, mais elle n'était pas non plus illusoire : évolution, elle était mouvement.

Cette « évolution tapageuse » était aussi globale : 1° les Québécois avaient nettement l'impression de passer d'un « ancien régime » à un « nouveau », s'ouvrant à un champ des possibles qu'interdisait la sclérose duplessiste ; 2° tout le monde était convié à remettre d'abord « le train sur les rails », puis à faire marcher la machine ; 3° la société québécoise étant ce qu'elle était, le fait de toucher à sa base même, l'enseignement en particulier, il semblait que tout bougeait d'un seul mouvement ; 4° le

nouveau type de relations avec les autorités fédérales développait un sentiment d'une commune appartenance non plus à une province sur dix, mais à l'« Etat du Québec », foyer national des Canadiens-Français, qui se manifestait, en outre, sur le plan international en ouvrant des « délégations » du Québec à Paris, à Londres et à Milan ; 5° enfin, la nationalisation des réseaux d'électricité (Hydro-Québec) et les premiers essais de reprise en main de l'économie et des services de bien-être social visaient des objectifs globaux, en même temps qu'ils touchaient la totalité des citoyens, consommateurs ou bénéficiaires.

On notait pourtant la persistance de vastes domaines d'inertie (l'agriculture et l'aménagement rural), des trous d'ombre (la fonction publique, valorisée seulement par quelques ministres en leur département). Les mouvements déclenchés se faisaient souvent à la suite de « coups de tête » (l'assurance-hospitalisation, improvisée pour ne pas démentir une promesse électorale irréfléchie) ; l'évolution était souvent « énermée » par le désir de rattrapage, parfois même de sauvetage, sans que les responsables gouvernementaux et administratifs n'aient pu ou voulu s'assurer d'un consensus suffisamment large. Beaucoup de Québécois trouvaient que ça bougeait décidément trop vite, que le client recevait plus que ce qu'il demandait ! D'autres pensaient le contraire, considérant qu'il serait désormais possible d'accomplir ce que des générations antérieures n'avaient pu ou n'avaient eu l'idée de faire. Aux impatients, le Premier ministre Lesage disait que le gouvernement n'avait pas ralenti son rythme mais que c'était le peuple qui s'était habitué au rythme nouveau : et de développer la métaphore des réacteurs qui font grand bruit au départ de l'avion, alors que la vitesse est réduite, et qui sont silencieux à haute accélération une fois atteinte la hauteur de vol. Les doctrinaires du séparatisme et du socialisme, par leurs excès terroristes ou idéologiques, maintenaient tout le monde en haleine. Cette « évolution tapageuse » fut l'affaire de quelques hommes, souvent agissant en francs-tireurs, manquant d'une nécessaire coordination ; les « priorités » en furent établies par des ministres entreprenants et à forte personnalité. Mais elle n'eut pas été possible sans l'attente et l'état de disponibilité d'une population qui avait pris au sérieux le slogan de la victoire libérale de 1960 : « Il faut que ça change ! »

On peut distinguer trois phases de « l'évolution tapageuse » : 1° 1959-1962, l'opération « déblocage » ; 2° 1962-1964, l'opération « décollage » ; 3° 1964-1966, la phase des « perturbations atmosphériques » sans direction claire. La question de savoir si

la défaite libérale de juin 1966 n'est pas le début d'une opération de « freinage » sera posée en fin de chapitre.

« L'époque nouvelle a commencé par la mort de Quelqu'un », écrira plus tard le journaliste André Laurendeau. La mort de Maurice Duplessis était survenue le 7 septembre 1959, alors qu'il allait présider une inauguration industrielle dans le grand nord québécois. Son principal lieutenant, M. Paul Sauvé (fils de l'ancien chef conservateur, constamment malheureux devant les libéraux de M. Alexandre Taschereau), succéda au fondateur de l'Union nationale comme chef de ce parti et Premier ministre de la province du Québec. Pendant les « Cent-Jours » de son gouvernement, il allait pratiquer la fameuse politique du « Désormais... », en contradiction avec le régime duplessiste dont il avait été pourtant solidaire pendant toute sa carrière. Surmené par un travail de titan dans le déclenchement de l'opération « déblocage », il mourut prématurément le 2 janvier 1960. M. Antonio Barrette, ancien ministre du Travail, lui succéda le 7 janvier. Aux élections générales du 22 juin de la même année, les libéraux, conduits par le dynamique et efficace Jean Lesage l'emportèrent sur les unionistes dirigés par le second héritier de M. Duplessis.

On a souvent prêté à M. Duplessis le propos que « son » parti ne lui survivrait pas. Qui était M. Duplessis ? Un réformateur devenu tyran à la Salazar ? Non. Un leader charismatique à la de Gaulle ? Il n'en avait pas le « style ». Il incarnait en sa personne tout le conservatisme foncier du peuple canadien-français plus une « idéologie » capitaliste nord-américaine rétrograde, avec quelque chose de goldwatérien. Il était doué d'une grande habileté pour manipuler ses « associés » - qui ne pouvaient être que ses subordonnés -, davantage peut-être que pour affronter ses adversaires. Des pamphlétaires l'avaient décrit comme un « politicien de village ». C'était plutôt à un « boss » de grande ville américaine qu'il faisait songer. S'il était si « capitaliste » c'est qu'il admirait les forts, les puissants avec lesquels il aimait à se mesurer. On rapporte qu'il se vanta de faire « manger les évêques dans sa main ». Avantagé par un système électoral (uninominal à un tour) et par une carte qui privilégiait les régions rurales, il avait le triomphe facile devant les libéraux, malgré l'idéalisme combatif de M. Georges-Émile Lapalme, leur chef de 1950 à 1958. Exemple du caractère aberrant de ce régime électoral : en 1956, avec 51% du vote populaire, l'Union nationale obtenait 70 sièges sur 93 ; en 1960 avec un pourcentage égal, les libéraux n'obtenaient que

51 sièges, ce qui était tout de même suffisant pour leur assurer la victoire devant les 43 sièges que les 47 % du suffrage avaient valus à l'Union nationale ¹⁰.

Sous le régime de l'Union nationale, surtout à partir de 1948, à cause d'une opposition faible, le chantage et le « patronage » (favoritisme) seront les deux mamelles de la politique du Québec. Surtout pendant les campagnes électorales de 1952 et 1956, le spectacle faisait penser à celui d'une bande exploitant un territoire. Duplessis, qui avait le sens de l'appropriation de « son » parti, avait aussi l'instinct de cette corde « insécuritaire » du peuple québécois. Son « règne » s'appuya sur l'opposition à la politique centralisatrice de King et Saint-Laurent. Il battit de justesse le gouvernement Godbout en 1944 et, de façon décisive, les libéraux en 1948. C'était la conjugaison des « grands fédéraux » et des libéraux provinciaux qui avaient d'ailleurs causé sa défaite en 1939, au sujet de la politique de participation à la guerre européenne : il prit plusieurs fois sa revanche. De 1948 à 1959, Duplessis fut la puissance réelle au Québec. Non sans quelques connivences épiscopales : il avait obtenu du Vatican le rappel de l'archevêque de Montréal, Mgr Charbonneau, qui était tout le contraire d'un évêque « politicien ». Généreux et évangéliste, il avait eu le tort de ne pas manger dans la main du « boss » et s'était solidarisé avec les grévistes de l'amiante en 1949 à l'égard desquels la politique gouvernementale avait été particulièrement odieuse.

Maurice Duplessis avait un magnétisme certain et l'exerçait avec bonne humeur dans sa jeunesse : « Maurice » l'appelait-on familièrement pendant la courte période où il fut un réformateur, en 1935-1936. Vingt ans plus tard, sa sénilité touchait au gâtisme, et son autorité ombrageuse affectait ses ministres et collaborateurs immédiats. Comme tout bon Canadien-Français, son français était approximatif, par coquetterie de « naturel ». A Mendès-France, Premier ministre en visite officielle, il décrivait ses compatriotes comme des « Français améliorés » ! Le style Joseph Prudhomme lui allait bien, lui qui s'était déjà vanté de ne pas avoir lu de livres depuis le collège : « Ravoir notre butin » (au sujet de nouvelles ententes fiscales plus avantageuses avec le gouvernement central), « La meilleure assurance-santé, c'est la santé ! » et bien d'autres encore.

¹⁰ Il y a mieux... ou pire : à l'élection du 5 juin 1966, le parti majoritaire en voix (46,5%), le libéral, perdra le pouvoir devant l'Union nationale de M. Daniel Johnson, qui ne recueillit que 41% - sa plus basse récolte de votes depuis 1944 !

En 1954, il prit une décision qui aurait pu lui coûter le reste de sa carrière : pour « forcer » la main à Ottawa, il institua un impôt provincial sur le revenu, ce qu'il était constitutionnellement habilité à faire, mais qu'aucun gouvernement provincial n'avait jusqu'alors osé. Depuis lors, la répartition de l'assiette fiscale canadienne est le leit-motiv majeur de la politique canadienne.

Tous les esprits libres du Québec étaient ou apolitiques ou adversaires d'un tel régime : les syndicalistes, les « intellectuels » dont quelques universitaires, les membres des mouvements de jeunesse, les rédacteurs du *Devoir* ou de la revue *Cité libre* et leur public, les leaders ou animateurs d'organisations sociales ou professionnelles. Radio-Canada prêtait ses ondes aux critiques du régime qui pouvaient faire entendre leur voix, ses soutiens ou thuriféraires préférant s'abstenir le plus souvent possible. Ce n'était pas une dictature, ne fût-ce que parce que l'opposition n'était pas muselée. Mais la véritable opposition s'exerçait hors du parlement et beaucoup de résistants naturels couvaient leur impuissance.

Or, l'opération « déblocage » commença, dès la mort du « boss », avec ses successeurs, M. Sauvé et M. Barrette qui n'eut pas le temps de l'accélérer. Ce fut un immense soupir de soulagement dans le Québec en juin 1960. Le nouveau chef du gouvernement, Jean Lesage, est, lui aussi, une « bête politique ». Son premier coup d'éclat consista, dès la première rencontre avec ses partisans victorieux, à leur faire comprendre, à coups de poing sur la table, que l'ère de « l'infâme patronage » comme système de gouvernement était vraiment terminée. Sa carrière, jusqu'à sa récente « défaite » du 6 juin 1966, suivait avec netteté la ligne d'une épure parfaite. Elevé dans le « caravansérail » fédéral, qui n'avait pas encore pris l'air quelque peu vicié des dernières années, il avait été à la dure mais digne école du parlementarisme britannique. Quand il fut élu chef provincial en mai 1958, il n'était pas un « laissé pour compte » de la scène fédérale, puisqu'il avait survécu à l'ouragan Diefenbaker en mars de la même année ¹¹. Dans l'intervalle du gouvernement minoritaire de M. Diefenbaker de 1957 à 1958, il était l'un des plus efficaces *debaters* et la vedette incontestée de la

¹¹ Le 31 mars 1958, M. Diefenbaker fut reporté au pouvoir avec une majorité sans précédent dans l'histoire électorale du Canada : 205 sièges (dont 50 dans le Québec) et 54 % des suffrages, tandis que les libéraux devaient se contenter de 49 sièges avec 34 % des suffrages et le Nouveau Parti démocratique (socialiste) de 8 sièges pour 8 % du vote. Quant au quatrième parti, le Crédit social, il ne put faire élire aucun de ses candidats.

députation libérale du Québec. A ses côtés, se trouvait M. Lapalme, le leader démissionnaire qui restait dans la politique, et était comme la conscience morale du nouveau gouvernement en sa négation du duplessisme.

Il convient de signaler encore quelques autres phénomènes de « déblocage » de la société québécoise, un peu en marge des luttes politiques elles-mêmes. C'est dès le 30 août 1960, la publication des *Insolences du Frère Un tel*, qui, en quelques mois devient de loin le best-seller numéro un, dépassant largement le cap des 100 000 exemplaires pour un public potentiel de 5 millions. Un tel succès de librairie devenait un phénomène collectif montrant que le besoin de changements radicaux sur les plans éducatif et culturel était ressenti de façon flagrante et presque universelle dans le Québec. Le 10 septembre de la même année, c'est la fondation par une trentaine de membres du premier et seul durable parti séparatiste, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.), qui participera à l'élection de juin 1966 en recueillant l'étonnant résultat de 8% des voix potentielles. Quatre jours plus tard, le chef de l'Union nationale, Antonio Barrette, démissionne avec éclat et non sans amertume, en dénonçant le trio maléfique des trois argentiers, détenteurs de la fabuleuse caisse électorale de l'Union nationale. S'affronteront les deux jeunes « espoirs » du parti, MM. Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand. Le premier est finalement élu par une mince majorité de 94 voix (1006 contre 912) à l'issue d'un congrès particulièrement tumultueux et d'une lutte plutôt déloyale. En novembre, c'est la fondation à Montréal du Mouvement laïque de Langue française (M.L.F.) dont il a déjà été question.

Quelques semaines plus tard, se tient à Québec le premier Congrès des Affaires canadiennes sous l'égide de l'Association générale des Etudiants de l'université Laval. Y prennent la parole des Sommités canadiennes des deux langues : le ministre conservateur fédéral, David Fulton, deux ministres provinciaux, MM. Lesage et Lévesque, divers essayistes, professeurs, hommes politiques dont le chef séparatiste Marcel Chaput. Le titre même du Congrès, bilingue, « *The Canadian Experiment, Success or Failure ?* » - « Le Canada, expérience ratée ou réussie ? » permettait de poser au grand jour, dans une ambiance de « minute de vérité », la question de l'autonomisme et même du séparatisme québécois. On ne s'en priva d'ailleurs pas dans les deux groupes de participants. En janvier 1962, le journaliste André Laurendeau réclame dans *le Devoir* une commission d'enquête sur le bilinguisme. M. Diefenbaker répond par un retentissant « NO ! ». Quand son gouvernement accordera les chèques bilingues, le même éditorialiste commentera (le 7 février) : « Trop peu, trop tard. » La

Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme sera créée le 19 juillet 1963 par le gouvernement libéral de M. Pearson et sera composée de dix membres dont les deux co-présidents, MM. André Laurendeau et Davidson Dunton. La Commission produira le 1er février 1965, un « rapport préliminaire » naturellement « bilingue », se présentant non comme « un ouvrage de science sociale mais un témoignage sur la crise canadienne », qui a « sa source dans le Québec ; il n'est pas nécessaire de mener une enquête approfondie pour le savoir », car « tout se passe comme si l'état de choses établi en 1867 et jamais gravement remis en question depuis, était pour la première fois refusé par les Canadiens français du Québec ». Le rapport final de la Commission Laurendeau-Dunton - du nom de ses coprésidents - est encore à venir au moment de la rédaction de ce chapitre. S'il n'est pas l'acte d'une « renaissance » d'un Canada nouveau, il risque d'être une oraison funèbre du Canada ancien.

Quand tout un peuple se remet à l'école.

[Retour à la table des matières](#)

La grande réussite de la « révolution tranquille » fut la réforme radicale de toute la structure de l'enseignement. Elle est encore en cours de réalisation cahoteuse tant sont multiples et indéfinies les conséquences socio-économiques de tout ce qu'elle met en cause. Pendant quinze ans au moins, on en avait parlé à qui mieux mieux à toutes les tribunes de libre opinion. À peu près personne n'était satisfait d'un système d'enseignement anachronique, dont le principe datait de plus d'un siècle (1856). Il n'était plus accordé depuis belle lurette aux réalités d'une société occidentale moderne. Partout en France, aux États-Unis, en Angleterre, au Canada anglais, l'éducation est « en crise » : c'est un privilège qu'elle partage avec le théâtre qui, comme tout le monde sait, est en état de crise permanente. Ces « crises » de l'éducation ont leur origine partout ailleurs dans l'interrogation inquiète que des sociétés culturellement évoluées se posent sur elles-mêmes pour un devenir qui, sans rompre ses amarres avec ce qui mérite de subsister de la tradition humaniste, soit créateur de progrès nouveaux dans une ère de plus en plus technologique : le tout dans le cadre d'un démocratisme plus large et à travers les nouvelles tendances psycho-pédagogiques. Cette situation

générale existe au Québec. Mais les données premières de sa crise particulière lui sont antérieures et d'une gravité bien plus profonde. Tant bien que mal, « ailleurs » on s'était adapté avec quelque retard aux besoins nouveaux que rendait particulièrement pressants la poussée démographique d'après-guerre. On pouvait « s'adapter » parce qu'à leur base, les systèmes d'enseignement ne procédaient pas d'un principe d'incohérence. Au Québec, c'était le cas. Il ne s'agissait pas de radouber le navire qui voguait depuis longtemps sous sa ligne de flottaison, ni d'en sauver les meubles qui n'avaient même plus le charme vieillot d'antiquités attendrissantes. Tout ce qui s'était ajouté était de l'ordre de la quantité : la multiplication des facultés, des institutions secondaires, spécialisées ou techniques, des écoles élémentaires et d'apprentissage, et non de l'ordre de l'intégration. Quant à l'ordre qualitatif, inévitable variation indéfinie...

Au fil des années, tout cela était devenu une monstrueuse juxtaposition qui n'avait pas plus de principe directeur que de responsable public. Dans l'histoire de l'enseignement à travers le monde, le Québec fut probablement le dernier Etat à se donner un « ministère de l'Education », en 1964. L'autorité suprême était constituée depuis 1856 par un Conseil de l'Instruction publique, qui n'était ni « Conseil » ni « public », comprenant deux comités, un catholique et un protestant, ne pouvant collaborer entre eux puisqu'ils ne se réunissaient en moyenne qu'une fois tous les vingt-cinq ans. Au comité catholique siégeaient en nombre égal évêques et laïques, au protestant seulement des laïques, mais tous réunis dans la plus stricte irresponsabilité démocratique : nommés « selon le bon plaisir du lieutenant-gouverneur en Conseil » - c'est-à-dire en fait, du « gouvernement » -, non responsables devant la Chambre ni le corps électoral, non plus élus ou cooptés par la corporation enseignante. Ce système avait été imaginé pour garantir le caractère religieux de l'éducation en général, et non pas celui du seul enseignement religieux. Il s'agissait en 1856, sous le régime de l'Union, de faire garantir, par une majorité anglo-saxonne et protestante les droits de l'enseignement français et catholique. Rien n'était prévu pour les juifs, les neutres et les incroyants.

Jusqu'en 1919, l'enseignement public français et catholique s'arrêtait en 9e année ; onze ans plus tard en 10e année ; et ce ne fut qu'en 1939 qu'on ajouta les classes de 11e et 12e année. Le plus grave c'est que ce système ne menait à rien, ni à l'Université, ni, en cours de route, à l'enseignement secondaire, technique ou commercial. Dès 1883, le secteur anglais et protestant avait ajouté la 10e année, qui permettait le saut naturel, via les quatre années de *high school*, vers le *college*, première phase de l'enseignement universitaire. Du côté des catholiques, c'était le monopole exclusif des

« collèges classiques » (dont certains portaient le nom de « séminaires »), où on entrait après une 6^e ou une 7^e année élémentaire mais dont le programme n'était pas conçu pour en faciliter l'accès immédiat. Conséquence : ce système sécrétait une des plus basses scolarisations du monde occidental - ces dernières années, 20 % des enfants ne dépassant pas le niveau de la 6^e année ! La loi de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à quatorze ans votée par le gouvernement Godbout en 1942 voulait stopper cette hémorragie scolaire qui préparait depuis longtemps des générations de manoeuvres et de chômeurs industriels. La gratuité scolaire généralisée au niveau primaire n'est devenue un fait que depuis peu d'années. Ce ne fut qu'en 1954 qu'on accorda aux écoles publiques, le droit de dispenser un enseignement menant à l'« immatriculation », correspondant à celui de la *high school*, qui était jusque-là le privilège exclusif des « séminaires » ou « collèges classiques », à direction et à personnel ecclésiastiques.

Non seulement des générations de chômeurs industriels étaient le produit négatif de ce système déficient, mais il empêchait la formation de techniciens et de cadres qu'une société de plus en plus technocrate et administrative réclamait. « Les Anglais » étaient tout prêts à fournir aussi bien au sommet des *executives* que des cadres moyens, des techniciens et des *foremen* (contremaîtres). Héritiers de la tradition folklorique mais peu flatteuse des « porteurs d'eau » et des « scieurs de bois », les Canadiens-Français pouvaient lancer des masses d'ouvriers non qualifiés sur le marché du *cheap labor* (travailleurs à bon marché), qui fit tant pour attirer au Québec les industries étrangères. Comment un tel système, aussi incohérent sous quelque angle qu'on le considère, a-t-il pu se perpétuer aussi longtemps ? Il faut le chercher dans le fond des croyances clérico-politiques qui se sont transmises de génération en génération : « les parents » (belle abstraction administrative) et non l'Etat, ont un droit naturel, direct et immédiat à l'éducation de leurs enfants ; l'école obligatoire est une conspiration maçonnique, qui mène au socialisme et à l'athéisme ; *a fortiori* pour l'école neutre - « Regardons la France déchristianisée » ; la gratuité scolaire est un leurre, puisqu'elle n'est possible que par prélèvements fiscaux ; une injustice, puisque les pauvres comme les riches seront soumis à l'impôt ; enfin, un agent dissolvant de l'esprit de famille, puisque, sans les « sacrifices » consentis par les parents, comment les enfants pourraient-ils leur témoigner leur « reconnaissance » (ciment bien connu de l'unité familiale !) etc.

À l'automne 1960, c'était le coup de trompette des *Insolences du Frère Un tel* : « Je suis un tendre coeur, c'est entendu, disait-il. Je ne veux faire de peine à personne. Il faut pourtant fermer le Département ¹². Je propose donc qu'on décore tous les membres du Département de l'Instruction publique de toutes les médailles qui existent, y compris la médaille du Mérite agricole ; que l'on crée même quelques médailles spéciales, comme par exemple la médaille de la Médiocrité solennelle ; qu'on assure à tous ces gens-là une retraite confortable et bien rémunérée et qu'on les renvoie ensuite à leur moman. Ça reviendrait encore meilleur marché que de les payer à nous compliquer l'existence, comme c'est le cas présentement. Car enfin, le Département a fait à loisir la preuve par neuf et de son incompetence et de son irresponsabilité ¹³. »

Le gouvernement du Québec se trouvait donc en 1960 avoir la chance assez exceptionnelle d'un système d'enseignement tellement mauvais qu'il pouvait s'appuyer sur un large consensus pour y mettre la hache et rebâtir à neuf. « Rebâtir à neuf », mais avec les ressources humaines disponibles et financières (à aller chercher) pour changer radicalement ce reflet caricatural du monde québécois. Devant l'ampleur et la complexité de la tâche, il institua une Commission royale d'Enquête sur l'Enseignement dans la province de Québec le 24 mars 1961, avec comme président, Mgr Alphonse-Marie Parent, vice recteur (et ancien recteur) de l'université Laval (Commission Parent). Ses membres, tout en étant représentatifs des diverses couches de la population québécoise, avaient, à un titre ou un autre, une compétence ou un intérêt pédagogique particulier. « L'objectif global » de la démocratisation et de la socialisation de l'enseignement à partir du renouvellement de la notion de « culture » traditionnelle était nettement souligné, car « la culture générale atteint désormais une plus grande masse de population et s'étend pour tous sur une plus large période ; c'est là le garde-fou qui peut protéger la culture moderne contre les excès de la spécialisation ».

¹² Organisme administratif agissant sous l'égide du Conseil de l'Instruction publique, à la tête duquel se trouvait un surintendant nommé à vie. Le système était tellement absurde que, même sous Duplessis, fut institué un ministère de la Jeunesse (1er titulaire : Paul Sauvé) à qui fut octroyé un ensemble de compétences normalement dévolues à un ministère de l'Éducation publique ou nationale.

¹³ Un livre qui prolongera l'effet des *Insolences du Frère Un tel* fut publié en 1962 sous le titre de *Comment on abrutit nos enfants* un beau sottisier constitué de perles, non pas des « cancre » , mais de leurs professeurs ! Deux brefs exemples, en passant, sans insister : « Combien de péchés véniels équivalent à un péché mortel ? - « C'est le bon, le joyeux souper de famille où l'on retrouve, dans chaque plat, comme un petit morceau du coeur de la mère. »

Un « double souci » était fréquemment rappelé dans le rapport : celui de la personne de l'étudiant, celui de la personne du maître. L'enseignement élémentaire ne devrait plus déboucher sur un tunnel sans issue ni sans possibilité de bifurcation claire, mais sur un réseau d'écoles secondaires polyvalentes, substituant le système des options souples à celui des sections étanches. Si l'enseignement professionnel et technique est assez bien conçu, le système de l'enseignement pré-universitaire en « instituts » soulève des problèmes de coordination malaisée entre ce qui subsistera de l'enseignement secondaire traditionnel et l'entrée de plein droit à l'Université. L'Université elle-même devrait être responsable de la formation des maîtres ; mais une tendance plus récente semble devoir la réserver, au moins pour un temps, aux « écoles normales » qui assumaient cette tâche dans le passé.

Il ne serait pas superflu qu'une telle Commission poursuive son enquête au niveau universitaire. La question de la recherche scientifique commence à se poser sérieusement grâce à l'A.C.F.A.S. (Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences). Enseignement universitaire et recherche scientifique souffrent de n'être pas coordonnés, comme l'exemple du C.N.R.S. le prouve depuis quelques années en France. Mais avant de refaire l'enseignement universitaire, ou de lancer institutionnellement la recherche scientifique, il faudrait peut-être que l'Université achève de se faire ou que la recherche se fasse avec plus de ferveur... Il faut en outre que les statuts de ces institutions à caractère et à direction privés, mais subventionnées en presque totalité par les fonds publics, soient précisés. Il est déjà difficile, à l'intérieur même des universités, de coordonner les départements, instituts et facultés ; aussi est-on encore loin d'un minimum de collaboration inter-universitaire.

Pour faire adopter le principe d'un ministère de l'Education, le ministre, M. Gérin-Lajoie, dut mener une dure bataille à travers le Québec. Le projet de loi (Bill 60) devant l'instituer ayant été soumis à l'examen de la Chambre dans la phase finale d'une session parlementaire, une levée de boucliers s'éleva alors pour empêcher que son adoption fût précipitée. Pendant les grandes vacances, le ministre prit son « bâton de pèlerin » pour aller dans les régions les plus reculées dénoncer les tabous encore persistants comme :

- le mythe de la survivance : ce qui nous a sauvés une fois nous sauvera toujours et ne doit jamais changer.

- le mythe de la reconnaissance : le clergé nous a sauvés malgré nous, nous devons nous en remettre entièrement à lui.
- la politique nuit à l'éducation c'était en grande partie la politique qui avait imposé l'éducation on lui reprochait silencieusement cette intervention autoritaire ; de plus on imputait à la violence et à l'instabilité politiques de l'époque les malheurs de l'éducation.
- l'éducation est l'affaire des élites : seules ces élites possédaient une certaine instruction ; elles pouvaient seules, la transmettre ; de plus, l'éducation n'était pas encore une nécessité vitale et on ne croyait pas la masse des gens capables de la « porter » (au sens de savoir « porter la boisson »).

Fort du principe posé par la Commission Parent (« Placer l'éducation au tout premier rang des préoccupations politiques, c'est lui donner l'importance qu'elle doit avoir »), le ministre combattit les attardés, les témoins, les intégristes dans leurs derniers retranchements. Durant ces mêmes vacances, autorités épiscopales et pouvoirs publics « négocièrent » dans le secret quelques modifications mineures et n'entamant guère l'économie générale du projet de loi. Ce fut un beau spectacle que cette expérience de démocratie vécue et dialoguée entre un ministre et des corps de citoyens ; mais on peut se demander, au cas où un « accrochage » sérieux entre les deux puissances réelles se serait produit, ce qu'il en aurait résulté. Une bataille similaire se livra au printemps 1965 pour regrouper les organisations scolaires locales en 55 commissions scolaires régionales. Ce fut l'« opération 55 » qui visait à doter le Québec d'un meilleur équipement scolaire et d'une affectation plus rationnelle des ressources humaines afin de pouvoir donner l'enseignement « new-look » proposé par le Rapport Parent. Les conséquences sociales et économiques d'un tel regroupement sont loin d'être encore mesurées et elles auraient eu une incidence négative sur le scrutin du 5 juin 1966. Le ministère de l'Éducation fut finalement institué le 19 mars 1964. Et son chef, M. Gérin-Lajoie, se multiplia dans la suite Pour expliquer à toutes espèces d'auditoires ce qui était en jeu : « A ceux qui disent que nous allons trop vite, et que nous voulons tout faire à la fois, je réponds que nous avons un retard d'un demi-siècle à rattraper et qu'il est, dans l'histoire des peuples, des moments où il faut tout faire à la fois, parce que tout se tient. » Les matières les plus litigieuses de l'étude de la Commission Parent étaient gardées pour la dernière tranche de son rapport : le finance-

ment et le régime religieux de l'enseignement (la « confessionnalité »). Elle fut officiellement déposée en pleine campagne de l'élection du 5 juin 1966 : ce qui n'eut pas l'heur de plaire à M. Lesage, craignant quelques répercussions défavorables et préférant, en tout cas, n'avoir pas à en débattre dans une telle ambiance, survoltée. Le rapport disait, sur la question entre toutes brûlante, de la laïcité : « Le premier principe qu'il faut affirmer, c'est celui de la neutralité de l'Etat en matière religieuse », car il « doit reconnaître la liberté religieuse et l'égalité des personnes. Il doit, en conséquence, accorder un traitement égal à toutes les Eglises et à toutes les religions en tant qu'institutions, aux croyants et aux incroyants en tant que citoyens libres, responsables et égaux ». Pendant qu'un des commissaires, le sociologue Guy Rocher, répondait aux attaques de ceux qui prétendaient que le Rapport Parent visait à « déconfessionnaliser » l'école, le M.L.F. rendait public un communiqué : « La laïcité, c'est pour tout le monde. » Le Mouvement laïque avait la dent dure pour la solution intermédiaire proposée : « Sortant à peine d'une dictature religieuse, les membres de la Commission Parent semblent dans leurs dernières recommandations, désespérer d'une véritable démocratie et se réfugier dans la confusion multiconfessionnelle, traitant la laïcité comme une nouvelle dissidence... Les ghettos multiples que seront des écoles protestantes, anglaises, françaises, catholiques et neutres ne résoudront pas le conflit entre la confessionnalité d'hier et l'éducation moderne à laquelle tous les enfants ont droit. » Le nouveau gouvernement, qui est déjà en place depuis le 6 juin 1966 se défend de freiner le progrès. L'heure est à l'intégration, à l'allongement des études scolaires dans une population très jeune, pendant que le recyclage, l'éducation permanente ramènent de plus en plus d'adultes à l'école. Aussi, à l'automne 1966, un Québécois sur trois faisait des études sous une forme ou une autre. Est-il un pays occidental qui présente un semblable phénomène ?

« Maîtres chez nous » avec le capital d'ailleurs.

[Retour à la table des matières](#)

« Maîtres chez nous » fut le slogan du parti libéral lors de l'élection précipitée du 14 novembre 1962. La question de l'étatisation des réseaux privés d'électricité fut l'enjeu de cette élection. Le ministre des richesses naturelles, René Lévesque, menait depuis plusieurs mois une campagne « à titre personnel » sur la question. M. Lesage et

la majorité du cabinet évitaient de se prononcer ou exprimaient des réticences. M. Lévesque s'entêtait, convaincu du bien-fondé de sa cause, défendait passionnément son projet en franc-tireur. Cet « intellectuel » malgré lui (n'en goûtant guère la qualification), cet animateur de télévision qui avait obtenu un succès hors pair, défend ses idées sociales et politiques avec une sorte de frémissement intérieur longtemps contenu qui, s'il n'enlève pas toujours l'adhésion, impose le respect et entretient la ferveur de ses partisans : la « gauche » non extrémiste, la jeunesse surtout dans les premières années de la « révolution tranquille ». Comptant sur un appui populaire très large, M. Lévesque força la main d'un Premier ministre hésitant et de collègues plus impressionnés que convaincus par sa dialectique passionnée : à deux doigts d'une rupture éclatante, le cabinet se réunit dans le secret pour une « session (privée) intensive » dans un hôtel des Laurentides. A cause des risques de l'entreprise, on se mit d'accord sur la nécessité de s'assurer un large mandat populaire. Et ce sera la décision de tenir des élections générales, anticipées de deux années. L'équipe libérale se vit confirmée au pouvoir avec une majorité accrue : 63 sièges pour 57 % des votes, aux dépens des unionistes pour la première fois dirigés par M. Johnson, qui obtenaient, pour 42 % des suffrages, 31 sièges. Le point culminant de la campagne avait été l'affrontement Lesage-Johnson à la télévision, qui eut l'importance et le style du célèbre débat Kennedy-Nixon. Bien que M. Lévesque fut au coeur de cette élection que son obstination avait provoquée, M. Lesage défendit avec une fougue efficace le projet de nationalisation, s'en étant à ce point approprié le principe qu'il donnait l'impression d'avoir été l'instigateur de ce programme.

Il y avait déjà cinquante ans que l'Ontario avait nationalisé ses compagnies d'électricité, la Colombie britannique l'avait fait quelques années auparavant. Le Québec, dont le potentiel hydro-électrique est le plus riche de toutes les provinces, avait depuis dix-huit ans un régime bâtarde : l'Hydro-Québec, organisme d'État qui avait pris en charge la *Montreal Light Heat and Power* (étatisée sous le régime Godbout en 1944), et une douzaine d'autres compagnies réparties à travers le reste du territoire et appartenant à des intérêts privés. Aucune intégration de l'ensemble : disparité des cycles, non-uniformisation des taux, communications incohérentes entre réseaux, et surtout, par manque de coordination des investissements, trop faible et inégal développement de l'immense potentiel. Pourtant l'électricité était vraiment le centre nerveux du développement économique à venir.

Ce fut la première étape importante de la reconquête économique du Québec. L'étatisation se fit dans les règles : sans que les intérêts privés puissent se plaindre de la moindre spoliation ni que l'opération donnât lieu à des spéculations boursières. Elle fut un succès. Les Québécois administraient la preuve qu'il n'y avait pas que les « parlant anglais » à pouvoir exploiter, gérer et développer les richesses naturelles qu'ils avaient si allègrement concédées aux « étrangers » depuis toujours.

Dans le grand nord québécois, l'Hydro-Québec est en train d'aménager un gigantesque complexe hydro-électrique sur les rivières Manicouagan et Outardes. C'est la T.V.A., le Dnieper ou l'Assouan du Québec. Une fois achevé, il fournira en électricité tout l'Est du Canada, et la Nouvelle-Angleterre jusqu'à New York. La réforme de l'enseignement, sans être d'un coût prohibitif, amena une refonte et un élargissement de l'assiette fiscale, accentuant par là même, avec l'assurance-hospitalisation, la tension avec Ottawa au sujet du partage des pouvoirs de taxation. Il en fut autrement pour l'étatisation de l'électricité : comme société publique, l'Hydro-Québec n'avait pas à payer d'impôts à Ottawa, et les finances québécoises « récupéraient » ainsi indirectement une quinzaine de millions de dollars. Mais pour l'amortissement de l'expropriation, le gouvernement du Québec avait dû contracter des emprunts de quelque 300 millions de dollars sur le marché de Wall Street... Le Québec « rachetait » donc ce fragment de sa propriété pour moitié, grâce aux dollars étrangers. D'autre part, les mines ne seront pas nationalisées, non plus que les énormes richesses forestières. Le ministre Lévesque justifia la position du gouvernement par les deux arguments suivants : 1° l'électricité est une richesse renouvelable, qui a son marché « sur place », et constitue l'infrastructure technico-économique des développements industriels à venir ; 2° les dépôts miniers ne sont pas renouvelables ; leur prospection et les investissements nécessaires à l'industrie extractive sont soumis à toutes sortes d'aléas dont les sociétés minières ont l'habitude - et, aussi, le profit ; les marchés, étant pour leur plus grande partie étrangers, il est impossible d'exercer le moindre contrôle sur leurs fluctuations et leur « fidélité ». La nouvelle loi minière, par l'organisme chargé de l'appliquer (S.O.Q.U.E.M.), veillera à exercer une surveillance rationnelle sur une exploitation jusque-là assez désordonnée et imposera sur les concessions et l'extraction, des droits - royalties - moins ridiculement bas que ceux qu'avait consentis le régime précédent. Les « socialistes » du cru jugèrent cette politique très modérée, et y virent un coup de frein à la « révolution » déjà trop « tranquille ». Après l'Hydro-Québec, la Sidérurgie du Québec (Sidbec) apparaissait un impératif. Le Québec possède de très

riches gisements miniers dans ses régions nordiques ; mais il n'est pas en état de travailler, ni même d'extraire ses minerais ferreux. De puissantes compagnies américaines s'en chargent depuis les arrangements favorables conclus, il y a une vingtaine d'années, par le régime Duplessis. Il en est de même pour certains métaux rares dont le sous-sol québécois, encore incomplètement prospecté, est richement doté (amiante, cuivre, plomb, titane, etc.). Les minerais de fer du Québec sont donc raffinés dans les hauts fourneaux de Pittsburgh ; et si des experts français en sidérurgie ont participé aux premières études techniques et financières du projet Sidbec, il ne semble pas que le Canada-Français soit sur le point de posséder bientôt ses premiers hauts fourneaux et ses premiers laminoirs.

Histoire passablement confuse que celle de la Sidbec, et même trouble, équivoque, s'étant déroulée dans une quasi-clandestinité. Les gouvernants québécois répondaient aux questions qui leur étaient posées à ce sujet de façon évasive. On en était réduit à des rumeurs, des ragots journalistiques. Le gouvernement Lesage semble s'être trop tôt prononcé sur le principe du projet et surtout l'avoir claironné trop fort. Car, dans le contexte industriel nord-américain, la question est fort complexe. Le Québec ne peut, comme producteur-postulant, se lancer tête baissée dans une lutte concurrentielle avec le reste du Canada, ni avec les industries de l'acier installées chez lui et dont la clientèle locale est apparemment satisfaite, ni, surtout, trouver une place aisée auprès des géants sidérurgiques américains qui ont noms : U.S. Steel, Bethlehem Steel, etc. Que faire ? Nationaliser ses mines ? Mais la vie de cette collectivité, francophone à 80%, est contrôlée dans la même proportion par des capitaux anglosaxons ! Ironie de la situation : pour atteindre Pittsburgh, ses minerais de fer passent devant Québec et Montréal...

L'examen du projet fut repris sous plus d'un angle, « laminé », c'est le cas de le dire, plus d'une fois ! Le projet devait être amortissable en un temps raisonnable ; il fallait que sa rentabilité minimum fût assurée par des marchés relativement sûrs ; on devait importer la haute main-d'oeuvre qualifiée, dont un « maître de forges » francophone réputé et qui fût disponible en France ou en Belgique. Mais devant le réseau des difficultés, on se rallia finalement à une solution hybride. Des capitaux mixtes seraient engagés dans l'entreprise, et les fonds publics ne seraient pas majoritaires. Ce fut un beau tollé, et dures critiques, accusations de ne pas jouer franc jeu, fusèrent de toutes parts ! Avait-on exagéré les obstacles, en bons Québécois timorés devant « les grandes affaires » (complexe du « né pour un petit pain ») ? Ou bien le capital anglo-

américain, ou strictement américain, avait-il fait pression ? On ne sait pas, pas encore. Après la démission du directeur de Sidbec, M. Gérard Filion, impatient d'attendre en vain la permission de « Dieu le Père qui règne à Québec », l'affaire fut réétudiée. Un rapport rendu public au début d'août 1966 demandait, étant donné la complexité de la question, un nouveau délai de six mois et des fonds additionnels pour compléter l'étude avant d'en arriver à une décision finale. Après avoir reçu le rapport, le nouveau Premier ministre, M. Johnson, qui avait réclamé une plus forte participation étatique au financement de l'entreprise, démentait que le projet de Sidbec fût abandonné.. Pour la suite, on ne peut qu'attendre sans trop d'illusions.

Il est d'autres manifestations du néo-nationalisme économique des Québécois que l'Hydro-Québec, la Soquem ou la Sidbec. Il faut dire quelques mots de la Société générale de Financement, du Conseil d'Orientation économique, d'une Régie des Rentes et d'une Caisse des Dépôts et Placements. Nul n'ignore que « St James Street »- le Wall Street montréalais - ne voyait pas d'un oeil très favorable la création de la Société générale de Financement (S.G.F.), tandis que d'autres provinces en admiraient le modèle, souhaitant que le gouvernement central établisse une société identique à l'échelle du pays. Le choix des membres du bureau de direction de la S.G.F. indiquait clairement que la société ne pécherait pas par esprit d'aventure. Elle reçut ses capitaux initiaux de trois sources : fonds publics, épargnes coopératives des Caisses populaires, capitaux privés. Elle devait avoir une participation égale au dixième environ du capital global de Sidbec : 25 millions de dollars sur 225 millions. D'une part, elle participe au lancement d'entreprises nouvelles, autochtones ou d'origines étrangères (c'est grâce à elle que Peugeot-Renault vint installer près de Montréal une usine de montage) ; de l'autre, sans préoccupation de renflouement d'entreprises marginales, trop petites ou déphasées, elle consolide ou relance des entreprises moyennes et viables dans des secteurs fondamentaux, et qui ont besoin d'injection de capitaux supplémentaires ou de directions renouvelées. Car, il n'y a pas eu au Québec de « grandes familles » économiques qui auraient pu créer des dynasties de grands entrepreneurs. La S.G.F. a ainsi efficacement relancé des entreprises à des taux de participation très variables, d'un symbolique 2% jusqu'à 100% du capital. De là à s'attaquer aux consortiums et aux grandes entreprises cartellisées ou non...

La « planification à la française » fait son tour du monde de la popularité. Elle a abordé aux rives du Saint-Laurent. « Planification » est devenu le mot magique qui met fin à toute discussion sur l'avenir économique du Québec. Seulement, le mot n'a

encore aucune réalité au Québec, sauf au ministère de l'Éducation et dans quelques autres, pour l'étalement des investissements et diverses dépenses d'équipement prévisibles à court ou moyen terme. Pourtant l'idée de la « planification » globale reste dans l'air, mais au niveau des inventaires et des études préparatoires à l'orientation éventuelle d'une politique qui ne serait que pré-planificatrice. Institué dès le 22 février 1961, le Conseil d'Orientation économique avait pour « mission » selon la loi l'établissant :

- a. d'élaborer le plan de l'aménagement économique de la province en prévoyant l'utilisation la plus complète de ses ressources matérielles et humaines ;
- b. de conseiller le gouvernement, de sa propre initiative ou sur demande, sur toute question économique.

Son mandat n'avait rien de restrictif. Et les « planificateurs » mettaient les « non-initiés » en garde contre les termes de « Plan » ou de « planification économique » qui ne doivent pas contenir « quelque chose de tellement abstrait qu'on les situe dans l'irréel »... En fait, cinq ans après, la seule chose remarquable de ce Conseil et de ce Plan fut leur discrétion !

En 1963, l'« évolution tapageuse » devient de plus en plus agitée : le séparatisme tête du terrorisme ; « la révolte paysanne » commence à s'affirmer ; les étudiants s'agitent ; les tensions entre Québec et Ottawa prennent la tournure d'une crise aiguë ; la réforme de l'éducation ne se laisse pas freiner - mais ce n'est pas sans mal - tant à gauche qu'à droite ; la pieuvre du « patronage » a encore assez de tentacules pour envelopper quelques députés et administrateurs... La « révolution tranquille » a débri-dé suffisamment de forces longtemps comprimées pour sécréter de véritables « rébellions ». Ces malaises s'accroissent encore l'année suivante. Au niveau du sempiternel conflit constitutionnel-fiscal, le Québec marque des points importants : du coup, il se retire de vingt-huit « programmes conjoints » (ou à frais partagés entre les deux niveaux du gouvernement) et obtient de toucher jusqu'à 44% de l'impôt des particuliers pour alimenter son budget de plus en plus lourd. Un nouveau code du travail est adopté, mais non sans heurts avec les puissants syndicats qui réclament une législation beaucoup plus « libérale » justement et l'obtiennent presque intégralement. À peine

nommé, le nouveau ministre de la Justice, Claude Wagner, a sur les bras l'affaire du « samedi de la matraque », à l'occasion de l'inopportune (et tout à fait superflue) visite de la reine pour commémorer la première phase de la célébration du centenaire du Canada (1864 : rencontres de Charlottetown et de Québec). Son « style » très particulier le fait identifier à cette « droite » vertueusement réformiste dont on venait à peine de perdre le souvenir.

L'établissement d'une Régie des Rentes destinée à recueillir l'argent qui alimentera la Caisse des Dépôts et Placements, sera relégué dans l'ombre par des événements plus spectaculaires. Et pourtant, ce sont deux merveilleux instruments de la future libération économique tant claironnée. Leur haute technicité financière et leur « rentabilité » sur une longue période n'en font pas des sujets d'entendement facile. Et c'est bien dommage. Leur *appeal* populaire est presque nul, et il ne s'agit encore que de projets structurels, conçus toutefois avec une belle audace. Mais ce n'est que l'étape intermédiaire de la mise en place des futurs « leviers » d'une économie capable de perpétuer et d'accentuer son dynamisme initial. Déjà commence à s'essouffler la « révolution tranquille ». Reste toujours sous-jacente la crainte instinctive de ne pas trop bousculer les secteurs des intérêts privés. Les « technocrates » ne doivent pas commettre d'erreurs, ou alors point trop voyantes, surtout que leurs communications sont généralement nulles ou mal établies avec le pouvoir politique ; le contentieux fédéral provincial risque d'aboutir à une plus grande rigidité des positions du gouvernement central, qui enlèvera autant de liberté de manoeuvre financière à « l'Etat du Québec » ; et, surtout, on commence à sentir plus lourdement les forces de l'inertie psychologique, provenant d'un manque d'habitude aux changements trop rapides, à l'intérieur des diverses classes ou couches sociales.

C'est un axiome bien connu de la sociologie des comportements que lorsqu'un phénomène est perçu comme réel, il est réel dans ses conséquences. Au tournant de 1965-1966, l'aspect « tranquille » apparaît plus frappant que celui de « révolution », une révolution qui donne l'impression de manquer de ressort. Après les phases du « déblocage » et du « décollage », avait commencé celle des « perturbations atmosphériques », inévitable risque de tout voyage au long cours. Puis, il y eut l'échouement inattendu du 5 juin 1966.

Retour à la stagnation d'avant 1960 ?

[Retour à la table des matières](#)

La réponse est : « non ». Elle contredit de front le commentaire du *Monde* le lendemain de l'élection : « Les élections législatives du Québec, en installant au pouvoir M. Daniel Johnson, le chef de l'Union nationale, ramènent le pays six ans en arrière. » La réponse est « non » pour la raison générale que, selon la formule prudhommesque, « on ne peut reculer l'horloge de l'histoire » ; pour la raison particulière que ce qui s'est passé en ces six années, avec toutes ses lacunes et incohérences, contient un principe de mouvement qui pourra se ralentir mais qui est irréversible. Et M. Johnson et sa faible équipe n'ont que le choix de donner l'impression de le prendre bien en main, d'être les instigateurs d'un mouvement moins désordonné. Ils ne peuvent certes pas avoir tué tous leurs « petits démons intérieurs » ; mais, comme tout le monde, ils ont mûri durant ces six années. L'Union nationale est prisonnière de la « révolution tranquille » dont elle combattait les modalités et les insuffisances mais dont elle ne pouvait s'empêcher d'appuyer les principaux objectifs. Et puis, jamais gouvernement aussi faible n'aura eu une opposition aussi forte : il ne pourra se maintenir ni par l'ambiguïté, ni par l'accumulation des faux-fuyants.

D'ailleurs, le mouvement déclenché en 1960 s'était moins ralenti qu'il ne se cherchait une direction. Il y a deux types de politiques qui réussissent : 1° celle qui, pour employer la formule de M. Lesage, sait « profiter des circonstances dans la mesure du possible », et qui, quoi qu'il dise, n'est souvent qu'une brillante « improvisation » ; 2° celle qui sait créer les circonstances nouvelles qui la rendront efficace, dans « la mesure du possible » également.

Or, « tranquille » ou non, ce n'était pas une « révolution » qui commença en 1960. C'était une « évolution », une remise en marche, parfois « tapageuse », toujours prolixe, trop bavarde en tout cas. La politique québécoise fut trop « parlée » en ces six ans. Et, à force de la « parler », on en vint à croire qu'était réel tout ce qu'on en disait, en mal autant qu'en bien. Il n'y avait pas que l'expression « révolution silencieuse » à manifester une tendance bien latine à l'inflation verbale : « politique de grandeur », « Grande Charte de l'éducation », « maîtres chez nous », « revanche des cerveaux »,

« l'électricité levier ou clé de notre économie », « l'Etat du Québec » avec parfois l'additif « foyer national des Canadiens-Français », etc. Les vraies révolutions sont volontiers cocardières, mais elle ne se font pas qu'à coups de slogans. Et si elle fut tant « parlée », cette révolution « tranquille », c'est qu'elle ne fut pas pensée comme une évolution globale et encore moins dirigée. Par personne : ni par ceux qui la firent, ni par ceux qui la critiquèrent ; ni par ceux qu'elle réconforta, ni par ceux qu'elle inquiéta. Excepté dans certains secteurs : éducation, potentiel hydraulique... Pendant la « révolution tranquille », il fut énormément question des « priorités » : il y en eut presque autant que d'orateurs pour en parler. Inutile de dire qu'elles furent souvent contradictoires, se chevauchant, se juxtaposant jusqu'à donner l'impression de s'annuler mutuellement. Or, il en est deux qui furent « oubliées » : l'une d'exécution rapide, qui fut escamotée, la réforme de la carte électorale ; la seconde, nécessitant une étude approfondie qui fut indûment ajournée, le problème agricole.

Elles causèrent la défaite du gouvernement Lesage, le 5 juin 1966. Ce gouvernement méritait d'être réélu sur la base de ses mérites accumulés pendant six ans ; on devait lui accorder une chance de « se retrouver », après un an et demi de « perturbations », une chance de relancer une nouvelle politique de réalisation de ses divers programmes projetés ou près d'être exécutés. Or il s'est battu lui-même. Passons sur les erreurs tactiques de la campagne : la décision de hâter sans nécessité les élections attendues pour l'automne ; le style du leader rendant compte de son excellent « bilan » à la façon d'un président de société à la réunion annuelle des actionnaires ; une sous-estimation des malaises locaux et de l'influence de « nuisance » du R.I.N. qui lui fit, chez la jeunesse, plus de tort qu'à l'Union nationale ; un excès de confiance dans le prestige des « vedettes » de l'équipe ; une publicité déficiente, etc. Tout cela pourra être éclairé plus tard par les études de sociologie électorale de ce scrutin aberrant à plus d'un titre, le vaincu remportant plus de voix (46,5% du vote) que le vainqueur (4 %).

Un comité d'experts avait proposé une réforme de la carte électorale selon laquelle la différence du nombre d'électeurs entre les unités territoriales (comtés) urbaines et rurales ne devrait pas dépasser 25 % de la moyenne générale. C'était raisonnable et non injuste pour les régions rurales. On adoptera une « réformette » en se fondant sur le fait qu'on était lié par l'article 80 de la Constitution au sujet des comtés dits « pro-

tégés ¹⁴ ». Cette limitation était exacte ; mais il restait la possibilité d'augmenter le nombre des comtés urbains pour que l'écart entre le nombre d'électeurs des comtés ruraux et urbains ne soit pas aussi injustement flagrant. D'un autre côté, le ministère de l'Agriculture n'avait pas à sa tête un Gérin-Lajoie ou un René Lévesque, les deux hommes qui incarnèrent plus que le reste du cabinet le contenu et le style de la « révolution tranquille ». Conséquence : la question agricole fut négligée. On ne sortit de cette politique d'attentisme, étant trop occupé ailleurs, qu'à la fin de la « révolution tranquille ». Or, les régions rurales avaient été l'élément fixe des succès électoraux de l'Union nationale pendant vingt ans. Un gouvernement, soucieux de se perpétuer par instinct de conservation, se devait de jouer à fond au moins l'une ou l'autre des deux réformes : l'électorale ou la paysanne. Sans quoi, il risquait une « surprise », pourtant prévisible. Il l'eut le soir du 5 juin 1966.

En 1960, l'équipe libérale prit le pouvoir contre un parti vieilli et affaibli. « Il faut que ça change ! » : sa victoire était la réaction négative contre un parti qui avait été trop longtemps au pouvoir. En 1962, il se vit confirmé par l'attrait du « maître chez nous » que symbolisait l'électricité. En 1966, sans caractère de nécessité, répétons-le, pour des élections anticipées, et sortant à peine d'une épreuve de force avec le nouveau syndicalisme de la fonction publique - on était arrivé à deux doigts d'une grève générale -, il n'offre guère qu'un bilan positif de ses oeuvres passées et la promesse de ses bonnes intentions pour l'avenir. « Pour un Québec plus fort, plus dynamique, plus prospère » est le slogan génial qui sortit des officines publicitaires du parti ! Pourquoi pas : « Pour le Progrès, pour la Vertu »... ? C'était là l'expression de l'absence d'une politique novatrice et active. Les mois d'été n'auraient pas été de trop pour mûrir un programme plus spécifique et trouver un autre slogan. La bonne conscience ne suffit pas à remplacer l'instinct de conservation et l'on sait par ailleurs, depuis Aristide le Juste, que les démocraties ont la mémoire courte...

Il y avait possibilité de centrer l'élection sur les réformes déjà esquissées par le tandem Lévesque (ministre de la Famille) et Kierans (ministre de la Santé) pour un système enfin cohérent de Sécurité sociale ; quelques décisions législatives audacieuses - en rapport aux lacunes les plus flagrantes de l'économie agricole - auraient ap-

¹⁴ Les constituants de 1867 avaient voulu « protéger » des petits comtés des cantons de l'Est (Eastern Townships) où étaient concentrés alors les descendants des loyalistes. Depuis longtemps, ces comtés sont à prépondérance française.

porté, sans basse démagogie, l'appoint indispensable d'un vote rural suffisamment fort. Si on y a pensé, on a passé outre. Avec le résultat aberrant que l'on sait.

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre VII

Les Québécois en Amérique du Nord : le nègre blanc

Vous êtes peuple colonisé et non pas minorité dominante. Vous êtes les Algériens de l'Amérique et non ses colons... Certes, ces étrangers colonisés, apparemment maîtres dans leur province, adossés à une grande culture internationale, dotés d'un enviable niveau de vie et menacés d'un bonheur à l'américaine, différents par bien des côtés de ceux qui ailleurs dans le monde, et, par exemple en Amérique latine, assurent la révolte des maigres, des bronzés, des humiliés. L'aliénation est au Canada plus douceuse.

JACQUES BERQUE.

Or, ce n'est un secret pour personne, le Canada et, en particulier, le Québec, sont devenus, à l'ère du néo-colonialisme, presque totalement dépendants du capital américain et soumis à la politique de Washington. Il est à peine exagéré de dire que le Canada est en pratique le 51^e État américain.

JEAN-MARIE DOMENACH.

[Retour à la table des matières](#)

Des Américains parlant français ou des nègres albinos ?

[Retour à la table des matières](#)

Un membre de la Chambre des Communes du Canada rencontre un *congressman* américain :

- Vous avez votre problème noir, dit le premier, et nous avons notre problème canadien-français.

- Oui, c'est nous qui avons choisi les premiers !

Dialogue fictif, mais qui mériterait d'être vrai ! Les Canadiens anglophones ont parfois tendance à considérer la *French Canadian question* comme leur *negro problem* ; mais de jeunes intellectuels québécois hurlent leur « négritude » - et ce n'est pas pour la magnifier. Le ministre René Lévesque, qui avait déjà défini les Canadiens comme des « sous-Américains » et les Québécois comme des « sous-sous-Américains », s'adressait un jour à la population anglophone du Québec, « arrogante et ignorante », lui conseillant d'abandonner sa « mentalité rhodésienne pendant qu'il en est encore temps ».

Nous retrouvons une fois de plus, au niveau de l'inconscient collectif canadien-français, un Québécois mal à l'aise dans sa peau, qu'il a pourtant blanche. La tension intérieure n'est pas « raciale », mais provient d'une conscience ethnique précaire et, doutant d'elle-même. Ce n'est plus tellement le sentiment de la « conquête » qui cristallise cette hargne lyrique, teintée de masochisme ; ce n'est pas seulement la honte d'avoir subi un « dépouillement » : c'est le refus total de devoir se considérer à jamais comme des « infériorisés collectifs » (Miron) ou des « dépressifs explosifs » (Aquin). Car, prendre conscience d'un présent en l'occurrence, c'est encore projeter un futur sur le fond d'une image exaspérée d'un passé. Les survivants des « débris d'un peuple ancien perdu au milieu des flots d'une nation nouvelle » (selon l'expression de Tocqueville) veulent encore clamer aux autres qu'ils ne sont pas d'anciens esclaves, mais bien d'anciens maîtres. L'ironie historique de la situation, ce n'est pas tant que les

« anciens maîtres » soient devenus des « esclaves », mais qu'ils ne puissent plus être à nouveau « maîtres » même chez eux !

Les Canadiens-Français du Québec ne sont pas une « race » mais une « ethnie » perdue qui a poussé l'instinct de conservation jusqu'à survivre massivement. Toutes choses étant relatives, la « masse » qu'elle est, paraît bien minuscule à côté des « masses », environnantes, toutes « anglo-saxonnes » - pour employer le terme générique que Churchill affectionnait et que de Gaulle affecte encore. Se reconnaître, c'est pour toute une jeune génération d'intellectuels québécois d'abord se faire mal, « se frapper » ! Le « nègre blanc » n'aime pas le Canada qu'il rejette ; le Noir américain continue d'aimer les Etats-Unis. Dans son livre *Notes of a Native Son*, le romancier James Baldwin écrit : « J'aime l'Amérique plus que tout autre pays au monde, et c'est pour cette raison que je revendique le droit de la critiquer constamment. » S'il était « nègre blanc » québécois, il écrirait : « À défaut de la France, j'aime le Québec plus que tout au monde et c'est pourquoi je revendique le droit de le séparer du Canada. » C'est une troisième différence entre le Noir américain et le « nègre blanc » québécois : celui-ci a un « demi-État » et trouve absurde qu'il ne soit pas État à part entière.

Les expressions « colonisation-décolonisation » sont chargées d'ambiguïtés intéressées, puisqu'elles sont des catégories historiques. Elles sont très difficilement applicables aux problèmes canadiens : il faudrait commencer par établir des séries de différences et de similitudes à partir d'une typologie qui serait d'ailleurs, en son principe, fort discutable. Malgré leur flou sémantique, les catégories analytiques d'aliénation, de complexes ou d'inconscient collectif sont moins décevantes à l'usage. Si un Québécois se dit « aliéné », c'est qu'il se sent aliéné, et, s'il se sent aliéné, c'est qu'il l'est - ce qui n'implique pas que ses compatriotes, qui ignorent le mot et nieraient la chose en l'apprenant, ne le soient pas. L'« aliénation » des Canadiens, dans l'ensemble confédératif, est double : vis-à-vis des Etats-Unis d'abord, et, pour les Canadiens-Français, vis-à-vis du grand tout canadien. Mais cette double « aliénation » va se fondre « dans la béatitude de *l'American way of life* », selon l'expression de J.-M. Domenach. Invertissons la perspective : si les Etats-Unis pouvaient être ce qu'ils sont sans le cancer démocratique de leur *negro problem*, le Canada peut-il vraiment être sans son *French Canadian problem* ? Le ministre René Lévesque déclarait dans une interview au *New York Times* en février 1964 : « Nous croyons que nous pouvons nous en tirer mieux sans le Canada que le Canada sans nous. » C'est plausible, mais incertain jusqu'à contre-preuve vécue. Il faut poser simultanément et de façon corrélative les deux

niveaux de la précarité canadienne : la poussée indépendantiste, ou simplement fortement autonomiste, du Québec force le Canada à affirmer son indépendance par rapport aux Etats-Unis ; mais les Etats-Unis n'ont nul désir d'entamer les deux indépendances : ainsi se referme le cercle de l'absurde dans ces relations étroites entre un géant, un homme de taille moyenne et un nain.

Est-ce à dire que Washington se tiendra coi et immobile si, par quelque hypothèse actuellement invraisemblable, un castrisme séparatiste montrait le bout de l'oreille au Québec ? A supposer qu'il en soit informé à temps, le « tigre de papier » (dollar) rugirait efficacement ! Et ce serait assez. En février 1963, un chef séparatiste québécois ayant prétendu savoir par « des personnes proches de M. Kennedy » que le président serait favorable à l'indépendance du Québec, un porte-parole de la Maison-Blanche s'empressa de qualifier de « ridicule » une telle assertion. Quelque temps plus tard, l'ex-président invoquait l'emprunt du Québec pour la nationalisation de ses réseaux privés d'électricité afin de justifier le financement d'une aciérie dans l'Inde.

Les premières explosions du terrorisme séparatiste produisirent, on l'imagine, quelques remous à Washington. L'agence France-Presse révélait, au début de février 1966, que le Pentagone enquêtait sur la situation intérieure de vingt et un pays américains, dont le Québec. Il s'agissait d'un projet de recherches, dit « Camelot », auquel des universitaires américains collaboraient. Après la dénonciation violente d'un député colombien et la protestation indignée du sociologue Johan Galtung, le projet fut rappelé. Mais il est notable que, parmi les cinq projets pilotes (Cuba, Guatemala, Bolivie, Mexique, Canada), Cuba et le Canada furent finalement choisis. L'étude du Québec avait précisément comme nom de code « Projet " Révolte " » ! M. Lesage soutint que toute l'affaire ne pouvait être que le fait d'un « loustic » et son ministre de la justice trouvait « absurde » toute l'histoire. « Absurde », mais vraisemblable d'autant que, selon le sénateur Fulbright, président de la Commission des Affaires étrangères, « ce qu'il y a de présupposé dans Camelot, comme dans le concept de contre-insurrection, c'est que les mouvements révolutionnaires sont dangereux pour les intérêts des Etats-Unis, et que les Etats-Unis doivent être prêts à aider, sinon à participer activement, aux mesures de répression »...

Les Québécois sont sans doute, dans leur écrasante majorité, antiracistes et soutiennent moralement la cause des Noirs américains. Ils ont toutes les raisons historiques, psychologiques et culturelles d'avoir ce réflexe humanitaire. Mais la pire injure que ressent un Canadien-Français, « à l'étranger » dans son propre pays, dans l'armée

ou derrière un guichet d'une administration fédérale, c'est de s'entendre dire : « *Speak white !* » De tels incidents sont de plus en plus rares, mais ils furent assez fréquents pendant la crise de la conscription de la dernière guerre. « *Speak white !* » - qui peut se traduire : « Parlez une langue civilisée » - ne veut pas dire : « Votre français est mauvais, c'est du petit nègre », mais « Pourquoi ne pas parler la langue de tout le monde ? *We are an English country !* » On assiste parfois à la résurgence de cet esprit « doucereusement » anti-« nègre blanc » au Canada anglais. Ainsi le réputé journal, *The Vancouver Sun*, publiait, le 17 juillet 1962, un éditorial, où les Canadiens-Français étaient assimilés aux Noirs américains dans les causes de leur infériorité respective. Un éditorialiste du journal, pur anglophone qui, par hasard, s'appelle Paul St-Pierre, justifiait ainsi l'opportunité dudit article : « Il s'agit là d'une étude complètement objective de la situation. C'est d'ailleurs une synthèse des opinions qu'ont les Canadiens anglais sur la question du Québec. »

Habituellement, les « Britanniques » d'Angleterre voient de façon plus subtile que les « Anglais » de la Colombie britannique le cas du « nègre blanc » canadien-français. Ainsi, le mois précédant la publication de cet éditorial du journal de Vancouver, la revue *The Round Table*, publiait une étude : « A Turning-Point in Quebec », qui évoquait, au sujet des Montréalais anglophones, « la hauteur et l'arrogante condescendance » avec lesquelles les garnisons européennes des territoires coloniaux d'Afrique et d'Asie traitaient, au XIXe siècle, les indigènes de ces régions du globe. Et concluait : « C'est cette attitude canadienne-anglaise qui a beaucoup contribué à la montée de ce nouveau mouvement nationaliste dans le Québec. »

De la « revanche des cerveaux » à la sublimation de la dépression.

[Retour à la table des matières](#)

C'est par la classique « revanche des berceaux » que fut rendue possible la survie d'un Canada-Français. Seul le lyrisme moralisateur sur « nos belles grandes familles » y a vu quelque chose de « miraculeux » et de « providentiel ». C'est un fait biologique et mathématique : doublement naturel. Dans l'inflation verbale de la « révolution tranquille » et l'ambiance favorable à l'éducation, on s'est mis à parler de la « revanche des cerveaux ». On n'en est pas encore là.

Les chefs politiques et les définisseurs d'opinions au Québec sont singulièrement dépourvus du sens de l'époque et de l'espace nord-américains. On peut se demander s'ils ne passent pas plus volontiers de la « québécity » à l'occidentalisme sans les médiations pancanadienne et nord-américaine, tant leur isolement prend des dimensions universelles lorsqu'il éclate. Et aussi en raison des multiples problèmes quotidiens et concrets que posent au Québec l'entrée ultra-rapide dans la « société technique et industrielle », la marche vers la « société de consommation » et l'aspiration du beau mirage de la « société opulente ». Quand les idéologues séparatistes disent : « Après nous - le Québec indépendant - le déluge ! », ils croient, ou feignent de croire qu'il n'y aura pas de « déluge » américain et qu'il n'y aura donc pas lieu de le conjurer. Les « intellectuels » sociaux de l'ère duplessiste avaient les yeux tournés vers l'Angleterre socialiste, n'y trouvant guère (parce que s'y retrouvant) que le beau folklore de la *Fabian Society*. Les « intellectuels » politiques de l'ère post-duplessiste ont les yeux tournés un peu partout : vers Marx et Gandhi, Riel et Papineau, Castro ou Mendès-France, Rousseau ou Fanon... Tous ces « intellectuels » de Québec ou de Montréal qui peuvent lire le *New York Times* en même temps que l'« egg-head » de Chicago ou de Philadelphie sont splendidement ignorants de la profonde réalité américaine, de sa civilisation turbulente derrière un conformisme officiel. L'« intellectuel » québécois est d'instinct américanophobe, mais ni plus ni moins que les intellectuels occidentaux en général.

Le fait est d'autant plus notable qu'on traverse la frontière très aisément. Pour un Américain moyen qui, pourchassé par le fisc et remettant à plus tard le « voyage de sa vie » en Europe, visite, en attendant, le Canada, et spécialement « la Belle Province » où survit « la vieille France », dix, vingt Canadiens vont « aux États ». Après le voyage obligatoire à New York, ce sont les rivages du Maine, les plages océanes les plus rapprochées de Québec ou de Montréal, qui sollicitent d'abord les Québécois. S'ils sont quelque peu « argentés », artistes ou snobs, « ils » pourront se retrouver plus au sud, à Cap Cod dans le Massachusetts. S'ils sont de classe bourgeoise « aisée », c'est à Miami qu'ils retrouvent leurs collègues du monde des affaires, mais pendant l'hiver. Quant à ceux « dont les affaires marchent bien » et qui ont l'esprit moins grégaire, ils risquent de se retrouver presque aussi nombreux sur les plages d'Acapulco. Ainsi, on recherche son dépaysement, on alimente son désœuvrement dans le vaste domaine continental.

La conséquence en est que l'intellectuel québécois, en situation de « blocage » mental pour tout ce qui est américain, en sait moins sur les Etats-Unis que le touriste familial d'Old Orchard, de Cap. Cod, de Miami. S'il est un littéraire, cette ignorance risque d'être particulièrement marquée : il ne connaîtra que de nom James ou Dewey, peu ou prou Fitzgerald, Hemingway ou Faulkner, tandis que Sartre (le dramaturge et l'essayiste, mais pas le philosophe...), Green, Mauriac, Proust (« découvert » après les deux précédents), Camus et « ceux du "nouveau roman" » lui seront bien connus, et il se risquera même dans l'œuvre teilhardienne. Quant à l'intellectuel québécois de l'espèce « scientifique », il a quatre chances sur cinq, s'il a dépassé quarante ans, d'avoir fait ses études de spécialisation aux Etats-Unis, les chances se réduisant graduellement pour s'inverser en faveur de la France s'il est dans sa trentaine.

Mais qu'ils aient fait leurs études de perfectionnement aux Etats-Unis ou en Europe, les intellectuels québécois, « littéraires-artistes » ou « universitaires-chercheurs », passent le plus souvent à côté de ce que pourrait leur apporter la plus profonde richesse de la civilisation américaine : la recherche constante d'une liberté collective à réaliser historiquement. Or, c'est là ce qui manque à leur propre histoire du Canada, qui la rend sans axe fixe, comme déboussolée, entre les ratages de Papineau et de Riel, la révolution « trahie » de Duplessis et celle trop « tranquille » de Lesage. Ils définissent leur présent et leur futur en fonction d'une histoire oppressante, mais oppression trop peu agissante sur leur destin individuel pour inciter à la véritable « révolution » que certains croient aisément faisable dans le fameux « contexte » nord-américain. Les intellectuels québécois semblent n'avoir aucune idée de l'effort poursuivi pendant plus d'un siècle aux Etats-Unis pour élaborer une civilisation du travail humain qui, par la réussite technique, est tout aussi libératrice pour l'homme que le marxisme-léninisme. Passant à côté de cette culture politique, ils ne semblent pas voir les garanties constitutionnelles indispensables à la sauvegarde de la liberté individuelle.

« À quelque chose malheur est bon. » Mais beaucoup de Canadiens n'en auraient pas voulu à Jacques Cartier d'avoir planté sa croix quelques milliers de kilomètres plus au sud ! Car l'hiver est dépressif chez un peuple qui a déjà assez de causes de dépression. Selon une équipe de recherche en psychiatrie sociale de l'université de Montréal, les caractéristiques sociales suivantes seraient « susceptibles d'expliquer l'existence de tendances dépressives » chez les Canadiens-Français :

- L'importance du facteur religieux dans l'éducation qui valorise l'auto-dépréciation, la résignation, l'obéissance et la soumission.
- L'attitude générale des parents envers l'enfant, qui implique que l'enfant est responsable de ce qu'il fait d'une part, de la façon dont les autres se comportent avec lui d'autre part..
- Enfin, un sentiment très profond d'infériorité, lié à la situation de minorité ethnique à l'intérieur de la Confédération canadienne. Sentiment qui conduit à une culture égocentrique, préoccupée avant tout d'elle-même, soucieuse de rétrospection et de nostalgie : « Je me souviens » est la devise officielle de la province de Québec...

Et d'après les conclusions de cette recherche, « la dépression semble atteindre de façon préférentielle » les Montréalais francophones, ce qui semblerait indiquer que le Canadien-Français a « une perception dépressive de sa culture ». Davantage : il aurait une tendance à valoriser « sa » dépression. La directrice de cette équipe, Andrée Benoist, se fait plus affirmative encore : « Le groupe canadien-français, loin de considérer la dépression comme une maladie mentale qu'il faut cacher, s'en vante, s'en glorifie : avoir fait une dépression, c'est avoir beaucoup travaillé, avoir beaucoup de mérite... Pour moi, le Canadien-Français est un être qui se sent inférieur dans tous les domaines, encore plus collectivement qu'individuellement. Il s'aperçoit, dans la période de transition que nous traversons, qu'il ne peut plus lutter éternellement pour sa survie. C'est ce sentiment très fort d'auto-dépréciation qui est, à mon avis, la cause profonde de la dépression nerveuse en milieu canadien-français... Disons que deux solutions s'offrent au Québécois : être assimilé, s'américaniser, ou assumer ses responsabilités collectives, devenir adulte. C'est un choix purement politique. Dès que le choix aura été fait, dès que la période de transition sera terminée, la tendance dépressive régressera. »

De « la Colline inspirée » au « veau d'or » ?

[Retour à la table des matières](#)

Comme pour l'hiver périodique ou le fait tellurique constant, le Québécois semble croire qu'il n'a aucun pouvoir de contrôle sur les forces économiques extérieures qui agissent sur sa propre société. La situation géo-économique du Québec rendait cela inévitable. Qu'est-ce qui prime ? L'économie pan-canadienne, où les Canadiens-Français ont une participation active si faible et une initiative presque nulle ? L'économie nord-américaine, où le secteur québécois n'est qu'un fragment de l'ensemble canadien fortement dominé par le super-ensemble des Etats-Unis ? Si « colonisation économique » il y a, ce sont là de curieux « colonisés » qui, non seulement ne « détestent » pas les colonisateurs et les prient de bien vouloir continuer leur oeuvre, mais encore ne savent pas exactement qui sont ces colonisateurs, s'ils agissent par personnes et capitaux interposés ou non.

Contrairement à la croyance persistante, ce n'est plus depuis belle lurette l'attrait du *cheap labor* ou du *reliable labor* (main-d'oeuvre à bon marché, fiable ou docile) qui incite les Américains à investir massivement au Québec. Il y a d'abord l'attraction de ses énormes richesses naturelles - encore que ce ne soit pas dans les industries extractives ou de transformation brute que le contrôle américain est le plus important (un peu plus de 50 % pour l'industrie minière ; un peu plus de 40% pour celle de la pâte à papier), mais plutôt dans les secteurs des biens d'équipement et, par-dessus tout, dans ceux de consommation de masse des produits finis (plus de 60% dans les équipements électriques, 90% pour le caoutchouc et presque 100% pour l'automobile). Ainsi, plus encore qu'à la base et au départ (extraction et exploitation des richesses naturelles), l'économie québécoise est imbriquée - une brique dans un mur - dans l'usine monstrueuse et la boutique attrayante de l'économie américaine de consommation. Phénomènes qui ne sont certes pas récents, certains d'entre eux s'étalant sur plus d'un demi-siècle ; mais on ne fait que commencer à s'inquiéter de leur portée politique.

Le passé économique du Québec aurait pu être différent. A défaut de capitaux d'origine, malgré l'absence de conditions favorables à l'émergence d'une race de « grands entrepreneurs » industriels, le Québec aurait pu se trouver moins lamenta-

blement démuné lors des trois grandes poussées industrielles de ce siècle. Il aurait pu être à même de produire des techniciens et *managers*, des cadres et des ouvriers semi-spécialisés qui l'eussent rendu présent à d'autres niveaux d'échelons intermédiaires du monde de l'industrie et des finances. Seulement, il n'avait rien à offrir entre « le sommet » des législateurs et gouvernants octroyant titres d'exploitation et concessions aux étrangers, et la base d'une main-d'oeuvre non qualifiée et même presque ignorante. Au-delà du caractère aberrant d'un système d'éducation, c'est tout l'ensemble des valeurs fondamentales de la société canadienne-française qui est en cause ici. Un état d'esprit du XIXe siècle a perduré dans le XXe...

En 1902, dans un sermon, un prélat prestigieux, Mgr Louis-Adolphe Pâquet, n'hésitait pas à proclamer : « L'histoire tant ancienne que moderne le démontre : il y a des peuples voués à la glèbe, il y a des peuples industriels, des peuples marchands, des peuples conquérants, il y a des peuples versés dans les arts et les sciences, il y a aussi des peuples apôtres. Et quels sont-ils ces peuples apôtres ? Ce sont ceux, en un mot, qui ont mérité et méritent encore l'appellation glorieuse de champions du Christ et de soldats de la Providence... Or, mes frères, pourquoi hésiterais-je à le dire Ce sacerdoce social réservé aux peuples d'élite, nous avons le privilège d'en être investis ; cette vocation religieuse et civilisatrice, c'est, je n'en puis douter, la vocation propre, la vocation spéciale de la race française en Amérique... Laissons à d'autres nations, moins éprises d'idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier matérialisme qui les rivent à la matière. » On trouverait difficilement un texte plus significatif de messianisme compensateur !

L'économiste Edouard Montpetit décrivait quant à lui dans ses mémoires la lutte qu'il eut à livrer chez ses compatriotes vers 1910 contre « le préjugé de la puissance économique » : « Comment prêcher l'éveil économique sans prendre le parti de la richesse ? Ce fut un beau tapage sur la Colline inspirée. S'enrichir, quelle dangereuse doctrine !... L'aspect matériel de notre problème national paraissait accessoire. »

Un siècle auparavant, le Canada-Français, avec toute la relativité de ses moyens, aurait pu se mettre dans la course nord-américaine au progrès matériel. Le journaliste Etienne Parent, né en 1802, se donne une nouvelle vocation d'essayiste-penseur à partir de l'âge de quarante-quatre ans. Devant l'auditoire d'élite de l'Institut canadien

de Montréal, il donne en 1846 une conférence dont le titre est tout un programme. d'action : « L'industrie considérée comme un moyen de conserver notre nationalité. » Relevons cette phrase à l'accent pathétique : « Je viens vous supplier d'honorer l'industrie, de l'honorer non plus de bouche, mais par des actes, mais par une conduite tout opposée à celle que nous avons suivie jusqu'à maintenant et qui explique l'état arriéré où notre peuple se trouve dans son propre pays. » A la fin de la même année, devant le même auditoire, il fait un éloquent plaidoyer sur « l'Importance de l'étude de l'Economie politique ». C'est la dialectique passionnée du prophète qui semble avoir conscience de « crier dans le désert ». Notons bien la date, 1846 : les Canadiens-Français ne se sont pas trop mal tirés du piège du régime de l'Union. Parent avait pu le voir fonctionner de près, ayant été élu député en 1841. Mais « le temps n'est plus, dit-il, où, pour soutenir la lutte avec honneur ou avantage, il suffisait à nos hommes publics d'avoir du courage, du dévouement, de l'éloquence, et une grande connaissance du droit naturel, politique et constitutionnel... Mais la lutte n'est pas finie. Elle a seulement changé de terrain. Des hautes théories gouvernementales, elle est descendue aux questions d'intérêt matériel qui pour la masse des peuples sont souvent d'une importance plus grande que les premières »...

Parent prononcera d'autres conférences percutantes pour l'époque sur le « travail chez l'homme », sur les « considérations sur notre système d'éducation populaire, sur l'éducation en général et sur les moyens législatifs d'y pourvoir », sur le prêtre et le spiritualisme « dans leurs rapports avec la société », sur « le sort des classes laborieuses », sur « l'intelligence et ses rapports avec la société », dans laquelle il prône l'instruction gratuite pour tous les enfants, gratuite aussi « dans les établissements supérieurs aux frais de l'État, selon les aptitudes et le goût des enfants ou le désir des parents » et un système de bourses proportionnelles « aux dépenses résultant du déplacement ». La gratuité au niveau universitaire n'est qu'une lointaine aspiration dans le Rapport du même nom, plus d'un siècle plus tard ! Quand Parent parlera du commerce, il en fera un « devoir » : « De l'importance et des devoirs du Commerce ». L'appel est passionné : « Vous ne savez peut-être pas, jeunes gens qui m'écoutez, ce qu'il y a de beau, de grand, d'humanitaire dans le commerce... En avant donc ! avec un pays comme le nôtre, on court plus de risques en allant trop doucement qu'en allant trop vite. »

Le cas d'Etienne Parent est très significatif. Il n'avait rien d'un aventurier idéologique ou politique. Touché par le courant physiocratique, son libéralisme s'épure et

s'appuie sur le nationalisme obligé par son appartenance ethnique : « Soyons bien persuadés que ce qu'il y a de plus menacé, avant tout pour nous, ce n'est pas la liberté politique, qui est pour ainsi dire indigène à ce continent, mais bien notre nationalité. » Liberté politique, « indigène à ce continent », Parent a manifestement à l'esprit l'expérience américaine. Pendant les troubles de 1837-1838, le rédacteur en chef de l'influent journal *le Canadien* avait combattu la folle équipée de Papineau. En petit bourgeois, fils d'un cultivateur qui lui permet des études secondaires, il ne nie pas les valeurs individuelles, mais les subordonne aux valeurs collectives, encore qu'il s'élève contre « la souveraineté des masses » qui est « la souveraineté des instincts aveugles, instincts bons et généreux quelquefois, mais toujours irraisonnés, et n'ayant d'autre loi que celle de la force brutale... ». Il est un rationaliste modéré, c'est-à-dire croyant, mais sans étroitesse. Son catholicisme social ne prend pas sa source chez les penseurs dont le clergé canadien se réclamait : Bossuet, Joseph de Maistre, Bonald, Frayssinous. Il reproche au clergé son jansénisme desséchant et l'antidémocratie du système d'enseignement qu'il soutient. Fut-il touché par le socialisme ? Il connaissait les socialistes français et dénonce les « extravagances (qui) sont déjà écloses de cerveaux exaltés, à commencer par certains disciples de Saint-Simon à venir jusqu'à M. Cabet ». L'Eglise doit exercer un magistère d'influence morale, mais sans s'immiscer trop profondément dans les affaires qui ressortissent à César, car il faut récuser « l'idée de traîner le prêtre sur la place publique, ou de le mêler aux disputes éphémères des partis ». Aucun anticléricalisme épais dans cette constatation que « l'éducation des prêtres a été très généralement négligée à l'endroit de la morale publique et des sciences politiques ». Etant par nature « l'homme d'ordre par excellence », le prêtre « sera naturellement porté à se jeter au travers de toutes les idées nouvelles en politique, bonnes ou mauvaises... Il sera donc pour l'ordre établi... » Il sent, en bon paroissien, que son curé est dépassé par les courants sociaux ; sans « faire violence à la conscience du prêtre », il lui fait l'objurgation indirecte : « tout ce que je lui demande, c'est l'Évangile, mais l'Évangile tout entier, et avec toutes ses conséquences. »

La pensée de Parent en matière sociale et politique s'est surtout exprimée dans sa période de conférencier entre 1846 et 1852, en cette période des révolutions de 1848 et du manifeste de Marx et Engels. Elle mériterait peut-être d'avoir une mention dans l'histoire française des idées politiques du milieu du XIX^e siècle. Il faudra attendre cent dix ans pour que les protagonistes de la « révolution tranquille » fassent « de l'Etienne Parent » sans le savoir, comme Monsieur Jourdain de la prose...

Au tournant du siècle, un Québécois de trente-huit ans est le point de convergence de toute une série d'antinomies qui tiraillent l'âme canadienne-française. Il s'appelle Boisvert, mais choisit le pseudonyme d'une ville de France : de Nevers. Il s'expatrie volontairement en des exils dorés : la France, source profonde de sa culture, où il se sent probablement plus lui-même que chez lui ; les Etats-Unis, dont la réussite historique fascine ce descendant d'une sous-culture marginale dont la propre culture est vraiment trop éclatante. Il prône un physiocratisme bien dépassé, « Emparons-nous du sol », alors que ses compatriotes ne l'ont que trop fait depuis un siècle et demi ; mais ce qu'il admire, chez les Américains, c'est l'industrialisation généralisée et ultra-rapide, ainsi que le super-mercantilisme des spéculations financières qu'elle permet. Le « roi millionnaire » est « rarement intéressant lui-même », mais il voit en lui un prototype de l'homme futur, dont la vie est, elle, « toujours intéressante ». D'ailleurs, le millionnaire américain sait et pratique le bon usage de l'argent, et de Nevers va même jusqu'à écrire : « Une révolution sociale qui détruirait les grandes fortunes, aux Etats-Unis, porterait atteinte à la félicité des masses. » Et, s'il consent à ses compatriotes le droit de « faire oeuvre patriotique en s'enrichissant », c'est qu'« aux yeux de nos voisins », il y a là « le plus sûr moyen de faire honneur à notre race », tout en ne dissimulant pas la crainte que « cet idéal mesquin de l'homme d'argent » ne se réalise finalement « au détriment de notre avenir national ». Vérité au-delà du 45^e parallèle, erreur en deçà ?

Cet homme, sa vie (dramatiquement interrompue à l'âge de quarante-quatre ans), son destin de cosmopolite pourtant non déraciné, son oeuvre polyvalente et porteuse d'ambiguïtés fondamentales : c'est la charnière entre le Canada-Français du demi-siècle précédent et son nouveau visage dans la première moitié du XX^e siècle. Edmond de Nevers : un « nègre blanc », sorti du rang pour prophétiser plus que pour revendiquer...

Du provincialisme au continentalisme.

[Retour à la table des matières](#)

Un ethnologue français, M. Paul Mercier, qui passe deux mois par an à enseigner à Laval ou à Montréal, s'étonnait de la fréquence avec laquelle les Québécois emploient, à tout propos, l'expression « le milieu ». En France, on dit : « La France »,

« la société française » ou « le peuple français », « le pays », « la nation » ou « l'Etat », selon les besoins du contexte, avec ou sans le qualificatif de nationalité. Au Québec, « le milieu », c'est aussi bien tout l'environnement nord-américain (Etats-Unis plus Canada), que l'ensemble canadien, que dedans la francophonie (nation et culture), qu'en son sein le Québec (population, société, province ou Etat), qu'à l'intérieur, toutes les unités socio-culturelles et territoriales possibles. L'individu se situe toujours dans un « milieu », qui l'intègre ou avec lequel il se heurte, ou tout au moins vis-à-vis duquel il se définit.

C'est peut-être une hypothèse féconde : « Le milieu » serait moins un mot-souche d'une lexicologie déficiente que la notion antithétique et complémentaire de l'isolement.

L'isolement - le milieu : couple d'abord complémentaire avant d'être antinomique. On semble avoir d'autant plus de « milieux » auxquels l'on se réfère que l'on est plus « isolé » - et non pas « seul » - à des degrés ou de façon divers. Et c'est parce qu'on a trop de « milieux » possibles qu'on n'a pas vraiment un « milieu » dominant par sa faculté d'intégration réelle ou d'identification aisée, qu'on souffre tellement d'isollements concentriques.

Le « nationalisme » canadien-français semble n'avoir été, jusqu'à la date récente de 1960, qu'un « provincialisme » ethnico-territorial et presque exclusivement self-protecteur ; depuis lors il opère sa mutation en « nationalisme » réel, politico-culturel, revendicatif et visant à l'émancipation, elle-même susceptible d'être entendue à des degrés divers, mais ne rejetant pas, pour la première fois, sa phase ultime, l'indépendance complète du Québec. Ce « nationalisme » refuse ou tend à refuser la médiation d'un nationalisme pan-canadien, « biculturel », « bilingue » pour s'exprimer sur le plan international ou, peut-être conviendrait-il mieux de dire, « internationaliste ».

Depuis 1960, « le milieu » québécois est privilégié par les non-Québécois tout autant qu'il se privilégie lui-même : à la suite des séparatistes, les chefs non séparatistes, MM. Lesage, Lévesque, Johnson parlent « du » Québec, de l'« Etat du Québec », de « nous, les Québécois ». « La Province », « la province de Quebec » n'ont plus cours, ou si peu. Un congrès d'étudiants se donne comme thème « Les nouveaux Québécois ». Il y a quelques années, c'eût été : « Les nouveaux Canadiens-Français ». « Québécois » est devenu davantage qu'une épithète qualitative : il veut exprimer une

réalité collective nouvelle. S'il ne dissout pas complètement le fait et la notion de « canadien-français », le terme de « québécois » les durcit en les restreignant.

Rappelons en conclusion la programmatique lucide et opiniâtre du Montréalais Jean Le Moyne : « Mon héritage français, je veux le conserver, mais je veux tout autant garder mon bien anglais et aller au bout de mon invention américaine. Il me faut tout ça pour faire l'homme total. » La revitalisation d'une culture française hors-frontière du Québec, en Nouvelle-Angleterre aussi bien qu'au Canada anglais (où ses titres à la reconnaissance officielle sont stricts), est, bien sûr, fonction de la force polarisante d'un Québec qui doit « inventer » le principe vital de sa propre francophonie. Le rayonnement continental viendra ensuite, par surcroît. Car « enfin, comme l'écrit Jacques Brault dans la plus intransigeante des revues séparatistes, *Parti Pris*, le Québec se trouve au confluent de deux courants de civilisation - appelons-les "francité et américanité" - qui le mettent en demeure d'opérer une synthèse. C'est là une nécessité vitale, une dépendance à comprendre et à assumer. Notre destin, s'il n'est que destin, nous divise et nous contraint à une alternative absurde : ou la " francité " ou " l'américanité "... Notre vision du monde requiert une intégration et un englobement réciproque des contraires. Par maints côtés, origine, langue, culture, nous sommes de France et d'Europe, et par ailleurs nous sommes d'Amérique, par l'économie, la technique, les modes de vie quotidienne, etc. Si l'indépendance politique a pour terme l'indépendance économique et culturelle, si celle-ci n'a de sens que par celle-là, on voit que l'illusion guette un indépendantisme qui, au départ, s'enferme dans le refus de tout relativisme ».

Le Canada français après deux siècles de patience

Chapitre VIII

Les Québécois dans le monde : la marche vers l'indépendance ?

Il saute aux yeux que l'ethnie française du Canada est assez nombreuse et dispose d'un territoire assez vaste pour constituer un État indépendant. Il est probable également que les Canadiens anglais ne s'opposeraient pas longtemps par la force à une indépendance pour laquelle une minorité active se battrait avec le soutien moral de la masse.

Il reste aux Canadiens anglais à se voir eux-mêmes tels que les voient leurs compatriotes de langue française, autrement dit à surmonter l'expérience de deux siècles. Il est peu d'exemples dans l'histoire d'une telle sagesse ou peut-être faudrait-il dire d'un tel courage.

RAYMOND ARON.

Un contentieux biculturel jamais réglé.

[Retour à la table des matières](#)

Contre les marxistes de toutes obédiences, les sous-marxistes ou « marxien » des intelligentsias de gauche du monde occidental, il faut affirmer d'abord le caractère économique non prioritaire de la « Rébellion » du Québec depuis 1961. Bien sûr, des questions de « gros sous » dans le partage fiscal sont en cause dans cette permanente « foire de maquignons » qu'est devenu l'ensemble confédératif canadien. Comme il est non moins certain qu'à l'égalité - relative - politique correspond une inégalité -

réelle - des chances économiques entre les Canadiens des deux langues. Mais ce ne sont pas là des facteurs premiers. D'abord parce qu'ils ont toujours existé, et que ce n'est que depuis peu que s'affirment des attitudes de revendication parfois acerbe allant jusqu'au refus total du système. Ensuite, parce que la plupart des Québécois, y compris ceux qui dénonçaient ce fédéralisme bâtard, admettaient, au moins en leur for intérieur, que la province française n'a pas su tirer profit avec dextérité et constance des règles du jeu « confédératif ». Enfin, parce qu'ils se rendaient compte que l'inégalité de chances économiques est la conséquence d'un destin historique brisé dont il est difficile de remonter le cours et qu'ont encore aggravé les mythes et complexes inhibitifs de *l'homo quebecensis*. En l'un et l'autre cas, les causes de l'insatisfaction des Québécois ne sauraient être imputées en leur totalité aux Canadiens de langue anglaise. Ces facteurs ne sont pas négligeables : la lutte intergouvernementale, se livrant avec une acrimonie enrobée, disons-le, d'une certaine « frime », permet davantage d'occuper le temps que de « gagner du temps » dans la perpétuation des tensions entre l'Etat du Québec et l'Etat central canadien ; la relative infériorité économique est un des fondements moraux des attitudes de revendication, n'excluant pas *a priori* celle de l'émancipation totale puisqu'il s'agit de donner aux arguments revendicatifs leur maximum de crédibilité pour un optimum d'efficacité dans la reconnaissance des « besoins prioritaires » du Québec. De part et d'autre, non pas hypocrisie consciente ou purs calculs machiavéliques, mais ambiguïté de la situation politique générale où s'affirment les attitudes équivoques de « joueurs » peut-être en train de se laisser prendre dans un interminable processus d'opposition, engageant toujours de plus fortes mises que celles qu'ils consentiraient à risquer.

Ces facteurs sont des coefficients d'aggravation de la vraie crise canadienne, qui est d'essence bi-ethnique dans sa double expression, culturelle-linguistique et politique. Dès son préambule, le Rapport préliminaire de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, ou Rapport Laurendeau-Dunton, établissait que « tout se passe comme si l'état de choses établi en 1867 et jamais gravement remis en question depuis, était pour la première fois refusé par les Canadiens français du Québec ». La reconnaissance du fait que la pulsion perturbatrice vient du Québec nous amène à constater que, pour la première fois, une crise de l'unité canadienne est causée par des facteurs non extérieurs. Au moment de la rébellion de 1837-1838 ou de l'Affaire Riel, pendant le long assemblage du puzzle canadien, les Canadiens-Français s'élevaient contre les oligarques locaux d'une autorité « étrangère ». Lors des

deux guerres mondiales, ils se refusaient à devenir de « la chair à canon » pour les entreprises dites « impériales » du Royaume-Uni. Cette fois-ci, depuis 1961, aucun facteur extérieur ne cause le malaise, si ce n'est, chez beaucoup de Canadiens anglophones, l'inquiétude de l'attraction américaine, réduisant d'autant l'urgence de la question du biculturalisme canadien. N'ayant jamais été les maîtres de leur économie et ayant depuis toujours une longue habitude du protectorat de fait ou de droit, étant par ailleurs mieux prémunis contre l'envahissement culturel de l'américanisme, les Canadiens-Français n'ont pas cette crainte presque obsessionnelle des plus lucides parmi leurs compatriotes de l'autre langue. Si les deux facteurs de la menace d'une sécession de droit du Québec et d'une annexion de fait par les États-Unis interfèrent dans la psychologie profonde de beaucoup de Canadiens anglophones, c'est toutefois le premier danger qui confère au second le sentiment d'une plus grande précarité. Pour deux raisons : Comment maintenir la *national identity*, tant célébrée par besoin de compensation, si elle-même craque de l'intérieur ? Et, « à l'intérieur », pourquoi le *Quebec problem* ne poursuit-il pas son « petit bonhomme de chemin » - deux fois séculaire ? Dans cette interrogation même, on sent percer une pointe de « remords » à travers l'hébétéude causée par la soudaineté et l'imprévisibilité du phénomène. Ces observations ne valent que pour la mince couche de la population anglophone qui est inquiète du destin du Canada.

L'attitude fondamentale des Canadiens anglophones consiste à partir du tout canadien ou de la représentation qu'ils en ont avec sa claire dominante anglo-saxonne, culturelle et linguistique. Celle des Canadiens-Français considère d'abord une partie de cet ensemble, mais qui lui est consubstantielle et confère à ce tout une spécificité propre. C'est le manque des premiers à reconnaître les droits corrélatifs à ce bilinguisme et à ce biculturalisme qui est à l'origine de la crise. Les « extrémistes » parmi les deux groupes font, de façon implicite ou explicite, leur deuil, de la réalité Canada. Il ne manque pas de Canadiens anglophones qui, plutôt que de céder aux revendications du Québec, sont prêts à consentir presque de gaieté de cœur à l'annexion aux États-Unis. Les séparatistes ou indépendantistes québécois ont déjà choisi qui ne craignent pas cette annexion hypothétique et s'appliquent plutôt, avec deux siècles de retard, à refuser la première « annexion » à l'Amérique du Nord britannique. Les « modérés » des deux groupes cherchent à inventer des solutions intermédiaires de révisionnisme pas trop hardi, qui ménagent et consolident l'habitation commune.

Enfin, il y a, de part et d'autre, des masses d' « apathiques » ; et leur attentisme provient davantage de l'inconscience de la gravité du problème que du désir de ne pas « se mouiller » dans un sens ou dans l'autre. Mais ces présentations symétriques risquent de faire illusion. Si on peut dénombrer les « extrémistes » canadiens-français ; (10 % du corps électoral lors de l'élection du 5 juin 1966), les identifier comme minorité agissante, (certains d'entre eux se livrant même au terrorisme), les « extrémistes » anglophones n'en accepteraient pas l'épithète, et ne sont pas clairement identifiables et dénombrables. Leur nombre est gonflé par les « modérés » et timorés de leur groupe et, surtout, par la masse des « apathiques » volontairement ignorants : « *There is no problem here. What does Quebec want ?* » - « Nous n'avons pas de problème ici. Que veut le Québec ? »

C'est ainsi qu'à suivre au jour le jour l'évolution de la crise canadienne, on semble entendre, non un dialogue de sourds, mais, note le rapport préliminaire de la Commission Laurendeau-Dunton, « deux soliloques ». Le plus grand obstacle pour prendre la mesure exacte du conflit réside, pour une part, dans l'ambiguïté de la position des « modérés » des deux groupes, mais davantage dans le complexe de supériorité des Canadiens anglophones et dans l'air de supériorité que se donnent les Canadiens-Français, « extrémistes » et même « modérés » (pour ceux qui sont en train de durcir leurs positions). L'ambiguïté des deux groupes de « modérés » provient, non pas tant de l'incertitude de leur nombre que de l'indétermination de leur modération, elle-même susceptible d'évoluer vers l'extrémisme ou l'apathie. Les « modérés » anglophones le sont moins par intelligence du problème, de sa portée actuelle et de ses conséquences futures que par générosité d'esprit envers les partenaires francophones dont ils reconnaissent, en bonne partie, le caractère fondé des doléances. La générosité d'esprit n'ayant jamais été un substitut à la compréhension véritable d'une question complexe, les « modérés » de ce type fixent vite « le point où il ne faut pas aller trop loin ». Ils sont aptes à passer subrepticement dans le clan des « extrémistes-sans-le-savoir ». Les « modérés » francophones risquent aussi de suivre le même chemin.

Le complexe de supériorité du Canadien anglophone est le résultat culturel normal d'un groupe vainqueur puis dominant, auquel s'ajoute le confort moral de n'avoir pas abusé ni de sa conquête ni de sa domination. L'air de supériorité du Canadien francophone s'appuie peut-être en profondeur sur sa culture française, ses plus lointains titres historiques. Mais depuis cinq à six ans, c'est le dynamisme nouveau du Québec et la claire conscience du caractère indispensable de « la Belle Province » qui

l'alimentent. Ce qui ne simplifie rien, c'est l'entrée en scène du « troisième homme », le néo-Canadien d'origine autre que britannique et française, qui prétend faire éclater ce trop étroit biculturalisme en multiculturalisme.

Les caprices de l'Histoire mettant ensemble comme « peuples fondateurs » des descendants de Français et d'Anglais en symbiose obligée, les premiers ont pu se maintenir par le poids d'un nombre relatif et les seconds, vaincre et dominer par celui d'un nombre absolu. C'est la survie, et non la survivance, d'un Canada et d'un Québec qui est aujourd'hui en cause : Les Etats-Unis ne veulent pas annexer le Canada après se l'être approprié en grande partie économiquement et culturellement ; les autorités du gouvernement central ne veulent pas biffer le Québec de la carte fédéral.

La survivance ne se pose plus au Canada que dans les régions où les « parlant français » Sont en nombre minoritaire : elle s'y posera aussi longtemps que de « négociations de vaste portée » ne sortiront pas de nouveaux arrangements biculturels dans un fédéralisme renouvelé. La survivance des « parlant anglais » minoritaires dans le Québec ne s'est jamais posée. Ils détenaient, par voie de conquête, le pouvoir, l'influence et la richesse, auxquels se sont ajoutées des garanties constitutionnelles qu'ont toujours honorées avec scrupule - certains autres écriraient « avec un zèle excessif » les « parlant français » du Québec.

Mais, aujourd'hui, cette confrontation risque d'évoluer vers un affrontement décisif de deux majorités : la majorité anglophone au Canada, la majorité francophone au Québec. Deux slogans il expriment : « *One Canada* », « *Québec d'abord* ». Tout slogan est simplificateur : le *One Canada* implique « avec le Québec », mais un Québec « à sa place » et n'excédant pas son importance relative. Le « Québec d'abord » veut dire « dans le Canada », autant et aussi longtemps que possible, sinon... Les deux slogans ne s'excluent pas l'un l'autre, mais la base de leur compatibilité actuelle est contestée par le Québec. D'où les tensions dont la « loi de la majorité » n'est pas, ne peut être le dernier mot de l'expression démocratique. « Des anglophones ont évoqué, devant la Commission, la loi de la majorité comme ils auraient brandi une arme menaçante, des francophones, qui s'étaient plaints amèrement des conséquences de cette " loi ", exprimaient le désir de l'utiliser à leur profit dans un Québec plus ou moins indépendant. » Au début de leur Rapport préliminaire, les commissaires avaient précisé : « Le mandat de la Commission parle des " mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité des deux peuples qui l'ont fondée "... Cette affirmation repose sur un double postulat : d'une part,

l'existence d'un Canada uni par un régime commun, et d'autre part, " l'égalité des deux peuples ". »Après avoir noté que « les séparatistes québécois écartent le premier de ces postulats », les auteurs du Rapport disent : « Quant à l'égalité entre les deux peuples, certains ont déclaré qu'elle n'est inscrite ni dans la constitution, ni dans l'histoire du Canada : l'accepter au départ, ce serait donc conclure avant d'enquêter. Il est vrai que le principe de l'égalité culturelle est une orientation de base : c'est une interprétation légitime, parmi d'autres, de la constitution et de l'Histoire. » Et si « la Commission a accepté ce double postulat... elle a prévenu qu'elle accueillerait les opinions de ceux qui le refusent ».

À partir de la constitution actuelle et de la considération d'un siècle d'histoire, le principe de l'égalité des deux peuples fondateurs est évidemment de la dynamite... Mais il est d'autres charges explosives comme la « loi des deux majorités » (en son application éventuelle) ; comme la « coexistence des deux nations » (reliée à la théorie du « pacte » confédératif) ou le « statut spécial » du Québec (il l'est déjà) mais il s'agirait de le « spécialiser » encore pour le privilégier davantage ; ou celui de « statut d'Etat associé » (transposition fédéraliste d'une notion « coloniale », mais préluant à l'indépendance). Il ne s'agit plus que d'approvisionnement de vocables pour établir la gradation des formules possibles vers une plus grande autonomie du Québec, au-delà du statu quo et en deçà de l'indépendance complète. L'ensemble du processus engagé pourrait se décrire comme suit : la poussée d'une communauté ethnique se définissant comme une « nation » au sens sociologique du terme, dont certains de ses membres aspirent à la reconnaissance de l'« État-nation », seul possible dans l'Etat fédéré du Québec ; poussée qui se fait sentir dans un ensemble complexe de sociétés politiques particulières (les dix provinces) soumises à l'autorité englobante et dominante d'un Etat fédéral, dont une seule, se déclarant un foyer « national », veut tout au moins obtenir un statut privilégié, permettant l'épanouissement des valeurs ethniques propres à cette communauté nationale.

Or cela, les Canadiens anglophones ne sont guère enclins à le voir ainsi ! On ne se dépouille pas aisément de la livrée du vainqueur et du dominant pour se reconnaître « à égalité » avec le vaincu et le dominé, « taré » en outre par son statut de minoritaire dans un environnement continental où il ne compte guère que pour un sur quarante. Il

y a trente ans, M. George Drew, alors premier ministre de l'Ontario et futur chef du parti conservateur canadien, qui avait du reste épousé une charmante Canadienne-Française, déclarait : « Il n'est pas inconvenant de rappeler aux Français qu'ils sont une race vaincue et que leurs droits ne sont des droits qu'à raison de la tolérance de l'élément anglais lequel, en tout respect pour la minorité, doit être considéré comme la race dominante. » La « tolérance » est plutôt contradictoire à la notion d'égalité... Et quand un Canadien anglophone, détenteur ou non d'un poste d'autorité, pose l'impatient : « *What does Quebec want ?* », il le fait souvent à la façon du patron irrité devant la réclamation non motivée, mal formulée et exorbitante d'un employé.

Pour le Canadien anglophone moyen, le problème français au Canada est un fait artificiel, dû à la simple « tolérance » passée. À quoi, il est facile de répondre que c'est tout le Canada qui est artificiel en Amérique du Nord ! Il ne s'agit pas de préjugés courants, de fanatisme aveugle : c'est de barrière mentale qu'il faut parler avant que de blocage psychologique. « Nous avons vu, écrivent les commissaires, des centaines d'anglophones aux prises avec ce problème : essayer de se représenter ce que peut être la vie française au Québec. Ils le faisaient, comme c'est normal, à partir d'éléments connus : par exemple, à partir d'une minorité française installée dans leur région. Comme par ailleurs, la plupart savaient les dimensions démographiques du Québec, ils multipliaient par trois cents ou par cinq cents le nombre des minoritaires qu'ils connaissaient et croyaient ainsi obtenir une image de la province française. Du point de vue mathématique, l'opération était exacte, mais ils obtenaient alors trois ou cinq cents fois une minorité : ils ne se représentaient pas une société. » De tels phénomènes de perception sont inconcevables dans de petits pays comme la Belgique ou la Suisse : tant il est vrai que le facteur Espace, affecté du coefficient Nombre, cristallise encore les legs contradictoires de l'Histoire !

Au Québec, les membres de la Commission Laurendeau-Dunton ont observé deux orientations très nettes chez le Canadien-Français :

« Il procède à un examen très dur de lui-même - il se livre à ce qu'on pourrait appeler une frénésie d'autocritique qui s'applique à presque tous les domaines d'activité...

« Il manifeste une volonté très nette de " libération " dont l'émancipation politique devient à la fois le moyen et le symbole - qu'elle soit conçue comme totale ou relative.

« On aura noté qu'en soi, ces orientations ne sont pas "anti-anglaises" ; très centrée sur elle-même et son propre développement, volontiers impatiente, cette société possède en ce moment d'elle-même une conscience si vigoureuse que plusieurs de ses membres nieraient volontiers ou du moins oublieraient ce qui n'est pas elle. »

On voit l'abîme mental qui sépare encore les deux parties. Chez les Canadiens-Français, les commissaires-enquêteurs ont noté que « pour la plupart d'entre eux, les questions de langue et de culture ne se posent pas dans l'abstrait. Elles sont enracinées dans la vie réelle : travail quotidien, réunions, rapport avec les sociétés publiques ou privées, forces armées. Elles sont inséparablement reliées aux institutions sociales, économiques et politiques qui déterminent le mode d'existence d'un peuple et qui devraient répondre à ses besoins comme à ses aspirations ; il nous a semblé que le mécontentement et l'esprit de révolte étaient provoqués par certains aspects de la réalité, plutôt que par la propagation de certaines doctrines ». Ainsi donc, le *Quebec problem*, en sa phase actuelle, n'engendre qu'indirectement un conflit inter-ethnique : le Québec cherche à se définir du point de vue culturel, comme une « société globale » à l'intérieur d'une « société globalisante » qui la gêne. Mais assez curieusement, c'est la « société globale » en train de se définir en se rassemblant qui semble nourrir un destin plus optimiste que celui de la « société globalisante ». C'est ce qu'ont constaté les auteurs du Rapport préliminaire : « Dans l'ensemble, l'assurance des Québécois francophones lorsqu'ils envisagent l'avenir de leur propre société, a semblé plus grande que celle des anglophones quant au maintien de l'identité canadienne. »

Plus on s'éloigne du Québec, vers l'est comme vers l'ouest, plus l'intérêt biculturel diminue et l'incompréhension générale se fait épaisse. Dans les dix jours qui suivirent la publication du Rapport préliminaire, en 1965, les Montréalais achetèrent plus de 3 000 exemplaires, les Torontois près de 2 000, alors qu'au centre du pays les habitants de Winnipeg, en face du bastion canadien-français de Saint-Boniface, ne s'en procurèrent qu'une centaine et, sur la côte du Pacifique, parmi les citoyens de Vancouver, pourtant la troisième ville en importance du pays, il ne se trouva qu'une cinquantaine d'acheteurs.

Un grand quotidien de cette ville, *The Vancouver Province*, faisait le vœu que « d'ici 1967 l'ennui ait eu raison de ce problème ». A l'autre extrémité du Canada, un journal de la capitale de l'Île-du-Prince-Édouard, *The Charlottetown Guardian* opinait : « Franchement, nous n'arrivons pas à saisir la valeur de ce rapport : il nous donne la chair de poule avec cette crise et son aggravation plus rapide que nous ne pen-

sions... » La réaction d'autres journalistes fut plutôt le rouge au front de la colère que la chair de poule. « Des faits fondamentaux ont été ignorés par la Commission jusqu'ici, écrivait *The Calgary Herald*, l'un de ces faits est que le Canada est et demeurera à majorité anglophone. Un autre de ces faits est que les secteurs anglophones du pays n'ont jamais cherché à brimer, ou souhaité brimer les droits des Canadiens français à leur langue et à leur culture... Ces propos sur l'égalité entre les races fondatrices passent à côté de la question. Le Canada anglophone ne nie pas cette égalité et ne l'a jamais niée. D'autre part, les Canadiens français n'ont pas à nourrir de sentiments d'inégalité ou d'infériorité. Tous les avantages sont là, ils n'ont qu'à en profiter. » Au centre géométrique du pays, *The Winnipeg Free Press* écrivait crûment : « ... le fait fondamental est qu'il n'y a pas ici association entre deux communautés égales. Nous sommes égaux devant la loi, nous avons des droits égaux dans nos langues respectives, nous sommes égaux à titre d'individus, mais sur le plan politique nous ne sommes pas égaux. Notre problème ne sera pas résolu si une province sur toutes les questions est mise sur le même pied avec le reste du pays... » D'autres journaux firent de l'ironie à bon marché ou montrèrent une hargne ne dissimulant pas un esprit de menace. Tel le *Winnipeg Tribune* : « Ce Rapport devrait être inhumé dans la pierre angulaire d'un quelconque édifice du centenaire, en même temps que des 25 cents de papier, des billets de première classe sur les trains, le petit cinq sous, le timbre de quatre sous et autres curiosités... Chacun de ces objets conserverait pour la postérité, à sa façon, le souvenir des folies, frivolités et idioties auxquelles nous avons survécu dans notre marche vers le statut de nation. » Ou tel Bill Drylie du *Toronto Telegram* qui écrivait que la Commission n'avait aucun « mandat pour enfoncer la culture canadienne-française dans la gorge du reste du Canada... Je suis peut-être seul de mon bord mais je suis fatigué de tout cela. Si la vie a été si difficile pour les Québécois dans le Canada, laissons-les partir. Ils ont vécu tout ce temps-là derrière un mur linguistique et une supposée culture et ils n'ont pas aimé ça... Tuons ça dans l'oeuf. Invitons le Québec à se séparer. Nous nous montrerons généreux quand il reviendra nous demander la charité ». Rien que « ça » !

Heureusement pour l'honneur de la presse anglophone, d'autres commentaires furent plus nuancés, surtout dans les colonnes des journaux de Toronto et de Montréal. Ainsi le *Toronto Star* qui, après avoir « incité les Canadiens de langue anglaise à accepter l'idée que le Québec n'est pas une province comme les autres et ne peut être traité simplement, dans la pratique, comme l'une des dix provinces », ne craignait pas

d'écrire : « Si le Québec décidait que, pour sa survivance culturelle, il doit devenir français de façon aussi absolue que l'Ontario est anglais, nous soutiendrions son droit à prendre pareille mesure. » Mais cela s'avoue plus facilement à Toronto qu'à Montréal, où l'homonyme du journal torontois, *The Montreal Star*, dit pouvoir supporter « comme étant un droit une idée d'égalité qui ne serait pas liée à une frontière géographique à l'intérieur du Canada, ni confinée à aucun secteur particulier ». C'est la concession suprême ; mais reste ouverte la périlleuse question du « Comment cela peut-il s'accomplir ? »

Dans l'ensemble, l'amorce du « dialogue » n'est pas facile ; mais le temps des exclusifs « soliloques » est peut-être en train de finir. En tout cas, lors de la production du Rapport final de la Commission Laurendeau-Dunton, on peut s'attendre, quel qu'en soit le contenu, à des dialogues passionnés et passionnants. Car il s'agit de rien moins que de réapprendre l'histoire, la géographie, la démographie d'un pays né « monstrueux ». Il lui faudra déterminer quelle base biculturelle et bilingue il peut se donner s'il maintient sa volonté de survie. L'opinion publique a été alertée, ce qui est l'indispensable premier pas. Selon un sondage Gallup, si un Canadien anglophone sur trois n'a pas d'idée sur la question (32%), un sur deux trouve que le travail de la Commission est, soit « très utile » (24%) soit « assez utile » (26%), tandis que 18% des interrogés l'estiment « médiocre ». Chez les Canadiens de langue française, l'indice de ferveur est évidemment plus élevé : quatre sur cinq trouvent ce travail « très » (58%) ou « assez » (24%) utile ; pendant que 13% des interrogés ne peuvent ou ne veulent répondre, une faible proportion de 5% est d'avis que ce travail de la Commission est simplement « médiocre ». En une autre conjoncture, ces chiffres eussent été sans doute différents ; d'ailleurs, s'il n'y avait pas eu crise, une telle enquête n'aurait pas été ordonnée...

Non seulement l'espace-voisinage, l'histoire et le nombre ont été défavorables à l'institution d'un véritable bilinguisme, reflet et instrument d'un biculturalisme réel, mais la constitution elle-même n'a que de façon très incomplète consacré ces principes. Elle n'a prévu, en une loi britannique sans traduction française « officielle », l'usage du français à l'instar de l'anglais que dans certaines institutions fédérales, le Parlement, les tribunaux, les documents publics officiels. Il devait en être de même

dans la province du Québec, avec, toutefois, des garanties spécifiques pour sa minorité anglophone, sans contrepartie pour les minorités francophones hors du Québec.

Sur cette question d'importance capitale, s'affirment deux écoles de pensée chez les Canadiens anglophones eux-mêmes. La première, qu'on peut qualifier de légaliste, soutient comme Donald Creighton, l'un des historiens anglophones les plus réputés, que « la thèse voulant que la Confédération ait été un contrat biculturel est si complètement imaginaire que ses partisans éprouvent le besoin de la définir comme une entente extra-juridique, implicite ou tacite...

Aucun engagement moral n'a été violé ; aucun contrat n'a été brisé. Il n'y a aucune raison pour que l'on se sente habité par un complexe de culpabilité ou par l'obligation de faire amende honorable ». A quoi répond l'interprétation sociologico-morale de la seconde, convergeant sur ce point avec celle de l'égalité culturelle des deux peuples fondateurs. Ainsi, Ramsay Cook, brillant historien torontois de la jeune génération : « Ce fut l'un des objectifs fondamentaux des Pères de la Confédération de créer un état d'équilibre entre les deux survivances... Le tout reposait sur un postulat non écrit mais majeur : chacune des deux survivances était reconnue comme un objectif légitime et les deux objectifs pourraient mieux se réaliser à l'intérieur d'un Etat unifié mais de type fédéral que dans la séparation des Etats ou dans un cadre unitaire. » La première thèse, à partir d'une sèche exégèse du texte constitutionnel, fige un statu quo consacrant la non-parité des deux cultures et des deux langues. La seconde, s'appuyant sur une large dynamique historique, découvre l'économie générale sous-jacente de ce texte qui serait celle d'une égalité des deux cultures et langues. En effet, si le bilinguisme était officiel dans les deux chambres du Parlement et les tribunaux canadiens, il devait l'être aussi dans les pratiques administratives et dans l'ensemble de la fonction publique fédérale qui en relèvent. Mais le Canada d'aujourd'hui compte, non pas quatre, mais dix provinces et il est trois fois plus étendu. L'Espace grandissant et le Nombre déséquilibrant ont accentué les ambiguïtés ou tout au moins les manques de précision des arrangements historiques de 1864-1867.

La question se pose à trois niveaux distincts quoique interférant entre eux : le niveau de l'Etat fédéral et de ses organes propres, celui de l'ensemble de la population canadienne, celui de la population et de la province de Québec. Les doléances canadiennes-françaises pour insuffisance de biculturalisme réel et de bilinguisme effectif portent sur les trois niveaux. Les garanties constitutionnelles du premier niveau ont été généralement respectées, mais sans zèle excessif. L'unilinguisme de fait du plus

grand nombre d'hommes politiques, de juges, d'avocats, de greffiers anglophones favorisait assez peu la pratique du bilinguisme, d'autant que, pour gagner du temps et être compris, avant la pratique récente de la traduction simultanée, leurs homologues francophones, la plupart du temps bilingues, se servaient de la langue de la majorité. Il a fallu de longues luttes pour obtenir le caractère bilingue d'autres symboles de l'identité canadienne (monnaie, timbres) ou de pièces administratives d'usage universel, comme les chèques émis par l'administration fédérale. Assez peu joli « folklore » que tout cela...

Dans l'ensemble des pratiques administratives courantes, le bilinguisme était nié, fictif. Passons vite sur les documents Publics d'une grande importance mais classés non « officiels », qu'on oubliait de publier en français, ou qu'on publiait mais avec beaucoup de retard ; sur les en-têtes de papiers et de lettres en réponse au public francophone souvent en anglais ; sur les plaques des édifices publics ou des hôtels d'ambassade et jusqu'aux cartes du restaurant dit « Café du Parlement », rédigées en un unilinguisme agressif. Mais on n'a jamais manqué de formulaires français d'impôt sur le revenu. Toutefois, dans les régions où les francophones sont minoritaires, ces formulaires sont d'une rareté qui leur confère la valeur d'une pièce de musée... Les quelques gains du bilinguisme sous ce rapport furent soit le fait accidentel d'un administrateur à l'esprit libéral, ou plus souvent la conséquence d'une campagne de presse déclenchée par des lettres aux journaux ou par des « questions » insidieusement ironiques de députés aux Communes.

C'est la composition, l'esprit, le style du « civil service » dans l'administration aussi bien que dans les organismes ou services autonomes - comme les Chemins de fer nationaux, Air Canada, Atomic Energy of Canada, etc. - qui nient au jour le jour et en presque tout le principe même du bilinguisme. Il y a à cela deux raisons : il est « coûteux », difficile de pratiquer le bilinguisme administratif avec un corps de fonctionnaires à très forte majorité unilingue ; les administrés, clients ou usagers anglophones comptent pour plus de 70 % de la population d'ensemble. Mais, si l'on croit que le bilinguisme officiel du pays, tant célébré dans les cérémonies publiques ou par les cueilleurs de vote, n'est pas une gigantesque duperie, il y a une raison bien supérieure pour inverser la règle de la pratique administrative courante et en faire la loi du maximum de bilinguisme de fait pour l'optimum de cohérence biculturelle. Et, pour cela, commencer par abolir l'unilinguisme stupide d'Ottawa, la capitale « nationale », qu'il importe au plus tôt d'entourer d'un « district fédéral » bilingue. Ce n'est que de-

puis peu que, dans le Québec même, les services « nationaux » de transport ont un personnel bilingue pour servir la clientèle francophone, quitte à l'importer d'Allemagne, de Suisse, ou de France !

Les Canadiens francophones, sauf aux niveaux inférieurs de certains secteurs ou régions (facteurs, petits commis, messagers, etc.) n'ont pas leur quote-part dans l'administration fédérale. C'est en partie de leur faute, en partie celle de la pratique qui fait de l'anglais la langue de travail presque exclusive. « En partie de leur faute » : ce n'est que depuis quelques décennies que les institutions supérieures d'enseignement lancent sur le marché du travail des diplômés en sciences humaines, susceptibles d'être attirés par la fonction publique et d'accéder aux plus hauts échelons. Tout en haut de l'échelle, le nombre des sous-ministres francophones n'a approché 30% qu'à la fin du ministère Saint-Laurent : il fallait faire quelque chose ; on le fit, quitte à aller chercher des « compétences » hors de l'administration, ou même, ce qui était moins glorieux, des sortes de « prête-noms » français doublés d'un « adjoint » qui avait la puissance réelle... Quand les campagnes de revendications se font plus persistantes-, c'est l'argument « compétence » qui est avancé. Entre un anglophone unilingue « compétent » et un francophone bilingue « incompetent », on ne peut certes soutenir la cause du second - encore qu'il resterait à déterminer la ligne de la « compétence » en des matières ou sur des territoires où le bilinguisme permet une meilleure connaissance du « terrain » administratif et des communications plus aisées avec les administrés. Mais le Montréalais et le Québécois francophones refusent souvent la carrière administrative à Ottawa, parce qu'ils savent qu'ils vivront en territoire étranger et peu attrayant. Et s'ils le font par goût et pour faire « acte de présence », c'est en « missionnaires » dépourvus d'illusions qui savent devoir évoluer dans une masse d'inertie.

En outre, l'armée et les collèges militaires ont été des écoles d'anglicisation. Depuis quelques années, la crise bi-ethnique a suscité des initiatives hardies dont les résultats restent toutefois hypothétiques. Les journaux rapportaient, à la fin de 1966, une déclaration du premier chef francophone de l'armée canadienne, le général Jean-Victor Allard. Elle annonçait un nouveau programme qui permettrait aux Canadiens-Français de s'épanouir dans la carrière militaire tout en conservant leur langue, leur culture et leurs traditions. Mais le gouvernement libéral de M. Pearson n'aura pas attendu les recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton pour prendre des mesures concrètes afin de rendre effectif un bilinguisme décent dans la fonction pu-

blique fédérale. A l'instigation de son secrétaire d'Etat d'alors, M. Maurice Lamontagne, deux écoles furent fondées à Ottawa pour permettre à quelque trois cents fonctionnaires d'apprendre les rudiments du français ou de perfectionner leur *grammar knowledge*, sans parler des Berlitz Schools dont les classes de français sont, paraît-il, débordées. Au début d'avril 1966, le Premier ministre faisait une importante déclaration aux Communes annonçant l'établissement d'un « secrétariat général du bilinguisme sous sa direction au sein du bureau du Conseil privé ». Il sera chargé avec les autres corps et agents publics intéressés « d'assurer la mise en oeuvre, d'une façon coordonnée et progressive, de la politique et du programme du gouvernement dans la fonction publique ». L'application graduelle d'un tel programme vraiment révolutionnaire s'impose : « Le bilinguisme doit s'appliquer graduellement sur une période de plusieurs années et d'une façon qui ne cause pas d'injustice ni de malentendu. » L'exposé des objectifs d'un tel programme exprime, a contrario, l'état de choses prévalant encore à l'heure actuelle :

- a. Il sera de pratique courante que les communications orales ou écrites à l'intérieur de la fonction publique se fassent dans l'une ou l'autre langue officielle au choix de l'auteur, celui-ci ayant dorénavant la certitude d'être compris par ceux à qui il s'adresse.
- b. Les communications avec le public se feront normalement dans l'une ou l'autre langue officielle eu égard au client.
- c. La fonction publique reflétera dans le recrutement et la formation de ses membres, les valeurs linguistiques et culturelles des Canadiens aussi bien de langue anglaise que de langue française.
- d. Un climat se créera dans lequel les fonctionnaires des deux groupes linguistiques pourront travailler ensemble vers des buts communs, en utilisant leur propre langue et en s'inspirant de leurs valeurs culturelles respectives, tout en appréciant à leur pleine valeur et en respectant celles des autres.

Toutefois, dans les secteurs administratifs biculturels par leur nature même, Radio-Canada, l'Office national du Film, le Conseil des Arts, des Humanités et des Sciences sociales, chacun « découpant son morceau », l'entente règne et parfois la

symbiose culturelle s'opère d'efficace façon. Pas d'ostracisme systématique envers les Canadiens-Français - au contraire, un recrutement accru dans les universités francophones depuis quelques années -, mais un système qui secrète une raréfaction des fonctionnaires francophones, obligés de jouer les règles d'un jeu imposé dans une ambiance qui leur est étrangère. Au départ, leur relative connaissance de l'anglais est compensée par leur bilinguisme qui les place tout de même au-dessus des collègues unilingues de même rang. Mais pour « monter », pour se sentir à l'aise, ils doivent avoir une connaissance toujours plus poussée de l'anglais : c'est la phase du « français », à laquelle succède tôt celle, plus insidieuse et irréversible, du « franglais » (font M. Etienne n'aurait pas idée ! Si, comme l'a déjà écrit Rémy de Gourmont « les peuples bilingues sont presque toujours des peuples inférieurs », il faut parfaitement posséder sa langue et sa culture françaises pour que s'opère, par fusion, intégration ou juxtaposition, une synthèse enrichissante. Certains semblent y arriver au prix d'une inquiétude permanente et d'une attention de tous les instants, mais la plupart se trouvent aliénés dans leur culture d'origine par ce « brassage » biculturel, à moins qu'ils ne s'en dégagent !

De fait, plusieurs en sortent. Une première vague de démissions a suivi l'accession au pouvoir du gouvernement Diefenbaker en 1957 mais pas simplement pour des raisons biculturelles, car beaucoup de fonctionnaires anglophones quittèrent le service de l'Etat fédéral pour des questions de principe, se refusant à appliquer des politiques auxquelles ils pouvaient difficilement donner leur adhésion. Avec la « révolution tranquille » au Québec, un grand nombre des meilleurs cerveaux canadiens-français de l'administration fédérale changèrent de capitale, heureux de pouvoir, en leur propre langue, travailler au progrès de leur « Terre-Québec ». S'ajoutèrent de brillants universitaires qui formèrent le noyau de ce qu'on appela abusivement peut-être des « technocrates », et qui pouvaient dorénavant parler d'égal à égal avec « ceux d'Ottawa ». Bien plus : une certaine irritation mal contenue perce chez les « technocrates » d'Ottawa quand ceux de Québec arrivent à marquer des points dans cette lutte incessante de la répartition fiscale.

Rareté à la base du recrutement, raréfaction dans la montée hiérarchique, peu de Canadiens-Français occupent des postes de premier plan. *L'establishment administratif* d'Ottawa ne compterait parmi une vingtaine de « grands commis » qu'un seul francophone, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. C'est un ministère de toute première importance, mais qui n'établit pas les lignes directrices des grandes politi-

ques intérieures du pays. Bien sûr, il y a les ministres canadiens-français. Mais eux-mêmes mettent du temps pour des raisons identiques à se sentir à l'aise : ils se sentent « agressés » culturellement, à moins qu'ils n'aient été élus députés très jeunes ou ne se soient, une fois pour toutes, « fait une raison ». C'est un sérieux handicap pour l'efficacité de leur action gouvernementale de n'avoir pas sous eux de hauts fonctionnaires qui pensent en même temps Canada-Français ou Québec et Canada tout court. Ajoutée à cette carence, l'irritation déjà évoquée des « technocrates » d'Ottawa nous fait trouver deux nouvelles dimensions souterraines de l'actuelle crise bi-ethnique du Canada.

Ce fut toute une « aventure en pays de mission » que le Premier ministre du Québec vécut à l'automne 1965 lorsqu'il fit sa tournée dans l'Ouest canadien. Ayant pris connaissance du premier rapport de la commission Laurendeau-Dunton qui avait étalé au grand jour le degré d'incompréhension et de confusion dans les relations entre Canadiens des deux langues, M. Lesage justifiait ainsi son entreprise : « J'ai cru que je pouvais faire quelque chose pour dissiper cette confusion. Et je souhaite que d'autres, tant dans le groupe anglais que dans le groupe français, imitent mon exemple. » Des mauvaises langues ne manquèrent pas de souligner que le Premier ministre, symbole de la « révolution tranquille », partait plutôt en campagne trans-canadienne pour se faire connaître en prévision du jour où s'ouvrirait la lutte pour le leadership du parti libéral canadien. Son nom avait été plus d'une fois mentionné comme successeur éventuel de M. Pearson dans ce parti qui pratique la règle tacitement admise de l'alternance bi-ethnique de son leader. Si toutefois M. Lesage nourrissait cette arrière-pensée, ce fut un mauvais calcul. L'affrontement avec des auditoires anglophones fut souvent passionné, voire acerbe. Tant qu'il revendiquait les droits fiscaux et prônait une politique de plus en plus autonomiste pour le Québec dans les conférences fédérales-provinciales, cela se comprenait, se tolérait - et d'ailleurs ces questions par leur haute technicité et le caractère privé des débats ne soulèvent qu'un intérêt relatif dans l'opinion. Mais, cette fois-ci, il s'agissait de bien autre chose : le « visionnement » par le chef de l'« Etat du Québec » du Canada nouveau. La décision de faire cette tournée était prise lorsque M. Pearson annonça des élections générales pour le 8 novembre. Passant outre à des avis d'ajourner cette tournée, M. Lesage déclara que « la politi-

que » en serait exclue. L'occasion serait bonne de « dépolitiser l'essentiel national » - comme aurait dit M. Michel Debré.

Le charme personnel et la conviction de M. Lesage ne suffirent pas toujours à enlever la partie. Parlant au nom du Québec, « point d'appui du Canada français », le Premier ministre présentait la thèse d'un Canada « formé de deux majorités distribuées géographiquement de façon inégale », car il est « le résultat d'une entreprise commune des deux groupes ethniques principaux : le groupe français d'abord, le groupe anglais ensuite ». Les minoritaires anglophones du Québec comme les minoritaires francophones dans le reste du pays ne sont que des « extensions » des « deux majorités ». D'où la revendication que la majorité anglophone soit aussi libérale envers les minorités francophones que le Québec l'est envers sa propre minorité d'expression anglaise. Il n'enquérât pas, il ne prenait pas le pouls d'un malade : il proposait les bases d'un réaménagement biculturel pour l'ensemble du Canada. Il dérangeait brutalement le confort psychologique et intellectuel de la majeure partie de ses auditeurs qui ne se représentaient pas le Canada ainsi. Il reçut partout un accueil officiel courtois ; mais certains échanges de vue montraient l'abîme qui séparait les deux conceptions. Il marquait plus de points dans les discussions que dans ses discours, davantage chez les groupes de jeunes que devant les auditoires de gens plus âgés, davantage dans la province voisine d'Ontario que dans l'Ouest ou en Colombie britannique. À Calgary, des instituteurs se promenèrent avec des pancartes arborant des slogans aussi amicaux que *Canada for Canadians - End Quebec Treason - Lesage go Home*. Mais ce ne furent que des incidents isolés.

Dans les provinces centrales, M. Lesage prit contact avec des groupes minoritaires non francophones : Ukrainiens, Allemands, Danois, Polonais, Islandais, etc. On objectait à sa théorie du biculturalisme ce multiculturalisme de fait. Il scandalisa lorsqu'il dit n'avoir « personnellement aucune objection » à ce que ces autres groupes ethniques reçoivent le même traitement que les minoritaires francophones. Dans un violent éditorial, intitulé en français : « Non, Jean, Non ! » le *Calgary Albertan* se demandait si « le beau monsieur de la Belle Province n'avait pas perdu la raison ». À Winnipeg, il conclut une entente avec les chefs des Ukrainiens, accord ratifié aussitôt par les directeurs de la Fédération canadienne de la presse ethnique et portant sur les deux points suivants :

1. Le français et l'anglais, étant les deux langues officielles du Canada, devraient être reconnues comme langues d'enseignement, selon le cas, pour les minorités anglaises ou françaises suffisamment nombreuses pour justifier l'établissement de classes dans leur langue.

2. Les langues des autres minorités ethniques devraient être reconnues comme sujets d'instruction à partir du niveau élémentaire là où ces minorités sont suffisamment nombreuses pour le justifier.

Quel sort sera fait à cette entente morale multiculturelle ? « Voilà plus que je n'espérais », commentait M. Lesage. L'obstacle majeur à la reconnaissance des droits scolaires des francophones, mis en minorité en certaines provinces par les Ukrainiens ou les Allemands, est-il en train de se lever ? Les membres de la Commission Laurendeau-Dunton avaient auparavant entendu ces néo-Canadiens, d'origines autres que britannique ou française, exprimer la crainte d'être traités en citoyens « de seconde zone » parce qu'ils ne descendaient pas « de l'une des soi-disant races fondatrices ».

Un régime fédératif ou une foire de maquignons ?

[Retour à la table des matières](#)

Centenaire, le régime fédératif canadien a comme premier et peut-être unique mérite d'avoir duré. Mais il dure de plus en plus malaisément. Il a eu comme qualité certaine sa souplesse d'adaptation, après coup mais pas trop tard, aux soubresauts parfois sérieux qui l'ont presque toujours secoué. Mais les crises et tensions ne sont plus sporadiques : l'instabilité s'est, pour ainsi dire, institutionnalisée, et en est arrivée à faire partie de son essence. Les dirigeants de l'Etat central et les dix Etats fédérés se sont installés dans cette crise chronique. Les « satisfactions » ne sont toujours que relatives, partielles ou provisoires. Le régime n'en finit pas de s'adapter, mais toujours plus difficilement, dans l'ambiance malsaine d'un maquignonage constant.

Car c'est devenu une prosaïque histoire de « gros sous » qui se déroule derrière un somptueux décor de « grands principes ». Un grand propriétaire terrien gérant l'ensemble d'un trop large domaine, et dix « féodaux » ayant une responsabilité régionale propre : c'est à qui obtiendra ou gardera le plus à moindre frais. La haute technicité

financière et fiscale des questions débattues ainsi que la complexité et l'incompatibilité changeante des enjeux respectifs n'en facilitent pas l'intelligence.

Les grandes décisions qui engagent la stabilité et le destin du Canada sont prises selon le style des négociations internationales de la guerre froide avec ses « grands », moyens ou petits Etats, leurs clientèles et coalitions ou alignements respectifs. Le langage est aussi celui de la « gentillesse » internationale : veto, ultimatum, « à prendre ou à laisser », « bombe diplomatique », qu'on désamorce après coup. Le phénomène de bipolarité des « blocs » n'est pas constant, même si, très rarement, une quasi-unanimité des provinces s'élève contre les formules proposées par l'Etat central, même, si de plus en plus souvent depuis la « révolution silencieuse », certaines conférences donneraient à entendre qu'il n'y a que deux des onze capitales qui comptent vraiment, Ottawa et Québec. C'est une erreur d'optique car il y en a toujours au moins trois avec Toronto, capitale de la plus nombreuse et de la plus riche des provinces. Mais l'Ontario, par sa position particulière, a souvent une attitude attentiste : parfois elle se solidarise avec Québec, et ce bloc des deux provinces centrales, formant les trois cinquièmes de la population, peut entraîner l'adhésion plus ou moins volontaire des autres provinces ; parfois, elle fera cause commune avec d'autres provinces « riches » pour n'être pas trop dépouillée de sa prospérité par les formules de péréquation dont le Québec, sa voisine rivale, profite, ou pour s'élever contre les prétentions, jugées exorbitantes, du Québec relatives aux thèses biculturelles des « deux nations », des « deux majorités », du « statut spécial », etc.

Un État central, dix Etats fédérés, cela fait onze unités de négociation. Mais elles recouvrent cinq régions géographiques naturelles : un Canada atlantique, groupant les quatre provinces maritimes un Canada central, le Québec et l'Ontario ; un Canada occidental, les trois provinces des Prairies ; un Canada du Pacifique, la Colombie britannique. Du point de vue démographique, on aurait plutôt tendance à dissocier le Québec et l'Ontario et à intégrer la Colombie britannique dans l'acceptation commune de « provinces de l'Ouest ». Mais c'est selon les ligues culturelles ou constitutionnelles que les affrontements sont les plus violents et le clivage le plus profond : sur ce terrain, le Québec se retrouve le plus souvent seul contre l'opposition du pouvoir central et de quelques provinces, les autres préférant s'abstenir, ne doutant guère de l'issue de ce trop inégal combat. Les provinces, en principe les plus sympathiques aux thèses biculturelles du Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, les trouvent volontiers *a bit extreme*. Mais depuis peu, quand il n'est question que de « gros sous »,

certaines provinces, les quatre « pauvres » de l'Atlantique, peuvent reconnaître dans le Québec leur leader naturel, qui peut ainsi plaider avec plus d'efficacité sa cause avec le désintéressement de celui qui se trouve aider des régions plus défavorisées que lui. Quand cela se produit, on peut arriver à des alignements de 5 contre 5, avec un déséquilibre démographique pas trop marqué dont doit tenir compte l'arbitre-intégrant de l'ensemble. Ou encore, la moins fortunée des provinces « riches », le Manitoba, se liguera avec le Québec, la moins infortunée des provinces « pauvres »... En une autre circonstance, c'est la seconde plus « riche » province, la Colombie britannique, qui sera la plus exigeante en réclamant à l'instar du Québec, mais avant lui, l'intégralité de la taxation directe par exemple...

C'est en effet une curieuse histoire d'oscillation que celle de cette « Société des Nations » canadienne. Au début, la « Confédération », en dépit de son nom, fut conçue davantage comme une « fédération » fortement unitariste : pendant la période initiale du jeu de puzzle, c'est la tutelle paternaliste du pouvoir central qui le caractérise. Mais la longue crise économique de 1873 à 1896 fut imputée au gouvernement central ; l'appropriation des vastes terres de l'Ouest, la construction du chemin de fer trans-canadien, la politique douanière soulevèrent divers mécontentements régionaux. Sans rappeler l'affaire Riel le nationalisme canadien-français trouvera en Honoré Mercier, Premier ministre du Québec, un porte-parole efficace. Lui-même se fera un allié de son homologue ontarien, Olivier Mowatt, pour lutter contre l'emprise trop forte du pouvoir central. Ils convoqueront une première conférence interprovinciale pour commémorer, à leur façon, en 1887 le vingtième anniversaire de la Confédération. Il s'agissait déjà de remodeler la constitution : rappel du droit de désaveu pour le transférer à Londres - dans l'espoir que la rupture du lien colonial le ferait tomber en désuétude ; droit des provinces de désigner elles-mêmes certains membres du Sénat ; abrogation d'une clause permettant à l'Etat central d'ordonner de façon arbitraire et de contrôler à sa discrétion des travaux publics dits d' « intérêt général » pour le Canada, d'une autre relative à la compétence fédérale du droit de faillite pour la concéder aux provinces, etc. Et surtout la gourmandise financière des provinces s'affirmait déjà, demandant une part plus considérable des subsides fédéraux : « Les vingt années écoulées depuis l'établissement de la Confédération ont démontré l'insuffisance des arrangements financiers faits au début » (Mercier). Les provinces relevaient la tête

devant Ottawa. N'étant pas l'oeuvre d'un mouvement ou consensus populaire, la Confédération n'était guère apte à niveler les particularismes régionaux. En outre, en cas de dispute, les décisions de l'instance judiciaire suprême, le Conseil privé (Privy Council) de Londres favorisèrent l'autonomie provinciale de 1881 à 1925. Enfin, les participations à la guerre des Boers et surtout à la première guerre mondiale laissèrent un état de tension latente entre le Québec francophone et le reste du pays : l'Ontario et le pouvoir central en particulier.

Mais c'est la décennie 1920-1930 qui marqua l'apogée de l'autonomie provinciale, avec le Québec en tête de ligne. Lors de l'épanouissement du libéralisme économique partout dans le monde dans la dernière moitié du XIX^e siècle jusqu'à la guerre de 1914, l'Etat canadien, fortement unitariste en son principe, avait dû pratiquer une politique très interventionniste pour faire tenir ensemble les pièces qu'il rassemblait pour la constitution du patrimoine « national ». Mais presque au même rythme, quoique à la suite d'un départ plus tardif, les provinces avaient gagné une émancipation juridique graduelle. Elle tendait à changer la nature « quasi fédérale » de la Confédération en une structure proprement « fédérale », qui permettait une plus forte autonomie et une meilleure participation des unités fédérées. Dans la première moitié de l'entre-deux-guerres, des facteurs de développement économique permirent aux provinces de consolider leurs positions autonomistes : l'exploitation des richesses naturelles, avec l'aide de capitaux anglais et américains, amena un processus d'industrialisation intense et d'urbanisation accélérée. Ainsi, les deux « métropoles » canadiennes, Montréal et Toronto, connurent pendant cette période, un accroissement de leur population qui était presque le double de l'augmentation démographique générale du Canada ; l'organisation municipale - également du ressort des provinces - devenait de plus en plus inadéquate et les autorités locales réclamaient l'aide accrue de leur « gouvernement supérieur », qui n'était pas celui d'Ottawa. La Constitution de 1867 accordait aux provinces l'exclusivité de la « taxation directe » qui, à l'époque, se limitait presque à l'impôt foncier. Elles avaient la responsabilité de le distribuer, selon les besoins, à leurs municipalités. Mais, finalement débordées par les demandes municipales accrues, les provinces se mirent à imposer toutes espèces de taxes directes, autres que les droits de douane et d'accises (correspondant à ce qu'en France on appelle les « contributions indirectes »). La phase décisive de son oeuvre d'unification étant terminée, l'Etat central devait tempérer ses propres politiques fiscales pour ne pas surcharger le contribuable canadien. C'est ainsi que cette disposition clé de la Constitution sur la distinc-

tion entre taxes « directes » et « indirectes » sombra dans la confusion, provoqua gabegie et tracasseries qui durent encore.

Puis survint la grande dépression qui allait inverser le sens du pendule. La participation à la guerre allait l'immobiliser du côté extrême de l'interventionnisme fiscal de l'Etat central. Considérons d'abord la première phase de 1930-1940. Dans la décennie précédente, le régime constitutionnel canadien ressemblait à une véritable Confédération. Mais, avec la crise économique, la prédominance de la personnalité multiple de l'Etat central s'affirma de plus en plus à la demande même de la plupart des parties composantes. Les provinces, devant l'étroitesse de leur assiette fiscale et non à cause de l'insuffisance de leur compétence de taxation, furent tôt débordées elles-mêmes et réclamèrent d'Ottawa des subventions publiques de plus en plus importantes. Mais, comme en 1887 avec les rebelles Mercier et Mowatt, les chefs des deux grandes provinces (Duplessis pour le Québec et Hepburn - pourtant un libéral - pour l'Ontario) se « coalisèrent » dans les années précédant la guerre et marquant une légère reprise. Les deux grandes provinces centrales s'efforçaient de ménager leur position respective, relativement avantageuse à l'époque parmi les autres provinces, contre les empiétements d'Ottawa. Au début de la guerre, pour y voir plus clair, le ministère libéral de Mackenzie King institua une vaste « enquête royale » pour étudier l'ensemble de la question (« Commission royale des Relations entre le Dominion et les Provinces ») et le rapport soumis fut naturellement centralisateur. Comme concessions à « l'effort de guerre » - slogan de l'époque - les provinces (le Québec y compris) acceptèrent de « louer » leurs impôts sur le revenu pour la durée de la guerre. Puis, « l'appétit venant en mangeant », l'Etat central, devant les tâches de la « reconversion » d'une économie de guerre et les demandes de plus en plus pressantes pour mettre en oeuvre des politiques de sécurité sociale, refusa de se retirer de ces champs de taxation. Il fit accepter à la majorité des provinces de nouvelles ententes relatives aux revenus des particuliers, aux droits de succession et aux profits des sociétés (compagnies ou « corporations »). Pendant cinq ans, de 1947 à 1952, le Québec et l'Ontario boudèrent de tels accords.

Le gouvernement de Duplessis fera finalement cavalier seul, privant ainsi le Québec de plusieurs dizaines de millions de dollars que les provinces signataires recevaient sous forme de compensations financières diverses. Les citoyens québécois, égaux devant le fisc fédéral, ne recevaient pas de services sociaux équivalant à ces sommes. L'autonomisme québécois coûtait cher... En 1954, Duplessis mit le reste du

Canada devant un fait accompli en prélevant un impôt sur les revenus personnels correspondant à 15% de celui de l'Etat central. Le Premier ministre québécois réclamait une déductibilité totale pour les contribuables de sa province. Il n'obtint d'abord qu'une déduction de 10%. Puis, d'autres ententes vinrent consacrer progressivement le principe de la non-pénalisation du fait de la pratique québécoise de la double imposition. Tant et si bien qu'à l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe libérale en 1960, le Québec pouvait compter sur des déductions de l'ordre de 13% de l'impôt sur le revenu personnel et de 50% sur les droits des successions. À la fin du gouvernement Lesage, en juin 1966, ces chiffres étaient devenus, respectivement, 47% et 75%. Le chef de l'Union nationale, M. Daniel Johnson, faisait de la surenchère fiscale-électorale en réclamant pour le Québec, non pas seulement la priorité, mais rien moins que la totalité des impôts directs ! A ces systèmes de paiement de location ou de déductibilité, s'ajoutèrent des formules de péréquation et de stabilisation afin de permettre aux provinces dites « pauvres » de pourvoir à leurs besoins en matière d'éducation et de bien-être social, et de pouvoir compter sur un minimum de revenus « bon an mal an ».

Ainsi donc, ces difficultés d'ajustement fiscal ne provinrent pas que du seul affrontement entre la province française et l'Etat central ou les provinces anglophones, moins rigides sur les principes et plus conciliantes quant aux différentes formules d'accommodement. Mais le Québec ayant toujours été à la pointe du combat et affirmant avec éclat ses vues et positions dissidentes, cette alchimie fiscalo-financière se déroulait dans une ambiance de tension bi-ethnique, où se manifestait de façon flagrante une agressivité québécoise qui ne cherchait pas toujours à se contenir. Pour l'opinion canadienne, le caractère brouillon de la « province pas comme les autres » devenait manifeste. Cet aspect fiscal du Quebec Problem, incompréhensible plus encore qu'inadmissible pour la majorité des Canadiens anglophones, empoisonne l'atmosphère canadienne depuis des décennies. Plus d'une fois l'an, il reçoit la plus grande publicité par tous les moyens d'information d'un océan à l'autre. L'atmosphère fut particulièrement brûlante lors des premières rencontres fédérales-provinciales auxquelles participa le nouveau gouvernement de l'Union nationale. Qui était ce nouveau Premier ministre du Québec, qui héritait du nationalisme négatif d'un Duplessis, et se payait en outre la coquetterie d'arborer un nom anglais, homonyme du président des Etats-Unis ?

On le savait habile, on craignait qu'il ne fût retors. On le savait démagogue, on ne lui reconnaissait pas les qualités de « bête politique » de M. Lesage. On était au cou-

rant de ses exigences estimées outrancières. Aux revendications, sous la forme d'un « ultimatum » de M. Lesage quelques années auparavant, d'un transfert sous la forme d'une base de 25, 25, 100, M. Johnson réclamait une totalité trinitaire : 100, 100, 100 ! C'est-à-dire 100% de l'impôt des particuliers, 100% des droits de succession, 100 % des profits des sociétés exploitant les richesses naturelles du Québec (et 58% des profits des autres sociétés). Rien que cela ! On n'ignorait pas l'usage électoral et parlementaire qu'il avait fait, comme chef de l'opposition du slogan : « Égalité ou Indépendance » (titre de son livre paru au début de 1965). A l'assemblée législative, le 17 janvier 1963, il l'avait explicité ainsi : « Il ne reste que deux options possibles, entre lesquelles il faudra choisir avant 1967 : ou bien nous serons maîtres de nos destinées dans le Québec et partenaires égaux dans la direction des affaires du pays, ou bien ce sera la séparation complète. » Il ajoutait : « Il en est qui veulent sauver la Confédération même au prix de l'autonomie du Québec. Moi je suis prêt à sauver l'autonomie du Québec même au prix de la Confédération. Je sais bien que c'est là une solution extrême, une solution de dernier recours. C'est un peu comme la grève... Si la sécession devenait pour les Canadiens-Français le seul moyen de rester eux-mêmes, de rester français, alors ce ne serait pas seulement leur droit, ce serait même leur devoir d'être séparatistes. »

À la tête du traditionnel parti de l'autonomisme intransigeant, M. Johnson visait à n'être pas trop débordé sur sa gauche par les mouvements séparatistes et, avec plus de conviction encore, tenait à rendre des points à l'autonomisme pourtant efficace de M. Lesage. Lors de la conférence du comité fiscal fédéral-provincial de septembre 1966, M. Johnson adopta une attitude de grande fermeté répondant visiblement à une double préoccupation : d'abord ne pas se dédire de ses déclarations antérieures, tout extravagantes qu'elles paraissaient aux autres chefs du gouvernement ; ensuite, mais peut-être surtout, discréditer M. Lesage, estimé trop mou et inefficace dans les marchandages fédéraux-provinciaux. Ce fut grâce à l'habileté rédactionnelle des « hauts fonctionnaires », légués par le régime précédent, qu'il put présenter un mémoire de base - avec la fleur de lys dans le coin gauche de la couverture - dont le jacobinisme fiscal n'apparaissait pas fermer toutes les portes possibles de discussion. Dans ce type de rencontres du « comité fiscal », la discussion technique est de rigueur. Mais M. Johnson ne pouvait rater cette première occasion de dire à la face des autres gouvernants canadiens de quel bois (c'est-à-dire de quels « grands principes ») il se chauffait. Par ailleurs, le nouveau Premier ministre avait souvent attaqué cette « conniven-

ce » entre MM. Pearson et Lesage, tous deux à la tête d'un parti libéral : « La Communauté québécoise ne peut plus être dupe de partis qui se prétendent provinciaux, mais qui ne sont que des succursales dont le bureau chef est à Ottawa. » Il mettait M. Lesage en difficile posture de devoir approuver son attitude ou, tout au moins, de ne pas lui faire grief d'une réussite toute relative. Le nouveau chef de l'opposition n'eut qu'à sortir le texte de son mémoire à la première conférence fédérale-provinciale à laquelle il assista comme chef du gouvernement québécois en 1960, pour montrer que, sur ce point, son successeur ne faisait que confirmer, en les prolongeant, ses positions essentielles. M. Lesage aurait pu rappeler aussi la façon, plutôt désinvolte, avec laquelle il traita la Cour suprême dans l'affaire des gisements miniers sous-marins - ayant, du reste sur ce point, l'appui des provinces maritimes qui pouvaient revendiquer la propriété de tels gisements - : « Je n'ai que faire de la Cour suprême en cette matière... Nous ne porterons aucune attention à ce que la Cour décidera... Nous allons prendre les moyens de faire respecter nos droits. »

On le voit, entre les chefs des deux partis québécois, se livre un double processus de lutte : contre Ottawa d'une part et contre le parti adverse de l'autre. La surenchère n'en est pas exclue et cette « escalade » de déclarations peut fort dangereusement conduire à une solution extrême - celle du séparatisme - ou à un point de non-retour.

Après son « numéro » à la conférence de septembre 1966, à un journaliste qui lui demandait si l'autre partie de l'alternative à l'« égalité » était vraiment l'« indépendance », M. Johnson répondit évasivement : « En connaissez-vous d'autres ? » À un second qui l'interrogeait sur l'échéance de l'indépendance, il fit de même : « L'échéance sera celle que le peuple voudra nous donner. » Il commentait de façon plus large : « Qu'il soit bien entendu que l'époque des plaidoyers pour l'autonomie est terminée pour le Québec. Nous croyons traduire la volonté d'une nation quand nous soutenons que le gouvernement ne se gênera jamais pour proclamer [...] que nous avons fini de chercher à obtenir des choses qui nous appartiennent, et ce, quitte à négocier jour et nuit pour ne pas retomber dans une jungle fiscale que nous ne voulons pas. » Une autre de ses métaphores favorites est celle du carcan : « La Confédération est un cadre, mais quand le cadre devient carcan, il faut le changer. C'est ce que nous sommes en train de faire. Le Canada ne veut pas dire d'une façon absolue la Confédération de 1867. » À son retour à Québec, il « précisait », si l'on peut dire : « Cent pour cent des impôts directs, c'est une chose. L'égalité, c'est une autre chose. L'indépendance, c'est également autre chose. Certaines personnes ont fait l'équation

suivante : cent pour cent égale égalité et s'il n'y a pas cent pour cent, c'est l'indépendance. Il s'agit en réalité de trois choses différentes. » Le « terroriste », qui avait amorcé la « bombe », la désamorçait... Enfin, comme pour mystifier encore davantage, il confiait : « On a parlé de l'énigme Johnson, mais je crois que l'on parlera désormais de l'énigme du Québec. » Pour un temps encore indéfini, ces deux « énigmes » coïncident.

Le Premier ministre québécois se garde bien de prôner l'indépendance comme une fin en soi : il est suffisamment avisé pour tenir compte des grands risques et du coût de la réalisation. Ce qui s'est déroulé dans la salle de la conférence à huis clos, il n'y a que les participants à le savoir avec exactitude. Nous devons donc nous en remettre aux déclarations de M. Johnson. La province de Québec est demanderesse sur deux plans : celui des « gros sous » et celui des « grands principes » constitutionnels. L'expérience du passé a montré que, même malaisés, les arrangements relatifs aux premiers restent moins difficiles que la reconnaissance des seconds. C'est ainsi que les propositions fédérales de septembre 1966 prévoyaient une augmentation importante des paiements de péréquation en faveur du Québec : 41 dollars per capita au lieu de 26 avec la formule précédente. Les trois provinces « riches » (Ontario, Colombie britannique, Alberta), qui n'en touchaient pas, continueraient à financer ainsi les régions moins fortunées, principalement les maritimes, et les deux provinces de l'Ouest se voyaient offrir un abaissement de ces paiements.

N'étant pas séparatiste systématique, M. Johnson n'a pas à préciser le moment de l'échéance de l'indépendance. Il a devant lui un avenir ouvert pour marquer les points ou alimenter le mécontentement québécois, selon les conjonctures. Et puis, la rigidité de la formule du 100 % est susceptible d'interprétation... relative. S'agit-il, en toutes circonstances, de la totalité des impôts perçus sur les profits des particuliers et des sociétés ? Ou de la totalité des impôts perçus aux taux actuels. La distinction est d'importance. Car, dans la seconde hypothèse, doublée de celle qu'Ottawa n'aurait pas encore atteint le « plafond » fiscal sécuritaire, Québec et les autres provinces « pauvres » ont encore une possibilité transactionnelle d'approcher du symbolique 100 %. Mais alors, c'est le gouvernement fédéral - encore minoritaire - qui prendrait sur lui l'impopularité d'une augmentation fiscale en période inflationniste. Il se trouve à son tour devant un dilemme : ou adopter une politique fiscale impopulaire ou se voir graduellement grugé par la voracité, sans cesse croissante, des budgets provinciaux. En 1964, M. Lesage réclamait une planification générale des dépenses et revenus publics

des onze gouvernements jusqu'en 1972. Mais Ottawa, qui a collaboré à ces travaux préliminaires, fait à présent traîner les choses en longueur. Sa politique budgétaire n'a plus l'élasticité de naguère : les investissements publics des provinces et des municipalités ont plus que doublé en deux ans et continuent de s'accroître. En politique monétaire, le petit dollar canadien doit s'aligner sur le gros dollar américain.

Il n'en demeure pas moins qu'Ottawa, exerçant déjà son contrôle fiscal sur l'activité financière des provinces, ne pourra peut-être pas résister toujours à une action concertée des provinces pour une planification globale des dépenses publiques - ce qui risque de mettre en cause des principes de philosophie économique encore inconnus au Canada : « Les prochaines années seront passionnantes », s'exclamait un des conseillers financiers de M. Johnson. Dans son rôle même de niveleur de la prospérité nationale, le gouvernement central fait concurrence aux provinces sur leur propre terrain au lieu d'être un super-contrôleur intégrant de l'ensemble. Il lui resterait à tirer les conséquences du rôle qu'il assigne. Quelques jours après la rencontre fédérale-provinciale de septembre, M. Pearson, de retour d'une conférence du Commonwealth, déclarait : « La responsabilité en matière d'économie ... ne peut appartenir à personne d'autre qu'au gouvernement fédéral ... Je ne crois pas qu'il existe une seule province qui souhaite que le gouvernement fédéral se départisse de cette responsabilité. » Enfin, dans le domaine des taxes indirectes, le Québec, comme toute autre province, peut prélever de nouvelles taxes sur les alcools et le tabac, dont le gouvernement central, par les droits d'accise, touche la part du lion : en gros quatre fois plus que le Québec pour le tabac, trois fois plus pour les alcools. Bien que M. Johnson ait déjà déclaré que sa spécialité était la récupération de la taxation directe, ce qui serait ainsi arraché indirectement à Ottawa pourrait bien, par quelque magie comptable, contribuer à approcher le mythique 100%.

Mais c'est quand le Québec, dépassant le strict plan des discussions financières, défend ses thèses socio-constitutionnelles qu'il s'expose à recevoir la plus dure opposition, non seulement d'Ottawa mais de l'autre grande province, notamment. A M. Johnson qui déclare : « Je ne puis m'imaginer qu'il soit plus difficile de gouverner le Canada sur la base des deux nations, que sur celle de dix provinces », M. Robarts répond dans le meilleur style de *l'understatement* britannique : « Je ne comprends pas très bien le concept des deux nations. » Le Premier ontarien avait déjà qualifié le mémoire du Québec de « macédoine fiscalo-constitutionnelle ». Il ne croit pas qu'on doive « jeter au panier » la constitution actuelle pour en « rédiger une nouvelle ». M.

Johnson croit exactement le contraire et l'a affirmé plutôt cent fois qu'une : « Il s'agit, selon nous, de prendre un nouveau départ et non de replâtrer une constitution faite il y a un siècle en fonction des réalités et des besoins de ce temps-là. Il est plus facile de bâtir de toutes pièces un mécanisme nouveau que d'en redresser un qui a été radicalement faussé... et qui restera toujours le symbole d'une époque où le Canada n'était encore qu'une colonie. » Et, « pour être valable, la nouvelle constitution devra résoudre la contradiction interne qui tend à mettre en opposition le Canada français et le Canada anglais, dans un cadre juridique mal adapté à leurs besoins respectifs et où ils sont également à l'étroit. À des situations de conflit, elle devra substituer des situations de coopération. Elle devra permettre aux deux nations de s'épanouir librement. » Cette « foire de maquignons » risque-t-elle de se transformer en une foire d'empoigne, où l'un des matamores devra rester sur le matelas ?

Égalité politique et inégalité des chances économiques.

[Retour à la table des matières](#)

Cela arrange bien les séparatistes ou « indépendantistes » québécois que le niveau de vie des citoyens de « la Belle Province » soit inférieur à la moyenne nationale. Ils jouent à fond de l'argument du facteur unique en s'en prenant à la Confédération d'où vient tout le mal, sans excepter celui de l'infériorité économique. Or, pour étayer la thèse de la « colonisation », cet argument n'a pas encore valeur décisive. Il pourra revêtir une telle importance le jour où il sera établi clairement, avec toute l'objectivité possible. Et le jour où l'on pourra imputer au système confédératif le retard économique du Québec - ce qu'une habile propagande saura aisément enflammer - ce jour-là, la contagion de l'idée séparatiste deviendra galopante : à plus ou moins longue portée, l'indépendance deviendra inévitable, en dépit des masses d'inertie et des franches oppositions.

La croyance la plus commune des Québécois en matière économique repose sur deux sentiments : ils sont suffisamment « développés » pour prendre conscience, par eux-mêmes, de leur sous-développement relatif ; s'étant eux-mêmes, en grande partie, « sous-développés », ils savent qu'ils ont entre leurs mains plusieurs moyens de leur futur développement, également relatif. Tant et si bien que *l'homo quebecensis* d'au-

jourd'hui, qui réfléchit en essayant d'y voir clair dans sa situation de « nègre blanc », sent confusément qu'il est pour quelque chose dans sa condition d'infériorisé économique et qu'il ne peut pas décemment imputer « aux autres » tous ses maux et retards. À l'argument simpliste des séparatistes, répond l'argument, à peine plus plausible, des non-séparatistes québécois : l'indépendance du Québec entraînerait de façon fatale un abaissement considérable de son niveau de vie, qui deviendrait intolérable pour les Québécois ; et s'ensuivrait une situation d'anarchie débridée, bien pire que les « maux » économiques du système confédératif actuel. La majorité des Québécois semblent, pour l'instant et de façon confuse, accorder créance au second argument d'inspiration sécuritaire, mais qui n'est pas plus démontrable que le premier. Quant aux Canadiens anglophones, ils se servent de ce dernier argument comme d'un postulat qu'on ne peut raisonnablement mettre en question.

Mais, depuis plus de vingt ans, combien d'indépendances et de « décolonisations » ont été arrêtées à travers le monde par ce type d'argument qui, dans la plupart des cas et pour un temps plus ou moins long, s'est révélé historiquement exact ? Pourtant... C'est qu'à notre époque, les leaders de masses afro-asiatiques ont fait passer le message du « *Good government is no substitute for self-government* ». Mais, à supposer que l'application à la Terre-Québec du régime « confédératif » satisfasse à la notion de « bon gouvernement » - ce que de moins en moins de Québécois acceptent -, il est certain que le Québec détient, à l'heure actuelle, une plus large mesure de *self-government* que la plupart des pays hier encore coloniaux.

Non démontré, l'argument selon lequel la Confédération coûte cher au Québec, entrave la force contagieuse du séparatisme. Sinon, ce serait chez les couches sociales et dans les régions les plus défavorisées que cette idée gagnerait le plus d'adhérents ou, tout au moins, sécréterait quelques-uns de ses chefs. Sinon, ce serait dans les associations à raisons d'être économiques (syndicats ouvriers et associations patronales, coopératives d'épargne et d'assurance, de production et de consommation, associations agricoles, etc.) que l'idée séparatiste trouverait son terrain le plus favorable. Or, ce n'est pas le cas. Dans ce type d'associations, on entretient les plus fortes réticences à accepter l'argument que la Confédération (ou plus largement, l'insertion dans le tout canadien) rapporte moins qu'elle ne coûte au Québec. Au contraire, c'est dans les associations de type culturel ou éducatif (en tête, les associations d'étudiants), ainsi que dans les milieux « intellectuels » des classes dites de « moyenne » ou de « petite bourgeoisie », chez les groupements de jeunes de façon générale que l'idée séparatiste

fait le plus de chemin. Il y a cinq ans à peine que cette idée est débattue au Québec, sans déraison. Et c'est le degré de perméabilité de certaines couches sociales et des groupes d'âge moyen qui en est le facteur important.

Un fait reste brutal : si le Québec est la plus fortunée des autres « provinces pauvres » de l'Atlantique, il est une province moins riche que les cinq autres qui sont situées à l'ouest de l'Outaouais. Les Québécois ne peuvent se satisfaire d'une telle situation, eux qui établissent la comparaison avec l'autre grande province qui, en étendue, population, richesses naturelles, structures industrielles, lui est le plus comparable. Et c'est justement l'Ontario, la province la plus riche ! Sur tous les plans, du revenu moyen par tête et de la progression économique jusqu'au nombre de chômeurs et des faillites industrielles, le Québec traîne derrière l'Ontario pour les indices positifs et le devance hardiment pour les indices négatifs. Le ministre Guy Favreau, leader de l'aile québécoise du parti libéral fédéral, évoquant les « remous » du Québec, déclarait à la Chambre des Communes : « ... le standard de vie du citoyen québécois se révèle de 10% inférieur à celui du Canadien moyen et de 27% à celui du citoyen de l'Ontario... Le revenu moyen du cultivateur dans la province de Québec est inférieur à 1200 dollars par année. Nous avons la maîtrise d'à peine 5% de toute l'activité économique du Canada, alors que notre groupe ethnique représente 29% de la population. Dans le Québec même, notre groupe correspond à 82,6% de la population provinciale, mais il ne dirige que 10% de toute l'activité économique, et nous ne détenons que 20% des postes clés... environ 40% des chômeurs du Canada vivent au Québec, et le revenu moyen par tête en 1963, équivalait à 1 500 dollars quand il s'élevait pour l'Ontario à 2 000 dollars et aux États-Unis à 2 600 dollars. Bien que la France et la Belgique aient subi d'énormes pertes durant la dernière guerre, le revenu moyen par tête s'établissait à 1 750 et à 1 850 dollars... Les citoyens de la province de Québec ont raison d'être inquiets et de vouloir s'agiter un peu afin d'alerter l'opinion canadienne devant ces faits. » Notons-le bien, il ne s'agissait pas d'extraits de discours d'un chef séparatiste, triturant plus ou moins des statistiques officielles, mais bien du représentant numéro Un du Québec dans le cabinet Pearson.

Le fédéralisme canadien, par le jeu de diverses compensations fiscales et les paiements de péréquation, s'emploie à uniformiser la richesse très inégalement répar-

tie au pays. Fin 1964 et début 1965, Ottawa et Québec se sont livrés à une petite guerre de statistiques. En novembre 1964, le gouvernement fédéral rendait publics les résultats d'une étude portant sur la répartition du budget fédéral entre les dix provinces. Selon ce rapport, le Québec avait reçu, en 1961-1962, 200 millions de dollars de plus que celui-ci n'en avait versé au fisc fédéral. En janvier 1965, un économiste du club séparatiste « Fleur de lys » contestait ce résultat en soutenant qu'au contraire les citoyens du Québec avaient versé une somme excédentaire de 600 millions de dollars. Pendant ce temps, les experts financiers du gouvernement Lesage se livraient à une étude similaire dont ils publièrent les résultats en février. La vérité se situait, selon eux, entre ces deux extrêmes : pour la période du 1er avril 1960 au 31 mars 1963, l'autorité fédérale avait perçu 277 millions de dollars de plus qu'elle n'avait dépensé au Québec (102 millions de dollars la première année ; 139 millions la deuxième ; 36 millions la troisième). Evidemment, les bases des calculs étaient différentes. Ainsi, la dernière étude n'avait tenu compte que de 2% des dépenses per capita, tandis que le rapport fédéral utilisait cette base pour une proportion de 44%, estimée indivisible, de ses dépenses ; d'autre part, les analystes québécois s'étaient refusés à inclure les dépenses provenant du déficit pour ne tenir compte que des dépenses effectuées à même le revenu fiscal. Les experts québécois justifiaient le choix de ce dernier critère par l'absurde : « En poussant le tout à sa limite logique, on peut supposer qu'avec un déficit additionnel suffisant, le gouvernement fédéral se serait trouvé dans la situation où il aurait versé à toutes les provinces beaucoup plus qu'il n'a reçu d'elles. »

Le rapport québécois fut reçu avec respect par les technocrates financiers d'Ottawa bien qu'ils en contestèrent les critères. Le sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales du Québec, M. Claude Morin, restreignait ainsi la portée de l'étude faite sous sa responsabilité : « Tout ce que nous pouvons prouver, aujourd'hui, c'est que dans ce cas particulier, il y a manque, et nous pouvons simplement répondre au gouvernement fédéral que son chiffre de 200 millions de dollars n'est pas bon. Mais, si on veut faire dire à ce rapport que le Québec ne reçoit pas sa part de la Confédération, si on veut s'en servir pour déterminer les avantages du séparatisme, on lui fait dire plus que ce qui s'y trouve. » On rappellera la boutade sur le bon usage des statistiques : elles sont pour les experts ce que sont pour les ivrognes les réverbères qui leur servent de soutien plutôt que d'éclairage...

Le corollaire, en partie paradoxal, du premier fait brutal de l'infériorité économique du Québec par rapport à l'Ontario, est que les Québécois, dans leur ensemble,

n'établissent pas l'équation : domination économique anglo-saxonne égale infériorité économique de leur groupe ethnique. Jusqu'à une date récente, les critiques du régime portaient davantage sur la nature capitaliste de cette domination que sur l'identification anglo-saxonne des dominateurs capitalistes. Les luttes syndicales ont encore montré à l'évidence que le patron canadien-français de moyennes ou petites entreprises n'a pas un sens social plus aigu que les grands managers ou influents executives des firmes anglo-saxonnes. D'autre part, il y a au Québec des phénomènes de promotion sociale assez inattendus : ainsi, d'après une enquête faite il y a quelques années, 31 % des étudiants universitaires francophones viennent de familles ouvrières, ce qui est l'une des plus fortes proportions dans le monde occidental.

Si les dix hommes d'affaires les plus riches du Québec sont des Montréalais anglophones, parmi les dix suivants on trouverait deux ou trois noms français : c'est suffisant pour faire crever le mythe de l'inaptitude des Canadiens-Français aux « grandes affaires » ! Ces « magnats » canadiens-français de la finance, du commerce ou de l'industrie jouent strictement les règles du jeu du système qui les intègre et que leur présence ne modifie pas. Ils « singeront » jusqu'aux modes de vie de leurs associés-rivaux anglophones : leur « philanthropie » se concrétisera davantage dans la « subvention » aux hippodromes ou aux équipes sportives - souvent entreprises très rentables - que des dons aux universités, bibliothèques publiques ou diverses entreprises culturelles. Habitué des palaces de Miami, ce ne sont pas eux qui encombrant la Croisette de Cannes,

C'est le paradoxe de cette croyance encore largement répandue : on ne peut changer « le système », encore moins se l'approprier, mais on peut s'y introduire et monter assez haut, à preuve ces quelques exceptions... Mais les tenants de cette haute bourgeoisie financière canadienne-française ont percé, non parce que francophones, ce qui est un accident de naissance surmonté comme un handicap, mais parce que financiers ou entrepreneurs efficaces, ce qui est un statut acquis. Aux niveaux inférieurs de la moyenne ou de la petite bourgeoisie, l'ambiguïté règne entre « bourgeois » d'une part, et entre les « bourgeois » et ceux qui aspirent à une situation de mieux nantis d'autre part. Le cas n'a rien de spécifiquement québécois, ni même d'actuel...

Les protagonistes de la « révolution tranquille » n'ont pas cherché à favoriser la petite ou moyenne bourgeoisie du fait qu'ils en étaient originaires. N'empêche qu'elle a surtout profité aux « classes moyennes » mieux placées dans la structure sociale à ce moment-là : c'est souvent ce qui arrive dans les « révolutions » trop « tranquilles ». Elle opte pour le mouvement, mais non pour l'aventure. D'ailleurs, le « mouvement », elle le réclamait à l'époque de la stagnation du duplessisme. Elle l'alimenta dans la frange de gauche du parti libéral, le leadership syndical, les organes de presse, les groupements de jeunesse, les associations culturelles et économiques (en un éventail très large allant des Jeunes Chambres de Commerce jusqu'aux coopératives agricoles). C'est de ces classes « moyennes », caractérisées partout dans le monde par leur manque de conscience de classe, que sont venus, via le « *Civil Service* » d'Ottawa ou des universités du Québec, les « grands commis », « technocrates » ou « jeunes Turcs » de la « révolution tranquille ». Cette nouvelle bourgeoisie « progressiste » s'est attelée au travail, aptes s'être, par ses réclamations et ses actions, « mise au pouvoir » pour définir les Objectifs économiques « nationaux », c'est-à-dire québécois ; les mesures qui touchaient l'ensemble de la population (l'assurance-hospitalisation, la nationalisation de l'électricité, la réforme scolaire) lui profitaient plus qu'aux couches pauvres des milieux urbains ou ruraux. Elle montait par l'ascenseur de la « révolution tranquille », tandis que les Québécois des milieux défavorisés devaient se contenter de l'escalier.

La conscience ethnique et la conscience de classe ne coïncident pas : les classes défavorisées n'imputent pas leur malaise à l'appartenance à une ethnie pauvre ; les « animateurs » de la conscience ethnique, occupés à se retrouver intellectuellement, n'ont pas encore réussi à enraciner cette inquiétude collective dans la base populaire.

L'homme qui a symbolisé devant l'opinion cette libération économique du Québec, l'ex-ministre René Lévesque, résumait ainsi le problème après quelques mois dans l'opposition : « Comment sortir du régime, plus ou moins déguisé, d'une majorité contrôlant une minorité et lui concédant certaines choses, pour établir deux libertés collectives qui feraient des arrangements librement » ? C'est poser la question de la réforme constitutionnelle et du séparatisme. Exprimant les tiraillements des Québécois qui n'ont pas opté pour la solution extrême, M. Lévesque avoue : « Je n'ai jamais été sûr qu'il fût souhaitable d'aller jusqu'où il est possible d'aller. Doit-on aller au séparatisme direct ? Ne doit-on pas plutôt essayer de rebâtir une association ? J'aime

l'expression " Etats associés " parce qu'elle répond à ce que je crois d'instinct être l'expression qui se rapproche le plus du nouveau genre de statut dont on a besoin... »

L'égalité politico-culturelle des Québécois francophones est relative, et plus relative encore celle des Canadiens-Français d'outre-frontière. Est certaine leur inégalité de chances économiques dans l'ensemble canadien et ils le voient avec assez de clarté dans leur « Etat » même ; mais, pour des raisons technico-géographiques irréversibles ainsi que par leur propre carence culturelle passée, ils n'en tirent pas la conscience d'une ethnie paupérisée. Pas encore...

*De l' « intégration lucide »
à l'indépendance aventureuse,*

[Retour à la table des matières](#)

L'expression « intégration lucide » est de l'économiste Maurice Lamontagne, qui, après dix ans d'enseignement universitaire, devint sous-ministre à Ottawa, puis consultant de MM. Saint-Laurent et Pearson, avant de devenir membre du Cabinet de ce dernier. Dans un livre publié au tournant critique de 1954 (*Le Fédéralisme canadien*), ayant rejeté la solution du séparatisme qui ne lui semblait « ni possible, ni désirable, même sur le plan culturel », il concluait : « En somme, le dilemme qui se pose à la province de Québec n'appelle qu'une solution : une intégration lucide au nouveau fédéralisme canadien. » Depuis cette date, la situation a évolué, le contentieux bi-culturel s'est aggravé surtout depuis 1961. De nouvelles formules, intermédiaires entre l' « intégration lucide » et le séparatisme, sont apparues comme solutions possibles à la crise du fédéralisme canadien. Disons d'abord qu'elles ne pèchent pas par excès de clarté et de précision, étant devenues à la fois objets et armes de débat dans une ambiance de contestation souvent passionnée, surtout au Québec.

Les autorités fédérales ont popularisé à partir de 1963 (8 avril : date de la prise du pouvoir par les libéraux) l'idée de « fédéralisme coopératif ». On observe d'abord qu'il

s'agit, comme dans « démocratie en participation », d'un pléonasme. Mais si la formule est redondante c'est pour signaler qu'il n'en fut pas toujours ainsi. Selon M. Lamontagne qui en a été un des principaux théoriciens, « le fédéralisme coopératif est un juste milieu entre le fédéralisme de tutelle (entre 1867 et 1920) et le fédéralisme confédératif (entre 1920 et 1940). Il peut se ramener à trois mots : interdépendance, consultation et coordination dans les domaines de juridiction concurrente ou qui exigent l'action conjointe des gouvernements. » Le ministre précisait par ailleurs que le « fédéralisme coopératif doit être associé à l'idée de décentralisation » (principe de péréquation et formule d'option dans les programmes à frais partagés), et qu'« il ne saurait s'épanouir à moins que la Confédération canadienne ne se développe d'après le principe de l'égalité des deux peuples qui l'ont fondée ». Cette dernière caractéristique exprimait à la fois un constat d'échec pour l'expérience passée et une aspiration nécessaire pour l'avenir, selon les lignes de recherche que poursuit encore la Commission Laurendeau-Dunton. Estimée vague, purement programmatique, la formule du « fédéralisme coopératif » ne rallia guère que des oppositions déclarées ou des réticences très méfiantes au Québec, si ce n'est chez les membres de la députation libérale aux Communes qui s'en firent les exégètes - certains en introduisant dans ce « fédéralisme coopératif » des idées proprement « québécoises », telles « l'existence de deux nations et la nécessité d'une transposition politique de cette donnée » ou « le statut particulier des Canadiens-Français et du Québec ». Le parti de l'Union nationale, les partis séparatistes et toutes les espèces de groupes et mouvements nationalistes, dans la mesure même de leur radicalisme, s'opposèrent au « fédéralisme coopératif ». Quant aux libéraux du gouvernement Lesage, ils en trouvèrent l'application très ardue aux stades de la « consultation » et de la « coordination », se plaignant que l'« interdépendance » en, soit restée trop étroite.

En deçà de la solution extrême du séparatisme, qui sur le plan analytique a l'incontestable mérite de la clarté, il y a trois lignes générales de révisionnisme constitutionnel. Un premier révisionnisme part de la constitution actuelle, avec ses lacunes et incohérences qu'il prétend corriger, ou même ranimer en certaines dispositions qui ne furent pas utilisées ou explicitées (ainsi, par exemple, une sorte de protectorat par l'Etat central des droits du Français hors du Québec). En puissance, le « fédéralisme coopératif » est lui-même révisionniste puisqu'il prône comme condition de son épanouissement « le principe de l'égalité des deux peuples qui l'ont fondée » (la Confédération). Ainsi, le postulat de « l'égalité des deux peuples fondateurs » dans la philoso-

phie de la Commission Laurendeau-Dunton entraînera ses membres à recommander des amendements constitutionnels fondamentaux - car cette « égalité » n'existe pas plus dans la Constitution que dans les faits depuis cent ans. Pour l'instant du moins, le « fédéralisme coopératif » est l'esprit renouvelé du fédéralisme ancien, en tirant les conséquences d'un nouveau mouvement vers la décentralisation ou une plus forte dose d'autonomie des provinces ; sans s'accrocher à un *statu quo* constitutionnel qu'il prend toutefois comme acquis, il affirme et accepte de larges mesures d'assouplissement des organes centraux et d'ouverture aux besoins nouveaux des provinces.

Les principes des « deux nations » et des « deux majorités » sont des formulations plus strictes, mais non pas plus précises, que celle de l'« égalité des deux peuples fondateurs ». Leur nouveauté et leur imprécision même servent à conférer aux thèses qu'elles sous-entendent plus de mordant dans la dialectique de revendication. En effet, « l'égalité des deux peuples fondateurs », n'a jamais été, comme principe, sérieusement contestée ; l'application et les concrétisations dans le temps et dans l'espace de ce principe ont, elles, constamment été l'objet de controverses depuis cent ans : et c'est le fond du problème de la crise bi-ethnique. L'application exacte de ce principe aurait une portée proprement révolutionnaire. Les théories interprétatives de la « constitution-pacte » et de la « constitution-loi » ont montré que la référence à de lointains titres historiques était elle-même porteuse d'une ambiguïté fondamentale, d'où ont pu découler toutes sortes d'« inégalités » de fait. Les principes des « deux majorités » et des « deux nations » ne sont invoqués que par des Canadiens-Français, la « majorité » anglophone ne se définissant pas comme une « nation », réservant ce terme à l'ensemble de la population canadienne. Ces principes ont encore ceci de commun entre eux qu'ils procèdent, le premier, de deux inégalités numériques (un Canada à majorité anglophone ; un Québec à majorité francophone), le second, de deux disparités ethniques (une « nation » - au sens sociologique - canadienne-anglaise, et une « nation » canadienne-française dont 80 % des membres sont concentrés dans le Québec qui est « le foyer principal » et « le point d'appui du Canada français »).

Il semble que le principe des « deux majorités » soit moins corrosif que celui des « deux nations ». Il rappelle un élément de fait, clair, numériquement exact, dont les constituants de 1864-1867 étaient conscients. Dès le mois de septembre 1864, l'influent journal *le Canadien* de Québec écrivait : « Il faut que nous nous résignions à n'être dans le congrès fédéral qu'une minorité comme il faut que de son côté la popu-

lation anglaise du Bas-Canada se résigne à n'être qu'une minorité dans la législature provinciale. » Mais l'histoire allait démontrer que les deux « minorités » n'auraient pas besoin d'une égale dose de « résignation ».

Bien sûr, ce n'est pas le Nombre seul qui fait la « nation » canadienne-française, c'est son homogénéité culturelle et linguistique ; mais c'est grâce à son Nombre majoritaire dans un Etat fédéré que l'affirmation de cette « nation » devient un phénomène politique d'une grande portée (jusqu'à celui du séparatisme inclus qui établit la concordance Etat-Nation pour exclure l'autre « nation » majoritaire). Dans la revendication d'un « statut spécial » pour le Québec à l'intérieur d'une Confédération renouée, aussi bien que dans celle de la reconnaissance de deux « Etats associés » à l'intérieur d'une véritable Confédération canadienne, on invoque les principes des « deux majorités » et des « deux nations » en leur coïncidence, mais le principe des « Etats associés » est mieux articulé, sinon plus recevable, dans la thèse des « deux nations ». Chaque « nation » aurait son « état national » et tous seraient reliés par des structures « confédérales » : une Chambre confédérale, un Conseil supérieur de la Confédération, une Cour confédérale, etc.

Cette représentation d'une nouvelle réalité canadienne a de quoi scandaliser, effrayer, abasourdir à peu près tous les Canadiens anglophones. A notre connaissance, un seul d'entre eux a pris position en faveur de cette thèse. Il s'agit d'un professeur de science politique de McGill University de Montréal, dont le nom, Gad Horowitz, montre qu'il n'est pas d'extraction britannique : « Il doit y avoir une nation canadienne-anglaise (non pas une simple collection de provinces anglophones) en *partnership* avec la nation canadienne-française... Il est temps de magnifier les exigences du Canada français, de les reconnaître comme des exigences humaines normales, en faisant les mêmes revendications nous-mêmes. D'harmonieuses relations individuelles ne peuvent exister qu'entre personnes pleinement évoluées. La même chose s'applique, non pas d'une façon métaphorique mais stricte, à des nations, qu'elles soient à l'intérieur d'un seul Etat ou non. »

Ce n'est pas à des Français que l'on apprendra que l'expression d'« Etats associés » a été appliquée à des situations de colonialisme finissant, prélude à l'indépendance totale. Pour les séparatistes québécois, si la « nation » canadienne-française est la

seule réalité qui compte, comportant sa fin en soi, ils ne se préoccupent pas de savoir s'il y a ou non une « nation » canadienne-anglaise. Ce ne serait, pour eux, tout au plus qu'une *notion ou concept*, utile pour poser l'antithèse - tout comme le Canada, ou la « Confédération » actuelle, ne leur semble guère être autre chose qu'une *abstraction*, posée en repoussoir ¹⁵...

¹⁵ Comme l'a écrit Claude Julien dans son ouvrage - pourtant modéré - *Le Canada, dernière chance de l'Europe*, Plon 1965 - : « ... l'unité nationale du Canada est menacée non pas parce que les Canadiens français ne se résignent plus à être traités en citoyens de second rang, mais parce que les anglophones refusent d'admettre qu'ils les ont bien traités comme tels. La sauvegarde de l'unité nationale est donc entre les mains des anglophones... »

Le Canada français après deux siècles de patience

CONCLUSIONS ET PROSPECTIVES

Pour qu'une confédération subsiste longtemps, il n'est pas moins nécessaire qu'il y ait homogénéité dans la civilisation que dans les besoins des divers peuples qui la composent.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

Au fond, l'erreur majeure des thèses fédéralistes tient à leurs perspectives purement *spécialistes* et non pas historiques ; elle consiste à croire que les institutions et les problèmes ne changent pas de nature en changeant de cadre, à ne voir par conséquent dans le fédéralisme qu'une extension *quantitative* du processus centralisation-décentralisation.

GEORGES LAVAU.

Les hommes font l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font.

RAYMOND ARON.

What does Quebec want ?

[Retour à la table des matières](#)

Que veut le Québec ? Le Canada anglophone pose mal la question, avec un ahurissement qui n'est pas feint, tant l'ignorance de « l'autre » est grande : sous-estimation de la gravité du problème. Le Canada-Français, lui, y répond mal, par de longues explications, entremêlant revendications passionnées pour une nouvelle solidarité et menaces à peine voilées de sécession. Par où commencer l'étude des respon-

sabilités dans une situation globale dégradée quand l'une des parties, en la définissant telle, donne l'impression de la dégrader plus encore ?

Pour la majorité des Canadiens anglophones, il n'y a pas de vraie crise d'unité canadienne, sinon très exagérée, ainsi que l'ont révélé la tournée trans-canadienne de la Commission Laurendeau-Dunton et le voyage dans l'Ouest de l'ancien Premier ministre Lesage. Pour une minorité agissante de Canadiens-Français dont le nombre va croissant, il n'y a plus de crise canadienne : il y a la crise d'un Québec nouveau, agité des soubresauts d'une gestation lente mais inéluctable. Il n'y a pas de vraie crise canadienne : la masse des Canadiens anglophones hors du Québec passe volontiers du confortable « *There is no problem here* » (« *Nous n'avons pas de problème ici* ») à l'insouciant : « *This is Quebec's problem* » (« C'est le problème du Québec »).

Dès 1939, un éminent juriste anglophone, né à Québec mais ayant fait sa carrière universitaire à Montréal, M. Frank Scott, constatait : « Les Canadiens anglais n'ont été que trop enclins à considérer le Canada comme un pays entièrement britannique " d'une seule langue et d'un seul drapeau " et à penser du Canada français, lorsqu'ils daignaient en tenir compte, que c'était une exception inévitable et géographiquement circonscrite à l'uniformité par ailleurs heureuse. »

Le refus de cet état de choses s'exprime selon toute une gamme, allant de la revendication pour une reconnaissance effective de « la province pas comme les autres », impliquant un statut formel particulier ou un statut spécial de fait, de plus en plus spécialisé, en passant par la thèse des « deux nations » séparées et seulement reliées par une structure confédérale, jusqu'à l'affirmation de la nécessité d'une sécession complète. Il y a là plus que des nuances, mais leur plus ou moins grande hardiesse revendicative trouve son unique source dans cette commune « non-acceptation ». C'est ce qui est changé au Canada, par le Québec, depuis cinq ou six ans. Le Québec a éternué et le Canada s'enrhume. Les jours où le Québec éternue plus fort, le Canada connaît des bouffées de fièvre.

Quand et pourquoi un groupe ethnique affirme-t-il de manière impérative et active son besoin de reconnaissance ? C'est le plus souvent le résultat d'une dynamique globale à expressions multiples et diffuses. On peut toutefois enregistrer et dater ce résultat d'un long processus évolutif. Par zones concentriques spatiales et, à l'intérieur de chacune d'elles, en profondeur historique, notre « dossier » a essayé d'en retracer les méandres et confluences.

Mais rien, dans les aménagements humains collectifs, n'est jamais tout à fait clair. En l'occurrence, il y eut le contre-jour d'un siècle qui ne permettait pas de détacher nettement la somme des ambiguïtés qui éclatent aujourd'hui. Entre 1864 et 1867, deux entités précaires, juxtaposées par les caprices ironiques de l'histoire, se sont rencontrées qui ont voulu se fédérer sans fusionner. Tant que la plus précaire des deux sentait, à l'intérieur de l'autre, sa demeure naturelle à défaut de la sienne propre, elle n'avait même pas à éviter la tentation de l'émancipation. Elle n'avait que de faibles exigences. Mais depuis ce jour récent - au tournant de 1961-1962 - où elle a commencé à définir sa précarité par rapport à, puis contre l'autre, ce jour-là elle a commencé à rêver d'une liberté moins conditionnelle.

Pourquoi maintenir un Canada-Français à l'intérieur d'un Canada ? Pourquoi maintenir un Canada tout court en terre nord-américaine ? Les titres historiques, les droits acquis, la force de l'habitude n'éluent maintenant plus les problèmes de deux consciences historiques qui ont attendu si longtemps pour poser le dialogue fondamental. Le Canada donne l'impression d'un trop grand bateau qui fait eau par dix fissures, ce que savent certains membres de l'équipage qui ne font pas preuve d'une hâte fébrile pour les colmater, comme s'ils craignaient d'effrayer les passagers. Le bateau continue donc à voguer tout en ayant commencé de couler lentement, de façon imperceptible.

Pour qui observe avec attention la scène canadienne, une constatation s'impose : l'énorme disproportion entre les forces réelles et visibles du séparatisme québécois et les conséquences de sa portée pratique dans l'équilibre canadien depuis quelques années. À un tel phénomène, deux explications complémentaires : la première, sous-estimée par tout le monde, c'est le réveil agressif du nationalisme latent et bon enfant, rouspéteur à l'occasion, des Québécois ; la seconde, à laquelle peu de Canadiens anglophones s'arrêtent tant elle les dérange, c'est la non-conscience que le Canada constitue encore l'entité politique et historico-géographique « monstrueuse » que la conjonction équivoque de deux « précarités » a fait naître. Il n'y a pas de « naturalité » canadienne ou de « canadianité ». La poussée relativement faible du séparatisme québécois n'a fait que rendre évidente la fragilité interne de toute la construction historique de la « chose Canada ».

Tandis que les Canadiens anglophones sont intéressés au bonheur de tous les Canadiens, y compris de celui des Canadiens-Français, les Québécois francophones, eux, sont intéressés au bonheur de chacun d'entre eux. Il y a toujours eu ce dénivellement dans le substrat psychologique des « deux nations ». La présente crise risque d'élargir l'écart jusqu'au point de rupture.

Désirée par les séparatistes actifs, l'indépendance du Québec est devenue pensable pour un nombre de Québécois de plus en plus considérable. C'est le grand changement souterrain de la « révolution silencieuse » c'est aussi celui qui est chargé des menaces les plus graves. Quand la poignée des terroristes québécois cessent de jouer avec leurs petites bombes, quand un sondage public ou l'élection du 5 juin 1966 montrent que les effectifs séparatistes ne dépassent pas 10%, les Canadiens anglophones se rassurent à bon compte. Hier encore, la séduction de l'indépendance était chez les Québécois aussi latente que l'attraction exercée par les Etats-Unis sur les Canadiens anglophones.

L'indépendance du Québec est désormais pensable par trois catégories de ses citoyens : les indépendantistes proprement dit ; les non-séparatistes qui s'emploient à polémiquer avec les premiers ; les attentistes qui la considèrent comme une solution extrême, mais peut-être idéale si elle était réalisable. La conséquence première en est que l'idée reste toujours dans l'air, ou « dans le vent ». Plus important est le fait que la discussion permanente produit des effets réels dans les comportements politiques de ceux mêmes qui rejettent la sécession. Ils doivent faire la preuve qu'en deçà de la solution extrême ou trop risquée, on peut faire beaucoup pour la promotion culturelle et économique du Québec. Parce que, désormais pensable, l'indépendance compromet, à des degrés divers, à peu près tout le monde. Mais cela dit, il faut tout de suite ajouter que ce type de « compromission » n'engendre pas forcément la ferveur et qu'il perpétue toutes sortes d'équivoques.

Pensée par un petit groupe, pensable pour un nombre de plus en plus grand de Québécois, l'indépendance apparaît maintenant faisable techniquement, moyennant quelques conditions. Au moment de l'explosion séparatiste, à la fin de 1961, les activistes annonçaient que le Québec ne serait pas là pour célébrer le centenaire de la Confédération. Ce n'était pas simple optimisme de propagandistes : ils y croyaient, étant sous l'envoûtement de la décolonisation en chaîne de l'Afrique noire, de l'indépendance de l'Algérie et de l'installation du castrisme à Cuba. Ils ont dû déchanter. Le

Québec est « là » pour la célébration du centenaire du Canada, et l'« Expo 67 » se tient à Montréal.

Il est plus facile intellectuellement de paraphraser Berque, Fanon ou Memmi que d'étudier avec patience les aspects concrets de la place de la Terre-Québec dans une construction fédérale qui vacille mais existe. Il faut se dégager du langage passionné de la « décolonisation » si l'on veut y comprendre quelque chose. Ni le Canadien anglophone, ni l'Américain ne sont des « colonisateurs » au Québec d'aujourd'hui. Ce n'est pas une entreprise de colonisation, c'est une domination de fait dans une situation d'autonomie limitée, mais encore large ; et le tout selon les règles plus ou moins fair play d'une démocratie fédéraliste à l'occidentale.

Construire une Terre-Québec imaginaire, hors du continent nord-américain et en la déphasant dans le temps, ne peut mener à rien. Il vaut mieux ignorer l'histoire que d'en tirer de fausses analogies. Tous les « colonisés » sont dominés, mais tous les « dominés » ne sont pas des colonisés. Autrement, la « colonisation » serait le partage de neuf dixièmes des habitants des pays occidentaux. S'il fallait à tout prix chercher des analogies historiques, c'est dans l'Europe des nationalités du siècle dernier qu'il faudrait le faire ou à la rigueur dans le conflit entre Flamands et Wallons. Mais là encore, l'opération serait décevante : les dissemblances apparaîtraient vite plus marquantes que les similitudes suggestives. Il apparaît ici que l'expérience historique canadienne est inédite comme l'est la crise spécifique qui en ponctue la phase actuelle.

Les Québécois francophones sont « fatigués » d'avoir réclamé pendant cent ans la reconnaissance effective d'une biculture et d'un bilinguisme également symboliques et accordés seulement au compte-gouttes ; fatigués de rappeler que la Constitution avait bien été faite pour quelque chose. Pour leur part, les Canadiens anglophones sont « fatigués » de voir à tout moment leurs grands desseins politiques contrariés, amendés, freinés par l'existence de « la Belle Province » sous le prétexte qu'elle n'a pas voulu se convertir à la langue de Shakespeare, alors que ce pays-continent est déjà si complexe à gouverner. Deux patiences fatiguées amènent tôt ou tard à se poser la question : « À quoi bon persister à demeurer ensemble, puisque nous y trouvons plus d'inconvénients que d'avantages ? » Heureusement, les gouvernants des deux groupes se renouvellent. Leurs fonctions de perpétuels négociateurs les forcent à la vertu de « patience », à la dissimulation de leur « fatigue », et même à sublimer cette fatigue devant leurs clientèles partisans et électorales respectives.

Ajoutons à cela un phénomène de lente désintégration du gouvernement central qui, s'il se poursuit, ne peut que favoriser la cassure du Canada. D'autres provinces ont profité de l'affrontement Ottawa-Québec pour marquer des points. Nous sommes dans la phase des autonomies plus affirmées et entreprenantes, du moins dans les grandes et riches provinces comme l'Ontario et la Colombie britannique, des autonomies plus quémandeuses de façon générale dans les petites provinces de l'Atlantique, et d'une manière parfois brouillonne pour un objectif précis dans certaines provinces de l'Ouest. Enfin, le Parlement central a offert pendant quelques années un bien triste spectacle : une série de petits « scandales » et un invraisemblable débat pour l'adoption d'un drapeau « distinctif » sont devenus le symbole trop voyant de sa médiocrité. Pendant ce temps la structure fédérale craquait et il fallait déterminer le point où l'économie du pays cesserait de mériter l'épithète de « canadienne ».

Faisable, l'indépendance du Québec est-elle souhaitable ? En partie oui, en partie seulement. Cela dépendrait d'abord des conditions particulières où elle s'accomplirait. Voyons les deux obstacles majeurs : l'opposition du Canada anglophone et, peut-être, des États-Unis ; l'abaissement du niveau de vie des Québécois qui les retiendrait de risquer le tout pour le tout.

Passée la phase d'une inévitable et difficile transition des pouvoirs, personne ne peut rien dire de certain. Ce peut être un chaos indescriptible ou une relance économique sans précédent. Un cadre économique à ce point dominé par des intérêts capitalistes étrangers empêcherait l'instauration d'un socialisme débridé, c'est certain. Mais en deçà ? Le capitalisme est un système économique de propriété avant d'être une dogmatique doctrinaire. Il sait faire la part des choses. Il sait reconnaître son *enlightened self-interest*. Les intérêts acquis du capitalisme dominateur ne pourraient pas faire abstraction du nouveau pouvoir politique : plutôt que de risquer d'être tenus en otage avec menaces d'expropriation, ils entreprendraient ou tout au moins accepteraient un dialogue ouvert, se rendant bien compte que l'ère des chuchotements clandestins est terminée.

Le marché local n'est pas négligeable, moins encore le réservoir de matières premières, moins encore les énormes investissements financiers et industriels qu'il ne serait pas aisé de rappeler. Un contrôle économique à la mexicaine, un socialisme à la suédoise seraient concevables pour éviter de part et d'autre des « casses » inutiles qui feraient perdre les deux parties à la fois. Il y a en outre les instruments économiques du Québec, déjà mis en place, qui sont susceptibles de créer un secteur public plus

complémentaire que concurrentiel. Et puis, il y a tout un secteur privé (épargne, coopératives, assurance) qui gonfle d'année en année ses avoirs en ne sachant ni où ni comment les employer, faute d'une politique économique d'ensemble. Ils n'auraient ni le choix ni le goût de s'expatrier.

Nous ne faisons qu'établir le caractère plausible d'une conjoncture ; nous ne disons pas qu'elle est certaine, ni plus probable que la conjoncture inverse. Il y faudrait les conditions de relative confiance d'un Marché commun nord-américain. En Europe, le Luxerabourg y trouve place à côté de la Belgique, de l'Allemagne de l'Ouest et de la France. En Amérique du Nord, il n'est pas déraisonnable d'imaginer que le Québec trouverait sa place à côté d'un Canada désormais clairement anglophone et des Etats-Unis. En outre, n'y aurait-il qu'un Canada ? Un Canada oriental (les provinces de l'Atlantique) ne serait-il pas plutôt le Luxembourg, et le Québec quelque Hollande, alors qu'un Canada occidental serait de taille comparable à l'Italie ? Evidemment, ce serait un curieux « Marché commun » à quatre participants, dont l'un représenterait à lui seul dix fois la force additionnée des trois autres. Mais n'existe-t-il pas déjà ce « Marché commun » à deux, dont un partenaire écrase déjà l'autre sans trop s'en rendre compte, ni le vouloir ? Ou, d'Est en Ouest, un « Marché commun » entre les deux Canadas et le Québec est-il inconcevable ? Il existe déjà, mais sans règle fixe. Mais alors pourquoi le défaire pour le reconstituer tout de suite après ?

Il reste certain que, membres d'une société relativement développée, les citoyens québécois toléreraient très mal une baisse marquée de leur niveau actuel de vie surtout si elle menaçait de durer. Par rapport aux habitants des régions attardées du Tiers Monde, ils souffrent plutôt des « appétits » d'une insatisfaite prospérité - compte tenu de très fortes disparités régionales - que de l'insuffisance de « besoins » essentiels. Ils baignent dans la « société industrielle » et lorgnent vers la « société opulente » du Sud. D'autre part, s'ils ont de faibles ressources humaines comparativement à leurs voisins de l'Est et du Sud, ce réservoir est bien plus riche en cadres que celui d'au moins les neuf dixièmes des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance. Et puis, la France qui n'a pas de ressources techniques illimitées, pourrait mettre provisoirement le Québec en tête de ses priorités d'autant que le gros de son effort pour le « décollage » serait sans doute terminé en Afrique noire et dans les pays du Maghreb... N'a-t-elle pas aussi des devoirs envers les fils de sa colonisation ratée des XVIIe et XVIIIe siècles ? Enfin, l'argument économique ne se restreint pas à la seule question du niveau de vie, de son maintien ou de son accroissement. Il y a la puissance

ce ou le pouvoir économique toujours en décalage sur le potentiel. Ce décalage est surtout marqué au Québec : loin d'avoir inventorié son potentiel, il n'a jamais eu le pouvoir économique et dans les conditions actuelles, il est peut-être destiné à l'avoir de moins en moins.

Une indépendance, acquise dans des conditions pas trop défavorables, pourrait être l'indispensable auto-traitement de choc qui déclencherait l'opération économique à formule inédite et avec mise en oeuvre d'éléments mixtes, que commande cette situation géographico-historique unique. À tout prendre, et en toute hypothèse constitutionnelle, l'invention du Québec n'est-elle pas la pièce centrale de la ré-invention du Canada qui, de toute façon, presse ?

Le Canada anglophone laisserait sans doute faire en grommelant et même, à l'ouest de l'Outaouais, il ne serait peut-être pas mécontent de se retrouver, un peu délesté, lui qui se cherche depuis si longtemps. C'est un long contentieux biculturel qui dure depuis deux siècles. Mais comment les Etats-Unis réagiraient-ils devant l'indépendance québécoise ? Ils s'y intéressent, à preuve le projet « Camelot-Révolte ». Par deux fois dans leurs temps héroïques, ils ont « offert » leur indépendance aux Canadiens contre les *British Americans*. Leur diplomatie de la guerre froide est une chose, leur conscience historique continentale en est une autre. Il y aurait d'ailleurs un autre « protecteur » naturel - ce qui n'est pas synonyme de « néo-colonisateur » - en Europe, et c'est la France.

Pourvu qu'ils ne se sentent pas menacés dans la stratégie de la guerre froide - le Québec libre déclarant sa neutralité comme la Suède -, qu'ils ne voient pas leurs avoirs menacés de spoliation, les Américains auraient peut-être la coquetterie de leur propre passé anti-colonialiste en protégeant l'émergence de la Terre (française) Québec. Les cultures anglo-saxonne et hispanique, si massivement représentées en terre américaine, ne perdraient rien à coexister avec une culture française en pleine affirmation de soi. En population, le Québec, qui se situe dans la bonne moyenne des 112 Etats membres de l'O.N.U., occuperait le 11e ou 12e rang en étendue : c'est une taille. Il a le Nombre et l'Espace, mais il n'est pas en son pouvoir d'abolir le voisinage : mais on l'a déjà dit, il est des promiscuités plus inquiétantes...

Mais c'est *l'homo quebecensis* lui-même qui, par la perception de son bizarre destin historique, peut freiner l'indépendance du Québec. Contrairement à la principale recommandation de Lord Durham, il n'a pas été « noyé » ni été pris dans un étau

étouffant. Il a pu survivre et se multiplier, en ménageant l'essentiel d'une culture propre. Mais, après un siècle, il se retrouve en Amérique du Nord dans une enveloppe protectrice trop épaisse et trop étroite et qui, presque malgré elle, draine sa sève française, assèche ses fibres d'origine. Il ne faut pas s'étonner que ce soit les jeunes intellectuels, et, à leur pointe les poètes, de cette génération dite « de la facilité » qui, les premiers, constatant cette déperdition d'eux-mêmes, se sont mis à « hurler dans leur harnais », selon l'expression de Gaston Miron. La crise économique n'a pas traumatisé leur enfance, la guerre mondiale n'a pas inquiété leur entrée dans l'âge adulte, le duplessisme n'a pas amorti leurs élans de l'âge mûr. Ils renouent avec une plus lointaine tradition, celle des origines, en un inconscient prophétisme. Ce qui explique peut-être aussi certaines courtes vues de leur actuelle « morale de situation » (politique). Et leur succès encore très relatif lorsqu'ils s'emploient à faire lever la pâte.

Le grand obstacle à l'indépendance du Québec c'est que la masse des Québécois ne sent pas la situation intenable à l'intérieur de l' « enveloppe protectrice ». Elle se sent, et c'est peut-être un tort, autant et même davantage protégée qu'appauvrie ; sans compter la force de l'habitude...

Que veulent les jeunes Québécois ?

[Retour à la table des matières](#)

« Que ça change ! »

En quoi ? comment ? et selon quel rythme ? Impossible de donner une réponse globale. C'est que, au Québec comme partout ailleurs, il n'y a pas « une » jeunesse mais des groupes de jeunes. Et, dans l'actuel « conflit des générations », il n'y a pas seulement une opposition parents-enfants, mais aussi des tensions et conflits entre groupes d'âge sur un plan extra-familial. Quoi qu'il en soit, on ne prend pas un grand risque en affirmant qu'au Québec, plus on est jeune, plus on est indépendantiste et intolérant pour ceux qui ne le sont pas.

Quels sont les jeunes Québécois ralliés à l'idée de l'indépendance ?

D'abord les jeunes intellectuels - en particulier les étudiants - des milieux urbains de petite et moyenne bourgeoisie. Le plus important des partis indépendantistes, le R.I.N. (Rassemblement pour l'Indépendance nationale) trouve le plus grand nombre

de ses adhérents parmi ces couches sociales. Les membres les plus actifs se situent vers la trentaine. Les étudiants politisés sont fortement indépendantistes, ainsi que l'ont démontré des élections universitaires et divers sondages ; les associations et journaux étudiants prennent des positions au moins « crypto-séparatistes ».

Deux catégories sociales résistent à la séduction indépendantiste : un groupe d'âge, les plus de quarante-cinq ans, qui ont vu leur adolescence ou leur entrée dans l'âge mûr marquée par la grande Dépression ; deux groupes professionnels, les ouvriers syndiqués et les agriculteurs. On pourrait caractériser les membres de ces trois groupes comme des « sécuristes » à court terme, tandis que les indépendantistes seraient des « sécuristes » à long terme. À cause de la jeunesse du mouvement (fondé en septembre 1960 avec une trentaine de membres), il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas encore entamé ces catégories plus coriaces.

La participation du R.I.N. à l'élection de juin 1966 lui a toutefois permis d'affirmer sa présence à la grandeur du Québec (par le temps gratuit à la radio-télévision) et de toucher ainsi les régions où il n'avait pas de candidats ; le résultat de 8 % des suffrages fut estimé plus qu'encourageant par ses dirigeants.

Le chef du R.I.N, M. Pierre Bourgault, est un ancien journaliste qui dépasse à peine la trentaine. Il a déjà lancé la boutade : « Nous sommes un parti yé-yé ! » Selon une enquête sommaire s'appuyant sur un échantillonnage de 50 participants parmi 600 congressistes (fin octobre 1966), la moyenne d'âge de ses membres serait de trente ans et demi, 58% ayant moins de trente ans et 28% se situant entre trente et quarante ans. Après l'âge de quarante ans, les pourcentages décroissent considérablement : 8% sont des quadragénaires, 4 % des quinquagénaires, 2% des sexagénaires. Du point de vue stratification sociale, les cols blancs, en incluant 5 fonctionnaires, sont en force (17) avec les enseignants et étudiants (16) : soit 33 sur 50. Le reste se partage entre 9 ouvriers ou techniciens auxquels on peut adjoindre 2 syndicalistes, 3 membres de profession libérale, 2 femmes mariées (« ménagères » selon la catégorie de recensement) et un entrepreneur. Cette répartition sociale et démographique plutôt étroite semble assez typique de la composition des mouvements du genre. L'appellation qui se veut injurieuse de « petits bourgeois », qu'on sert volontiers aux indépendantistes, a au moins quelque fondement sociologique.

Le plus fort argument en faveur de la propagation de l'idée indépendantiste est que la pyramide des âges devrait lui être favorable selon une progression géométrique

pendant les prochaines décennies (d'autant que le droit de vote à dix-huit ans élargit encore la base de la pyramide). Si la jeunesse étudiante reste indépendantiste, de façon continue, si d'autres jeunes le deviennent, la sécession du Québec est presque certaine d'ici une quinzaine d'années.

Cela nous reporte après 1980. Les démographes Jacques Henripin et Yves Martin prévoient qu'en 1981, moyennant les deux hypothèses favorables d'une migration faible et du maintien d'une fécondité relativement forte, le Québec compterait 8 792 000 citoyens. Les hypothèses s'inversant, on aurait tout de même une population de 7 781 000. Si un recul, prévisible, de 4% du français comme « langue maternelle » s'effectuait (78,6% au lieu des 82,6% de 1961), le Québec compterait en 1981 une population francophone de plus de 6 millions d'habitants : dans l'hypothèse défavorable, 6 120 000 et, dans la favorable, 6 910 000. La décroissance du taux de natalité des francophones, que ne compenserait pas une immigration de « parlant français » équivalente, réduirait leur proportion dans l'ensemble canadien pour ne s'établir en 1981 qu'entre 23 et 25% (au lieu de 28,6% en 1961) ; selon la même projection, en l'an 2011, cette proportion oscillerait entre 16,5 et 20,5%. « Froide éloquence des chiffres »...

Le Canada est un pays d'immigration. Or il y a un faible réservoir de migrations d'origine française de par le monde : l'établissement récent de deux consulats à Bordeaux et à Marseille avait, entre autres buts, celui de stimuler une immigration française très faible en comparaison de l'immigration d'origine britannique. La France est si peu un pays d'émigration que lorsque M. Jean Marchand, ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, vint à Paris au début de novembre 1966, pour stimuler l'immigration française au Canada, il ne sut pas à quel cabinet ministériel s'adresser au juste pour entamer des pourparlers.

Deux sentiments de précarité sont, chez les jeunes Québécois politisés, la source profonde de leur indépendantisme, ou de leur perméabilité à cette solution : la fragilité de leur culture française, qu'accroît la menace d'une déperdition numérique de leur groupe ethnique leur apparaissant aussi fatale que lente. Des jeunes, moins socialement favorisées que les étudiants, sont aux prises avec des besoins trop pressants et plus immédiats pour jongler avec des « idées générales » qui ne les accrochent guère. En dépit d'une bonne foi évidente des étudiants et jeunes intellectuels pour assumer les problèmes des seconds, la jonction ne s'établit pas de façon visible. Ce n'est pas contre le système confédératif ou les séquelles d'une histoire qui aurait pu être plus

heureuse que s'élèvent les jeunesses ouvrières ou agricoles. Ils s'en prennent plutôt aux politiciens du cru, à la « génération d'avant », en un refus global, a-critique, et peut-être définitif du politique. Peut-être même que le complexe du « politique d'abord » des jeunesses touchées par l'indépendantisme est-il inintelligible aux jeunesses des quartiers ouvriers et des régions rurales. Pour l'instant, il y a autant de risques de voir cet écart s'élargir que de chances de le voir se combler.

Les indépendantistes sont pris dans leur tyrannique dialectique du « tout ou rien » : on veut effacer le « rien » d'aujourd'hui pour faire place au « tout » de demain. Pas de milieu. Pour une bonne partie de la population, dont les jeunesses non étudiantes et non intellectuelles, ce « tout » apparaît en grande partie encore illusoire. Des tendances récentes au sein du R.I.N. ou de l'U.G.E.Q. (Union générale des Etudiants du Québec) montrent que leurs jeunes dirigeants sont sensibilisés à ce problème d'« intragénération ». En définitive, tous les jeunes, de façon volontaire ou inconsciente et avec différentes nuances d'inquiétude, aspirent à un nouvel « espace-temps » québécois en terre d'Amérique.

Pour beaucoup - le plus grand nombre -, il n'apparaît pas évident, ni même souhaitable qu'il faille le situer hors du Canada, en rupture définitive de la médiation pan-canadienne. L'histoire rendra peut-être à Lester B. Pearson le témoignage d'avoir été un remarquable amortisseur de la crise canadienne depuis 1963. Pour la première fois en dix ans, par la présence de M. Jean Marchand et de cinq ou six ministres et députés déjà influents au sein du gouvernement libéral, le Québec francophone a la chance d'être, de façon effective, présent sur la scène fédérale.

Après l'année politiquement anesthésiante du centenaire du pays et de l'Exposition universelle, cette nouvelle présence peut changer bien des choses. Une ambiance moins ambiguë et disons le mot, moins médiocre, ne suscitera certes pas l'enthousiasme délirant des Canadiens francophones. Mais la conscience généralisée du « moindre mal » est très insidieuse chez un peuple qui, s'étant réveillé, se rend compte qu'il n'est pas si malheureux qu'on s'efforce de le lui faire croire.

Les indépendantistes ont tort de penser que le mouvement favorable à leur cause est irréversible. Rien n'est joué dans un sens ni dans l'autre. Ils ont tort de croire que le phénomène de la désintégration de l'ensemble confédératif est assez avancé pour que l'écroulement soit fatal. La « dialectique des deux fatigues », qui peut s'interrompre, n'est pas suffisamment avouée...

Que peut la France ?

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup. Beaucoup plus qu'elle ne fait et qui est pourtant infiniment plus que par le passé, Mais ce qui se faisait dans le passé était si dérisoire...

Officiellement, il s'agissait de relations bilatérales entre les autorités gouvernementales et les services diplomatiques de Paris et d'Ottawa. De fait et encore « officiellement » (c'est-à-dire en deçà des limites très larges de la non-souveraineté internationale du Québec (comme Etat fédéré), c'est devenu une affaire à trois : Paris, Ottawa et Québec. Les compétences internationales de l' « Etat de Québec » ont été et seront peut-être encore à l'avenir une des questions délicates du contentieux biculturel du Canada. Ce n'est pas la France ni sa diplomatie qui sont à l'origine de ce contentieux. Il est en partie et provisoirement résolu, à ce niveau, par l'accord-cadre signé entre Paris et Ottawa le 17 novembre 1965. Cet accord permet un droit de regard des autorités fédérales sur les « ententes » qu'une province canadienne signerait avec Paris au titre de la coopération culturelle, scientifique ou technique. A l'intérieur de ces dispositions, Paris peut prendre de larges initiatives, sans avoir à se prendre de querelle avec Ottawa en faveur de Québec.

La France peut se passer de son ancienne Nouvelle-France comme elle l'a fait pendant deux siècles. Mais la nouvelle Nouvelle-France a besoin de la France et de sa présence ; elle ne se satisfait plus des seules valeurs folkloriques et autres souvenirs historiques - une vénération n'est pas une politique. Il faut « passer aux affaires ». A condition que, de part et d'autre, on les considère avantageuses.

Pour le Canada-Français et son « foyer national » du Québec, c'est vital. Son seul point d'appui extérieur, sa raison d'être (d'avoir été et de persister dans son être) devant l'histoire, c'est la France. « Point d'appui » et non dynamisme d'origine qui est en lui ou nulle part. Il a peut-être donné la preuve qu'il le possédait. La période de la survivance est passée. Il aura besoin d'un « supplément d'âme » pour annuler la diminution relative de sa taille démographique.

Il ne serait peut-être pas déraisonnable pour la « politique de grandeur » de la France de pouvoir compter sur la revitalisation d'une « France » qui, par-delà l'Atlantique, a dérivé si longtemps dans un océan anglo-saxon. Cela, on ne le démontre pas. On ne peut en convaincre l'autre partie intéressée. Elle doit le sentir. Sinon, elle perdra peut-être une seconde fois la Nouvelle-France, et pour toujours.

La « mission civilisatrice » de la France au Levant, ce fut, c'est encore quelque chose. Son amitié traditionnelle dans l'Europe, qui va « jusqu'à l'Oural », avec la Pologne, la Grèce, la Roumanie ou la Turquie, ce fut, c'est encore quelque chose. Son entreprise coloniale en péninsule indochinoise, malgré son dénouement, ce fut, c'est encore quelque chose. Son aventure impériale dans les Afriques maghrébine et sud-saharienne, ce fut, c'est encore quelque chose. Aux droits qu'elle a abandonnés plus ou moins librement à travers le monde ont succédé, en corollaire, des devoirs correspondants qu'elle assume avec efficacité et une certaine noblesse en une solidarité humaine renouvelée. Fort bien ! Mais a-t-elle fait un inventaire complet de ses devoirs ?

N'en a-t-elle pas aussi un, maintenant qu'elle s'est dépouillée du « hideux masque » du colonialisme, envers ce qui reste de son empire français d'Amérique, qu'une monarchie déclinante a bêtement perdu dans la guerre de Sept Ans ? Le résultat est là : 6 millions de francophones obstinés à le demeurer, dont 5 concentrés dans un Etat fédéré. La France a, en Amérique anglo-saxonne, la chance historique de pouvoir compter sur un peuple français, sorti d'elle-même, équivalent à la Wallonie et à la Romandie réunies et occupant un territoire trois fois plus vaste que le sien.

Puisqu'il faut parler affaires, en est-ce une bonne pour la France d'aujourd'hui d'avoir une « force de frappe » culturelle dans un hémisphère pour moitié anglo-saxon et pour moitié hispanique ? La permanence et la volonté d'épanouissement, c'est ce que le Canada-Français peut donner de mieux : une culture française viable dans un « milieu » peu propice. Bien mieux : le Canada français est rentable : non pas tant politiquement que culturellement, les preuves historiques sont là. Du point de vue économique, sa productivité et son standard de vie le démontrent.

La rentabilité politique d'un Québec indépendant serait minime pour une France qui verrait seulement s'élargir le cercle de famille par l'arrivée impromptu d'un cousin depuis longtemps perdu de vue. La rentabilité culturelle, c'est à la France de l'établir ou de la pressentir à un moment où elle veut tenir sa place entre les mondes anglo-saxon, slave et chinois. La France n'est ni assez grande, ni assez riche, ni assez popu-

leuse pour se priver d'un appoint culturel comme le Canada-Français : le huitième de sa population. Le Québec est, du point de vue français, économiquement rentable. Il a le territoire, les richesses naturelles, toute une infrastructure mise en place, les bras et assez de technique pour en apprendre d'autres. Il manque de capitaux d'impact, ils viennent d'ailleurs. Pourquoi, dans cet « ailleurs »-là, la France ne prendrait-elle pas une place décente ? On ne demande pas aux Français d'être des philanthropes, mais au contraire de venir s'enrichir au Québec.

Pour ça, il faut aller voir sur place, secouer ses tabous et routines, ne pas reculer devant des « risques » auxquels le simple manque d'habitude confère a priori une importance exagérée. Les Québécois aimeraient développer leur pays en français avec des techniques françaises, en coopération avec des ingénieurs français : vivre plus prospères en français. C'est aussi simple que cela. Les Français, eux, ont la chance de s'enrichir en français à deux pas de la frontière américaine. Et cela ne leur paraît pas simple du tout ! Ils ont le complexe de la supériorité industrielle américaine et le préjugé de l'inviolabilité du Canada comme chasse gardée de ses voisins du Sud.

Le Québec de 1960 a voulu lui-même renouer avec sa grande culture d'origine et affirmer sa présence dans la francophonie. La médiation d'Ottawa était le plus sûr moyen pour enrayer ou déformer des initiatives urgentes pour le Québec. Comment représenter avec efficacité à l'étranger, des besoins, des intérêts et des aspirations que la pratique quotidienne nie ou ignore sur place ? D'autre part, des Etats fédérés ont fréquemment conclu des traités avec des Etats de pleine souveraineté (en Suisse, aux Etats-Unis, en République fédérale allemande, en U.R.S.S., etc.), et même d'autres provinces canadiennes (Ontario, Manitoba) ont conclu avant le Québec des « ententes » internationales. A cause de l'ensemble du contentieux biculturel et constitutionnel canadien, les initiatives québécoises ont semblé aux agents du gouvernement central d'intolérables tactiques destinées à établir un début de personnalité internationale du Québec. Leur crainte n'était pas infondée. C'est ce que veulent certains gouvernants et fonctionnaires québécois : le droit de négocier et de conclure seuls des ententes internationales dans les matières qui relèvent de la compétence constitutionnelle du Québec. Ce privilège qui lui semble naturel serait partie de son éventuel « statut spécial ».

Paris, l'Elysée ou le Quai d'Orsay n'ont pas à arbitrer les conflits constitutionnels canadiens. Personne ne le leur demande. Mais c'est un fait que Québec ne peut se permettre d'attendre, de piétiner entre un Ottawa qui a tous les moyens de s'interposer

ou d'être tracassier et un Paris qui lésine. D'ailleurs, la France et toute la francophonie ont déjà commencé à profiter du soudain réveil des autorités outaouaises piquées au vif par la nécessaire audace d'un Québec qui veut joindre sa famille culturelle normale. Ottawa, en contrant ou court-circuitant les initiatives du Québec, doit faire la preuve qu'il n'est pas francophobe. Si 80% de l'aide technique et financière du Canada se dirigent vers les pays du Commonwealth, ces toutes dernières années Ottawa a commencé à la diversifier quelque peu. Et des chiffres non officiels pour l'année 1966 établissent à environ 8% une aide de même nature à l'intention des nouveaux États francophones d'Afrique. C'est encore peu, mais il y a quelques années, c'était presque le néant. Il faut souligner par ailleurs l'attitude compréhensive de la diplomatie canadienne à l'égard de la politique du général de Gaulle vis-à-vis de l'O.T.A.N. ; les visites de ministres canadiens du Commerce et de l'Agriculture à Paris à la suite de la rencontre de Gaulle-Pearson à Paris en janvier 1964 ; les bourses de recherche avancée pour les scientifiques français offertes par le Conseil national de la Recherche ; l'envoi d'instituteurs francophones en Afrique, etc. Aiguillonnée par le Québec, la diplomatie canadienne commence à se rendre compte du rare avantage qu'elle a de pouvoir compter sur les deux grandes langues de communication internationale.

Au niveau intergouvernemental, il faut faire état de très prometteuses ententes France-Québec du 27 février 1965 (échanges et coopération dans le domaine de l'éducation) et du 24 novembre de la même année (coopération culturelle générale). Des projets stagnent actuellement, faute paraît-il, de crédits du côté français. Il est vrai que ces « ententes » ne prévoyaient aucune contribution annuelle fixe ; et la seconde ne précisait même pas de modalités de financement pour les projets envisagés : ce qui laisse une large liberté d'appréciation... Plus explicite fut l'entente antérieure, conclue par échanges de lettres entre le ministère de la Jeunesse du Québec et le président de l'A.S.T.E.F. (Association pour l'Organisation des Stages en France) en janvier et février 1964. Association privée, mais dont le financement est dans sa plus grande partie assuré par le ministère des Affaires économiques, l'A.S.T.E.F. y alla de son écot (un million et demi de francs, soit 335 000 dollars) de même que le gouvernement du Québec dont la contribution annuelle est de l'ordre de 15 0 000 dollars. Le « nerf de la guerre » étant fourni, la coopération fut, de part et d'autre, plus souple et les résultats aussi féconds et peut-être plus visibles - par exemple un centre français de documentation technique, scientifique et économique établi depuis peu à Montréal.

Faut-il s'excuser de sembler faire, quoique en s'en défendant, un plaidoyer ? Il appartient à la France, aux Français dans quelque domaine d'activité qu'ils oeuvrent, de déterminer s'ils auront au Canada-Français une présence autre que symbolique. Ce choix dépend d'une appréciation de fait. L'époque des déclarations de bonnes intentions est révolue.

Rentable sur les plans culturel et économique-technique, ces « investissements » français au Québec ont aussi une promesse d'avenir solide si l'on en croit Arnold Toynbee qui écrivait en 1948 dans *Civilisation on Trial* (La civilisation à l'épreuve) :

« Si c'est un avenir heureux dans l'ensemble qui attend l'humanité, alors je prédirais volontiers qu'il y a de l'avenir dans le vieux monde pour les Chinois, et dans l'Amérique du Nord pour les *Canadiens* ¹⁶. Quel que soit l'avenir de l'humanité en Amérique du Nord, je suis sur que ces Canadiens de langue française, en tout état de cause, seront encore présents au dénouement de l'aventure. »

¹⁶ En français dans le texte.

Carte du Canada

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada français après deux siècles de patience

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas possible, dans le cadre de ce livre, de fournir au lecteur une bibliographie complète. Nous lui signalons un ouvrage comportant une série de communications sur tous les secteurs, et une bibliographie exhaustive :

- *État de la Recherche sur le Canada-Français*, Québec, Presses universitaires Laval, 1964. (Colloque tenu sous les auspices du département de sociologie de l'Université Laval.)

Gérard BERGERON
École nationale d'administration publique.